

L'ASSURANCE A INDICE VARIABLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 20 Mai 1944, à 14 heures

PAR

EDMOND F.-G. MENARD

JURY DE LA THÈSE

Président : M. MAURICE PICARD, Professeur

*Suffragants : MM. AMIAUD, Professeur
L. MAZEAUD, Professeur*

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS

20, RUE SOUFFLOT (5^e ARR^t)

1945

Tous droits réservés

THÈSE POUR LE DOCTORAT

***La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.***

L'ASSURANCE A INDICE VARIABLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 20 Mai 1944, à 14 heures

PAR

EDMOND F.-G. MENARD

JURY DE LA THÈSE

Président : M. MAURICE PICARD, Professeur

*Suffragants : MM. AMIAUD, Professeur
L. MAZEAUD, Professeur*

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS

20, RUE SOUFFLOT (5^e ARR^t)

1945

Tous droits réservés



INTRODUCTION GÉNÉRALE

L'Histoire de la Civilisation nous montre les efforts incessants de l'individu au cours des siècles pour se prémunir contre les incertitudes de l'avenir. Le progrès n'est que le résultat matériel de cette longue lutte. Là où l'homme est impuissant contre les atteintes du hasard, il s'est efforcé d'en neutraliser les effets par une institution moderne : l'ASSURANCE.

L'assurance remonte à la plus haute antiquité, mais ce n'est guère que depuis un siècle qu'elle est entrée dans les mœurs. On est ainsi arrivé à la compensation des effets du hasard par la mutualité organisée suivant les lois de la statistique.

Toutefois, les troubles économiques qui se sont produits avec une fréquence croissante depuis une vingtaine d'années, ont failli avoir pour conséquence un échec de ces efforts.

L'une des règles techniques fondamentales de l'assurance est celle de la proportionnalité de la prime au risque, c'est-à-dire que la prime d'assurance est la contre-partie du risque et conditionne le montant de l'indemnité en cas de sinistre. Or, l'instabilité économique rompant l'équilibre des prestations de l'assureur et de l'assuré, met l'assurance dans l'impossibilité de jouer son rôle normal.

Les crises économiques sont donc redoutables puisqu'elles tiennent en échec les institutions destinées à donner la sécurité aux individus. A la suite des événements de 1940, l'assuré était doublement menacé dans sa sécurité :

— ou bien l'indemnité due en cas de sinistre devenait insuffisante pour réparer les dommages subis,

— ou bien l'assureur pouvait devenir insolvable par suite du déséquilibre introduit dans les tarifs par la hausse des prix.

L'opinion publique, ignorante des règles techniques de l'assurance, avait tendance à rejeter sur l'assureur la responsabilité de toutes les conséquences fâcheuses de cet état de fait qui, en réalité, n'était que la suite de l'instabilité politique, économique et financière des vingt dernières années.

Il est facile de reprendre le slogan bien connu : « L'assurance française manque de dynamisme ». Les assurés sont loin de se douter qu'il y a, en fait, autant de différence entre les clauses d'une

police d'assurance incendie de 1815 et celles d'un contrat de 1943, depuis l'introduction de la clause d'assurance à indice variable par la Compagnie la Paternelle en avril 1941, qu'entre les statuts de la Gilde Anglo-Saxonne d'Exeter du ix^e siècle et ceux d'une grande compagnie d'assurance moderne, ou entre le seau d'osier garni de poix de 15 pouces de profondeur sur un pied de diamètre des habitants de Laon et de Mâcon en 1720 et le puissant Grinnel des usines actuelles.

Il semble d'ailleurs que l'on ne soit parvenu que récemment à découvrir le moyen d'obvier aux conséquences des troubles économiques dans le domaine des assurances.

L'introduction de la clause d'indice dans les contrats d'assurance de dommages a permis, par une formule simple, de réaliser *la synthèse de la Prévention et de la Sécurité*. Respectant les règles techniques de la science de l'assurance, elle doit permettre aux assureurs et aux assurés qui l'adoptent de retrouver la sécurité promise par les uns et escomptée par les autres, mettant ainsi en pratique la formule de M. Chéneaux de Leyritz, Président du Comité d'Organisation des Sociétés d'Assurances et de Capitalisation : « L'Assurance au service du Public. »

PREMIÈRE PARTIE

LE PROBLÈME DE L'INDEMNISATION DE L'ASSURÉ
PENDANT LES PÉRIODES DE HAUSSE DES PRIX

Les obstacles et les palliatifs de la pratique

INTRODUCTION DE LA PREMIÈRE PARTIE

L'Assurance vend de la Sécurité. L'Assuré, lorsqu'il contracte avec une Compagnie, entend se protéger contre un préjudice éventuel et désire être indemnisé convenablement en cas de sinistre. C'est là son but, mais, pour y parvenir, deux conditions doivent être remplies, à savoir :

1^o Les règles qui servent à déterminer le montant de l'indemnité ne doivent pas venir, par suite de la hausse des prix, limiter et réduire la somme allouée.

2^o L'Assureur doit demeurer solvable malgré le déséquilibre financier et technique qui résultera des insuffisances de ses tarifs par suite de l'augmentation du coût moyen des sinistres, consécutive aux variations de la valeur des biens et des services.

En assurance-dommages en effet, l'indemnisation de l'assuré se heurte à trois obstacles qui se justifient par la technique de cette branche de l'Assurance et qui ont pour but d'assurer l'équilibre financier. Dès qu'un déséquilibre vient à se produire entre la prestation de l'assuré et la garantie de l'assureur, par suite d'une variation de la valeur des biens assurés, les règles techniques viennent limiter l'indemnité. L'assuré en supporte certes les conséquences, mais l'équilibre financier de l'assureur est sauvegardé.

Dès qu'une de ces règles ne joue pas pour des raisons techniques spéciales à certaines branches de l'assurance-dommages, comme dans l'assurance de Responsabilité, la solvabilité de l'assureur peut être mise en péril par une hausse brutale et de longue durée de la valeur des biens.

L'assuré qui subit un préjudice plus ou moins important dans le premier cas, risque, dans le second, de ne plus avoir aucune garantie.

La crise subie par l'Économie de notre pays depuis Juin 1940 a montré toute l'importance du problème et l'insuffisance même des procédés inventés par la pratique dans les crises précédentes, devant l'ampleur et l'acuité du phénomène actuel.

Il est donc indispensable d'étudier l'origine des obstacles apportés par la technique de l'assurance-dommages à l'indemnisation des assurés pendant les périodes d'instabilité économique, et leurs répercussions sur la fixation du montant de l'indemnité, les tentatives d'amélioration faites par la pratique, surtout en assurance-incendie, et, enfin, la situation de l'Assurance de responsabilité face à la crise économique actuelle.

Cette étude permettra de se rendre compte, d'une part, de la valeur des principes qui président à la fixation de l'indemnité et, d'autre part, de la nécessité de trouver une solution donnant satisfaction à l'assuré et à l'assureur.

CHAPITRE PREMIER

LES OBSTACLES A L'INDEMNISATION DES ASSURÉS

I. — Premier obstacle. — Le principe indemnitaire

Le principe indemnitaire est énoncé en termes formels par l'article 28 de la Loi du 13 Juillet 1930 (Titre II, des Assurances de dommages, section I, dispositions générales) :

« ART. 28. — L'Assurance relative aux biens est un contrat d'indemnité ».

Ce principe a pour but essentiel de différencier l'Assurance du Pari. Il est apparu dès que l'assurance a pris une certaine extension et a permis de lui donner son aspect véritable : l'assurance n'est pas un moyen d'acquérir, elle ne peut être qu'un contrat d'indemnité : *Assicuratus non quærit lucrum, sed agit ne in damno sit* (1).

Cette distinction très nette du pari et du jeu permit à l'assurance de prendre tout son essor, et le principe indemnitaire passa tout naturellement des Assurances Maritimes dans les Assurances Terrestres. Nous pouvons dire qu'actuellement il est admis par toutes les législations de tous les pays, dans toutes les branches. Seule la Grande-Bretagne donne une interprétation si large au principe indemnitaire qu'on peut se demander s'il existe (2) : nous voulons parler des polices d'honneur (honour policy) et des polices avec clause « p. i. i. » (insurance proof insured interest). Un scandale eut lieu en 1903 à la suite de la perte du S.S. *Firth of Forth* sur les côtes de la Nouvelle-Zélande et montra à quels abus l'abandon du principe indemnitaire conduit l'assurance.

Le système du découvert qui avait le même but que le principe indemnitaire, fut admis à l'origine (Ordonnances de Barcelone de 1435, de Bilbao de 1560, de Rotterdam de 1604, Code Suédois de 1667, Guidon de la mer), mais il avait l'inconvénient de léser l'assuré en cas de sinistre. Le Code de Commerce de 1807 l'abandonna mais conserva la nullité de la sur-assurance (art. 357-358).

(1) Straccha, *De Assicuratiombus*, gl. 20, n° 4.

(2) Paris Le Clerc, *Le contrat d'assurance : sa nature juridique, principe et applications*. Paris 1932, p. 148.

Depuis, toutes les législations ont édicté le principe indemnitaire : Loi Turque du 29 Mai 1926 (art. 930 C. Com.), Loi Suédoise du 8 Avril 1927 (art. 37), Loi Chinoise du 30 Décembre 1929 (Art. 31, 1^{er} al.) Loi Roumaine du 4 Juillet 1930 (art. 75), Loi Française du 13 Juillet 1930 (art. 28).

Enfin, la Doctrine (1) et la Jurisprudence (2) sont unanimes à reconnaître dans ce principe l'une des bases fondamentales de l'Assurance.

L'application du principe indemnitaire entraîne cependant pour les assurés des conséquences dont les effets deviennent redoutables pendant les périodes d'instabilité économique et de hausse des prix.

SECTION I

Conséquences du principe indemnitaire

Ces conséquences sont nombreuses et presque toutes ont une influence plus ou moins importante sur l'indemnisation intégrale de l'assuré en cas de sinistre. Nous signalons plus particulièrement les trois conséquences suivantes :

1^o L'indemnité ne peut dépasser la valeur des choses assurées (3). L'assuré ne demande d'ailleurs rien de plus. Cette conséquence est formellement stipulée par la loi du 13 Juillet 1930, article 28 : « ...l'indemnité due par l'assureur à l'assuré ne peut dépasser le montant de la valeur de la chose assurée... ».

2^o Le montant de l'indemnité est déterminé d'après la valeur du bien au jour du sinistre. Pour fixer équitablement l'indemnité il faut en effet attendre que le risque se soit réalisé : « l'indemnité d'assurance, déclarent MM. Ancey et Sicot (4), ne peut porter que sur la valeur au moment du sinistre, mesure exacte et actuelle de

(1) Godard et Perraud-Charmantier, *Code des assurances*, 2^e éd. Paris, 1937, n^o 570. — Richard et Maucorps, *Traité de la responsabilité civile en matière d'incendie*. Paris, 1883, p. 34. — Ancey et Sicot, *La Loi sur le contrat d'assurance*, 2^e éd. Paris, 1931, p. 132. — Agnel et de Corny, *Manuel général des assurances*, 6^e éd. Paris, 1923, n^o 6. — Boudousquié, *Traité de l'assurance contre l'incendie*. Paris, 1829, p. 355. — Duhail, *L'Assurance contre l'Incendie*. Thèse, Paris, 1883, p. 15, n^o 11. — Persil, *Traité des assurances terrestres*. Paris, 1835, pp. 9, 91 et 399. — Déroulède, *Assurances contre l'incendie*. Thèse, Paris, 1899, p. 97. — De Lalande et Couturier, *Traité théorique et pratique du contrat d'assurance contre l'incendie*. Paris, 1886, p. 99. — Passefons de Carbonnat, *Du contrat d'assurance contre l'incendie*. Thèse, Paris, 1890, p. 105. — Contra, Labbé, Note sous Cass. Req., 19 Janvier 1880, S., 1880-1-441.

(2) Cass. Req., 14 Juin 1880, S., 1880-1-312. — Cass. Civ., 12 Février 1913, D.P., 1914-1-137, note de M. Dupuich. Trib. Civ. Toulouse, 6 Août 1909, D.P., 1909-5-1942. — Trib. Civ. Libourne, 26 Avril 1934, R.G.A.T., 1934, 839.

(3) De Mirimonde, *Manuel pratique des assurances*. Paris, 1928, p. 53. — Boudousquié, *op. cit.* p. 293, n^o 247. — Godart et Perraud-Charmantier, *op. cit.*, n^o 641. — Passefons de Carbonnat, *op. cit.*, p. 105. — Sumien, *Manuel de l'assureur et de l'assuré*. Paris, 1935, p. 39, n^o 64. — Duvergey, *De l'assurance à prime fixe contre l'incendie*. Paris, 1905, p. 391.

(4) Ancey et Sicot, *op. cit.*, p. 133.

la perte subie par l'assuré, et non sur une valeur arbitraire ». « C'est au jour du sinistre, écrit de son côté M. Duhail (1) qu'il faut se placer pour apprécier la valeur de la chose, car c'est la valeur qu'elle avait alors que l'avènement du sinistre a fait perdre à l'assuré ». La quasi-unanimité de la doctrine (2) adopte cette solution qui est consacrée par la jurisprudence (3), les législations étrangères modernes (4) et qui a été formulée par le législateur français dans l'article 28, *in fine*, de la loi du 13 Juillet 1930 : « ...l'indemnité due par l'assureur à l'assuré ne peut dépasser le montant de la valeur de la chose assurée *au moment du sinistre*. »

3° Enfin, c'est en vertu du principe indemnitaire que l'article 29 de la loi du 13 Juillet 1930 édicte la nullité de la surassurance frauduleuse et la réductibilité de la surassurance de bonne foi.

SECTION 2

Effets de ces conséquences pendant les périodes de hausse des prix

Les effets de ces conséquences ne gênent pas l'assuré lorsque les prix sont stables, mais ils deviennent fâcheux et redoutables pendant les périodes de hausse. Il est pourtant impossible d'y déroger car le principe indemnitaire qui n'est pas de l'essence même de l'assurance (5) est fondé sur l'ordre public.

Il résulte de ces règles que l'assuré ne peut, au moment de la signature du contrat, surassurer ses biens de crainte de voir son geste interprété comme une manœuvre frauduleuse. Or, en raison de la hausse constante des prix, surtout depuis les vingt dernières années, l'assuré est presque certain de voir les capitaux assurés devenir plus ou moins vite insuffisants. Pris par les soucis de la vie moderne, il ne pense pas à chaque instant aux graves dangers qu'il court vis-à-vis de lui-même, des siens et des tiers en cas de sinistre. Plus le sinistre se produira tard, c'est-à-dire longtemps après la souscription du contrat, plus l'assuré risquera de voir le découvert restant à sa charge devenir important.

(1) Duhail, *op. cit.*, p. 217, n° 163.

(2) Godart et Perraud-Charmantier, *op. cit.*, n° 640. — De Lalande et Couturier, *op. cit.*, n° 489. — Boudousquié, *op. cit.*, n° 152. — De la Prugne, *Traité théorique et pratique de l'assurance en général*. Paris, 1895, pp. 62 et 113. — Weens, *La règle proportionnelle dans le contrat d'assurance*, R. G. A. T., 1930, p. 38. — Grün et Joliat, *Traité des assurances terrestres*. Paris, 1828, n° 258, p. 313. — Alauzet, *Traité des assurances*. Paris, 1843, t. II, n° 411.

(3) Trib. Civ. Rouen, 21 Août 1871, *J. A.*, 1872, p. 121. — Cass., 14 Juin 1880, S., 1880-1-312.

(4) Loi suisse, art. 69; loi allemande, art. 56; loi suédoise, art. 37; loi turque, art. 962 et 973; loi chinoise, art. 31, 1^{re} al.

(5) Weens, *L'Assurance de chose, contrat d'indemnité*. Paris, 1927, n° 58. — M. Picard et A. Besson, *Traité général des assurances terrestres en droit français*. Paris, 1940, t. II, p. 27, n° 12. — Guyot, *Les Lois nouvelles*, 1930, 1^{re} partie, p. 445.

Prenons un immeuble d'une valeur en 1914 de .	10.000	Francs
par suite de la hausse des prix depuis cette date,		
cet immeuble valait : en 1920, 4 fois plus, soit.	40.000	—
en 1930, 8 fois plus, soit.	80.000	—
en 1940, 11 fois plus, soit.	110.000	—

Si un sinistre total survient en 1930, le propriétaire éprouvera un préjudice de 70.000 francs. Si, par contre, le sinistre ne se produit qu'en 1940, la perte s'élèvera à 100.000 francs. Il était impossible à l'assuré de prévoir une telle hausse. Au cas où il aurait fait garantir son immeuble pour 11 fois sa valeur en 1914, il se serait vu inmanquablement appliquer la déchéance prévue par les articles 357-358 du Code de Commerce et 29 de la loi du 13 Juillet 1930 pour tout sinistre qui se serait produit entre la date de la souscription du contrat et l'année 1938, année à partir de laquelle l'écart entre la valeur réelle de l'immeuble et la somme assurée serait devenu minime.

Telle est donc la conséquence néfaste en période de hausse des prix, d'un principe d'ordre public, dont l'utilité est par ailleurs indiscutable.

II. — Second obstacle. — La somme assurée

Le montant de la somme assurée, fixée au contrat lors de sa souscription, est le second obstacle à l'indemnisation totale de l'assuré en cas de sinistre survenant pendant les périodes de hausse des prix. Cette règle est énoncée impérativement par l'article 14 de la loi du 13 Juillet 1930 :

« ART. 14. — Lors de la réalisation du risque ou à l'échéance du contrat, l'Assureur est tenu de payer, dans le délai convenu, l'indemnité ou la somme déterminée d'après le contrat. »

« L'Assureur ne peut être tenu au delà de la somme assurée. »

Ce principe d'ordre technique joue pour toutes les assurances où il y a un « bien » assuré, c'est-à-dire pour les assurances de choses proprement dites et pour les assurances de responsabilité à objet déterminé. La pratique en a tiré trois règles fondamentales dans l'assurance de dommages, à savoir :

1^{re} règle. — La somme assurée sert à déterminer l'engagement maximum de l'assureur.

2^e règle. — La somme assurée sert à déterminer le montant de la prime.

3^e règle. — La somme assurée ne fait pas la preuve de la valeur de la chose assurée.

Dans une première section, nous allons voir rapidement quelles sont les conséquences générales de ces trois règles, lorsqu'un sinistre survient, et, dans une seconde section, nous verrons quels en sont les inconvénients fâcheux pour l'assuré lorsque le sinistre se produit pendant une période de hausse des prix.

SECTION I

Conséquences des trois règles, découlant de l'article 14, en cas de sinistre

1^o La somme assurée sert à déterminer l'engagement maximum de l'assureur. La somme versée à titre d'indemnité par l'assureur ne sera jamais supérieure à la somme maximum dont le versement est prévu par la police. L'assureur n'est donc jamais engagé au delà, quelle que soit l'importance des dommages subis par l'assuré.

Personne d'ailleurs ne conteste cette règle qui s'impose. La somme assurée reste ce que la volonté des contractants a décidé qu'elle serait. Cette règle repose donc, d'une part, sur l'accord de volonté des parties qui ont fixé la somme au contrat et, d'autre part, sur la règle de la proportionnalité de la prime au risque : l'assuré n'ayant payé qu'une prime correspondant à la somme assurée ne saurait être garanti pour une somme supérieure.

Cette solution est valable aussi bien dans l'assurance en valeur agréée où la somme assurée est fixée par l'assuré d'accord avec l'assureur, que dans l'assurance en valeur déclarée où la somme assurée est fixée unilatéralement par l'assuré seul.

Les assurances illimitées de responsabilité ne comportent pas de somme assurée, l'objet étant indéterminé, mais il suffit que la police indique les éléments qui serviront ensuite à déterminer l'indemnité (1). Il ne s'agit d'ailleurs que d'une branche très restreinte de l'activité des assureurs dommages et dont les résultats financiers ne sont pas particulièrement brillants.

Cette corrélation nécessaire entre les engagements de l'assureur et ceux de l'assuré date des premiers temps de l'assurance. La loi du 13 Juillet 1930 n'a donc fait que codifier une règle ancienne (2), approuvée par une Doctrine unanime (3) et par une Jurisprudence constante (4).

(1) Note de M. Trasbot, *D.P.*, 1931-IV, p. 11, 2^e col.

(2) Godart et Perraud-Charmantier, *op. cit.*, 2^e éd., p. 141.

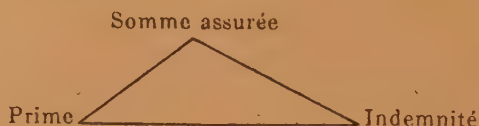
(3) Labori, *Répertoire encyclopédique du droit français*. Paris, 1839, t. I, p. 763. — De Lalande et Couturier, *op. cit.*, p. 99. — Agnel et de Corny, *op. cit.*, 6^e éd., n^o 52. — Persil, *op. cit.* p. 56. — Lassaigue, *Manuel des assurés contre l'incendie*, 4^e éd. Paris, 1884, p. 16. — Grün et Joliat, *Traité des assurances terrestres*. Paris, 1823, p. 240, n^o 189. — M. Picard et A. Besson, *T.G.A.T.*, t. II, p. 571.

(4) Paris, 4 Mai 1922, *R.P.*, 1922, p. 239. — Besançon, 22 Janvier 1867, *D.P.*, 1867-2-4. — Cass. Req., 14 Juin 1880, *D.P.*, 1881-1-367.

2° La somme assurée sert à déterminer le montant de la prime.

La règle de l'article 14 de la loi du 13 Juillet 1930 repose, comme nous venons de l'indiquer, sur l'accord des parties et sur le principe de la proportionnalité de la prime au risque. On doit, en effet, avoir toujours présent à l'esprit que l'assurance repose sur la mutualité des assurés dont l'assureur est le gérant. Chaque assuré doit apporter sa contribution à la masse commune. C'est en fixant la somme au contrat que l'on déterminera le montant de la prime (1). La prime que verse l'assuré n'est donc, en définitive, que la contrepartie du risque représenté au contrat par la somme assurée. Si la somme assurée a été convenablement fixée, la prime correspondant au risque sera payée et, en cas de sinistre, l'indemnité correspond à la valeur du bien détruit. Si, au contraire, l'indemnité est inférieure, c'est qu'il y a eu insuffisance de prime par suite d'un calcul défectueux de la somme assurée.

Le principe de la proportionnalité de la prime au risque a pour corollaire le principe de la proportionnalité de l'indemnité à la prime, d'où le schéma suivant :



Ce que reçoit l'assuré se proportionne toujours à ce qu'il a payé. Le taux de la prime est calculé, en outre, par la statistique, d'après la probabilité et le degré d'intensité du risque pour une unité de valeur déterminée (2). Le nombre d'unités est librement fixé par l'assuré et il est évident que le montant de la prime variera suivant l'importance de la somme assurée. L'assureur veut, enfin, que l'assuré déclare tous les éléments du risque afin qu'il puisse appliquer le tarif exact (3).

La valeur du risque est un élément très important car, pour certains risques, c'est d'après cette valeur que sera fixé le taux de la prime (clause du maximum).

Par exemple, dans l'industrie du bois, le taux de prime sera :

jusqu'à 50.000	4 ‰
de 50.001 à 100.000.....	6 ‰
de 100.001 à 200.000	8 ‰, etc...

Somme assurée, prime et indemnité sont donc tous liés proportionnellement et dépendent les uns des autres.

(1) Grün et Joliat, *op. cit.*, p. 240, n° 189.

(2) M. Picard et A. Besson, *T.G.A.T.*, t. I, p. 80.

(3) Chanut, *Essai sur le contrat d'assurance contre l'incendie*. Thèse, Lyon, 1905, p. 126.

Le principe fondamental de l'assurance est que la prime doit être exactement proportionnée au risque (1) et c'est à cette condition que l'assuré est certain de toucher une indemnité intégrale.

3^o La somme assurée ne fait pas la preuve de la valeur de la chose assurée.

Cette règle intéressante n'a pas une influence directe sur l'indemnisation de l'assuré en cas de sinistre. La somme assurée est librement fixée par l'assuré. Tout autre système serait difficile à établir et conduirait à des difficultés inextricables.

Le contrat d'assurance est un contrat de bonne foi où les parties ont un même intérêt. Si l'assuré fixe une somme insuffisante, il ne peut s'en prendre qu'à lui.

En cas de sinistre l'assuré a la charge de faire la preuve de la valeur du bien. La clause de valeur agréée n'a pour but que de mettre cette preuve à la charge de l'assureur.

SECTION 2

Conséquences lorsque le sinistre se produit en période de hausse des prix

En période de hausse des prix, il va se produire un décalage entre la valeur du bien et la somme assurée, et enfin l'assureur va encaisser une prime qui ne représentera plus le bien. L'assuré subira donc soit un découvert en cas de sinistre total, soit une règle proportionnelle plus ou moins importante en cas de sinistre partiel : cette dernière question fera l'objet d'une étude particulière.

Un assuré fait garantir en 1920 une maison pour sa valeur exacte qui est alors de 100.000 francs. En 1940, un incendie détruit complètement cet immeuble qui vaut, à ce moment 300.000 francs. Si l'assuré n'a pas pris le soin de revaloriser son contrat, l'assureur ne versera que 100.000 francs et l'assuré subira un découvert de 200.000 francs.

Si en outre, il s'agit d'un risque comportant une clause du maximum, l'assuré, non seulement subira un découvert plus ou moins important, mais encore se verra appliquer une règle proportionnelle dite « de prime ».

Il se peut que l'augmentation de valeur soit due uniquement à une dévalorisation monétaire et que le risque ne soit pas modifié quantitativement. Le Comité de Tarification a majoré certaines clauses de maximum tout dernièrement pour empêcher l'application d'une pénalité qui ne correspondait pas à la réalité.

(1) Groussin, *L'Assurance contre l'incendie*. Thèse, Paris, 1930, p. 64. — Cours de M. le Pr M. Picard, au Centre d'études supérieures d'assurances de l'Ecole libre des Sciences politiques, années 1942-1943, p. 16.

Nous constatons, dans tous ces cas, que l'assuré subit en fait un préjudice contre sa volonté. La somme assurée fixée au contrat reste statique. Le bien assuré voit sa valeur varier suivant les événements économiques. L'assurance est, par excellence, un contrat successif dont l'exécution s'échelonne dans le temps. De ce fait, bien des circonstances peuvent au cours du contrat modifier la valeur du risque pris en charge par l'assureur. Aussi, pour atteindre son but qui est de se procurer une sécurité entière, l'assuré devrait faire varier la somme assurée à chaque changement de valeur ce qui, par contre coup, ferait également varier la prime et l'engagement de l'assureur.

Le danger pour les assurés est donc grave et beaucoup plus fréquent qu'on ne le croit. Les crises monétaires subies par notre pays depuis 1920 ne sont pas une exception, contrairement à l'opinion généralement répandue. L'Histoire des Monnaies nous enseigne en effet que les périodes de stabilité monétaire sont des exceptions (1). L'histoire de la France n'en compte guère que deux à savoir : les quarante dernières années de la Monarchie et les 113 ans du Franc Germinal (1803-1914).

Par contre, les dévalorisations n'ont cessé de se multiplier depuis les temps les plus anciens.

La première unité monétaire métallique romaine, « l'as », qui représentait le poids d'une livre romaine de bronze, soit 327 gr. 187, vers 427 avant J.-C., ne représentait plus que 2 gr. 27 en 200 après J.-C.

Le « sou » créé en 120 avant J.-C. sur la base de 10 gr. 91 d'or fin, n'en représentait plus que 7 gr. 80 en 15 avant J.-C., sous le règne d'Auguste, et 3 gr. 78 entre 590 et 630, sous le règne de Clotaire II.

Philippe IV le Bel (1285-1314) dévalorisa la livre tournoi en 1295, 1303, 1305 et 1306, la revalorisa en 1308, puis la dévalorisa de nouveau en 1314.

Philippe VI (1328-1350) modifia 31 fois la monnaie d'argent et 33 fois la monnaie d'or : la guerre de Cent Ans venait de commencer.

Après la signature de l'Armistice de 1940, la France a dû subir d'un côté les réquisitions des armées d'occupation, la fixation, d'une parité avantageuse du change en faveur des pays de l'Axe et d'un autre côté le blocus des Alliés.

Le souvenir de la débâcle monétaire allemande en 1921 était présent à tous les esprits. Mais le régime de contrainte qui fut imposé à toute l'économie de notre pays a conjuré en partie la catastrophe. Les prix ont monté en flèche, la circulation monétaire a pris des proportions gigantesques, mais le Franc a tenu (2).

On a constaté que le phénomène de la hausse des prix ne devenait dangereux que lorsque les prix montaient à une cadence plus

(1) *L'Observateur* des 1^{er} Septembre et Octobre 1943 ; *Les Dévalorisations monétaires à travers l'Histoire*. — G. d'Avenel, *Histoire économique de la propriété, des salaires, des denrées et de tous les prix en général depuis l'an 1200 jusqu'en 1800*. Paris, 1894-1912, 6 vol.

(2) Cours de M. J. Fourastié au Conservatoire des Arts et Métiers. Paris, 1942-1943.

accélérée que l'augmentation de la circulation du papier-monnaie : c'est ce qu'on appelle l'emballlement de l'inflation. Or, ce phénomène ne s'est pas produit. Mais, depuis 1940, la hausse des prix a été quelque chose de fabuleux dont voici quelques exemples :

	Blé (100 kg.)	Beurre (1 kg.)	Oufs (le 100)	Chambre à coucher
1938	204	22	72	3.000 à 5.000 francs
1941	290	38	158	
1943	410	160	300	18.000 à 25.000 francs

Il est facile de se rendre compte, qu'à part de très rares exceptions, le problème d'une monnaie stable ne date pas d'aujourd'hui et qu'en général les assurés ont toujours eu une garantie insuffisante. Si, par ailleurs, ils avaient voulu maintenir constamment l'accord entre la valeur du bien assuré et le capital fixé au contrat, ils auraient eu un travail énorme à effectuer et pratiquement impossible à réaliser.

En 1940, les Compagnies se sont trouvées devant le dilemme suivant : ou ne rien faire et presque tous les assurés subissaient des pertes considérables en cas de sinistre, ou trouver un moyen pratique pour revaloriser les contrats sans porter atteinte aux principes de la proportionnalité de la prime au risque et de l'indemnité à la prime, qui protègent l'équilibre technique et financier des Assureurs.

Avant d'examiner la solution qui a été adoptée, il nous reste à étudier les conséquences de la hausse des prix lorsque le sinistre n'est que partiel, comme cela se produit dans la très grande majorité des cas : à savoir l'application de la règle proportionnelle.

III. — Troisième obstacle : La règle proportionnelle

La loi du 13 Juillet 1930 énonce, en ces termes, la règle proportionnelle dans son article 31 :

« ART. 31. — S'il résulte des estimations que la valeur de la chose assurée excède, au jour du sinistre, la somme garantie, l'assuré est considéré comme restant son propre assureur pour l'excédent et supporte, en conséquence, une part proportionnelle du dommage, sauf convention contraire. »

La loi de 1930 a, dans cet article, codifié un principe très ancien, aussi ancien que l'Assurance qui, mal compris par la grande majorité des assurés, n'en repose pas moins sur le principe technique fondamental de l'assurance : le principe de la proportionnalité de la prime au risque.

La Règle Proportionnelle remonte à l'origine de l'assurance. Elle figure pour la première fois dans un texte écrit, dans le *Guidon de la Mer* (Chapitre II, art. 17) (1) et fut reprise par l'article 16 de l'Ordonnance de la Marine de 1681 (2).

Cette règle passa naturellement de l'assurance maritime dans l'assurance terrestre et elle figure dans les premières polices « incendie » émises en France vers 1786 (3), tout au moins en matière immobilière.

La Règle proportionnelle figure également dans les clauses des compagnies qui se fondèrent sous la Restauration : Compagnie d'Assurances Générales contre l'Incendie; Compagnie Le Phénix (1819); La Royale (Nationale) (1820), art. 18; le Soleil (1829), art. 7; La Paternelle (1843), art. 18; l'Abeille (1857), art. 20; La Clémentine (1840), art. 24; Les Propriétaires Réunis (1821), art. 10; Compagnie La Normandie (1840), art. 29; Police de Königsberg, art. 9; Police de Cologne, art. 17 et 18; Police de la Nouvelle-Orléans, art. 12; enfin dans la police du Groupement pour l'assurance des risques terrestres de guerre (11 Novembre 1942) art. 13. On peut dire qu'à l'heure actuelle, toutes les compagnies l'ont adoptée.

La Règle Proportionnelle a eu, en effet, une expansion mondiale. La pratique l'a adoptée dans presque toutes les branches où il était techniquement possible de l'appliquer : incendie (police type de 1913, art. 21, de 1930, art. 16; de 1941, art. 1 et art. 17) bétail, vol, grêle, etc... En fait, elle n'a connu une éclipse relative partielle que de 1842 à 1846 en France, où une concurrence acharnée amena certaines compagnies à l'abandonner (4) et où une crise entraîna la faillite de la presque totalité de ces compagnies imprudentes.

La Doctrine, à la presque unanimité, en France comme à l'étranger, l'admet sans restriction, la déclarant juste et équitable (5).

(1) Pardessus, *Collection des lois maritimes*, 6 vol. Paris, 1828-1845, t. II, p. 384.

(2) Valin, *Nouveau commentaire sur l'Ordonnance de la Marine du mois d'Août 1681*, 2^e éd., Paris, 1841, p. 338.

(3) Hamon, *Histoire générale de l'assurance en France et à l'étranger*. Paris, 1895-1896, p. 46.

(4) Hémard, *Théorie et pratique des assurances terrestres*, 2 vol. Paris, 1924, t. I, p. 209. —

(5) Ancey, *Théorie et pratique des opérations d'assurance*. Paris, 1904, p. 318. — Ancey et Sicot, *op. cit.*, 2^e éd. Paris, 1931, p. 144. — De l'Arbre, *L'Obligation de répondre à substituer à l'obligation de déclarer*. Bruxelles, 1911, p. 23. — Boudousquie, *op. cit.*, n^o 152, 206. — Capitant, *La Loi du 13 Juillet 1930 relative au contrat d'assurance, R.G.A.T.*, 1930, p. 773. — Desfrancs, *Commentaire des conditions générales de la police de l'Urbaine*. Paris, 1882, p. 59. — Droz, *Commentaire des polices d'assurance contre le risque d'incendie*. Paris, 1913, p. 109. — Duhail, *op. cit.*, n^o 167 et s. — Férot, *Etudes sur les assurances à prime contre l'incendie*. Paris, 1881, p. 317. — Girard, *Eléments d'assurance*. Paris, 1921, p. 64, 169 et s. — Godart et Perraud-Charmantier, *op. cit.*, 2^e éd. Paris, 1937, n^o 647. — Grün et Joliat, *op. cit.*, p. 311, n^o 257. — Hamon, *Les Responsabilités, les assurances, la prévoyance*. Orléans, 1910, n^o 91. — Hémard, *op. cit.*, t. II, n^o 450. — Hettier, *Des assurances terrestres*. Paris, 1867, p. 244. — Labori, *Répertoire encyclopédique du droit français*. Paris, 1889, t. I, p. 764. — De Lalande et Couturier, *op. cit.*, n^o 484. — De Lignerolles, *Des recours de l'assureur contre les tiers responsables du sinistre*. Paris, 1909, p. 44. — Papot, *La Règle proportionnelle dans les assurances terrestres : l'assurance au premier feu*. Paris, 1934, pp. 4 et 49. — Perrin, *L'Assurance au premier feu*. Paris, 1938, p. 6. — Perreau, *Manuel juridique et pratique des opérations d'assurances*. Paris, 1922, p. 215. — Persil, *op. cit.*, n^o 93. — Philouze, *Manuel du contrat d'assurance*. Paris, 1879, p. 110. — M. Picard et A. Besson, *op. cit.*, t. II, p. 579. — Pipia, *Trattato delle assicurazioni terrestri*. Roma, 1905, n^o 335. — S. Planche, *Fonctionnement du contrat*

Depuis plus d'un siècle, la Jurisprudence n'a pas cessé d'admettre sa validité (1). La Cour d'Appel de Pau, dans son arrêt du 5 Avril 1884, a déclaré en termes presque identiques à ceux qu'emploiera le législateur en 1930 : « qu'il est de principe généralement admis que l'assuré qui ne s'assure que pour une somme moindre que la valeur des objets assurés au moment de l'incendie est lui-même son propre assureur dans la proportion de la différence. »

Enfin, les législateurs de tous les pays ont consacré la Règle Proportionnelle :

a) En France, elle fut admise par les différents projets (2) à l'exception d'un seul (3) comme étant une règle traditionnelle et conforme à la volonté des contractants.

b) A l'étranger, par toutes les législations : soit par des dispositions insérées dans les Codes de Commerce (4), soit par une loi spéciale sur les Assurances (5) soit, enfin, par une disposition du Code Civil (6).

d'assurance de responsabilité en matière terrestre. Thèse, Grenoble, 1932, p. 56. — Pouget, *Dictionnaire des assurances terrestres*. Paris, 1855, t. II, p. 740. — Quénault, *Traité des assurances terrestres*. Paris, 1828, n° 94. — Ramella, *Trattato delle Assicurazioni*. Milano, 1921, n° 131. — Rehfsous, *Les Assurances*. Genève, 1893, p. 48. — Rialan, *Le Contrat d'assurance incendie dans ses rapports entre l'assureur et l'assuré*. Nantes, 1909, p. 63. — De Riedmatten, *Nouvelles conditions générales des polices incendies d'après leur texte en vigueur depuis le 1-1-41*. Versailles, 1942, p. 118. — A. Roux, *Le Contrat d'assurance, Commentaire par la jurisprudence de la loi du 13 juillet 1930*, 2^e éd. Paris, 1936, p. 95. — Vivante, *Traité de droit commercial*, 3^e éd., traduite par M. le P^r Escarra. Paris, 1912, t. IV, n° 1.959. — Weens, *op. cit.*, R.G.A.T., 1930, p. 33. — Weens, *L'Assurance de choses, contrat d'indemnité*. Paris, 1927, n° 59.

(1) Paris, 19 Mars 1840, S., 1840-2-337 ; G.P., 1840-2-483. — Trib. Com. Nancy, 18 Juin 1856, Jurisprudence Générale des Assurances terrestres, 2-184. — Trib. Civ., Lyon, 3 Juillet 1856, Bonneville de Marsangy, Jurisprudence Générale des Assurances terrestres, 1856-2-190. — J.A., 1856, p. 330. — Paris, 31 Décembre 1856, Jurisprudence Générale des Assurances terrestres, 2-183. — Trib. Civ., Avignon, 21 Juin 1860, Jurisprudence Générale des Assurances terrestres, 3-81. — Pau, 5 Avril 1884, S., 1884-2-186 ; G.P., 1884-2-236. — Simonin, Jurisprudence Générale des Assurances terrestres, 2-48 ; D.P., 1886-2-1. — Trib. Civ., Seine 20 Janvier 1920 ; J.A., 1920, p. 400 ; R.P., 1920, p. 88. — Trib. Com., Marseille, 6 Mars 1921, R.P., 1921, p. 396. — Trib. Civ., Castres, 10 Janvier 1923 ; J.A., 1923, p. 164 ; R.P., 1923, p. 441. — Alger, 15 Avril 1872 ; D.P., 1872-2-155 ; S., 1872-2-294. — B. de M. 2-419. — Paris, 22 Janvier 1880, sous Req. 30 Mai 1881, S., 1882-2-405. — Caen 29 Juin 1885 ; R.P., 1885-263. — Chambéry, 12 Janvier 1886 ; D.P., 1886-2-237 ; G.P., 87-2 supp. 82. — Amiens, 28 Novembre 1903 ; R.P., 1904-9. — Paris, 28 Février 1905 ; R.P., 1906-81. — Paris, 26 Février 1925, D.H., 1925-295. — Paris, 3 Juillet 1889 ; J.A., 1890-84. — Trib. Com. Seine, 10 Janvier 1920 ; R.P., 1921-3. — Trib. Seine, 20 Décembre 1871 ; J.A., 1872, p. 69 ; B. de M., 3-157. — Trib. Civ., Bordeaux, 21 Décembre 1852 ; J.A., 1853, p. 75. — Trib. Civ. Rouen, 21 août 1871 ; J.A., 1872-121. — Dijon, 27 Janvier 1876 ; S., 1876-2-84 et la note. — Paris, 2 Décembre 1880 ; S., 1882-2-189 et la note.

(2) Projets de 1834, art. 11 ; du 12 Juillet 1904, art. 12 (J.O., 1904, Chambre, Documents, p. 918, annexe n° 1.918) ; du 7 Avril 1925, art. 31 (J.O., 1925, Chambre, Documents, p. 637, annexe n° 1.544).

(3) Projet de 1837, art. 12 : Philouze, *Projet de loi sur les assurances terrestres*, Rennes, 1880, pp. 29 et 36.

(4) Codes de Commerce : argentin, art. 502 ; chilien, art. 532, § 2 ; colombien, art. 712 ; équatorien, art. 595 ; espagnol, art. 408 ; hollandais, art. 253 ; hongrois, art. 478 ; italien, art. 425 ; portugais, art. 433 ; roumain, art. 450 ; ture, art. 94 (loi du 29 Mai 1926) ; vénézuélien, art. 552.

(5) Lois : belge du 11 Juin 1874, art. 21 ; suisse du 2 Avril 1908, art. 69 ; allemande du 30 Mai 1908, art. 56 ; autrichienne du 23 Décembre 1917, art. 52, § 2 ; suédoise du 8 Avril 1927, art. 40 ; chinoise du 30 Décembre 1929, art. 34 ; roumaine du 4 Juillet 1930, art. 76.

(6) Code Civil italien du 16 Mars 1942, art. 1.907.

Un seul pays cependant n'applique pas la règle proportionnelle d'une façon générale, c'est l'Angleterre. Après en avoir usé pendant longtemps, les assureurs anglais modernes l'ont écartée, sans doute pour des raisons de concurrence, mais seulement en incendie pour les risques simples. Or, les assurés anglais, soucieux de ne pas se voir appliquer de déchéance pour sous-évaluation trop flagrante réintroduisirent conventionnellement la Règle Proportionnelle sous le nom d'« average clause » (1).

Cette universalité de l'application de la Règle Proportionnelle montre bien qu'elle est autre chose qu'une clause arbitraire, inventée par les assureurs et qu'il s'agit, en l'espèce, d'une règle de l'essence même de l'assurance, faisant partie de sa technique telle qu'elle est définie aujourd'hui, c'est-à-dire « une entreprise basée sur la compensation des risques conformément aux lois de la statistique et sur la proportionnalité de la prime au risque ».

« C'est toujours, écrit Deschamps, à un système d'équilibre qu'il faut aboutir, équilibre entre la prime et le risque. Il ne faut pas oublier en effet que la proportionnalité de la prime au risque est la condition *sine qua non* du contrat d'assurance » (2).

Nous allons étudier d'abord le jeu de la Règle Proportionnelle et les règles qui en découlent, puis ses causes.

SECTION I

Jeu de la règle proportionnelle et règles qui en découlent

Pour faciliter la compréhension du jeu de la Règle Proportionnelle, nous allons reprendre l'exemple de l'immeuble d'une valeur de 400.000 francs, assuré seulement pour 100.000 francs.

— Cas du sinistre total : l'assuré ne touchera que 100.000 francs, somme maximum assurée, il supportera donc un découvert de 300.000 francs, soit des 3/4.

— Cas du sinistre partiel : dommages 10.000 francs : l'assuré ne touchera que :

$$\frac{10.000 \times 100.000}{400.000} = 2.500 \text{ francs}$$

Il restera donc à découvert de 7.500 francs, soit des 3/4.

(1) Papot, *op. cit.*, Paris, 1934, p. 19. — M. Picard et A. Besson, *op. cit.*, t. II, p. 579.

(2) Deschamps, *L'Aggravation du risque en cours d'assurance*. Paris, 1933, p. 32.

La Règle Proportionnelle s'exprime donc mathématiquement par la formule :

$$\text{Indemnité} : \frac{\text{somme dommages} \times \text{somme assurée}}{\text{valeur réelle assurable}} \quad (1)$$

Par l'exemple que nous venons de donner, nous avons fait la preuve du bien fondé de la Règle Proportionnelle qui joue en fait aussi bien en cas de sinistre partiel qu'en cas de sinistre total et qui s'analyse toujours en une insuffisance de prime entraînant une réduction de l'indemnité.

C'est de la Règle Proportionnelle que découlent les deux règles suivantes :

1^o C'est au jour du sinistre qu'il faut se placer pour apprécier s'il y a lieu ou non d'appliquer la Règle Proportionnelle (2). Le législateur a retenu cette date qui figure dans l'article 31 de la loi du 13 Juillet 1930.

2^o La Règle Proportionnelle s'applique article par article.

Il y a autant d'assurances que d'articles (3). « Vouloir opérer une compensation générale entre les divers articles, dit M. le Professeur M. Picard, c'est dénaturer la convention..., c'est modifier la portée de la garantie en supprimant toute signification particulière aux articles séparés. » (4).

Cette solution exacte était toutefois rigoureuse. Sur demande de la Ligue des Assurés, un adoucissement y fut apporté et, actuellement, les Compagnies admettent une clause de réversibilité sous certaines conditions (5).

Il est donc certain que l'application de la Règle Proportionnelle est préjudiciable aux intérêts des assurés, mais c'est surtout en cas de hausse des prix que les inconvénients deviennent graves.

SECTION 2

Causes de la règle proportionnelle

La Règle Proportionnelle vient d'une insuffisance d'assurance. Parmi les causes de cette insuffisance, les unes sont volontaires, les autres involontaires.

(1) Périn, *op. cit.*, p. 9.

(2) Ancey, *op. cit.*, Paris, 1904, p. 315. — De Lalande et Couturier, *op. cit.*, n° 489-490. — Ancey et Siéot, *op. cit.*, 2^e éd., Paris, 1931, p. 133. — Persil, *op. cit.*, p. 403. — Labori, *op. cit.*, t. I, p. 765, n° 392 et Paris, 19 Mars 1840, S., 1840-2-238. — Trib. Civ., Rouen, 21 Août 1871. — J.A., 1872, p. 121.

(3) Papot, *op. cit.*, pp. 14 et 74. — Weens, *op. cit.*, p. 63. — Périn, *op. cit.*, p. 25.

(4) M. Picard et A. Besson, *op. cit.*, t. II, p. 611, n° 267.

(5) Art. 16, § 2 de la police type incendie de 1930, art. 17, § 2 de la police type de 1941.

1. CAUSES VOLONTAIRES. — Les principales sont :

a) L'assuré a pu vouloir faire une économie de prime en pensant qu'un sinistre était peu probable; il a préféré payer une prime moins élevée en courant le risque de se voir appliquer la Règle Proportionnelle; à un mal futur et incertain, il a préféré un bien actuel et certain.

b) L'assuré a pu vouloir éviter de faire une déclaration exacte de la valeur de ses biens pour des raisons fiscales. La principale est la crainte des droits de succession. Le fisc évalue en effet les biens d'une succession mobilière sur la base de 60 % des capitaux assurés (loi du 30 Juin 1923). L'assuré n'a plus le droit de faire la preuve de l'exagération des biens assurés depuis la promulgation de la loi du 31 Mai 1933 (art. 88). Courtiers et agents se plaignent unanimement de cette législation qui est, à l'heure actuelle, l'un des obstacles les plus sérieux à la revalorisation du portefeuille « incendie » des Compagnies d'Assurances.

2. CAUSES INVOLONTAIRES. — Notons les causes suivantes :

a) L'assuré a pu modifier la quantité ou la qualité de ses biens sans en avertir son assureur. L'assuré, très souvent ignore ce qu'il doit faire car il lit rarement les clauses de sa police. Cette négligence peut lui coûter très cher en cas de sinistre.

b) La hausse des prix consécutive aux troubles économiques, politiques ou financiers, est la cause la plus fréquente de l'application de la Règle Proportionnelle. C'est le cas de sous-assurance le plus répandu et le plus grave. L'assuré qui, au moment de la souscription du contrat, a fixé une somme exacte, subit tout de même une perte et il est d'autant plus mécontent qu'il est de bonne foi.

CONCLUSION

Les trois obstacles que nous venons d'examiner sont donc fort gênants. Il s'agit cependant de règles dont l'utilité est indéniable et qui ne peuvent être supprimées.

Le Principe Indemnitaire repose sur une notion d'ordre public et différencie l'assurance du pari.

La somme assurée et la Règle Proportionnelle reposent sur le principe de la proportionnalité de la prime au risque et protègent l'équilibre technique et financier des assurances-dommages.

Toutes ces règles sont cependant dures pour l'assuré qui perd, en période de hausse des prix plus particulièrement, la sécurité qu'il escomptait en cas de sinistre.

De 1813 à 1914, la pratique ne s'est que peu préoccupée du problème car toute cette période a joui d'une remarquable stabilité économique et financière.

Depuis 1914, c'est l'instabilité économique, politique et financière qui a de nouveau dominé, non seulement en France mais dans le monde entier, or cette instabilité est en définitive un phénomène normal dont les effets sont à redouter à tout instant. L'économiste américain Irving Fisher a ainsi été conduit à intituler une de ses études *L'Illusion de la Monnaie stable*.

Les assureurs, face aux réclamations réitérées de leurs clients ont cherché des moyens pratiques de leur donner satisfaction et surtout de pallier les inconvénients dus à l'application de la règle proportionnelle. C'est l'étude de ces moyens qui fera l'objet de notre chapitre suivant.

CHAPITRE II

LES ESSAIS D'AMÉLIORATION DE LA PRATIQUE

C'est à partir de 1918 que le problème de l'indemnisation de l'assuré s'est posé avec insistance; une partie de la doctrine a critiqué la Règle Proportionnelle et a demandé sa suppression, mais les Assureurs n'ont pu répondre à ce désir. Ils ont cherché, par des moyens timides et limités, à rajuster les sommes assurées, et à atténuer les effets de l'application de la Règle Proportionnelle. Nous allons voir qu'aucun des procédés inventés n'apporte une solution au problème pour de multiples raisons dont la plupart sont indépendantes de la volonté des assureurs.

SECTION 1

Est-il possible d'abandonner la règle proportionnelle

C'est le problème de la Règle Proportionnelle qui a été le plus étudié. Les auteurs qui ont écrit pour la suppression de cette règle ont rarement proposé une solution destinée à permettre aux Compagnies de réaliser l'équilibre financier nécessaire à la sécurité des assurés.

Comme le dit avec raison M. de Lignerolles : « Faute de l'avoir étudiée sérieusement, on y a vu parfois une clause léonine imposée par les Compagnies » (1).

Pour MM. Agnel et de Corny (2), la Règle Proportionnelle est une invention des... « Assureurs aux dépens des Assurés. Cette règle a été introduite dans le seul intérêt des Compagnies puisqu'en cas de sinistre si la valeur des objets assurés est supérieure à la somme fixée dans la police, elles n'ont à leur payer qu'une part proportionnelle du dommage et que cependant les assurés payent la prime sur la totalité de la somme assurée. »

(1) De Lignerolles, *op. cit.* Paris, 1909, p. 44.

(2) Agnel et de Corny, *op. cit.* 6^e éd. Paris, 1923, p. 150, n° 187.

La même opinion fut émise par M. Curral, rapporteur de la Commission de Législation Civile et Criminelle du Sénat lors de la présentation du projet de loi devant le Sénat le 30 Juin 1930 (1).

M. Curral présenta, en ces termes, l'article 31 du projet de loi qui consacrait la Règle Proportionnelle :

« C'est une règle dont il est bien difficile de démontrer qu'elle
« est équitable, en la supposant mathématiquement exacte : on la
« place sous le couvert du grand principe que l'assurance ne peut
« être une cause de profit ; c'est un argument bien subtil, car tant
« que l'indemnité que touche l'assuré demeure dans les limites du
« dommage qui lui a été causé, on ne voit pas qu'il y ait enrichis-
« sement sans cause, puisqu'il a bien payé une prime correspondant
« à la valeur assurée. Cette clause qui ne se défend pas en droit est
« de l'invention des Compagnies. Elle n'est pas comprise par la
« plupart des assurés, pour lesquels son application est toujours
« une désagréable surprise, d'autant plus qu'ils sont souvent encou-
« ragés par des agents, voulant enlever une affaire, à mésestimer
« l'objet assuré. Elle devrait être interdite comme contraire à la
« raison et au bon sens : quand, en effet, j'assure ma maison pour
« 50.000 francs, dans mon esprit, celui de l'homme de la rue,
« j'entends m'assurer contre tout dommage survenant à ma maison
« dont le montant ne dépassera pas 50.000 francs, je n'entends pas
« assurer une quote-part seulement de ce dommage. Il y a bien
« l'assurance au premier feu, mais en outre de ce qu'elle est peu
« connue, les tarifs en sont prohibitifs et elle ne paraît avoir été
« établie que pour permettre à quelques gros assurés d'échapper à
« certains impôts qui grèvent les assurances. Cette clause n'existe
« du reste pas dans les polices anglaises, sur lesquelles, et en bien
« des points, on eût pu prendre modèle, car, pour l'assureur anglais,
« l'assurance demeure ce qu'elle est en réalité : un contrat aléatoire
« avec tous ses risques, tandis que pour les assureurs du continent,
« l'assurance doit être une opération de toute sécurité : c'est une
« conception dont l'assuré fait les frais ».

Mais, après cette présentation, injuste autant pour les juristes que pour les mathématiciens, les assureurs et les agents, M. Curral déclarait que le projet constituait un « progrès appréciable » et donnait un « avis favorable à l'adoption *sans changement de texte* ».

Pour M. de Mirimonde, la Règle Proportionnelle devrait être supprimée parce qu'elle est dangereuse pour les assurés (2).

MM. Alauzel, Philouze et Passefons de Carbonnat reprochent à la Règle proportionnelle de ne pas être équitable (3).

(1) Curral, avis n° 395, J.O., 1930, Sen. Doc. Parl., p. 1003.

(2) De Mirimonde, *op. cit.*, p. 53.

(3) Alauzet, *op. cit.*, t. II, p. 304, n° 411. — Philouze, *op. cit.*, p. 8. — Passefons de Carbonnat, *op. cit.*, p. 112.

Mais si la Règle Proportionnelle venait à être supprimée, comme le souhaitent ces auteurs, l'assuré n'aurait plus de sécurité du tout. Les assureurs feraient faillite purement et simplement, comme le firent certaines compagnies entre 1842 et 1846, à la suite d'une concurrence effrénée.

Se rendant compte du danger que courrait l'assureur, d'autres auteurs souhaitent la suppression de la Règle Proportionnelle, mais proposent en échange une compensation.

M. Raoul de la Grasserie est un adversaire de la Règle Proportionnelle, mais il autorise l'assureur, en cas de sous-assurance, à percevoir un supplément de prime et s'exprime ainsi dans son projet de loi (1).

« ART. 194. — Lorsque la différence entre les risques déclarés « dans la police et ceux véritables ne sera pas essentielle, la Compagnie, en cas de sinistre devra payer l'indemnité entière et pourra « seulement, en compensation, faire payer à l'assuré, la différence « de prime pendant toute la période d'assurance. »

Un tel système, par ailleurs original, présente deux inconvénients.

a) Comment établir le critère de la différence « essentielle » ? Il y aurait là un magnifique sujet de procès entre assureurs et assurés.

b) En ne faisant un rappel que sur les contrats sinistrés, l'assureur ne parviendrait pas à équilibrer ses comptes. Une telle surprime devrait être perçue *sur tous les contrats*, puisque le taux de prime est lui-même établi d'après le coût moyen des sinistres et d'après le pourcentage entre les polices souscrites et les polices sinistrées.

Ce système n'est donc qu'une utopie.

Pour M. Trasbot et MM. H. et L. Mazeaud, les Compagnies auraient dû abandonner cette règle impopulaire pour adopter un relèvement de la prime. « On peut se demander, écrit M. Trasbot, si les assureurs ont agi sagement en soutenant la Règle Proportionnelle et sa consécration par la loi. » « N'eût-il pas été plus intéressant pour eux de sacrifier la Règle Proportionnelle, quitte à opérer sur tous les contrats un relèvement de la prime ? » (2)

MM. Mazeaud critiquent la Règle Proportionnelle surtout en assurance de responsabilité.

« Elle crée, disent-ils, des difficultés sans nombre pour le règlement des sinistres, la détermination de la valeur assurable étant « toujours délicate... Le législateur aurait été, nous semble-t-il,

(1) De la Grasserie, *Essai d'un projet de loi général sur les assurances*. Paris, 1897, pp. 30 et 31.

(2) Trasbot, *Note sur loi du 13 Juillet 1930, D.P., 1931-IV, p. 10.*

« mieux inspiré en écartant impérativement la Règle Proportionnelle pour toutes les assurances de responsabilité : les assureurs « auraient augmenté les primes, mais le contrat y aurait gagné au « moins en clarté : ce n'aurait, sans doute, pas été une perte pour « les assurés. » (1)

Ce système pourrait évidemment être mis en application, mais :

1^o Comment serait fixée l'augmentation de la prime. Comment arriverait-on à établir un tarif correct ?

2^o Comment éviterait-on de pénaliser les assurés qui auraient souscrit une assurance correcte ?

Il semble bien, en admettant que les assureurs ne se heurtent pas à des difficultés techniques insurmontables, qu'un tel système ne serait pas équitable.

M. Guyot explique ainsi la Règle Proportionnelle :

« L'assuré répugne à déboursier tout de suite une prime qui paraît « élevée pour l'éventualité d'un sinistre qui ne se réalisera peut-être « jamais. Il adopte alors une solution intermédiaire qui semble « le juste milieu : il s'assure mais pour une valeur inférieure à la « valeur réelle. C'est d'autre part que, dans les villes et les environs « des villes, en présence de l'accroissement de la valeur des bâti- « ments, il faudrait presque chaque année une adaptation des « polices aux circonstances nouvelles. Le plus souvent, l'assuré n'y « procède pas, et le désaccord s'aggrave entre la valeur garantie « et la valeur réelle.

« Les Compagnies qui touchent de la sorte des primes moins « élevées se sont efforcées d'atteindre ce calcul ou cette passivité de « leurs clients.

« Elles ont expressément inséré dans leurs polices la Règle Proportionnelle. » (2)

Cet auteur termine en indiquant qu'à son avis la Règle Proportionnelle ne devrait jouer que si la valeur garantie avait été inférieure aux $\frac{3}{4}$ de la valeur réelle au moment du sinistre.

Une telle solution serait extrêmement dangereuse pour les Compagnies car ce sont les petits sinistres qui coûtent le plus cher lorsque les prix montent. Or, les Compagnies arriveraient peu souvent à faire jouer la Règle Proportionnelle en cas de sinistre et elles ne tarderaient pas à être dans l'incapacité de faire face à leurs engagements, la règle de la proportionnalité de la prime au risque n'étant plus respectée.

(1) H. et L. Mazeaud, *Traité théorique et pratique de la responsabilité civile délictuelle et contractuelle*, 2^e éd. Paris, 1934, t. III, p. 685, n^o 2.664 et s.

(2) Guyot, *Les Lois nouvelles*, 1930, 1^{re} partie, p. 447.

M. Balcet regrette, en ces termes, l'application de la Règle Proportionnelle (1) :

« L'application de la Règle Proportionnelle a été depuis toujours
« l'une des causes de pertes et de déceptions les plus fréquentes et
« les plus lourdes pour les assurés. Les déceptions sont d'autant
« plus vives que la très grande majorité des assurés montre l'incom-
« préhension la plus hostile pour ce mécanisme de règlement.

« Cependant, il n'est pas besoin de le dire, si le principe de
« l'assurance en valeur totale est discutable, ce principe admis, la
« Règle Proportionnelle est la solution logique, équitable et néces-
« saire à laquelle on doit aboutir...

« C'est cependant cette règle inévitable du partage proportionnel
« des pertes en cas d'insuffisance d'assurance qui rend très criti-
« quable, au point de vue pratique, le système de l'assurance en
« valeur totale. »

M. Balcet oppose en effet à *l'assurance en valeur totale* qui est celle basée sur la garantie, pour leur pleine valeur, de tous les objets sur lesquels elle porte, en vigueur dans tous les pays y compris la France, *l'assurance au premier feu*, « forme de la plupart des polices en Angleterre ».

C'est le remède qui serait, en effet, techniquement le plus facile à adapter. Mais de nombreux obstacles, en fait, font également écarter cette solution. La question sera examinée lorsque nous étudierons « l'assurance au premier feu », mais, dès à présent, nous pouvons indiquer le principal reproche, à savoir : que l'assurance au premier feu déroge à l'application de la Règle Proportionnelle, mais ne la supprime pas.

Aucune des solutions proposées par la doctrine n'est donc réalisable en pratique.

Même si par une augmentation du taux de prime, l'abolition de la Règle Proportionnelle était possible, il resterait un obstacle technique insurmontable, à savoir : la fixation du quantum de cette augmentation. Les assurés répondraient, d'ailleurs, à cette augmentation de taux par une diminution des capitaux assurés.

Cette impossibilité de fait d'abandonner la Règle Proportionnelle sans mettre l'assureur dans l'incapacité d'obtenir l'équilibre financier de son entreprise ne semble pas avoir retenu particulièrement l'attention des auteurs qui lui sont hostiles. C'est qu'en effet, le véritable fondement de la Règle Proportionnelle semble leur avoir échappé.

(1) Balcet, *Répertoire pratique, technique et juridique des questions d'assurances*. Strasbourg 1930, p. 255-293.

SECTION 2

Fondement et justification de la règle proportionnelle

Dès les origines de l'assurance, les auteurs ont cherché à justifier l'application de la Règle Proportionnelle, mais ce n'est que peu à peu, au fur et à mesure du développement des règles techniques de l'assurance que le véritable fondement juridique et technique de cette règle est apparu.

Cette justification était nécessaire en raison des attaques des assurés. Il était d'ailleurs bien improbable qu'une règle plusieurs fois séculaire, unanimement et universellement pratiquée, fut sans base logique et juridique (1).

Plusieurs théories furent émises successivement.

On parla d'abord de l'influence moralisatrice de la Règle Proportionnelle en ce sens qu'elle porte l'assuré à travailler au sauvetage (2). C'était exposer un avantage de la Règle Proportionnelle, mais ni la justifier ni faire apparaître son véritable fondement.

Certains auteurs, dont Pothier et Pardessus, parlèrent d'un partage du sinistre entre l'assureur et l'assuré dans la proportion existant entre la somme assurée et la valeur totale assurable. Cette thèse, dite « de l'indivision » rencontra un certain succès (3) mais ce raisonnement n'a rien de juridique. « Il décrit la règle, dit M. le Professeur Maurice Picard, en montre le caractère équitable, mais il n'en fournit pas de base juridique solide » (4).

La théorie suivante, dite « de la co-assurance », fut émise par Emerigon (5), elle connut un durable succès parmi les auteurs (6) et fut retenue par les législations belge (7) et française (8). C'est enfin la justification qui est admise par la jurisprudence (9).

Ce système, s'il serre le problème de plus près, donne à l'expression « être son propre assureur » un sens qu'il n'a pas en réalité : l'assuré, individu isolé, ne peut être un assureur.

(1) Weens, *op. cit.*, 1930, p. 71.

(2) Drouault, *Assurance contre l'incendie, Principes et utopies, article dans la Revue de Législation professionnelle*, 1912, p. 33. — Pouget, *op. cit.*, t. II, p. 741.

(3) De Lalande et Couturier, *op. cit.*, n° 486. — Grün et Joliat, *op. cit.*, p. 311, n° 257. — Boudousquie, *op. cit.*, n° 153. — Vivante, *op. cit.*, t. IV, n° 1.959. — Hettier, *op. cit.*, p. 274. — Quénauld, *op. cit.*, p. 77. — Van Eeckhout, *Le Droit des assurances*, 2^e éd. Bruxelles, 1932, n° 84.

(4) M. Picard, Cours professé à l'Ecole libre des Sciences politiques, année 1942-1943.

(5) Emerigon, *Traité des assurances et des contrats à la grosse*. Paris, 1827, t. I, p. 659 et t. II, p. 237.

(6) Boudousquie, *op. cit.*, n° 153. — Pipia, *op. cit.*, n° 336. — Desfrancois, *op. cit.*, p. 59. — De Lignerolles, *op. cit.*, p. 443. — Rehious, *op. cit.*, p. 48. — Godart et Perraud-Charmantier, *op. cit.*, 2^e éd., 1937, n° 674. — Ancey et Sicot, *op. cit.*, 2^e éd., 1931, p. 145.

(7) Loi du 11 Juin 1874, art. 21.

(8) Projets de 1834 (art. 11), de 1904 (art. 12), de 1925 (art. 31). Loi du 13 Juillet 1930 (art. 31)

(9) Alger, 15 Avril 1872, *D.P.*, 1872-2-155. — Pau, 5 Avril 1884, *D.P.*, 1886-2-1-3. — Chambéry 2 Janvier 1886, *D.P.*, 1886-2-237.

Une autre théorie a prétendu trouver la justification de la Règle Proportionnelle dans le principe indemnitaire. Elle a eu peu d'écho (1). Elle est encore erronée, car on ne voit pas pour quel motif l'ordre public serait troublé si, en cas de sous-assurance et de sinistre partiel, l'assuré touchait une indemnité égale au préjudice subi et ne dépassant pas, bien entendu, la somme fixée au contrat.

Des auteurs modernes ont alors recherché le fondement et la justification de la Règle Proportionnelle dans la rupture de l'équilibre entre les prestations de l'assureur et de l'assuré. C'est en effet dans le principe de la proportionnalité de la prime au risque et de l'indemnité à la prime que se trouve le fondement exact de la Règle Proportionnelle.

Ceux qui ont invoqué la théorie de la co-assurance ont mis en lumière le fait que l'obligation de l'assureur ne peut varier selon que l'assuré conserve à sa charge le découvert ou le fait garantir par un autre assureur. De là, on a tiré la conclusion que l'assuré supporte une part du dommage parce qu'il n'a pas payé la prime correspondante au risque réel (2). Certains auteurs sont allés plus loin et ont abouti à l'idée du rapport entre la prime et le risque qui est la base exacte de la Règle Proportionnelle et en même temps une règle technique indispensable de l'Assurance Moderne (3). On a, il ne faut pas l'oublier, en assurance, une mutualité où il y a mise en commun des risques et des primes. Le risque est le produit de deux facteurs : la probabilité du sinistre et la somme assurée. Or, la prime c'est le prix du risque, ce prix est influencé par les deux facteurs ci-dessus indiqués (4).

De plus, la prime est calculée en tenant compte de l'intensité probable du dommage. Nous sommes donc en face d'une règle :

1^o Qui participe du caractère même de l'assurance puisqu'elle a pour base une règle technique.

2^o Qui est juste et équitable : l'assuré reçoit en proportion de ce qu'il a payé, sinon la mutualité des assurés verrait l'un de ses membres s'enrichir aux dépens des autres.

3^o Qui trouve son caractère juridique dans l'équivalence des prestations.

4^o Qui est mathématiquement exacte et qui joue, soit en cas de sinistre total, soit en cas de sinistre partiel.

Ainsi, la théorie de la proportionnalité de l'indemnité à la prime, qui a pour corollaire la proportionnalité de la prime au risque, permet-elle de restituer à la Règle Proportionnelle sa véritable

(1) Godart et Perraud-Charmantier, *op. cit.*, 2^e éd., 1937, n^o 647.

(2) M. Picard et A. Besson, *op. cit.*, t. II, p. 586.

(3) Weens, *R.G.A.T.*, 1930, p. 77. — Perin, *op. cit.*, p. 22. — Papot, *op. cit.*, p. 38.

(4) Weyer, *La Prime d'assurance*. Thèse, Paris, 1932, pp. 4, 22 et 29.

physionomie. Règle technique indispensable à la sécurité de l'assureur, elle n'est, en temps de stabilité économique, qu'un moyen de défense de la mutualité des assurés contre ceux de ses membres qui essaieraient de se soustraire à l'obligation de faire assurer la valeur réelle de leurs biens et de payer la prime correspondante.

C'est ce qui explique le caractère non impératif de cette règle, caractère qui est admis par la loi française du 13 Juillet 1930 et qui est formellement prévu par la plupart des législations étrangères (Code Chilien du 23-11-1865, Code de Commerce Hollandais de 1681, art. 253, § 2, lois turque, suédoise, chinoise). Seule, la loi roumaine a adopté le caractère impératif.

La doctrine (1) admet également la faculté de déroger à cette règle : « Il importe, déclare M. Justin Godard, tout en consacrant le principe de la règle adoptée par l'assurance française, de laisser place à toutes les stipulations » (2).

A l'inverse du principe indemnitaire, la Règle Proportionnelle en effet n'est pas une règle d'ordre public, c'est seulement une règle interprétative de la volonté des parties. On peut donc y déroger sans porter atteinte à l'ordre public, mais on ne peut la supprimer car il s'agit d'une base technique de l'assurance qui a pour but d'assurer l'équilibre financier des Compagnies contre la fraude des assurés et la hausse des prix.

C'est pour ces motifs qu'aucune Compagnie moderne n'a voulu l'abandonner ni aucun législateur l'abolir.

En Saxe, au moment de l'effondrement du mark en 1921, une loi accorda, pour les assurances contractées auprès d'établissements publics, dans les incendies de maisons, la réparation complète du dommage à concurrence de la somme assurée. Il s'agissait, bien entendu, d'une dérogation due à des circonstances exceptionnelles et qui, si elle venait à se généraliser, entraînerait purement et simplement la faillite des Compagnies d'assurance.

Aussi, en 1926, lors de la première crise du franc, les Compagnies essayèrent-elles de pallier les inconvénients de la Règle Proportionnelle par des clauses prévoyant un abandon *partiel et limité de cette règle*.

Ce sont ces clauses que nous allons étudier maintenant.

SECTION 3

Les clauses dites d'abandon de la règle proportionnelle

Il s'agit de limiter l'application de la Règle Proportionnelle en cas de hausse des prix. Mais il ne saurait s'agir, comme on pourrait le croire, d'un abandon de cette règle.

(1) Alauzet, *op. cit.*, t. II, p. 311, n° 411. — Deligand, *De l'assurance contre l'incendie*. Thèse, Paris, 1872, p. 308. — Desfrancois, *op. cit.*, p. 60. — Duhail, *op. cit.*, p. 221. — Rehfoos, *op. cit.*, p. 48.

(2) Godard, *Projet de loi relatif au contrat d'assurance*. Paris, 1925.

1° En 1926, devant la chute rapide du franc, les Compagnies d'assurance contre l'incendie insérèrent dans les polices la clause suivante :

« Clause d'abandon de la Règle Proportionnelle en cas d'insuffisance d'assurance provenant uniquement de la hausse des cours.

« La Compagnie renonce à l'application de la Règle Proportionnelle prévue à l'article 21 des Conditions Générales, dans le cas où, au moment du sinistre, il serait constaté une insuffisance d'assurance n'excédant pas 25 ou 50 %, et provenant uniquement de la hausse des cours qui se serait produite dans un délai n'excédant pas trois mois avant le jour du sinistre.

« Cette renonciation est consentie moyennant une surprime de 10 ou 15 %. Si au jour d'un sinistre, l'insuffisance d'assurance provenant uniquement de la hausse des cours dans le délai sus-énoncé dépasse 25 ou 50 %, la Règle Proportionnelle sera appliquée mais seulement dans la proportion existant entre la somme assurée augmentée de 25 ou 50 % et la valeur réelle constatée au jour du sinistre.

« La Règle Proportionnelle sera intégralement applicable pour toute insuffisance d'assurance provenant d'une autre cause. »

Cette clause disparut avec le retour à une situation plus calme. Elle fut remplacée par la Décision Générale n° 11, en date du 15 Novembre 1929, prise par le Comité mixte de Paris des Compagnies et Sociétés d'Assurances contre l'Incendie opérant en France. Cette clause est ainsi conçue (après modifications suivant le Règlement n° 13-57 R en date du 19 Janvier 1943 du Comité d'Organisation des Sociétés d'Assurances et de Capitalisation) :

A. — Clause d'abandon de la Règle Proportionnelle en cas d'insuffisance d'assurance provenant de la hausse des cours :

« La Compagnie renonce à l'application de la Règle Proportionnelle prévue à l'article 17 des Conditions Générales, dans le cas où, au moment du sinistre, il serait constaté une insuffisance d'assurance sur matériel et marchandises n'excédant pas 10 % et provenant uniquement de la hausse des cours qui se serait produite dans un délai n'excédant pas un mois avant le jour du sinistre.

« Il est entendu que si l'insuffisance excède la proportion de 10 % ou provient de toute autre cause que la hausse des cours, la Règle Proportionnelle demeure intégralement applicable, l'assuré supportant une part du dommage proportionnelle à l'insuffisance de la garantie. »

Cette clause est donc extrêmement restrictive, ses effets sont très limités puisqu'elle ne vise que le matériel et les marchandises et puisqu'elle exige que la hausse se produise *un mois* avant le sinistre et qu'elle provienne *uniquement* de la variation des cours,

enfin qu'elle n'excède pas 10 %. Par ailleurs, la garantie se limite aux sommes assurées sans majoration de 10 % (1).

Mais, le fait est digne d'être remarqué, cette clause peut être insérée gratuitement.

B. — La même décision, également modifiée le 19 Janvier 1943, a prévu une autre clause d'abandon de la Règle Proportionnelle en cas d'insuffisance d'assurance *pour une cause quelconque*.

« La Compagnie renonce à l'application de la Règle Proportionnelle prévue à l'article 17 des Conditions Générales, dans le cas où, au moment du sinistre, il serait constaté une insuffisance d'assurance n'excédant pas 10 % des capitaux assurés, quelle que soit la cause de cette insuffisance. Cette renonciation est consentie moyennant une surprime de 5 % soit Fr. Il est entendu que si l'insuffisance d'assurance excède 10 % de la somme garantie, la Règle Proportionnelle demeure applicable, l'assuré supportant une part du dommage proportionnelle à la différence entre la valeur des objets assurés et la somme garantie. »

Plus libérale que la précédente, elle oblige par contre l'assuré à payer une surprime de 5 %. Il arrive donc que, pendant un temps plus ou moins long, l'assuré paie un supplément de prime équivalent à une augmentation de 5 % de capitaux fictifs; et, s'il arrive un sinistre dont le montant excède la somme assurée de 10 %, ce qui est une bien faible marge vite dépassée, il ne touchera pas, en contre-partie, une indemnité majorée de 5 %.

Si, d'autre part, les Compagnies acceptaient de majorer ce pourcentage de 10 %, tous les inconvénients de la clause se trouveraient aggravés et, comme le signale avec juste raison M. Beineix (2) :

« il n'est pas certain que l'enregistrement ne chercherait pas à assimiler ces assurances avec dérogation assez importante à la Règle Proportionnelle, à des assurances au premier feu qui, on le sait, sont soumises à la triple taxe. »

Comme on le voit, ces clauses sont loin d'apporter une solution générale au problème de l'indemnisation des assurés en temps de hausse des prix.

La limitation de 10 % admise est souvent, comme dans la période actuelle, rapidement dépassée. La hausse générale du coût de la construction immobilière a été, pour l'année 1942, de 60 % environ; plus particulièrement, entre les mois de Juillet et d'Octobre 1942, elle a été de 33 %.

(1) Beineix, *L'Assurance incendie à indice variable*. Paris, 1942, p. 15. — M. Picard et A. Besson, *op. cit.*, t. II, n° 269.

(2) Beineix, *op. cit.*, p. 16.

Les clauses ci-dessus indiquées auraient donc été en l'occurrence sans effet et, dans le cas où l'assuré aurait payé une surprime de 5 %, il l'aurait fait en pure perte.

Le plus grave reproche que l'on puisse faire à ces tentatives d'amélioration de la situation de l'assuré sinistré, c'est que ces clauses n'apportent pas à l'assuré la sécurité complète qu'il escompte, puisqu'en fait la Règle Proportionnelle demeure toujours applicable. De plus, au point de vue commercial, l'assuré sera mécontent d'avoir payé une surprime sans contre-partie si l'insuffisance excède 10 %.

Ce n'est donc pas par une extension de ces clauses qu'il sera possible de trouver la solution du problème.

2° *L'Assurance du premier feu.*

Cette forme d'assurance constitue un moyen important, mais bien imparfait de remédier aux inconvénients dus aux conséquences de l'application de la Règle Proportionnelle.

L'assuré qui a souscrit une assurance au premier feu est indemnisé, en cas de sinistre, des dommages totaux ou partiels qu'il a subis, jusqu'à concurrence de la somme maximum fixée comme limite à l'indemnité éventuelle et ce, sans qu'il soit fait application de la Règle Proportionnelle (1).

Les assurances au premier feu ont cours en France depuis de nombreuses années (2). En 1901 disparut une vieille Société « La Clémentine », absorbée par la Compagnie « La Paternelle ». Elle pratiquait cette sorte d'assurance et légua cet usage à La Paternelle qui se trouvait être, à cette époque, une Compagnie « indépendante ». La Paternelle fut donc l'une des premières Compagnies françaises à délivrer des polices « premier feu » (3).

Cette forme d'assurance, fort utile et très en vogue à partir de 1917, ne s'applique en fait qu'aux industriels ou aux collectivités publiques dont les risques dispersés sur une vaste étendue de territoire permettent d'affirmer qu'un sinistre total n'est pas à redouter. Elle entraîne d'ailleurs la perception d'une prime plus élevée qu'une assurance ordinaire; la perception d'une triple taxe par l'enregistrement était en outre applicable avant la réforme fiscale de 1944.

D'une portée limitée, cette forme d'assurance présente de plus l'inconvénient de ne pas mettre l'assuré *complètement* à l'abri de l'application de la Règle Proportionnelle. C'est ce que toutes les polices déclarent : « la présente assurance est consentie... avec *dérogation conditionnelle* à la Règle Proportionnelle ».

(1) Perin, *op. cit.*, p. 111. — Odillon, *L'Assurance au premier feu*, 3^e éd. Paris, 1937, p. 4.

(2) En 1821, la Compagnie Française du Phénix pratiquait déjà l'assurance au premier feu,

(3) Perin, *op. cit.*, p. 51.

L'assurance au « premier feu » comporte une énonciation des existences, avec déclaration des augmentations de ces existences en cours de contrat. Si, au moment du sinistre, le montant des existences déclarées dans la police ou dans les avenants d'augmentation se trouve inférieur à la valeur totale de tous les biens assurés, l'assureur appliquera la Règle Proportionnelle. Elle sera calculée ainsi : l'assuré ne sera indemnisé que dans la proportion existant entre la prime perçue et celle qui aurait dû l'être si la totalité des existences avait été déclarée pour leur pleine valeur.

Toutefois, les assureurs consentent un battement de 10 % calculé sur la valeur totale des existences, et on tient compte de cette marge pour le calcul de la Règle Proportionnelle.

Enfin, si le montant du sinistre vient à dépasser celui de la somme assurée par suite de l'augmentation des prix, l'assuré se trouvera à découvert.

Nous nous trouvons, par conséquent, en face d'un palliatif bien imparfait. Il ne peut d'ailleurs être envisagé que par une certaine catégorie d'assurés, ce qui limite déjà singulièrement sa portée.

L'assurance au premier feu coûte cher. Le taux de prime est plus élevé que celui d'une assurance ordinaire et le fisc perçoit, depuis le 1^{er} Avril 1944, une taxe qui a pour assiette unique le montant de la prime et de ses accessoires. Il en résulte que l'assurance au premier feu est plus onéreuse qu'une assurance ordinaire. Enfin, et surtout, la Règle Proportionnelle est toujours applicable.

Il est en effet nécessaire de maintenir cette règle pour protéger l'équilibre financier des assureurs. C'est toujours l'obstacle auquel viennent se heurter les tentatives faites par la pratique.

M. Perin, dans ses conclusions, estime d'ailleurs que toute modification dans l'assurance au premier feu telle qu'elle est actuellement pratiquée, serait dangereuse pour l'assuré et pour l'assureur, que le premier risquerait de voir le taux des primes fortement relevé et que le second ne tarderait pas à faire faillite (1).

Pour conclure, nous pouvons dire que l'assurance au premier feu ne convient, qu'à un certain nombre, peu élevé, d'assurés.

3^o La Police globale.

Pour échapper à la réglementation fiscale, certains esprits fertiles créèrent la police « globale » à prime moyenne. Il s'agit d'une forme d'assurance dans laquelle les taux de primes applicables aux différentes parties d'un même risque sont ramenés à un taux de prime moyen applicable à l'ensemble de ce risque dont la valeur est bloquée en un capital unique sans discrimination entre les différents éléments qui le composent.

(1) Perin, *op. cit.*, p. 364.

Il s'agit, par cette forme d'assurance :

1^o D'éviter l'application de la Règle Proportionnelle.

2^o (Avant le 1^{er} Avril 1944) d'éviter la perception des triples droits.

Il n'y a pas abandon de la Règle Proportionnelle (1), mais, en fait, l'assureur est dans l'impossibilité de l'appliquer; les frais d'expertise seraient, en outre, de beaucoup supérieurs aux réductions d'indemnité qu'elle pourrait permettre d'effectuer, au cas où il y aurait insuffisance du capital assuré.

Du fait qu'il n'y avait pas abandon de la Règle Proportionnelle, la perception de la triple taxe était évitée : cette police était donc fort avantageuse pour l'assuré.

En réalité, seuls certains très gros assurés — ceux auxquels M. Curral faisait allusion dans son rapport au Sénat du 30 Juin 1930 (2) — souscrivaient une police globale à prime moyenne et y trouvaient leur profit.

L'assureur a dû s'en remettre à la chance. Les résultats ont été loin d'être satisfaisants. Puis, des abus nombreux se sont produits et, par une décision de Juillet 1930, l'Assemblée plénière des Sociétés Françaises d'Assurances contre l'Incendie a formellement interdit « Les assurances globales à prime moyenne, à prime forfaitaire ou à taux moyen ».

Enfin, le Comité d'Organisation des Sociétés d'Assurances et de Capitalisation a décidé, par son règlement n^o 13, en date du 19 Janvier 1943, d'interdire « Les assurances spéciales contre l'application de la Règle Proportionnelle ou contre l'application de la sanction des assurances au premier feu ». « Les assurances complémentaires sans application de la Règle Proportionnelle. »

Cette décision a été appliquée à partir du 1^{er} Février 1943.

SECTION 4

Les procédés de rajustement des sommes assurables

La pratique ne s'est pas contentée de lutter contre les inconvénients de l'application de la Règle Proportionnelle. Elle a essayé aussi de mettre l'assuré à l'abri d'un découvert toujours possible, en cas de sinistre total, par suite de la hausse des prix.

Comme nous allons le voir, elle n'a pas plus réussi à résoudre ce problème que celui que nous venons d'exposer.

(1) Périn, *op. cit.*, p. 358.

(2) J.O., 1930, Doc. Parlem. Sén. ann., n^o 395, p. 1003, voir *infra*, p. 22.

1° *L'Avenant.*

Ce procédé est et demeure le procédé normal et habituel de rajustement des sommes assurées. L'assuré peut, à tout moment, au cours du contrat, porter la valeur de ses risques au montant qu'il estime nécessaire. Mais, si ce procédé est de réalisation facile, il entraîne pour l'assuré de nombreux inconvénients :

a) Il oblige l'assuré à se tenir au courant des mouvements des prix, à étudier les répercussions de ces mouvements sur les valeurs de ses biens qui peuvent être de nature très différente, afin qu'il puisse apporter en temps opportun les modifications nécessaires à ses contrats d'assurance.

On comprend facilement qu'il est difficile à la masse des assurés de se rendre compte exactement de la hausse qui frappe tel ou tel de ses biens. Il s'en doute, certes, par l'ensemble du mouvement des prix, par la lecture des journaux, des cours de bourse ; il la constate, mais ne peut l'apprécier.

Il n'y a que les spécialistes : architectes, experts en marchandises, ingénieurs, qui seront à même de lui indiquer la valeur exacte d'un immeuble, d'un matériel ou d'un stock de marchandises.

Or, seul l'industriel, grand et moyen, a des personnes compétentes à sa disposition pour lui donner les évaluations dont il a besoin.

b) Ce procédé a encore l'inconvénient d'obliger l'assuré à se tenir constamment en contact avec son courtier ou avec l'agent de la Compagnie.

Ceux-ci auront un travail énorme à fournir s'ils veulent donner satisfaction à leur clientèle. Ce travail n'étant pas forcément suivi de l'établissement d'un avenant d'augmentation peut leur causer de grosses pertes de temps et d'argent.

D'autre part, les Compagnies se trouveront assaillies à la même date par un grand nombre de demandes d'avenant. Si la hausse des prix suit un rythme rapide, ces demandes se renouvelleront au cours de la même année. Au moindre retard, les Compagnies enregistreront un véritable engorgement du service de production qui se répercutera sur les services comptable, réassurance, archives et sinistres. Les assurés, pressés de voir la garantie de la Compagnie leur être acquise, écriront à la Compagnie, aux agents et courtiers. Si plusieurs avenants sont établis à des intervalles rapprochés, l'assuré ne s'y reconnaîtra plus : des erreurs pourront se produire et de nouvelles frictions entre assurés et assureurs ne manqueront pas de surgir à nouveau, surtout à l'occasion du paiement des quittances. Enfin, la crise du papier et la réquisition de la main-d'œuvre viendront accroître les difficultés des Compagnies à satisfaire vite et bien leur clientèle.

c) L'assuré, en plus de la perte de temps, devra payer le coût du ou des avenants intervenus à chaque modification.

A titre documentaire, signalons qu'un assuré désireux d'être bien garanti pour les périodes de 1914-1934 aurait dû souscrire, en admettant qu'il ait fait une demande d'augmentation à chaque hausse, ou de diminution à chaque baisse, d'au moins moins 10 %, 15 avenants :

Indice S.C.A. : 1 en 1914

	hausse moyenne		hausse moyenne
1914.....	1,00 —	1928.....	6,25 + 5,1 %
1915.....	1,00 —	1929.....	7,05 + 19,0 %
1916.....	1,30 + 30,0 %	1930.....	7,91 + 12,0 %
1917.....	2,04 + 57,0 %	1931.....	7,85 — 0,6 %
1918.....	2,78 + 36,0 %	1932.....	7,42 — 6,2 %
1919.....	3,18 + 14,0 %	1933.....	6,71 — 15,2 %
1920.....	4,02 + 26,0 %	1934.....	6,63 — 4,0 %
1921.....	3,78 — 6,0 %	1935.....	5,30 — 21,0 %
1922.....	3,60 — 10,4 %	1936.....	5,78 + 9,0 %
1923.....	3,88 + 7,5 %	1937.....	8,83 + 67,5 %
1924.....	4,16 + 15,5 %	1938.....	9,78 + 10,5 %
1925.....	4,52 + 8,5 %	1939.....	10,5 + 7,5 %
1926.....	5,92 + 42,0 %	1940.....	11,19 + 14,5 %
1927.....	6,19 + 4,2 %		

et, pour la période 1941-1943, 3 avenants :

Indice C.O. 100 au 1-1-41

1-1-41.....	100	1-7-42.....	130 + 8,4 %
1-4-41.....	102	1-10-42.....	160 + 33,3 %
1-7-41.....	108 + 6,0 %	1-1-43.....	169 + 5,6 %
1-10-41.....	108 —	1-4-43.....	171 + 7,0 %
1-1-42.....	112 + 9,9 %	1-7-43.....	174 + 8,8 %
1-4-42.....	120 + 17,5 %	1-10-43.....	182 + 13,8 %

Pour toutes ces raisons, l'assuré ne désire pas procéder à des modifications répétées de ses contrats, il préfère surassurer ses risques à la souscription de la police et il y est souvent poussé par son courtier ou agent de la Compagnie. Mais cette surassurance, la plupart du temps insignifiante, est rapidement dépassée par suite de la hausse des prix. L'assuré s'en apercevra trop tard, en général après sinistre, de sorte qu'il arrive à ce paradoxe : avoir inutilement payé pendant un certain temps une partie de la prime et subir quand même l'application de la règle proportionnelle (1) ou avoir un découvert selon les cas.

L'expérience prouve d'ailleurs que la presque totalité des assu-

(1) Beineix, *op. cit.*, p. 12.

rés, à l'exception des industriels et des commerçants d'une certaine importance, se contentent de signer un contrat... et de l'oublier.

Ils constatent la hausse des prix, se plaignent de la vie chère, mais ne se préoccupent pas des répercussions de ces variations économiques sur leurs polices d'assurances. Très souvent, ils ignorent d'ailleurs l'existence de la Règle Proportionnelle; quand ils apprennent, après sinistre, ce qu'elle est et ses conséquences, il est hélas trop tard.

La plupart des industriels et commerçants ont le souci de se bien garantir, mais ils disposent de services techniques, outillés dans ce but, se tenant au courant des prix pratiqués dans l'industrie dont il s'agit et des existences à assurer, ce sont eux qui se servent le plus du procédé de rajustement par avenants, mais il arrive cependant que certains risques, surtout les bâtiments, soient insuffisamment garantis.

Bien entendu, lorsque survient un sinistre et que l'assuré subit l'application de la Règle Proportionnelle, il ne manque pas de rendre responsable la Compagnie, ou l'agent, ou le courtier. En fait, ces derniers ne manquent pas d'avertir les assurés mais, ou bien ceux-ci sont absents lors de leurs visites, ou bien ils font la sourde oreille, en remettant au lendemain l'étude de cette question puis, absorbés par leurs occupations personnelles, l'oublient.

Circulaires, visites coûtent du temps, de l'argent, le papier manque, le temps aussi et les moyens de communication encore plus. L'avenant est donc un procédé bien imparfait, surtout dans les moments que nous traversons.

2° Les Polices flottantes :

Dans cette sorte de police qui ne vise que les assurances de stocks de marchandises, la somme assurée est fixée provisoirement à un chiffre donné au moment de la souscription du contrat. Puis au cours du contrat, l'assuré fait à son assureur une série de déclarations pour le tenir au courant des modifications survenues dans les stocks.

Il y a deux sortes de polices flottantes :

A) LA POLICE AJUSTABLE. — Dans cette police, l'assuré fixe un chiffre qui constitue le maximum des engagements de l'assureur; il paye une prime provisionnelle. Dans cette limite, l'assuré déclare, quand il le veut, le chiffre réel des valeurs de ses marchandises : ce chiffre demeurera, jusqu'à nouvel ordre, soit en augmentation, soit en diminution, la base sur laquelle l'assureur fixera son indemnité en cas de sinistre.

A la fin de l'année, l'assureur fait le relevé des déclarations successives qu'il a reçues et fait payer à l'assuré un prorata de prime selon les sommes assurées jour par jour.

Voici le texte de la clause actuellement en vigueur depuis Décembre 1940 :

« La prime annuelle prévue ci-dessus est payable d'avance, y compris tous droits et impôts.

« La somme garantie pourra être modifiée à tout moment, au gré de l'assuré au moyen d'avis adressés par lettres recommandées au siège des Compagnies assureurs et qui prendront effet le lendemain à midi du jour de leur mise à la poste.

« Il est toutefois formellement entendu qu'aucun avis ne pourra dépasser la somme maxima de .. francs prévue ci-dessus. Si cette somme devait être augmentée, elle ne pourrait l'être que par un avenant spécial, avec paiement du prorata de prime supplémentaire jusqu'à l'expiration de l'année en cours. Les avis postérieurs pourraient alors être faits dans la limite du nouveau maximum résultant dudit avenant.

« A la fin de l'année d'assurance, la prime correspondant à la garantie effective des assureurs sera calculée d'après les valeurs successives ayant été assurées et le nombre de jours correspondant à chacune d'elles. Le taux de prime, pour une journée d'assurance est fixé à $1/365$ du taux annuel, soit.....

« La différence entre la prime perçue et la prime effective ainsi obtenue sera remboursée immédiatement par les assureurs chacun pour sa part. Les droits fiscaux seront liquidés sur la prime effectivement perçue et sur le capital maximum couvert au cours de l'année.

« Il est toutefois formellement entendu que les assureurs bénéficieront d'un minimum de prime égal à 25 % de la prime annuelle augmentée, s'il y a lieu, des prorata d'augmentation perçus au cours de l'année d'assurance sans que ce minimum puisse être inférieur à une prime correspondant à un capital de 500.000 fr. garanti à l'année. En conséquence, si le calcul prévu ci-dessus aboutissait à un chiffre inférieur, c'est ce minimum qui serait exigible.

« La garantie prévue ci-dessus est ou pourra être consentie en supplément à une assurance fixe, mais l'assuré s'interdit de faire garantir un capital supplémentaire par d'autres assureurs tant que la somme maximum prévue ci-dessus ne sera pas atteinte et ce, sous peine d'être tenu au paiement intégral, à titre d'indemnité, de la prime calculée sur ladite somme maximum sans aucune ristourne.

« L'indemnité en cas de sinistre sera répartie au prorata des sommes couvertes en assurance fixe, augmentées de celles garanties par la présente assurance d'après le dernier avis de l'assuré.

« Il n'est apporté aucune autre dérogation aux conditions générales annexées à la présente police. »

Cette assurance donne lieu à une majoration spéciale de prime de 10 % payable dès la signature de la police.

B) LA POLICE COMPTE COURANT. — Cette police est réservée aux marchandises soumises au contrôle de la douane ou de la régie. L'assuré, en effet, n'a pas à faire de déclarations successives. L'assureur se fie aux livres de l'assuré et c'est par le contrôle de ces livres, exigés par la Douane ou la Régie, que seront déterminées les existences. En Août 1941, l'Assemblée Plénière des Sociétés Françaises d'Assurances contre l'Incendie a décidé de l'accepter aussi pour l'industrie textile, en raison de la comptabilité officielle que le Comité d'Organisation de cette Industrie a imposé à ses membres. « On l'acceptera, écrit M. de Riedmatten (1) pour les autres industries, lorsqu'elles offriront la même garantie d'une comptabilité contrôlée. »

Voici le texte de la police en compte courant, actuellement en vigueur depuis Décembre 1940 :

« X..... francs sur marchandises.

« De convention expresse entre les parties, la garantie des assureurs ne pourra, en aucun cas, dépasser la somme fixée ci-dessus.

« La prime est basée sur le taux de 0/00 calculée sur le capital maximum fixé ci-dessus et payable intégralement et d'avance, ainsi que les frais et droits, au commencement de chaque année d'assurance.

« L'assuré s'engage à tenir un registre spécial coté et paraphé par un mandataire (agent, inspecteur ou délégué de la Compagnie directrice du risque ou l'assureur le plus intéressé) qui sera tenu en tout temps à la disposition des assureurs ou de leurs délégués, et sur lequel devront figurer chaque jour la quantité des existences se trouvant dans le ou les magasins garantis.

« Le registre comportant le relevé journalier des livres de magasins sera tenu dans un local distant d'au moins 10 mètres des magasins et ateliers. Le chiffre des existences journalières sera établi en tenant compte du montant des existences de la veille au soir augmenté des entrées de la journée sans que celles-ci puissent se compenser avec les sorties du même jour. A la fin de chaque mois, les existences du jour pendant lequel elles auront été le plus élevées, seront décomptées au cours du dernier jour du mois et le résultat obtenu sera majoré :

« Pour les matières premières et les marchandises rendues en magasin, s'il y a lieu, des frais de transport et de manutention.

« Pour les marchandises fabriquées ou en cours de fabrication, des frais de fabrication déjà faits pour les amener en l'état où elles se trouvent et d'une part proportionnelle des frais généraux.

« La valeur ainsi établie fera l'objet d'une déclaration spéciale qui sera fournie aux assureurs, au plus tard le 10 du mois suivant.

« Pour obtenir la moyenne garantie pendant le cours de l'année, toutes les déclarations obtenues seront totalisées et leur total divisé par le nombre de déclarations.

(1) De Riedmatten, *op. cit.*, p. 123.

« Cette moyenne multipliée par le taux fixé constituera la prime nette de l'année due aux assureurs.

« Le règlement de compte aura lieu à la fin de chaque année d'assurance. Il sera établi par un avenant de régularisation auquel sera joint l'état des déclarations mensuelles faites au cours de l'année écoulée. Au cas où la prime obtenue comme il est dit ci-dessus serait inférieure à la prime provisionnelle fixée par la police, ristourne serait faite aux assurés de l'excédent.

« Il est toutefois formellement entendu que les assureurs bénéficieront d'un minimum de prime égal à 25 % de la prime annuelle augmentée, s'il y a lieu, des prorata d'augmentation perçus au cours de l'année d'assurance sans que ce minimum puisse être inférieur à une prime correspondant à un capital de 500.000 francs garanti à l'année. En conséquence, si le calcul prévu ci-dessus aboutissait à un chiffre inférieur, c'est ce minimum qui serait exigible.

« Les droits fiscaux seront liquidés sur la prime effectivement perçue et sur le capital maximum couvert au cours de l'année.

« La règle proportionnelle, telle qu'elle résulte de l'article 16 des Conditions générales, ne pourra être imposée aux assurés qu'au cas où la valeur totale des existences dépasserait la somme assurée par la police et les avenants y annexés.

« L'assuré s'engage à produire à toute réquisition de l'un quelconque des assureurs, le livre spécial dont il est parlé ci-dessus, ainsi que les justifications qui pourraient lui être demandées à l'appui du dit livre, chaque assureur intéressé ayant tous droits de contrôle et de visa du registre par ses agents, inspecteurs ou délégués.

« Chaque assureur aura le droit de résilier immédiatement le présent contrat dans le cas où il aurait la preuve d'une irrégularité intentionnelle dans la tenue du dit livre.

« La prime provisionnelle resterait alors acquise en totalité, sans préjudice de tous dommages-intérêts et ceci à titre de clause pénale arrêtée entre les parties.

« Toutefois, si une simple erreur matérielle venait à se glisser sur le registre dans le cours de l'assurance, un redressement serait établi et l'assureur ne pourrait, de ce fait, invoquer une déchéance.

« En cas de sinistre, il est convenu que l'assuré s'engage à fournir à l'assureur un état certifié conforme des existences journalières arrêté au jour du sinistre et établi d'après le registre spécial.

« Il est entendu que les frais de transport, de manutention, de fabrication et les frais généraux ne pourront être estimés, en cas de sinistre, à un taux supérieur à celui pour lequel ils ont été compris dans le montant des déclarations mensuelles. »

Cette sorte d'assurance est passible également d'un taux de prime majoré de 10 %.

Ces deux assurances ne visent que les stocks de marchandises importants et ne sont pas d'un usage courant. Elles ont donc l'inconvénient de n'accorder satisfaction qu'à un petit nombre restreint d'assurés et de coûter plus cher qu'une assurance ordinaire. Mais surtout, ces polices flottantes ne suppriment nullement l'application de la règle proportionnelle. Celle-ci demeure applicable au cas où la somme prévue comme maximum de l'assureur se trouverait dépassée, c'est-à-dire si le total des existences au jour du sinistre s'élevait à un chiffre supérieur à celui déclaré ou inscrit aux livres.

Serait-il possible d'étendre à tous les risques, le système des polices flottantes? Nous pensons surtout aux risques simples qui forment le fond de la clientèle des Compagnies Incendie.

Nous ne le croyons pas pour les raisons suivantes :

1^o L'assuré serait obligé de se tenir au courant de la variation de la valeur de ses biens. Ceci n'est pas possible pour la majeure partie des assurés qui n'ont ni le temps, ni les moyens techniques de vérifier ces variations et d'en fixer l'ordre de grandeur.

2^o Si le système était mis en pratique, en admettant qu'il eût quelque efficacité, les Compagnies seraient, en période de hausse, submergées par un flot de lettres. Il en résulterait un travail administratif supplémentaire très important. Les frais qui en découleraient ne seraient pas couverts par la surprime applicable à ces contrats et qui, appliquée aux risques simples, ne pourrait être maintenue au taux de 10 %.

3^o Enfin, et ici nous retrouvons le grief que nous avons fait aux précédents systèmes, la règle proportionnelle demeure applicable en cas de sinistre partiel et l'assuré aura un découvert en cas de sinistre total s'il s'est trompé dans ses déclarations d'augmentation ou a omis de les envoyer en temps utile.

En définitive, tous les efforts faits par les assureurs pour donner une sécurité plus complète à leur clientèle, se sont heurtés à des difficultés qui ont rendu ces efforts pratiquement sans effet dans la plupart des cas. L'impossibilité de passer outre à la règle de la proportionnalité de la prime au risque et à son corollaire de la proportionnalité de l'indemnité à la prime demeure toujours l'obstacle principal.

Cet obstacle se trouve aujourd'hui levé par l'introduction de la clause d'indice dans le contrat d'assurance.

CHAPITRE III

LES RÉPERCUSSIONS DE LA HAUSSE DES PRIX ET LES ASSURANCES DE RESPONSABILITÉ

L'une des principales branches de l'Assurance-Dommages est l'assurance de responsabilité.

Dans cette catégorie d'assurance, le contrat a pour objet d'indemniser l'assuré des pertes résultant des recours exercés contre lui par des tiers qui, ayant subi un dommage, lui en imputent la responsabilité (1).

Ces assurances se divisent en assurance de responsabilité à objet déterminé et en assurance de responsabilité à objet indéterminé, l'objet envisagé, dans ce dernier cas, étant « ce à quoi s'applique la garantie de l'assureur » (2).

La première catégorie : assurance de responsabilité à objet déterminé comprend tous les cas où il existe une valeur assurable définie comme en assurance de chose ordinaire. Il résulte que ces assurances sont soumises à l'application de la Règle proportionnelle conformément aux dispositions de l'article 31 de la loi du 13 Juillet 1930. En cas de sinistre total, si le montant de l'assurance est inférieur à la valeur assurable déterminable, l'assuré subira un découvert.

Les assurances de responsabilité à objet déterminé sont assez nombreuses. Il s'agit, par exemple, de la responsabilité d'un détenteur à raison de la chose qu'il doit restituer à son propriétaire : si cette chose vient à périr en tout ou partie, le détenteur est, en principe, responsable et doit la valeur même du bien qui lui était confié. Tel est le cas du locataire d'immeuble. En vertu de l'article 1733 du Code Civil : celui-ci est de plein droit responsable envers le propriétaire de la perte de la chose louée par suite d'un incendie (sauf cas spéciaux prévus par ledit article). La responsabilité est égale aux dommages causés, c'est-à-dire, le cas échéant, à la valeur de reconstruction de l'immeuble, vétusté déduite.

(1) MM. M. Picard et A. Besson, *op. cit.*, t. III, p. 288, n° 133.

(2) Hemard, *op. cit.*, t. II, p. 209, n° 562.

Le locataire doit donc s'assurer pour la valeur de l'immeuble en risques locatifs. En cas de pluralité de locataires, la responsabilité de chaque locataire peut s'étendre à la valeur de tout un immeuble s'il est déclaré responsable (art. 1734) mais, en principe, chaque locataire n'est responsable que proportionnellement à la valeur locative de la partie des locaux qu'il loue. Chaque locataire aurait dû, pour s'assurer une sécurité complète, souscrire une assurance de risques locatifs égale à la valeur totale de l'immeuble : pour empêcher cette surassurance du même bien, la pratique a édicté la règle de 15 fois le loyer qui échappe à l'application de la Règle proportionnelle, avec la faculté de souscrire une assurance de risques locatifs complémentaires (également non soumise à l'application de la Règle proportionnelle).

Notons, par contre, que la Règle proportionnelle ne s'applique pas aux assurances de responsabilité accidents du travail, souscrites par les chefs d'entreprise parce que ces assurances sont fonction des salaires payés aux ouvriers et que la déclaration des salaires est soumise au régime spécial de l'article 23 de la loi du 13 Juillet 1930.

Le jeu de la Règle proportionnelle sauvegarde donc, pour les assurances de responsabilité à objet déterminé, l'équilibre technique et financier de l'assureur en cas de hausse des prix.

Il n'en est pas de même pour la deuxième catégorie qui comprend toutes les assurances de responsabilité à objet indéterminé. Il s'agit, en assurance incendie, du recours des voisins ou du recours du locataire contre le propriétaire; en assurance accident : de toutes les responsabilités professionnelles, automobile, etc.

Dans ces assurances, il n'y a application ni des sanctions de la surassurance ou des assurances cumulatives de mauvaise foi, ni de la Règle proportionnelle. Or, même en cas de hausse des prix, le montant de la garantie donnée par la Compagnie peut être supposée largement suffisante. Il n'est pas douteux, en effet, que l'assuré connaissant parfaitement le risque auquel il s'est exposé, souscrive une garantie largement supérieure à la plupart des sinistres possibles, la garantie dépasse même souvent le maximum possible. La hausse des prix va faire monter ce maximum mais sans atteindre, dans la plupart des cas, ni même dépasser le montant de la garantie. L'assuré peut toutefois, dans certains cas, craindre un découvert, mais il ne craint pas l'application de la Règle proportionnelle. En définitive, il ne sera pas tenté de modifier les sommes assurées.

L'assureur, par contre, va supporter en totalité les conséquences de la hausse des prix. Le tarif d'assurance de responsabilité est établi d'après le coût moyen des sinistres. En période de hausse des prix, le coût moyen augmentera, ceci est évident, surtout en assurance « illimitée » où l'assuré est toujours certain d'être intégralement couvert.

Une hausse des prix conduit donc à un déséquilibre technique et

financier dans l'exploitation de la branche Assurances de Responsabilité. Ce déséquilibre, pour la période 1938-1942, a été très grave étant donné la hausse vertigineuse des prix.

Une grande Compagnie, LA PRÉSERVATRICE Accidents, donne les chiffres suivants pour l'exercice 1942 : en « accidents du travail » le coût moyen s'est élevé de 1.140 francs en 1939 à 1.475 francs en 1942. En « automobile » le coût moyen qui était, pour l'ensemble des catégories, de 1.460 francs en 1939, est passé à 2.500 francs en 1941.

L'enquête faite par le Groupement technique de la branche Accidents et Risques divers en Novembre 1942 a donné les chiffres suivants :

De 1938 à 1941, l'augmentation du coût moyen général dépasse 200 %. Une partie de cette hausse est due, en fait, à la forte réduction en 1941 des sinistres d'origine récente. Pour mesurer l'accroissement réel du coût moyen des sinistres, il convient de calculer les coûts moyens partiels afférents à chaque exercice.

Comparée par exercice d'origine, l'augmentation des coûts moyens des sinistres varie entre 65 et 140 % de 1938 à 1941. Le coût moyen rectifié de 1941 s'établit à 2.532 francs, soit une hausse de 96 % par rapport à 1938. Ce taux doit encore être considéré comme inférieur à la réalité pour les raisons suivantes :

1° Le ralentissement depuis 1939 de la cadence des règlements a eu un effet tel qu'en moyenne les paiements de 1941 sont ceux qui, en période normale, se seraient produits plusieurs mois plus tôt. Or, le coût moyen croît rapidement à mesure que l'ancienneté des sinistres augmente.

2° Les données concernant la zone occupée faisant partiellement défaut, l'importance relative de la région parisienne, où le coût moyen des sinistres est sensiblement moitié moindre qu'en province dans les résultats d'ensemble, est donc plus grande en 1941 qu'au cours des années ayant précédé la guerre.

On peut donc conclure raisonnablement :

a) que la hausse des prix et des salaires a entraîné de 1938 à 1941 une hausse du coût moyen des sinistres automobiles supérieure à 100 %.

b) que la cadence de la hausse du coût moyen des sinistres ne s'est pas ralentie en 1942, bien au contraire, les coûts moyens étant au moins de 50 % supérieurs aux coûts moyens de 1941. La hausse globale par rapport à 1938 s'établit donc ainsi à plus de 200 %.

c) qu'étant donné les circonstances actuelles, les tarifs en vigueur en Responsabilité civile automobile devraient être augmentés de plus de 50 %.

Devant ces constatations, le Groupement technique a demandé aux autorités compétentes de bien vouloir prendre les mesures propres à rétablir l'équilibre menacé des Sociétés d'Assurances Accidents.

Reconnaissant le bien-fondé de cette demande, l'arrêté ministériel du 16 Décembre 1942, paru au Bulletin Officiel des Services des Prix du 22 Janvier 1943, a autorisé les Sociétés d'Assurances contre les accidents à majorer leurs primes suivant la catégorie de risques dans des proportions variant entre 15 et 50 %.

Si les Pouvoirs Publics n'avaient pas accordé cette majoration, les assureurs se seraient trouvés dans une situation très critique.

En économie libre, une seule solution était pratiquée : faire une campagne de revalorisation. Or, cette campagne est encore plus difficile à réaliser que dans l'assurance de choses puisque l'assuré n'a pas, ou presque jamais, un intérêt *direct* à accepter la hausse de prime (qui peut d'ailleurs être doublée d'une augmentation de garantie). L'assureur est souvent obligé de menacer de résilier le contrat pour décider l'assuré, ce qui ne contribue pas aux bons rapports entre les contractants.

La hausse des prix pose donc un grave problème à l'assureur de responsabilité à objet indéterminé. Non seulement elle ruine l'assureur, mais risque de lui aliéner sa clientèle lorsqu'il essaie de parer au danger. Les moyens dont dispose l'assureur sont d'ailleurs d'une portée très limitée. La campagne de revalorisation coûte de l'argent et beaucoup de temps.

Il était donc nécessaire de trouver, là encore, un remède efficace qui, tout en ne heurtant pas l'assuré, permette à l'assureur de maintenir automatiquement l'équilibre entre le coût moyen des sinistres et son tarif d'assurance.

Seule, la clause d'indice était capable de donner ce résultat. Ses effets sont donc aussi importants pour l'Assurance de Responsabilité à objet indéterminé que pour l'assurance de choses proprement dite.

ADDENDUM A LA PREMIÈRE PARTIE

Nous n'avons pas fait état parmi les clauses émises par la pratique pour pallier les inconvénients de l'application de la Règle proportionnelle de la convention qui doit être émise par les Compagnies d'Assurances à la suite de la loi du 24 Décembre 1943 (*J. O.* du 12 Mars 1944) relative à l'assurance des sinistres résultant d'actes de sabotage ou de terrorisme.

Cette convention prévoit, sous certaines modalités d'application, une franchise de 20 % dans l'application de la Règle proportionnelle pour tous les sinistres frappant les risques simples. Cette clause a pour but de compenser dans une certaine mesure l'application d'une surprime de 15 % « sabotage » à tous les contrats d'assurance.

Il est bien évident qu'une pareille stipulation née des conséquences de la guerre devra disparaître avec elle.

DEUXIÈME PARTIE

THÉORIE GÉNÉRALE DE LA CLAUSE D'ASSURANCE
A " INDICE VARIABLE "

HISTOIRE DES CLAUSES D'INDICE

L'apparition des clauses d'indice dans les contrats est relativement récente. Elle montre le souci qui anime les contractants de se prémunir, si possible, contre les bouleversements économiques et sociaux.

Au ^{xvi}^e et au ^{xvii}^e siècle, la clause de fermage en denrées était insérée d'une façon usuelle, mais elle trouvait sa nécessité dans la rareté du numéraire et au ^{xviii}^e siècle, avec l'amélioration des conditions de la vie économique, les contractants se mirent à stipuler des prix fixes.

Avec la Révolution, les clauses de « paiement en denrées » réapparurent dans les contrats. A la fin du ^{xix}^e siècle, l'incertitude économique poussa de nouveau les contractants à insérer une multitude de clauses à indice dans les contrats tant de droit civil que de droit administratif. Le cahier des clauses et conditions générales des Ponts et Chaussées porte, en son article 33, une clause de révision s'il y a augmentation des prix supérieure à 1/10.

La clause d'indice se rattache donc à une idée générale : en contractant, les parties ont voulu réaliser, pour l'avenir, une certaine équivalence entre les prestations et ont entendu la maintenir au cours de l'exécution du contrat. Pour parvenir à ce but, ils stipulent une clause d'indice dont le jeu a pour effet le maintien de l'équilibre des prestations fixées à l'origine.

Or, à notre époque, l'instabilité monétaire, financière, économique et politique a les plus fâcheuses répercussions sur les contrats à long terme parmi lesquels se classe le contrat d'assurance. Tel assuré qui avait souscrit une assurance correcte et complète de ses biens se trouve avoir droit à une indemnité infime le jour du sinistre. Or, ce problème ne s'est posé que depuis 1918.

Venant après la période de stabilité du Franc Germinal qui dura 113 ans, les assureurs ne se rendirent pas compte qu'il s'agissait d'un retour à la règle et pensèrent, comme la plupart des économistes, qu'il s'agissait d'une crise de courte durée. Ils se contentèrent donc d'émettre des clauses de dérogation partielle à la Règle proportionnelle.

Après Juillet 1940, le problème se posa avec une acuité redoutable, surtout en matière d'assurance incendie. La hausse rapide

des prix ne tarda pas à rendre illusoire toute revalorisation par avenant ainsi que les palliatifs créés par la pratique.

Devant cet état de fait regrettable, certaines Compagnies étudièrent à fond le problème et se rendirent compte que l'instabilité des prix était la règle, et la stabilité l'exception; qu'il s'agissait d'un problème permanent qui ne cesserait pas avec la guerre (certains projets d'organisation d'une monnaie internationale (plans Keynes et Morgenthau) prévoient la possibilité de fluctuations dans les rapports de l'unité monétaire internationale avec l'or et avec les monnaies nationales) et qu'il était nécessaire de trouver, dans le plus bref délai, un remède efficace et aussi complet que possible, sans toucher aux règles techniques de l'assurance qui permettaient aux Compagnies de maintenir leur équilibre.

C'est alors qu'une grande Compagnie Française, l'une des plus anciennes, se tourna vers la clause d'indice et essaya de l'adapter au contrat d'assurance. La solution était trouvée.

Il est intéressant toutefois de préciser ce qu'est un indice et quelles sont ses conditions de validité en général; que la clause d'assurance à indice variable est conforme au droit particulier des assurances et à la jurisprudence établie en la matière si délicate des clauses-or et d'indices; quelles sont les répercussions sur les contrats et les conditions de bonne mise en œuvre de la clause; enfin quelle est la technique administrative de la clause d'assurance à indice variable afin de mieux comprendre la portée de cette innovation.

Notre deuxième partie sera consacrée, sous le titre « Théorie Générale de la Clause d'Assurance à Indice variable » à l'étude de ces différents problèmes.

CHAPITRE I

NOTIONS GÉNÉRALES D'INDICE

L'indice est ainsi défini par le dictionnaire de l'Académie française et par Littré : « un signe apparent qui tend à établir qu'une chose est, qu'un fait existe ». En économie politique, nous dit Larousse, l'« indice » est le nombre qui exprime le rapport entre deux valeurs ou deux quantités dont l'une est prise pour base et figurée par le chiffre 1.

SECTION 1

Calcul et choix des indices

Le prix, dans le sens le plus général, est une relation quantitative entre deux biens économiques quelconques, l'un servant d'évaluation à l'autre, donc d'indice. Il existe autant de prix d'espèces différentes qu'il existe de biens de natures distinctes. De plus, certaines causes de variation des prix sont générales, d'autres n'affectent que des articles particuliers. Il y a donc, bien que la monnaie ait conservé la même valeur, des causes pouvant déterminer des changements de prix (1).

Pour trouver un indice correct, il est nécessaire de trouver deux biens économiques, en apparence dissemblables, mais dont les variations de valeur seront du même ordre de grandeur et de même sens (en plus ou en moins) parce qu'ils seront soumis aux mêmes causes de variations sans que l'influence des perturbations monétaires y soit prépondérante.

Il est rare que les variations de prix d'un seul bien donnent satisfaction. On a, alors, bloqué ensemble plusieurs variations de biens ou quantités de biens. On a été amené à représenter l'ensemble des prix par des chiffres relatifs et moyens qui constituent les

(1) Lejeune, *Les Méthodes de construction des index numbers*. Paris, 1935, p. 14.

nombres indices des prix. Un nombre indice pourra être soit le rapport de deux prix moyens, soit la moyenne d'un certain nombre de rapports de prix. Pour arriver à un indice général, il suffira de calculer la moyenne des prix relatifs ou indices particuliers.

Les nombres indices ont également pour but de comparer les prix dans le temps (1).

On arrive ainsi, soit à un indice relatif ou simple calculé en attribuant à chacune des marchandises ou à chacun des biens une importance égale, soit à un indice pondéré calculé en multipliant le prix de chaque bien par un coefficient proportionnel aux quantités de biens qui ont été vendus et achetés pendant l'année de base (2).

Dans un contrat, la clause d'indice économique est une clause selon laquelle les prix inscrits au contrat varient en fonction d'un ou de plusieurs éléments choisis par les parties. Ceux-ci constituent l'indice économique au sens strict, dont les variations ont pour effet de modifier les prix initialement fixés.

Il s'agit donc, pour les parties, de choisir un ou plusieurs éléments dont les variations leur paraissent traduire le plus fidèlement les modifications de la situation économique particulière qui les intéresse. Les parties pourront choisir un indice d'une extrême simplicité; par exemple, le prix du blé. L'indice alors se traduit par une clause de paiement en valeur marchandise. Les parties pourront encore choisir un indice officiel : l'indice des prix de détail, l'indice des prix de construction, etc.

Pour se prémunir contre les variations de valeur de la monnaie il importe, en effet, de ne pas choisir le cours d'un seul bien agricole ou industriel qui ne traduit pas fidèlement les variations du pouvoir d'achat de la monnaie. Bien des facteurs différents peuvent jouer : état de la production, abondance de la récolte, intervention de l'État, etc.

Il faut éviter également de choisir un indice qui suivrait à la perfection les variations monétaires. Celles-ci n'ont pas une répercussion *immédiate* et de même ordre de grandeur sur les prix.

Les parties prennent alors un indice officiel général qui sera plus souple, plus fidèle, en un mot qui corresponde aux intentions des contractants.

Le contrat pourra prévoir une relation entre l'indice et les prix. Cette relation sera, en général, simple : les prix varieront proportionnellement aux variations de l'indice. Elle sera plus complexe lorsqu'il aura été prévu qu'à une variation donnée de l'indice s'ajoutera ou se retranchera du prix fixé à l'origine, une quantité elle-même variable qu'on appelle « terme correctif » (3).

La formule mathématique de la clause d'indice est simple, elle

(1) Olivier, *Les Nombres indices de la variation des prix*. Paris, 1926, p. 8.

(2) Reboud, *Précis d'économie politique*, 8^e éd., t. I. Paris, 1939, p. 475.

(3) Belin, *Les Index économiques dans les contrats publics et privés*. Paris, 1942, p. 9.

s'établit comme suit pour un contrat de bail de 15.000 francs au 1^{er} Janvier 1941 avec clause indice « valeur blé » :

$$\text{Prix (au 1^{er} Janvier 1943)} \quad \frac{15.000 \times Q}{300}$$

300 étant le prix de base du blé, au moment de la signature du contrat et Q l'indice prix du blé au moment de la révision, c'est-à-dire le 1^{er} Janvier 1943.

Cette formule est également celle de la clause d'assurance à indice variable pour l'assuré, comme pour l'assureur :

$$\text{Capitaux (au 1^{er} Janvier 1943)} \quad \frac{100.000 \times Q}{120}$$

120 étant l'indice de base au moment de la signature de la police et Q l'indice au moment de la révision.

$$\text{Prime (au 1^{er} Janvier 1943)} \quad \frac{150 \times Q}{120}$$

l'indice de base est toujours 120, 150 représente le montant de la prime à la signature du contrat et Q l'indice au 1^{er} Janvier 1943.

SECTION 2

Publication des indices

Depuis une vingtaine d'années, le système de publication des statistiques est assez bien organisé en France. Il est loin cependant d'avoir le développement des organismes similaires en Angleterre et surtout aux Etats-Unis.

Disraëli prétendait qu'il y avait trois degrés dans le mensonge : « Le mensonge, le satané mensonge et... la statistique ». C'était une boutade ! Avec les procédés modernes, la statistique serre la vérité de près.

La statistique générale de la France publie dans un bulletin trimestriel un indice pondéré des prix de gros de 126 articles (produits alimentaires et industriels) et un indice pondéré de 45 articles (dont 20 agricoles ou alimentaires et 25 industriels), ainsi que deux indices pondérés des prix de détail de 13 articles (pain, viande, beurre, œufs, fromage, pommes de terre, sucre, etc.) et 34 articles (pain, farine, riz, lentille, lait, fromage, vin, chocolat, charbon, électricité, savon, etc.). Elle publie également un indice du coût de la vie qui cherche à représenter les dépenses d'une famille.

L'établissement de cet indice ne va pas sans un certain arbitraire.

Il est établi par les commissions locales et régionales du coût de la vie. Il existe, de plus, une commission supérieure du coût de la vie, placée auprès du Ministère de l'Economie nationale. L'indice représente les dépenses d'une famille ouvrière d'après un budget type uniforme pour toute la France, dans ses grandes lignes tout au moins. Cet indice, qui était publié trimestriellement avant 1940, n'est plus publié actuellement.

En pratique, les indices des prix de détail et les indices du coût de la vie représentent le mieux les variations effectives du pouvoir d'achat de la monnaie.

Enfin, la statistique générale de la France publie d'autres indices comme ceux des cours des valeurs mobilières, de la production industrielle, du commerce extérieur, etc.

L'annuaire statistique de la France contient des renseignements numériques sur un grand nombre d'indices sociaux et économiques et un résumé rétrospectif des résultats enregistrés les années précédentes.

Certains indices sont publiés par des organismes semi-officiels. C'est ainsi qu'un indice du coût des glaces et verres est publié par le Comité d'Organisation des Industries du Verre. Un indice des prix de construction dans la région parisienne est publié trimestriellement dans *L'Argus* et *La Semaine*, journal international des assurances, par le Comité d'Organisation du Bâtiment et des Travaux publics, depuis le 1^{er} Janvier 1941.

Un autre indice des prix de construction est publié par MM. Massin et A. Lévy réunis, éditeurs, 2, rue de l'Echelle, à Paris. Il est établi par la Société centrale des Architectes et la Société des Architectes diplômés par le Gouvernement, depuis 1913.

Enfin, la revue *Les indices du mouvement général des affaires en France et à l'étranger* donne une riche collection de données numériques et de courbes statistiques.

Signalons, enfin, qu'en raison de la situation actuelle, certains indices ne paraissent plus. Il est donc difficile d'avoir des chiffres officiels et précis sur certains points : hausse du coût de la vie, par exemple. Il faut espérer toutefois que cet état de fait sera de courte durée.

SECTION 3

Les clauses d'indice et le Droit Civil

L'introduction des clauses d'indice dans les contrats civils ou administratifs n'a pas été sans rencontrer une certaine résistance. Il est facile de montrer, par une étude rapide de cette question, la parfaite concordance de ces clauses avec les principes traditionnels du Droit Civil.

On a parlé, au sujet de la clause d'indice, d'un contrat d'un

type nouveau : il a même été question d'un contrat « souple ». Rien n'est plus faux. D'ailleurs, cette théorie a été entièrement abandonnée, à peine émise.

Le principe directeur du Droit Civil français, c'est le principe de l'autonomie de la volonté des parties, énoncé en ces termes par l'article 1134 (1^{er} alinéa) du Code Civil.

« Art. 1134. — Les conventions légalement formées tiennent « lieu de loi à ceux qui les ont faites. »

En vertu de ce principe, les tribunaux civils se sont toujours refusés à réviser les obligations des parties. Ils accordent des délais, prononcent, s'il y a lieu, la résolution du contrat avec ou sans indemnité. Mais ils se refusent soit à modifier, soit à refaire le contrat. En matière administrative, par contre, la théorie de l'imprévision a pris une place importante.

La doctrine, en matière civile, affirme comme la jurisprudence, le principe de l'immutabilité des contrats. En dehors de tout accord des parties, le contrat demeure intangible. Ce faisant, on respecte la volonté des contractants.

Mais, si les parties introduisent, de leur propre autorité mutuelle, une clause d'indice dans un contrat, il n'en est plus de même. Toujours pour respecter le principe de l'autonomie de la volonté des parties, le juge devra appliquer la clause d'indice : les conditions du contrat deviennent variables dans les limites du jeu de la clause d'indice. En agissant ainsi, l'article 1134 est respecté.

Rien n'empêche, en effet, dans notre Droit Civil, les contractants de déterminer eux-mêmes, à l'avance, les modalités et les dates de la révision de leur contrat. Il s'agit d'une clause contractuelle dans sa nature comme dans ses effets, sur laquelle les parties se sont mises d'accord lorsqu'elles se sont engagées l'une envers l'autre et dont elles ont déterminé la mise en œuvre selon des modalités et dans des conditions prévues au contrat.

La clause d'indice obéit, en résumé, à toutes les règles des contrats. Elle suppose le respect de la parole donnée et la liberté contractuelle. Elle respecte, enfin, comme toute autre clause conventionnelle, les limites que peuvent, en cours d'exécution du contrat, lui assigner de nouvelles lois.

A notre époque d'instabilité perpétuelle, elle tend à se répandre de plus en plus et le législateur vient lui-même d'en rendre l'usage obligatoire dans les baux à ferme par la loi du 4 Septembre 1943 afin de rendre l'exécution de ces contrats plus équitable dans les circonstances actuelles, pour les propriétaires et pour les fermiers.

CHAPITRE II

VALIDITÉ DE LA CLAUSE D'ASSURANCE A INDICE VARIABLE

Il n'y a aucun empêchement légal d'ordre général à ce que, dans un contrat d'assurance, les parties conviennent qu'à certaines époques fixées dans la police les capitaux ou garanties de l'assureur d'une part, la prime ou prestation de l'assuré d'autre part, soient rajustés suivant les variations d'un indice accepté par les deux parties.

SECTION I.

La clause d'assurance à indice variable et le droit particulier des assurances

La clause d'indice est particulièrement utile dans les contrats synallagmatiques dont l'exécution se poursuit pendant une certaine période de temps et qui comportent des prestations régulières et successives.

Toutes ces conditions sont remplies par le contrat d'assurance. Il s'agit bien d'un contrat synallagmatique dont l'exécution s'échelonne dans le temps : de ce fait, bien des circonstances peuvent, au cours de l'exécution du contrat, modifier les prestations des parties. La plupart du temps, ces modifications, surtout celles de la valeur des biens assurés, se produisent en dehors de la volonté de l'assuré. Aussi, pour atteindre son but, qui est de procurer la sécurité, le contrat d'assurance doit s'adapter aux circonstances, se modeler en quelque sorte sur le risque. Mais alors, l'assureur risque d'être lésé s'il n'y a pas de contre-partie aux modifications apportées à l'étendue de sa garantie. Pour que chacun des contractants ait satisfaction, il suffira qu'au fur et à mesure des augmentations de la garantie de l'assureur, le montant de la prime corresponde toujours à la valeur du risque couvert et que soit ainsi respectée la règle fondamentale de la proportionnalité de la prime au risque qui est une des bases techniques

primordiales de l'assurance et qui se rattache à la notion de mutualité (1).

La clause d'assurance à indice variable permettra d'obtenir ce résultat.

Elle se rattache donc à l'idée générale d'équilibre dans les prestations et de sécurité que les parties ont voulu réaliser pour l'avenir, plus que dans tout autre contrat.

Elle est, enfin, une clause contractuelle, simple mise en œuvre du principe de l'autonomie de la volonté édicté par l'article 1134 du Code Civil ; elle forme la loi des parties qui doivent l'exécuter et elle s'impose au juge qui doit la faire respecter.

Mais la clause d'indice respecte-t-elle les prescriptions de la législation particulière des assurances ?

L'article 9 de la loi du 13 Juillet 1930, article impératif auquel il ne peut être dérogé, stipule en effet :

« Article 9. — Le contrat d'assurance est daté du jour où il est souscrit.

« Il indique :

«Le montant de cette garantie ;

« La prime ou la cotisation de l'assurance.... ».

Respecte-t-elle aussi les prescriptions de l'article 8, 2^e alinéa, article également impératif de cette même loi, ainsi conçu :

« Article 8 : Toute addition ou modification au contrat d'assurance primitif doit être constatée par un avenant signé des parties. »

Ces objections semblent, à première vue, pouvoir être défendues. Mais, après une étude approfondie de la question, il apparaît que la clause d'indice ne viole pas la réglementation de la loi de 1930.

1^o Article 9 :

Le contrat d'assurance doit indiquer le montant de la garantie de l'assureur d'une part, le montant de la prime due par l'assuré, d'autre part. Ces deux montants sont portés à l'origine sur le contrat mais, lorsque les chiffres seront modifiés par suite du jeu de la clause d'indice, la prescription légale ne sera plus respectée. Telle est l'objection qui pourrait être formulée contre la convention d'assurance à indice variable. Ce serait prendre à la lettre un texte auquel les auteurs ne reconnaissent pas une rigidité aussi stricte.

Il suffira de rappeler l'existence des polices d'assurances flottantes « ajustables » et « en compte courant ». La validité de ces polices n'a jamais été contestée.

Il faut et il suffit, pour que les prescriptions légales soient observées, que la police indique les éléments qui serviront, par la suite, à déterminer le montant de l'indemnité (2).

(1) M. Picard, Cours professé à l'Ecole des Sciences politiques, année 1942-1943.

(2) Godard et Perraud-Charmantier, *op. cit.*, p. 112, nos 225 et 226. — M. Picard et A. Besson, *op. cit.*, t. I, p. 260.

C'est également pour ces motifs que l'assurance de responsabilité civile avec garantie illimitée en matière automobile est parfaitement légale (1).

Bref, la police d'assurance à indice variable est valable lorsque l'objet et la nature du risque sont indiqués au contrat et que, d'autre part, la prime est déterminable dans sa quantité et dans sa périodicité par les clauses du contrat. Il n'y a donc pas violation des prescriptions impératives de l'article 9.

2^o Article 8 :

Il en est de même pour l'article 8 qui exige la signature d'un avenant pour chaque addition ou modification du contrat d'assurance. Or, le jeu de la clause d'indice n'apporte ni addition ni modification au contrat. C'est le contrat lui-même qui s'exécute dans le temps.

Il n'y a donc pas davantage violation d'un texte impératif de la loi de 1930 sur ce second point. Il est d'ailleurs remarquable de noter que cette loi déroge en certains cas à la règle de l'article 8, par exemple en matière de suspension pour non-paiement de prime et de la remise en cours du seul fait de l'acquittement de la prime arriérée (art. 16, loi du 13 Juillet 1930).

En définitive, la clause d'assurance à indice variable doit conserver aux conventions librement conclues le rôle qu'elles doivent jouer dans la vie économique et sociale du pays. Elle doit faciliter le fonctionnement du contrat à long terme qu'est le contrat d'assurance en adaptant les obligations des parties aux conditions nouvelles de la situation économique.

Elle favorise la conclusion des contrats d'assurance qui sont nécessaires à la vie économique en faisant la synthèse de la prévention et de la sécurité, et elle n'est que la traduction des efforts des assureurs et des assurés pour maintenir au contrat d'assurance, en dépit des circonstances, sa valeur et sa portée.

Elle permettra enfin à l'assureur d'affermir la sécurité de ses opérations, ne faisant en cela que favoriser le crédit de l'assuré qui sera certain d'avoir, quoiqu'il advienne, un assureur solvable.

SECTION 2

Clause or et clause d'assurance à indice variable

La stabilité de la monnaie a, de tout temps, été la préoccupation dominante des gouvernements. Dans les périodes de crise, le législateur est contraint de donner « cours forcé » aux billets de banque. La Banque de France est alors dispensée de rembourser ses billets en espèces métalliques. Il s'agit, en quelque sorte, d'un

(1) M. Picard et A. Besson, *op. cit.*, t. III, p. 332, n° 151. — Godard et Perraud-Charmantier, *op. cit.*, p. 141, n° 243. — H. et L. Mazeaud, *op. cit.*, 2^e éd. Paris, 1934, t. III, n° 2.662, p. 683,

moratoire inspiré par des considérations impérieuses d'intérêt général, qui a pour but de préserver l'encaisse métallique de la Banque de France, entièrement affectée au soutien du crédit National vis-à-vis des puissances étrangères.

Or, inévitablement, le cours forcé se complique d'une inflation : l'Etat, ayant besoin de nouvelles ressources pour faire face à des besoins toujours croissants, fait effectuer par la Banque de France des émissions massives de papier-monnaie. Le système est simple, mais il entraîne inéluctablement une augmentation croissante du coût de la vie et une hausse des prix.

Le cours forcé a été institué en France à plusieurs reprises :

1^o Après la Révolution de 1848 par le décret du 15 Mars 1848, (abrogé par la loi du 6 Août 1850).

2^o Pendant la guerre de 1870, par la loi du 12 Avril 1870, article 2 (abrogé par la loi du 3 Août 1875 à effet du 1^{er} Janvier 1877).

3^o Pendant la guerre de 1914, par la loi du 5 Août 1914, article 3 (abrogé par la loi du 25 Juin 1928).

4^o Par la loi du 1^{er} Octobre 1936, modifiée par le décret-loi du 30 Juin 1937, article 2.

C'est pour faire face aux incertitudes résultant de cette dévaluation de la monnaie que la pratique avait pris l'habitude d'insérer dans les contrats à long terme, une clause par laquelle le débiteur s'obligeait à s'acquitter, non en papier-monnaie, mais en or, ou plus généralement à verser au créancier une somme en papier représentant la valeur en monnaie d'or de la prestation convenue. C'était une clause courante des formulaires du notariat. Cette clause avait pour effet de faire retomber sur le débiteur la perte éventuelle sur le change qui, auparavant, était à la charge du créancier (1).

La validité de ces clauses a été admise en général par la doctrine, mais la jurisprudence les a annulées à l'exception des clauses marchandises ou d'échelle mobile.

On pourrait être tenté d'assimiler la clause d'assurance à indice variable à une clause « or » ou « valeur or ». Il est nécessaire de bien délimiter le caractère de ces clauses et d'indiquer le sort que leur a réservé la doctrine et la jurisprudence.

1^o La clause or.

Devant l'incertitude où se trouvaient les contractants quant au maintien du titre de la monnaie métallique, la pratique avait pris l'habitude d'insérer dans les contrats à long terme, une « clause or ».

(1) Colin et Capitant, *Cours élémentaire de droit civil français*, 3 vol., 7^e éd. Paris, 1932, t. II, p. 280. — Planiol et Ripert, *Traité pratique du droit civil français*, 12 vol. Paris, 1932, t. VII, p. 497, n^o 1.166.

En vertu de ladite clause, le débiteur s'obligeait à s'acquitter, non en papier, mais en or. Tous les baux étaient, suivant une tradition toujours vivace, stipulés payables « en espèces sonnantes et trébuchantes » ou « en bonne monnaie d'or ou d'argent ».

La doctrine admettait, dans sa majorité, la validité de cette « clause or ». Tel était l'avis de MM. Baudry-Lacantinerie, Boistel, Dupuich, Jarnès, Labbé, Matter, Mestre.

M. Boistel s'est élevé, en ces termes, contre l'idée que les lois monétaires décrétant le cours forcé participaient du caractère des lois de police et de sûreté :

« Tout nous conduit à dire que la stipulation d'un paiement « en espèces métalliques n'est nullement contraire à l'intérêt « général, tel que le considérât le même législateur et tel que, « depuis cette époque, les circonstances l'ont manifesté, que cette « stipulation est donc parfaitement licite (1). »

M. Geny déclare :

« On n'arrive pas à saisir comment l'inconvertibilité qui ne joue « qu'entre la Banque et les détenteurs de billets peut influencer « sur la validité des clauses de paiement en or ou autre monnaie « de compte, n'ayant aucun rapport avec la Banque que la faculté « d'utiliser ses billets comme toute personne (2). »

M. Hubrecht se montre également favorable à la clause or :

« La morale la plus élémentaire exige, en effet, que personne « ne s'enrichisse aux dépens d'autrui (3). »

Cette prise de position s'explique, car aucun texte, ni aucun argument décisif ne s'oppose en France à la validité des clauses de paiement en espèces métalliques.

Mais, malgré tous les arguments de la doctrine, la jurisprudence elle, n'a cessé de considérer cette clause de paiement en or sous le régime du cours forcé, comme nulle et non avenue, prétextant qu'elle était contraire à l'ordre public.

Les arrêts expriment, en général, l'idée qu'en édictant le cours forcé du billet de banque français, les lois ont eu pour résultat d'assimiler le billet de banque, monnaie fiduciaire, à la monnaie métallique et de lui donner une force libératoire égale à celle de l'or; ces lois ayant pour but de sauvegarder l'intérêt général doivent être considérées comme édictant des mesures d'ordre public et même de salut public. En conséquence, les contrats stipulant des paiements en or doivent être annulés (4).

(1) Civ., 11 Février 1873, D.P., 1873-1-77 et la note de M. Boistel.

(2) *Revue trimestrielle de droit civil*, 1926, p. 557.

(3) Hubrecht, *La Dépréciation monétaire et l'exécution des contrats*. Paris, 1928, p. 252-272.

(4) Seignol, *L'Option de change et l'option de place*. Paris, 1936, p. 18.

La Cour de Cassation, revenant sur un arrêt de la Cour de Douai (1) du 8 Mars 1872 qui s'était prononcée pour la validité de la clause or, annula dans son arrêt du 11 Février 1873 (2), la clause or comme contraire à l'ordre public.

« Les lois, déclarent cet arrêt, qui en vue de conjurer une crise monétaire décrètent le cours forcé d'un papier de crédit (billets de banque) participent du caractère des lois de police et de sûreté, et sont d'ordre public. Par suite, il ne peut être dérogé à ces lois par des conventions particulières, soit postérieures à leur promulgation, soit même antérieures, mais faites en prévision des circonstances qui les rendraient nécessaires. »

Cette jurisprudence a été approuvée par tous les Tribunaux (3) et réaffirmée en 1927 par la Cour suprême (4).

En fait, depuis l'arrêt de la Cour de Paris du 22 Février 1924 (5), la jurisprudence est fixée dans le sens de la nullité de la clause « payable en or » dans les relations intérieures. Lorsqu'il s'agit de relations internationales, la jurisprudence distingue selon qu'il s'agit d'exporter ou d'importer de l'or. Seule l'importation est valable. Pour déterminer s'il y a importation, on prend en considération le lieu de paiement (6).

Il s'agit donc d'une théorie jurisprudentielle émise pour la défense des intérêts permanents de la nation et non bâtie sur des bases juridiques solides. Bien entendu, toute cette jurisprudence est applicable aux contrats d'assurance (7).

Il est cependant permis, en définitive, de regretter les effets de cette jurisprudence qui a suspendu l'efficacité de clauses protectrices sur le marché intérieur français.

2^o Les clauses « valeur or ».

Devant cet état de fait, la pratique se tourna vers d'autres clauses et inventa la clause « valeur or ». Il est stipulé que le paiement se fera en monnaie ayant cours légal, mais la quantité de cette monnaie variera selon le cours d'un étalon déterminé, suivant fidèlement les fluctuations de l'or. En général, il s'agit d'une monnaie-or étrangère.

Au moyen de cette clause, les contractants essayaient de se

(1) Douai, 8 Mars 1872, S., 1872-2-161.

(2) Cass. Civ., 11 Février 1873, S., 1873-1-97 et note Labbé, D.P., 1873-1-177 et note Boistel.

(3) Trib. Com. Marseille, 7 Novembre 1871, S., 1871-2-225. — Aix, 23 Mai 1872, S., 1872-2-161. — Trib. Civ. Seine, 17 Mars 1919, S., 1921-2-13. — Angers, 22 Décembre 1925, S., 1926-2-52. — Paris, 16 Avril 1926, D.P., 1926-2-105. — Toulouse, 11 Mai 1931, Gaz. Pal., 1931-2-392.

(4) Cass. Civ., 17 Mai 1927, D.P., 1928-1-25, S., 1927-1-289.

(5) Paris, 22 Février 1924, S., 1925-2-43.

(6) Cass. crim., 14 Janvier 1928, D.H., 1928-151.

(7) Cass. Req., 7 Juin 1920, S., 1920-1-13 qui confirme Trib. Civ. Seine, 9 Juillet 1917 et Paris, 13 Février 1919; et les circulaires du Ministère du Travail aux Compagnies des 24 Novembre 1936 et 19 Mars 1937 (R.G.A.T., 1936, p. 1.144 et R.G.A.T., 1937, p. 397).

mettre à l'abri des fluctuations monétaires comme avec la « clause or ». Pour les mêmes motifs que pour la clause or, la doctrine se prononça en majorité pour la validité et les tribunaux pour la nullité, car il s'agissait de clauses se référant aux variations monétaires et qui avaient pour but de substituer aux billets de banque français, sinon une monnaie de paiement, du moins une monnaie de compte équivalente à l'or : monnaies étrangères (1), cours des coupons de l'emprunt 4 % 1925 (2) ou à garantie de change (3).

Une circulaire ministérielle, rédigée en 1926, après avoir affirmé que la stipulation de paiement en or ou en espèces métalliques était entachée de nullité, ajoute qu'il en est de même de la stipulation de paiement en monnaie étrangère.

Le cours forcé a pour but essentiel de protéger les billets de la Banque de France : la fuite devant eux, par l'emploi des monnaies étrangères, produit le même trouble que le recours à l'unité de compte métallique.

En définitive, toute clause se rattachant à l'or ou à une monnaie quelconque est interdite. Les parties doivent donc se garder d'insérer une clause touchant, soit à la notion de change, soit à la monnaie. C'est dans cet esprit qu'une loi du 17 Avril 1942 a prohibé formellement en France les contrats d'assurances libellés en monnaie étrangère (*J. O.* du 23 Avril 1942).

3° Les clauses « valeurs marchandises », « d'échelle mobile » et « à indice variable ».

Devant cette jurisprudence aussi ferme que gênante, la pratique se tourna vers les clauses de paiement en nature, en marchandises, ou encore en billets de banque mais, eu égard au cours d'une marchandise déterminée; enfin, vers les clauses d'échelle mobile ou d'indice variable qui se rattachent, soit au coût de la vie d'après les indices officiels des prix, soit aux variations d'un indice économique.

L'opinion quasi unanime de la doctrine (4) admet ces clauses, car la valeur envisagée ne dépend pas, dans ses variations, ou très peu, de celles du change, mais surtout d'autres facteurs comme l'abondance de la récolte, le coût de la main-d'œuvre, etc. La fiction légale de l'équivalence du franc papier et du franc or n'est plus en cause.

(1) Trib. Seine, 9 Février 1926, *D.P.*, 1926-2-69. — Trib. Civ. Belfort, 10 Mars 1926, *D.P.*, 1926-2-95. — Pau, 20 Juillet 1926, *D.P.*, 1926-2-153. — Paris, 23 Mars 1927, *S.*, 1927-2-118. — Nîmes, 9 Janvier 1928, *D.P.*, 1928-2-28. — Cass. Civ., 31 Décembre 1928, *S.*, 1930-1-41. — Grenoble, 3 Novembre 1942, *Gaz. Pal.*, 23-24-25 et 26 Juin 1943.

(2) Paris, 24 Décembre 1925, *D.P.*, 1926-2-89.

(3) Cass. Civ., 16 Novembre 1938, *Gaz. Pal.*, 1939-1-184. — Colmar, 27 Juin 1928, *Gaz. Pal.*, 1928-2-413.

(4) Note de M. Hubert, *S.*, 1930-1-44; note de M. Rousseau, *S.*, 1926-2-49; note de M. Esmein, *S.*, 1927-1-289; note de M. Savatier, *D.P.*, 1926-2-89; note de M. Lalou, *D.H.*, 1930, p. 69; note de M. Becqué, *Juris-Classeurs, Semaine Juridique*, 1942-2-2.048; note de M. Mestre, *S.*, 1925-1-257. — M. Demogue (*Journal des Notaires*, 1923-101) est favorable seulement à la classe d'indice.

M. Nogaro fait remarquer que ce qui intéresse les parties, c'est le pouvoir d'achat de la monnaie et non pas sa perte par rapport aux changes étrangers (1).

M. Geny fait observer, d'autre part :

« On ne pourra pas davantage leur reprocher de provoquer une
« hausse immédiate et rapide des prix puisqu'elles n'interviendront
« qu'après coup sur des prix établis en vertu des causes d'économie
« générale, contre lesquelles la volonté individuelle ne peut rien.
« Elles ne font aucune concurrence à la monnaie nationale, même
« sous forme de papier-monnaie puisqu'elles n'envisagent que des
« règlements en franc papier (2). »

De l'introduction d'une clause d'indice dans un contrat, il ne résulte aucun *agio* intérieur comme il pourrait s'en produire avec la clause or ou valeur or. La méfiance à l'égard du billet ne s'en trouve nullement augmentée : le jeu de la clause d'indice ne fait que traduire les modifications des prix que chacun constate journellement.

Elles présentent, en outre, l'avantage de garantir aussi bien les intérêts du débiteur que ceux du créancier. Il semble bien que ce soit le procédé légal permettant au créancier de se prémunir contre les fluctuations monétaires (3).

M. Paquet affirme, non sans raison, qu'il s'agit d'un contrat « à prestations stables » dégagées, autant qu'il se peut, des variations de la monnaie et du change.

« Cette clause, dit-il, apparaît hors de l'atteinte des lois monétaires du cours forcé et de la dévaluation et son emploi est
« souhaitable encore sous un régime monétaire sain et normal
« parce qu'elle soumet également les parties aux secousses et aux
« prospérités économiques. L'instabilité nominale de la somme
« due est, en notre temps, la meilleure garantie de la sauvegarde
« des prestations (4). »

« La convention en monnaie stable, sous les formes envisagées
« ci-dessus (index économique du cours d'une denrée), ressort de
« l'ordre naturel économique et par suite échappe à la rigueur des
« lois monétaires accidentelles, car elle ne trouble pas plus l'ordre
« public sous le régime d'exception où elle fait figure de clause
« protectrice et de ce chef suspecte, que sous le régime normal et
« sain où son utilité est encore très grande et son usage fréquent (5). »

(1) Nogaro, *Rev. Trim. Dr. Civ.*, 1925, p. 28.

(2) Geny, *Rev. Trim. Dr. Civ.*, 1926, p. 629.

(3) Planiol et Ripert, *op. cit.*, t. VII, n° 1.174.

(4) Paquet, *La Dévaluation dans les rapports de droit privé sous les lois monétaires du 1^{er} Octobre 1936 et de Mai 1937*. Thèse, Lille, Hazebrouck, 1938, p. 119.

(5) Paquet, *op. cit.*, p. 124. — Trib. Civ., Nice, 18 Mai 1926, S., 1926-2-87. — Trib. Civ. Roanne, 26 Janvier 1927, *Gaz. Pal.*, 1927-1-624.

La jurisprudence au début se montra indécise. Quelques décisions annulèrent la clause valeur-denrée ou l'indice économique (1). Mais la majorité des tribunaux fut amenée à se prononcer, surtout sur des baux à ferme avec clause valeur blé, et proclama la validité de cette clause (2).

La Cour de Rouen (3) déclare :

« Qu'aucune assimilation ne peut être établie entre la valeur or et le franc blé, les statistiques faisant apparaître que les variations du cours du blé n'ont, depuis longtemps, nullement concordé avec la hausse ou la baisse du change et ont continué à se produire aussi amples depuis que celui-ci demeure au même taux ; le prix du blé dépend de facteurs qui lui sont propres. »

Dans le même ordre d'idée, le Tribunal Civil de Dunkerque (4) affirme que : « toute clause tendant à établir dans les rapports des contractants un juste équilibre, loin de porter atteinte à l'ordre public doit, au contraire, le fortifier ».

La Cour de Cassation a confirmé *sans réserve* la décision de ce Tribunal (5) mais déjà, dans un précédent arrêt, la Cour suprême avait reconnu expressément que la préoccupation qu'avaient les parties de se protéger contre les variations monétaires était parfaitement légitime, et qu'il appartenait au créancier d'éviter par des *clauses appropriées* le préjudice qui pourrait résulter pour lui de la dépréciation éventuelle de la monnaie (6), sous réserve toutefois que les parties aient eu pour but, non de tourner la loi sur le cours forcé, mais simplement de se prémunir contre les fluctuations économiques (7).

La jurisprudence actuelle tout entière valide ces clauses (8) dont l'usage est entré dans les mœurs. « Sans doute, remarquent MM. Planiol et Ripert (9), l'intention des parties, en dehors de toute fraude, est semblable à celle que ces dernières avaient quand elles inséraient une clause « valeur-or ». Mais les conséquences ne sont pas les mêmes. Une telle clause se contente d'adapter la valeur

(1) Trib. Civ. Laval, 19 Février 1927, *Gaz. Pal.*, 1927-1-478. — Trib. Civ. Rouen, 28 Mars 1927, *D.H.*, 1927-330.

(2) Trib. Civ. Auxerre, 2 Février 1927, *Gaz. Pal.*, 1927-1-707. — Amiens, 18 Mai 1927, *Gaz. Pal.*, 2-7-85. — Rouen, 24 Novembre 1927, *Gaz. Pal.*, 1928-1-174. — Trib. Civ. Rennes, 7 Janvier 1928, *Gaz. Pal.*, 1928-1-528.

(3) Rouen, 24 Novembre 1927, *Gaz. Pal.*, 1928-1-174.

(4) Trib. Civ. Dunkerque, 29 Juillet 1927, *Gaz. Pal.*, 1927-2-785.

(5) Cass. Req., 1^{er} Août 1929, *D.H.*, 1929-441.

(6) Cass. Civ. (quatre arrêts), 23 Janvier 1924, *D.P.*, 1924-1-41.

(7) Aix, 10 Février 1927, *D.H.*, 1927-246. — Trib. Com. Seine, 12 Novembre 1940, *Gaz. Pal.*, 1941-1-59. — Cass. Req., 18 Février 1929, *Gaz. Pal.*, 1929-1-403.

(8) Cass. Req., 22 Décembre 1930, *D.H.*, 1931-33. — Paris, 21 Décembre 1931, *Gaz. Pal.*, 1932-1-447. — Paris, 27 Avril 1932, *Gaz. Pal.*, 1932-2-259. — Trib. Com. Bordeaux, 12 Mai 1942, *Gaz. Pal.*, du 26 au 28 Août 1942. — Lyon, 21 Juillet 1943, *Gaz. Pal.*, du 18 Septembre 1943. — Trib. Civ. d'Angers, 15 Janv. 1945, 2 décisions, *Gaz. Pal.*, 18, 19 et 20 Avril 1945.

(9) Planiol et Ripert, *op. cit.*, t. VII, n° 1.174.

d'une dette ancienne aux prix intérieurs au jour de l'échéance. » M. Seignol (1) fait d'ailleurs remarquer que certains contrats l'ont toujours prévue comme ceux de colonat partiaire ou de métayage.

D'ailleurs, le législateur en avait reconnu explicitement la valeur et l'utilité dans l'article 6 de la loi du 12 Juillet 1933 sur la révision des loyers et dans l'article 25 de la loi du 15 Août 1936 sur l'Office du Blé. Il a récemment confirmé ce point de vue en édictant la loi du 4 Septembre 1943 sur les baux à ferme.

L'efficacité juridique de ces clauses n'étant plus sérieusement mise en doute, les événements actuels ne peuvent que leur donner une valeur plus grande et un emploi plus fréquent.

Au point de vue général, la clause d'indice est, au fond, différente de la clause or ou valeur or.

Ce n'est pas un motif d'ordre monétaire que les parties ont en vue en introduisant une clause d'indice, mais un motif de justice. S'agissant d'un contrat successif à long terme, ils entendent maintenir une certaine équivalence entre les prestations fournies et permettre ainsi une exécution équitable du contrat pour chaque contractant malgré les modifications de la situation économique.

Dans les contrats d'immeubles de rapport ou de baux à ferme, on arrivait en période de hausse des prix à ce résultat paradoxal que les loyers payés par les locataires ne permettaient plus au propriétaire de payer les frais normaux d'entretien (couverture, plomberie, eau, gaz, électricité, etc.) et les impôts.

Différente de la clause or par son objet et ses effets, la clause d'indice l'est encore par sa technique.

L'établissement de l'indice demande des éléments variés dont les cours n'obéissent pas uniquement à la dépréciation de la monnaie; d'autres facteurs interviennent. Il en est de même lorsque la clause repose sur un indice officiel. Il y a, en ce cas, corrélation entre les mouvements des prix et les mouvements monétaires, mais cette corrélation n'est ni immédiate, ni absolue. Il est facile de s'en rendre compte en examinant les deux courbes ci-jointes (pages 67 et 68).

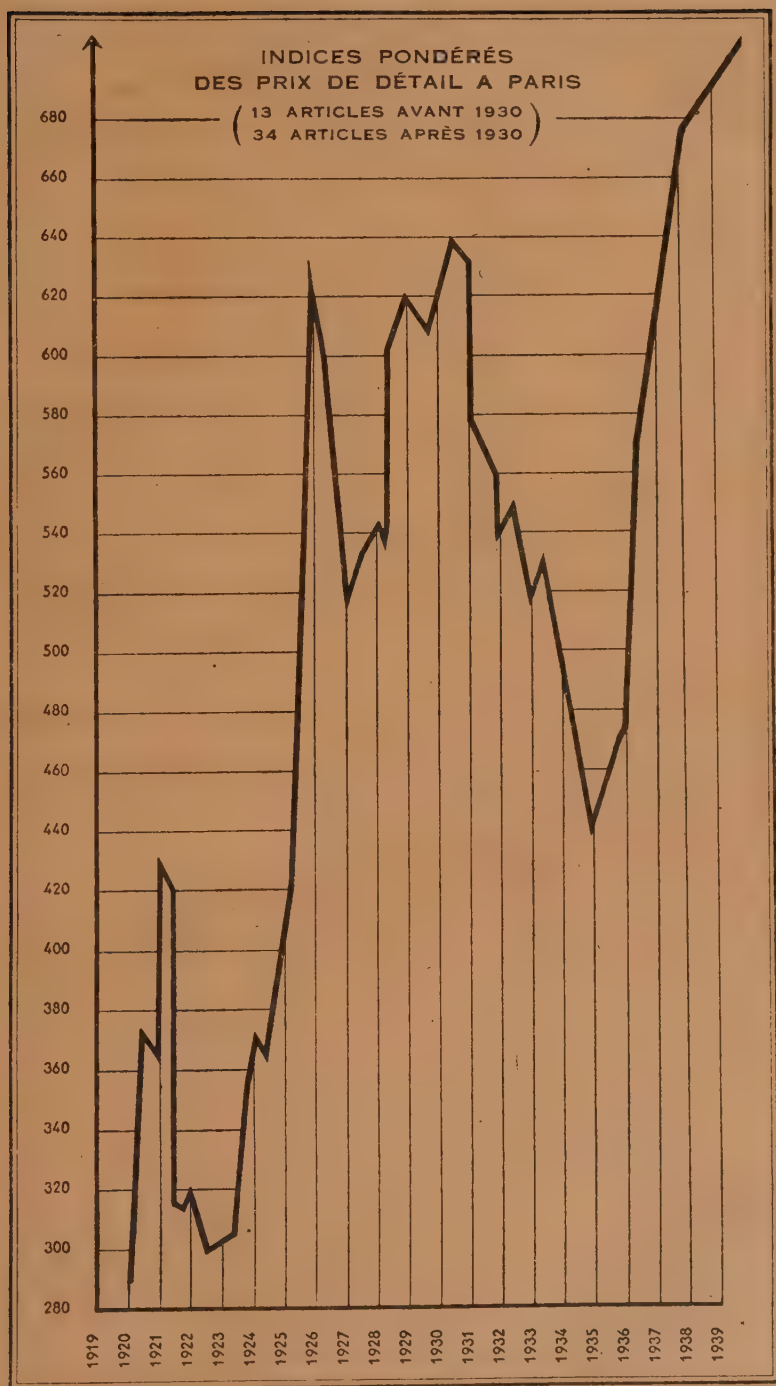
1^o Courbe de l'indice pondéré des prix de détail à Paris de 1919 à 1939.

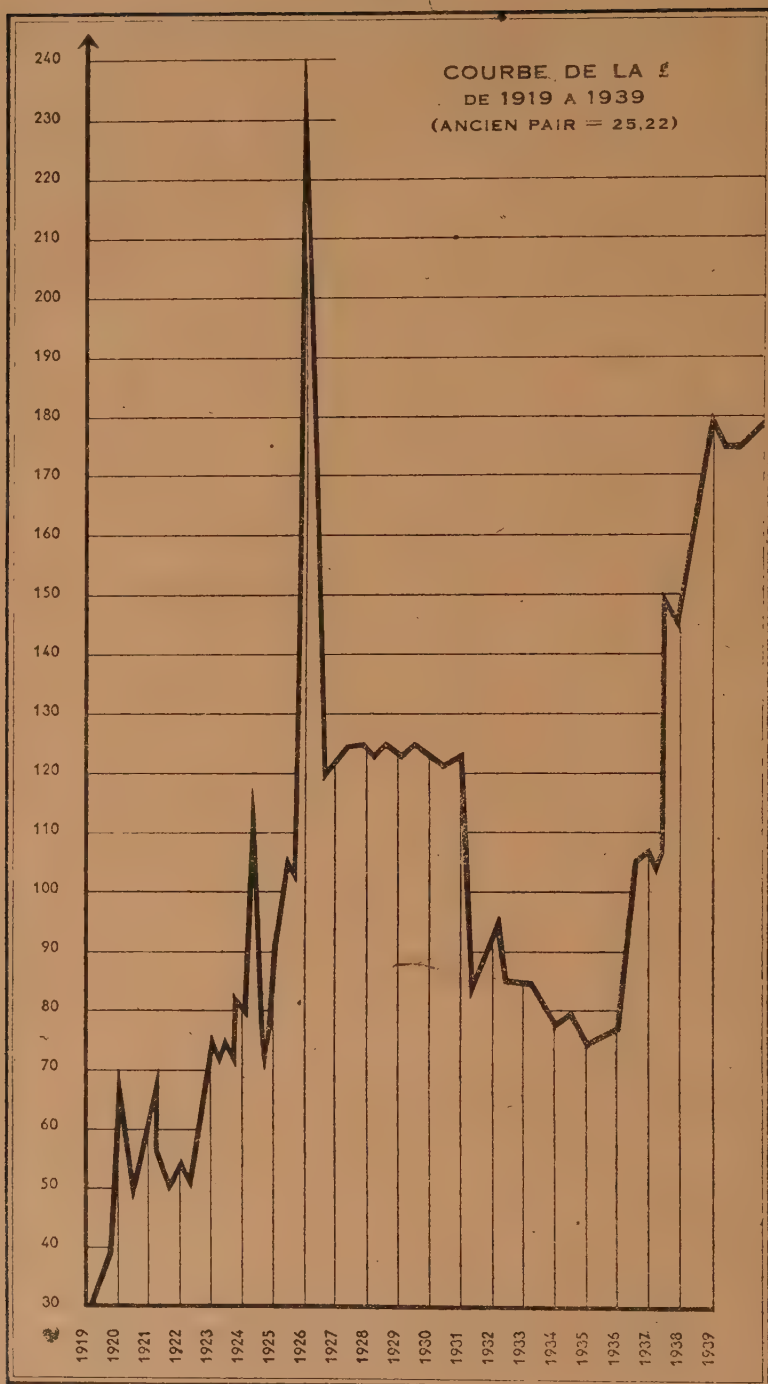
2^o Courbe de la valeur de la livre de 1919 à 1939.

Il n'y a pas identité entre les mouvements des prix et le cours de la livre.

C'est en partant de cette base que l'assureur doit chercher l'indice économique ou la valeur marchandise qui lui permettra de rajuster les contrats d'une branche de son activité. Il lui suffira de choisir un indice indépendant des variations du change et de la

(1) Seignol, *op. cit.*, p. 21.





monnaie et d'éviter dans sa clause de faire allusion à l'or, au cours forcé. Il ne s'agit pas, en effet, pour l'assureur et pour l'assuré de frauder la loi, mais de prévoir, par une clause appropriée, non spéculative, une garantie aussi complète que possible et d'éviter les inconvénients qui résultent des insuffisances d'assurance et de l'application de la Règle proportionnelle consécutive à la hausse des prix (1).

C'est ce que le Ministère des Finances, Direction du Contrôle des Assurances-privées, a entendu entériner lorsqu'il a autorisé, le 28 Avril 1941, la première clause d'assurance incendie à « indice variable ».

L'indice choisi étant celui du coût de la construction immobilière, il est possible de faire la preuve que le coût de la construction est indépendant des fluctuations monétaires.

Avant 1914, aucune loi ne venait freiner la hausse des loyers. Ceux-ci étaient établis de façon à correspondre avec le coût de la construction dont ils représentaient les intérêts et l'amortissement. Les fluctuations des prix des loyers correspondaient donc autrefois aux variations du prix de la construction.

Voici quelles étaient les moyennes du loyer d'une maison parisienne et de la valeur de la livre tournois en francs (1 franc = 4 gr, 50 d'argent fin) de 1.600 à 1.789 (2).

Date	Loyer	Livre tournois
1607-1614	600 francs	2 fr. 39
1626	1.800 francs	2 fr. 08
1675	2.250 francs	1 fr. 63
1725	1.140 francs	1 fr. 22
1789	3.700 francs	0 fr. 95

Si les loyers avaient suivi la seule dépréciation de la monnaie, la hausse eut été continue. En fait, entre 1675 et 1789, il y a eu une baisse due à la diminution des prix des matières premières et de la main-d'œuvre.

L'indice du coût de la construction est donc bien un indice non monétaire ou, tout au moins, a-monétaire.

D'ailleurs, dans la matière qui nous occupe, il s'agit, non seulement d'un équilibre à maintenir entre les prestations des contractants, mais de la *sécurité future de l'assuré*.

Il y aurait donc lieu de penser que, même si la doctrine et la jurisprudence n'étaient pas favorables aux clauses d'indice, la convention d'assurance à « indice variable » devrait jouir d'une législation plus favorable.

(1) Beineix, *op. cit.*, p. 19.

(2) G. d'Avenel, *op. cit.*, t. I, livre II, p. 481.

Il est remarquable, en effet, de noter que lorsque la clause joue ou bien en faveur de l'assureur et de l'assuré, ou bien seulement en faveur de l'assureur, elle n'a en fait qu'un seul but : assurer au souscripteur du contrat d'assurance la sécurité qu'il en attend (en protégeant la solvabilité de l'assureur qui risquerait d'être détruite par suite de la hausse des prix).

C'est en raison de cette différence, importante on l'avouera, que serait justifiée une législation plus favorable, s'il était besoin, que celle de toutes les autres clauses d'indices, puisqu'avec la clause d'assurance à indice variable, c'est *l'intérêt de l'assuré qui prédomine toujours*

CHAPITRE III

LA TECHNIQUE ADMINISTRATIVE DE L'ASSURANCE A INDICE VARIABLE

La technique de l'assurance est complexe. Une Compagnie moderne d'assurance présente, en effet, un assez grand nombre de services spécialisés. Est-il possible, dans ces conditions, d'introduire la clause d'indice dans les contrats d'assurance sans modifier le système administratif existant?

Il ne faut pas oublier que les frais généraux, surtout en ces derniers temps, ont subi une hausse considérable. M. Fourastié (1) indique que, depuis 1939, la hausse serait de l'ordre de 51 % pour les Compagnies accidents. Il importe donc que l'assurance à indice variable ne vienne pas grever le budget des Compagnies puisqu'elle est sans contre-partie. Elle ne doit pas, en effet, coûter plus cher aux assurés qu'une simple assurance ordinaire si on veut la voir se développer.

Or, l'expérience vient de le prouver, il a été possible de faire administrer une police à indice variable comme une police ordinaire, grâce aux procédés mécanographiques actuellement en vigueur.

Cette étude sera divisée en trois sections :

- 1° Production et règlement des sinistres,
- 2° Comptabilité, émission des quittances et réassurance,
- 3° Les commissions.

SECTION 1

Production et règlement des sinistres

Cette question sera traitée rapidement car, à vrai dire, elle ne présente pas de véritables difficultés.

A) *La production.* — Chaque branche d'assurance étudie et met au point une clause correspondant à ses besoins. Elle fait ensuite

(1) Fourastié, Cours professé au Conservatoire des Arts et Métiers de Paris, année 1942-1943

le choix d'un indice et-il ne lui reste plus qu'à obtenir l'accord du Comité d'Organisation (autrefois du Ministère des Finances).

La diffusion de cette nouvelle formule se fait par le truchement habituel des agents et des courtiers et par une publicité adéquate dans les divers journaux et revues de la Corporation des Assurances.

On peut dire, dès à présent, que le public a compris la portée de la clause d'assurance à indice variable et que la production de ces nouvelles polices a répondu aux attentes des Compagnies qui l'ont adoptée.

Le service de la production n'a pas vu son travail administratif modifié de façon sensible. Il doit simplement indiquer sur le contrat l'indice en cours à la date de la souscription de la police (ou de l'avenant) et qui reçoit le nom « d'indice de base ».

L'assuré doit, de son côté, avoir pris soin de procéder à une estimation aussi juste que possible des risques qu'il désire assurer.

B) *Le règlement des sinistres.* — Le règlement des sinistres présente peu de difficultés lorsqu'il s'agit d'un contrat avec clause à « indice variable ».

Suivant la formule adoptée par la Compagnie, le règlement, c'est-à-dire la fixation du montant de l'indemnité, aura lieu en tenant compte :

— ou bien de l'« indice sinistre », c'est-à-dire du dernier indice connu au jour du sinistre,

— ou bien de l'« indice échéance », c'est-à-dire de l'indice pris pour base de révision lors de la dernière échéance.

Cette différence provient de ce que certaines Compagnies procèdent à une révision trimestrielle des capitaux, d'autres à une révision annuelle seulement.

La différence entre les deux indices : de base d'une part, de sinistre ou d'échéance d'autre part, donnera la différence (en plus ou en moins) dont les capitaux doivent être majorés (ou diminués). L'expert obtiendra ainsi un capital de X francs représentant les capitaux garantis par la Compagnie au jour du sinistre.

C'est ce capital qui sera pris en considération pour le calcul de la Règle proportionnelle qui ne pourra s'appliquer que s'il y a insuffisance, cette insuffisance provenant d'un mauvais calcul des capitaux lors de la souscription du contrat.

On voit, par ce simple aperçu du travail administratif des services production et règlement des sinistres, qu'aucune complication ou bouleversement n'est apporté à la marche de ces services par l'application de la formule d'« indice variable » aux contrats d'assurances.

SECTION 2

Comptabilité — Emission des quittances — Réassurance

Le véritable problème de la vie administrative d'une police d'assurance à indice variable, c'est la question de sa vie comptable, de l'établissement de sa quittance et de sa réassurance.

Le principe de la clause à indice variable, c'est la modification automatique, soit annuelle, soit trimestrielle des capitaux assurés d'une part, du montant des quittances de primes d'autre part. Or, il importe, au plus haut point, de faire ce travail :

- 1° sans augmenter les frais généraux,
- 2° sans sortir les polices du service des archives à chaque révision.

A) *Mécanographie des Compagnies.* — Ces deux problèmes ont toujours retenu l'attention des Directions des Compagnies. Il était à redouter que la mise en application de la clause à indice variable n'entraînat des conséquences redoutables sur ces deux points.

Le problème le plus important au point de vue intérieur était celui de la sortie, soit annuelle, soit trimestrielle, du service archives de tous les contrats souscrits avec la clause indice variable.

La question frais généraux qu'elle aurait largement influencée, est peu de chose en comparaison des perturbations qui se seraient produites dans les autres services et surtout des retards qui seraient survenus dans le travail du service chargé du règlement des sinistres.

Lors de la déclaration d'un sinistre, il importe, en effet, que le service intéressé soit mis en possession sans retard de la police frappée afin que cette pièce soit remise sans délai à l'expert. S'il ne la trouve pas, l'assuré ne voyant personne venir pour vérifier ses déclarations, s'impatiente et écrit à la Compagnie. Il en résulte un surcroît de travail pour le service des sinistres, une augmentation des frais généraux, une perte de temps et un mécontentement de la clientèle qu'il est nécessaire d'éviter.

Si, à chaque échéance de prime, le service émetteur devait vérifier chaque police pour établir chaque nouvelle quittance avec les modifications dues aux variations de l'indice, ce service serait vite en retard et les autres services ne pourraient obtenir les polices dont ils ont besoin qu'après un long délai. Les erreurs de classement iraient en se multipliant et, dans une grande Compagnie, cela pourrait avoir les répercussions les plus fâcheuses, d'abord dans les relations entre services, ensuite dans les rapports entre les assurés et la Compagnie.

Ces deux écueils sont évitables grâce à l'utilisation des machines

automatiques de statistique et de comptabilité (1) qui permettent d'établir, à chaque échéance, les quittances :

- 1^o sans frais généraux supplémentaires,
- 2^o sans sortir une seule police du service des archives.

La machine à statistiques a pour but :

- a) d'enregistrer certaines caractéristiques de faits que l'on désire observer;
- b) de grouper avec rapidité les caractéristiques semblables;
- c) de les dénombrer.

La machine à statistiques utilise des fiches. Ces fiches se composent de 45 colonnes de 10 chiffres (0 à 9). Ces colonnes peuvent être groupées de façon à permettre l'indication d'un nombre quelconque de chiffres se rapportant à un même objet.

L'enregistrement de chaque fait particulier est inscrit sous une forme numérique au moyen de perforations dans la fiche par une machine appelée la poinçonneuse. Son rendement est considérable : 2 à 3.000 fiches pour 8 heures de travail. Elle a l'avantage de permettre la perforation de caractéristiques identiques sur plusieurs fiches à la fois (ce qui est souvent nécessaire pour une même police).

Les fiches qui présentent les mêmes caractéristiques de perforations effectuées dans une colonne déterminée sont groupées par la trieuse. Son rendement est de l'ordre de 15.000 fiches à l'heure. Certaines machines font, en outre, le compte des fiches de mêmes caractéristiques.

Enfin, les perforations sont reproduites en chiffres et les nombres additionnés en faisant passer les fiches dans la tabulatrice. Certaines machines impriment aussi des lettres.

En utilisant ces machines, l'établissement des fiches est extrêmement rapide et leur groupement par catégories est presque instantané.

On conçoit le grand développement que doivent prendre ces machines pour l'exécution de tout travail statistique ou comptable. On peut même dire que ces machines sont nécessaires au développement de l'industrie des assurances modernes (2).

En définitive, l'emploi de ces machines permet un gain de temps appréciable et évite surtout les manipulations fréquentes et répétées des polices des archives.

Lorsqu'un contrat est souscrit à Paris ou en province, l'exemplaire destiné aux archives de la Compagnie est envoyé au service des machines. Là, une (ou plusieurs) fiche est établie, reproduisant ses caractéristiques, capitaux sur immeuble ou meubles, sur risques locatifs, etc., ainsi que les primes correspondant à chaque article, les impôts, les chargements (frais de répertoire et coût de

(1) A. Burlot, *Utilisation des machines automatiques de statistique et de comptabilité dans les Compagnies d'Assurances*. Paris, 1925.

(2) Burlot, *op. cit.*, p. 5.

police), la date d'échéance, le nom de l'assuré. Rien n'est plus facile alors que d'indiquer l'indice de base, c'est-à-dire le coefficient de l'indice au jour de la souscription du contrat.

À l'échéance suivante, toutes les fiches représentant des contrats établis avec clause d'assurance à indice variable seront expulsées de la masse par la trieuse. Le service des machines établit un bordereau de ces diverses quittances reproduisant les différentes indications de la fiche : montant des capitaux, de la prime, des impôts, nom et adresse de l'assuré, indice de la dernière échéance (ou de base), la nature du risque, sa réassurance, etc.

Le travail de rajustement est donc prêt à être accompli sans que les frais généraux en aient été influencés et sans qu'une seule police ait été sortie du service des archives.

B) *Comptabilité et émission des quittances.* — C'est ce service qui procédera au rajustement des capitaux et, par suite, de la prime, en procédant aux calculs résultant de la différence entre l'indice précédent et le nouvel indice d'échéance.

Le bordereau ainsi modifié sera retourné au service des machines qui établira une nouvelle fiche et la nouvelle quittance. Un bordereau accompagnera chaque envoi de quittances aux agents qui connaîtront ainsi les nouvelles commissions auxquelles ils ont droit, et pour les courtiers ce bordereau sera adressé au service des commissions qui établira les bons de commissions.

Bref, seul le service de la comptabilité se verra obligé d'effectuer un travail supplémentaire, fort simple d'ailleurs, puisque toutes les quittances à indice variable d'une échéance donnée subiront le même taux d'augmentation, excepté s'il y a eu établissement d'un avenant en cours d'année.

C) *Réassurance.* — Le travail de ce service est peu compliqué par l'application de la clause d'assurance à indice variable.

Le service mécanographique (ou le service de la comptabilité) envoie à la réassurance un bordereau de tous les contrats rajustés avec les indications déjà mentionnées.

S'il s'agit d'un risque déjà réassuré, le service de la réassurance augmentera (ou diminuera) le montant de la réassurance selon ses tableaux de pleins et la nature du risque.

S'il s'agit d'un risque non réassuré, le service de la réassurance enverra un bordereau au service de la production qui devra examiner à nouveau l'affaire : il sera alors nécessaire de sortir la police des archives pour examiner la question, surtout en raison des risques communs (risques situés au même emplacement). Le service de la production indiquera alors dans quelle proportion le risque doit être réassuré et retournera le bordereau avec les indications adéquates au service de la réassurance. Ce service n'aura alors qu'à établir de nouveaux bordereaux qu'il adressera aux réassureurs.

De cette rapide étude, il ressort que la vie administrative d'une police à indice variable est possible sans bouleversements des

systèmes administratifs existants et sans augmentation sensible des frais généraux.

Elle suppose seulement qu'il s'agit d'une Compagnie moderne, techniquement organisée avec un système mécanographique comme en sont pourvues la presque totalité des Compagnies anglaises et américaines.

Les Compagnies françaises qui l'ont adopté sont ainsi aujourd'hui à même de donner à leur essor toute l'amplitude désirable sans accroître sensiblement leurs frais généraux et voient ainsi rapidement amortir les dépenses qu'elles ont engagées pour l'acquisition de ces machines.

Mais, c'est sur le système des commissions que l'introduction de la clause d'indice variable dans les contrats d'assurances va avoir la plus forte répercussion.

SECTION 3.

Les commissions

Les assurés viennent rarement d'eux-mêmes à l'assurance. Ce sont les intermédiaires, agents ou courtiers, qui les décident à se faire garantir contre un risque donné. Le concours de ces intermédiaires est nécessaire, d'une part au développement des affaires des Compagnies et d'autre part au groupement des risques.

Les assureurs rémunèrent les agents et courtiers par les commissions qui sont allouées pour chaque contrat souscrit. Cette commission est assez élevée, car elle doit rétribuer le producteur non seulement pour l'affaire conclue, mais encore pour toutes les démarches faites en vain pour des affaires qui n'ont pas abouti (1).

C'est le service des commissions qui, dans chaque Compagnie, s'occupe de payer aux courtiers les sommes auxquelles ils ont droit. Les agents, eux, sont en général crédités dans leurs comptes par le service de la comptabilité.

Sous l'influence de la concurrence, et suivant une coutume venue d'Angleterre, on est passé du système normal de la commission annuelle au système de la commission escomptée.

En principe, lorsque le contrat d'assurance porte sur plusieurs années, la commission devrait être payée au fur et à mesure de l'encaissement des primes. En fait, l'usage s'est établi, pour certains contrats (accidents, responsabilité, risques divers, incendie risques simples) d'escompter les commissions. Exemple :

1^o Escompte sur une police accidents d'une durée de 10 ans :

1^{re} année : 100 % de la prime nette;

2^e année : 50 % de la prime nette;

Rien pendant les 8 années suivantes;

Commission normale annuelle : 20 % (pendant 10 ans).

(1) M. Picard et A. Besson, *op. cit.*, t. I, p. 86, n^o 41.

2^o Escompte sur une police incendie d'une durée de 10 ans :

1^{re} année : 150 % de la prime nette;

2^e année : 100 % de la prime nette;

Rien pendant les 8 années suivantes.

Commission normale annuelle : 25 % (pendant 10 ans).

Le système de la commission escomptée était avantageux pour les démarcheurs qui pouvaient ainsi récompenser le zèle de leurs sous-ordres ou qui recevaient une somme suffisante pour être indemnisés des frais engagés, alors qu'une commission annuelle les eût laissés avec une perte pendant un certain nombre d'années.

Il est évident que la souscription d'un contrat, surtout lorsqu'il s'agit de l'assurance d'un petit mobilier, ne rapportera à la Compagnie qu'une prime minime, 50 francs par exemple. La commission annuelle allouée au démarcheur sera de 12 fr. 50, somme certainement insuffisante. En cas d'escompte, il touchera 75 francs et rentrera ainsi dans ses débours avec un léger bénéfice, dès la première année.

Ce système est néanmoins dangereux pour les Compagnies. L'escompte des commissions grève lourdement le budget des assureurs qui ne touchent aucune somme pratiquement au début des contrats. L'assureur recouvrera son avance sur les primes ultérieures, mais si le contrat est abandonné par l'assuré, ou si un sinistre survient avant les dernières années, l'assureur se trouvera en déficit. Il pourra, en outre, se trouver dans l'impossibilité de réclamer au courtier une ristourne de commission si, entre temps, celui-ci est devenu insolvable.

De plus, en cas de hausse constante des prix, la situation peut devenir franchement dangereuse pour l'assureur.

Prenons, par exemple, un contrat souscrit en 1938 pour une période de 10 ans et payant une prime nette de 100 francs. Voici le tableau des sommes encaissées par l'assureur et par le courtier, en admettant qu'en 1941, 1942 et 1943 la prime ait été portée successivement à 200, 300 et 400 francs.

	Prime nette	Assureur	Commission escomptée Courtier	Commission annuelle de 25 %
1938.....	100	100	150	25
1939.....	100	100	100	25
1940.....	100	100	—	25
1941.....	200	200	175	50
1942.....	300	300	150	75
1943.....	400	400	125	100
		1.200	700	300

Si un sinistre survient en 1944, l'assureur pourra difficilement y faire face avec les 500 francs qu'il aura réellement encaissés.

Cet exemple, un peu forcé, montre quel déséquilibre le système de la commission escomptée introduit dans le budget d'une Compagnie. Ce problème a d'ailleurs attiré l'attention des Pouvoirs Publics et a motivé les articles 7 et 191 du décret du 30 Décembre 1938.

Cependant, si le système des commissions escomptées venait à être supprimé, la production des risques simples en subirait un fort ralentissement. C'est ce qui s'est produit depuis 1939: les frais généraux augmentant et les commissions n'étant plus escomptées depuis la décision de l'Assemblée plénière des Sociétés françaises d'Assurance contre l'Incendie en date du 8 Septembre 1939.

La clause d'indice variable tendant à modifier sans cesse, soit en hausse, soit en baisse les capitaux assurés, il a paru difficile de maintenir le système de la commission escomptée. Les Compagnies pratiquant l'assurance à indice variable ont donc adopté le système de la commission annuelle pour les augmentations dues aux variations de l'indice, les producteurs ne sauraient s'en plaindre puisqu'ils n'ont plus de démarches à effectuer pour revaloriser les contrats. D'autre part, le budget de l'assureur ne subira plus le contre-coup des majorations de polices.

Notons toutefois que la commission escomptée peut subsister partiellement pour les agents. Ce système est le suivant :

1^{re} année : commission d'escompte calculée sur la prime prévue au contrat;

années suivantes : commission d'encaissement quel que soit le montant de la prime résultant de l'application de l'indice variable.

En conclusion, il est intéressant de noter que l'introduction de la clause d'indice variable dans les contrats d'assurance n'apporte pas de modifications sensibles aux systèmes administratifs actuels.

Les frais généraux supplémentaires résultant de cette innovation plus particulièrement pour le service comptabilité, seront vite compensés par le développement des affaires qui s'ensuivra pour l'assureur.

La formule ordinaire qui n'avait pas montré de façon flagrante ses imperfections par suite de la stabilité monétaire extrêmement longue du franc germinal, doit faire place à la formule d'indice qui, seule, est susceptible, à notre époque de hausse de prix et de troubles économiques, de répondre aux besoins de l'assurance.

CHAPITRE IV

RÉPERCUSSION DE LA CLAUSE D'INDICE VARIABLE SUR LES CONTRATS D'ASSURANCES SES CONDITIONS DE BON FONCTIONNEMENT, SES PRINCIPAUX CARACTÈRES, SES EFFETS

La simplicité d'une nouveauté est une condition essentielle de son succès. C'est pour ce motif que la clause d'assurance à Indice variable a été étudiée de façon à pouvoir s'adapter aisément et sans modifications aux contrats d'assurance tels qu'ils sont actuellement libellés.

Nous allons donc étudier successivement :

1^o Les incidences de la clause d'Indice variable sur les autres clauses générales des contrats, tels que ceux-ci en comportent, conformément aux prescriptions de la loi du 13 Juillet 1930 et du décret-loi du 16 Juin 1938.

2^o Les répercussions du jeu de la clause d'Indice variable sur la perception des taxes auxquelles sont soumis les contrats d'assurances.

3^o Les conditions de bon fonctionnement de la clause d'assurance à Indice variable.

4^o Les caractères de la clause d'assurance à Indice variable.

5^o Les effets de la clause d'assurance à Indice variable.

SECTION 1

Incidences de la clause d'assurance à indice variable sur les autres clauses générales des contrats

On peut, sans hésiter, affirmer que la clause d'assurance à indice variable n'apporte aucune dérogation aux conditions usuelles des contrats d'assurances.

Dans les branches d'assurances où est en usage la clause d'indice variable, c'est-à-dire en assurance incendie (1), en assurance

(1) Beineix, *op. cit.*, p. 34.

bris de glace, en assurance dégâts des eaux et en assurance responsabilité civile, aucune des conditions générales des polices n'a été modifiée.

Il s'agit, en effet, d'une clause *annexe* qui peut être insérée soit par clause additive dans une police spéciale en plus des conditions générales ordinaires, soit par voie d'avenant, dans une police ordinaire.

L'assurance avec clause Indice variable ne modifie donc pas les conditions générales et, entre autres, demeurent applicables les conditions suivantes :

A) La police est établie d'après les déclarations de l'assuré (art. 5, 1^{er} alinéa de la police type incendie de 1941. article 3, 1^{er} et 2^e alinéas de la police « Bris de Glaces » de la Compagnie LA PATERNELLE, id. police Responsabilité Civile « Risques divers » de la Compagnie LA PATERNELLE).

B) La nouvelle police type incendie de 1941 prévoit, dans son article 11, 2^e alinéa :

« Les primes peuvent être réduites par avenant, s'il est justifié par « l'assuré d'une diminution dans l'importance des capitaux garantis. La réduction ne portera que sur les primes à échoir. »

Autrefois, les conditions générales de 1930 (art. 10, 1^{er} alinéa) prévoyaient le paiement d'une indemnité. En fait, bien peu de compagnies percevaient cette indemnité qui, en cas de diminution par suite du jeu de la clause d'Indice variable annexée à un contrat contenant le texte de 1930 ne pouvait évidemment être perçue.

C) L'article 16 de la police type incendie 1941 qui prévoit la déchéance de l'assuré en cas de réticence, omission, fausse déclaration ou exagération frauduleuse des dommages demeure applicable.

Dans ce dernier cas, comme pour celui de l'exagération des sommes assurées, on doit, pour apprécier la mauvaise foi, se placer à la souscription du contrat ou de l'avenant rajustant les capitaux en tenant compte de la valeur réelle des objets assurés à cette époque. On doit procéder de même pour apprécier la fraude ou le dol en vue d'appliquer la nullité du contrat, prévue par l'article 29, 1^{er} alinéa de la loi du 13 Juillet 1930.

Mais, si l'exagération des dommages et surtout des sommes assurées provenait uniquement du jeu de la clause d'indice variable, il ne pourrait être question d'appliquer une pénalité quelconque. Il s'agirait, en l'occurrence d'un accident technique exceptionnel, hors de la volonté de l'assuré.

Il semble d'ailleurs difficile d'envisager cette éventualité, puisque l'Indice dont il a été fait choix reproduit fidèlement d'une façon générale les variations des prix des objets assurés.

D) Enfin, et surtout, l'article 17 prévoyant l'application de la Règle proportionnelle demeure applicable.

La clause d'indice variable, en effet, n'est pas une clause dérogatoire à l'application de la Règle proportionnelle comme nous le verrons dans la 3^e section de ce chapitre.

SECTION. 2

Répercussion du jeu de la clause à indice variable sur la perception des taxes auxquelles sont soumis les contrats d'assurance

En matière d'assurance, la législation fiscale n'a pas créé de taxes spéciales s'inspirant des besoins et de la technique particulière de cette branche de l'Economie Nationale.

Le fisc s'était contenté de frapper les contrats d'impôts déjà existants qu'il a rendus de plus en plus lourds. Il ne considérait le problème que sous son aspect « rendement ».

Avant la réforme du 31 Janvier 1944, la législation fiscale sur les assurances était complexe. L'assiette des taxes portait soit sur les capitaux assurés, soit sur la prime (1).

D'après l'ancienne législation, tous les contrats d'assurances « droit commun » étaient passibles d'une taxe portant sur la prime et ses accessoires.

Les contrats « Loi accidents du travail » (gens de maison, commerce, industrie, agricole) étaient frappés de taxes plus élevées fixées annuellement par décret et portant également sur la prime. Le taux de ces taxes variait avec les besoins présumés des fonds (de garantie, de majoration des rentes, etc...) qu'elles alimentaient. Il ne s'agissait d'ailleurs que des quittances de primes acquittées au titre de la législation du travail.

Dans tous les cas, les taxes sur les polices d'assurances contre les accidents avaient pour assiette les primes et leurs accessoires, c'est-à-dire les primes commerciales payées par les assurés.

La situation n'était pas la même en assurance contre l'incendie.

L'assiette des taxes frappant les contrats « Incendie » étaient tantôt la prime, tantôt les capitaux. Il s'agissait des droits suivants :

- a) Taxe d'enregistrement sur la prime;
- b) Taxe de timbre sur les capitaux;
- c) Taxe dite des sapeurs-pompiers sur les capitaux;
- d) Taxe dite complémentaire sur les capitaux.

La hausse de ces différentes taxes en assurance contre l'incendie après 1914 avait entraîné une vogue croissante pour l'assurance au « premier feu ». Le fisc eut vite fait de découvrir cette évasion

(1) Delmas, *Les Taxes sur les polices d'assurances*, Elbeuf, 1939.

fiscale et, depuis 1926, une triple taxe (taxes assises sur les capitaux) frappait cette catégorie de polices.

L'introduction d'une clause d'indice variable dans un contrat incendie n'entraînait pas l'application de la triple taxe. Mais, par son jeu, elle risquait de faire payer à l'assuré, dans un certain cas, un surcroît d'impôts. La clause d'indice, en effet, peut produire ses effets soit annuellement, soit trimestriellement.

Si la clause joue annuellement, on peut analyser son jeu comme l'établissement automatique d'un avenant de rajustement à l'échéance. L'assuré paie, alors, des taxes dont le montant correspond aux capitaux assurés, comme dans une assurance ordinaire. Mais, si le jeu de la clause d'indice s'applique trimestriellement, le montant de la taxe payée par l'assuré se calcule sur l'augmentation maximum de capitaux qui, en fait, n'étaient garantis pratiquement que pendant les trois derniers mois de l'année d'assurance.

L'ancien système fiscal entraînait donc une lourde charge pour l'assuré. La prime était alors calculée en fonction du temps et de la garantie accordée pour chaque trimestre, la taxe sur capitaux était toujours calculée sur la garantie maximum et pour un an.

La réforme fiscale de la loi du 31 Janvier 1944, publiée au *Journal Officiel* du 13 Février 1944 a eu pour effet de supprimer cet inconvénient. Voici le texte législatif concernant les polices d'assurances contre l'incendie (1).

« Art. 21. — Le titre XII du Livre II du code de l'enregistrement est remplacé par les dispositions suivantes :

« Titre XII. — Assurances passées par des assureurs-Taxe spéciale.

« Art. 799. — Toute convention d'assurance... conclue avec une Société ou Compagnie d'assurances avec tout autre assureur français ou étranger est soumise... à une taxe annuelle et obligatoire...

« La taxe est perçue sur le montant des sommes stipulées au profit de l'assureur et de tous accessoires dont celui-ci bénéficie directement ou indirectement du fait de l'assuré.

« Art. 800. — Le tarif de la taxe est fixé :

« 2° à 30 % pour les assurances contre l'incendie, sauf en ce qui concerne celles souscrites auprès des caisses départementales pour lesquelles le tarif est de 25 %. »

Pour les risques d'incendie couverts par des assurances de transport par eau et par air, le tarif de la taxe est de 4,50 % et pour les transports terrestres de 6 %.

(1) *J.O.*, 13 Février 1944, p. 471.

Cette réforme, qui survient fort opportunément, supprime donc l'inconvénient que nous venons de signaler. Désormais, la taxe correspondra aux augmentations de primes consécutives aux augmentations de garantie. Le nouveau système fiscal aboutit, en définitive, à une unification des taxes et de l'assiette de la taxe, à une simplification de calcul et, enfin, écarte toute entrave au développement de l'assurance incendie à Indice variable.

SECTION 3

Conditions de bon fonctionnement de la clause d'assurance à indice variable

En adoptant la clause d'assurance à indice variable, les assurés désirent obtenir la couverture intégrale des risques qu'ils assurent, à n'importe quel moment au cours du contrat. Pour arriver à ce résultat, il est nécessaire que les trois conditions suivantes soient remplies :

1° que les sommes fixées au départ soient exactes, c'est-à-dire correspondent à la valeur des objets assurés au jour de la signature du contrat;

2° que la consistance des objets assurés n'ait pas varié;

3° que des événements particuliers n'aient pas provoqué une hausse aiguë de tel ou tel bien.

1° *Déclaration exacte.* — Il importe, en effet, que les capitaux assurés correspondent aussi exactement que possible à la valeur des choses assurées. Il n'est plus question pour l'assuré de surévaluer son risque pour éviter l'application de la Règle proportionnelle en cas de hausse de prix. L'assureur lui demande de fixer la valeur *juste*. La clause d'indice produira alors ce que les parties attendent d'elle, à savoir le maintien constant du rapport entre la prime et les capitaux assurés, au fur et à mesure de l'exécution dans le temps. C'est là le but unique mais capital pour la sécurité de l'assuré de la clause d'assurance à indice variable.

Bien entendu, un assuré pourra fixer, s'il le désire pour des raisons personnelles, une valeur inférieure à la valeur réelle. Il pourra donc avoir à supporter un découvert le cas échéant, s'il y a survenance d'un sinistre. Mais, et c'est là un des avantages et non des moindres de la clause d'assurance à indice variable, ce découvert n'ira pas en augmentant en cas de hausse des prix d'année en année : *le découvert demeurera statique.*

Exemple : Une maison vaut 100.000 francs, assurance 80.000..... indice 100
Le découvert est de 20.000 ou $1/5$.

Avec..... indice 150
La maison vaudra 150.000 francs, l'assurance sera de 120.000 francs, le découvert sera de 30.000 ou $1/5$.

En assurance ordinaire, le découvert serait de 70.000 francs, soit presque de $1/2$ ($7/15$).

Il est à noter d'ailleurs que l'assuré conserve la faculté d'intervenir à tout moment et qu'il lui sera possible de faire indiquer la valeur exacte des biens assurés par avenant.

2^o Modification des biens assurés. — La consistance des biens assurés ne doit pas varier au cours du contrat. En fait, il arrive souvent le contraire, car il ne faut pas oublier que le contrat d'assurance est un contrat à long terme.

L'assuré peut fort bien faire construire des dépendances, acheter un nouveau mobilier. Il peut changer d'appartement. Il peut changer la nature de son commerce, vendre, etc...

A chaque modification apportée au risque, l'assuré doit penser, et bien souvent il l'oublie, qu'il doit en aviser son assureur. Celui-ci émettra un avenant qui rétablira l'équilibre entre la prime et les capitaux assurés.

La clause à indice variable ne vient rien changer à cet état de choses. Si l'assuré veut que cette clause joue normalement, il devra, comme par le passé, tenir son assureur au courant de toute suppression ou adjonction de risques.

3^o Événements particuliers affectant une catégorie de risques déterminés. — Il est nécessaire d'envisager la possibilité d'événements économiques financiers ou politiques graves, subits, ne frappant qu'une catégorie de risques, et entraînant une hausse brusque des prix pour celle-ci. Il est bien évident qu'en ce cas le jeu de la clause d'indice variable serait insuffisant à traduire cette hausse qui pourrait d'ailleurs ne pas avoir de répercussions sur l'indice, ou très peu.

L'assuré devrait, alors, procéder à une révision complémentaire par avenant, lorsqu'il le jugerait opportun.

On peut toutefois estimer qu'une hausse, même particulière d'un bien déterminé a toujours une répercussion plus ou moins sensible sur les autres biens. L'assurance à indice variable donnerait, en ce cas, une garantie meilleure et permettrait à l'assuré d'éviter une partie des graves inconvénients résultant d'une inertie totale de sa part.

Aussi est-il possible de dire que, si ces trois conditions sont remplies, l'assuré qui a souscrit un contrat d'assurance à Indice

variable a la certitude d'être indemnisé correctement, à quelque époque que survienne un sinistre.

Il est remarquable toutefois de noter que ces trois conditions ont bien moins d'importance en assurance avec indice variable qu'en assurance ordinaire.

1^o Il existe d'abord un grand nombre de cas où elles ne sont pas applicables. Les assurés ne changent pas souvent de mobilier. L'achat d'un immeuble ne s'effectue pas chaque mois ni même chaque année. D'ailleurs, à ces moments-là, l'assuré est entouré de personnes qui lui font penser à la nécessité de modifier son contrat d'assurance, surtout en cas de tractations immobilières.

La plupart des insuffisances d'assurances, en cas de sinistres, l'expérience le prouve, proviennent uniquement de la hausse des prix.

2^o Le système classique est beaucoup plus dangereux. L'assuré est certain, à tout coup, de se voir appliquer la Règle proportionnelle en cas de sinistre partiel et de se voir à découvert en cas de sinistre total.

SECTION 4

Les caractères de la clause d'assurance à indice variable

Lorsque les parties décident d'introduire dans un contrat d'assurance une clause d'indice, elles doivent avoir soin :

1^o de choisir un indice qui sera le reflet des variations effectives des obligations de l'assuré et de l'assureur.

2^o de préciser le mécanisme de la clause afin que le jeu de l'indice reste souple tout en n'étant pas trop sensible.

3^o de prévoir la possibilité d'une révision.

4^o enfin d'indiquer les modalités du remplacement de l'indice si celui qui a été choisi venait à ne plus être publié.

1^o *Choix de l'Indice.* — Il est évident que le choix de l'indice est la condition *sine qua non* du bon résultat qu'attendent les parties, en insérant, dans un contrat, une clause d'indice. En assurance, l'indice « blé » ou l'indice « coût du M3 de maçonnerie » ne donnerait pas les résultats escomptés. Il a fallu, pour chaque branche de l'Assurance « Dommages » faire un choix minutieux. En Assurance Incendie, c'est l'indice du coût de la construction immobilière qui a été retenu, ainsi qu'en Assurance « Dégâts des eaux »; en Assurance « Bris de glace » c'est l'indice du coût des glaces qui a été choisi.

Enfin, en Assurance « Responsabilité civile » le choix de l'indice, très délicat à déterminer étant donné la complexité de la matière s'est porté sur le salaire moyen départemental qui sert de base aux allocations familiales.

Il était impossible de prendre l'indice d'un seul bien déterminé car, l'inconvénient de la formule aurait été sa trop grande sensibilité. A une variation de 10 % de l'indice aurait correspondu une variation de 10 % dans les charges ou obligations des parties. Aussi a-t-on préféré un indice moins sensible, dont les variations sont la résultante d'un assez grand nombre de biens et de salaires, dont les effets, en se paralysant les uns les autres plus ou moins, offrent une vision plus exacte et moins brutale des variations réellement subies par les contrats d'assurances soit en hausse, soit en baisse.

2° *Mécanisme de la clause.* — En appliquant une concordance étroite entre les mouvements de l'indice et les variations des obligations des parties, on risquerait encore de fausser le jeu de la convention d'indice variable. Dans la pratique, presque tous les contrats civils ou administratifs stipulent qu'il ne sera tenu compte des variations de l'indice que si elles dépassent un certain minimum.

La plupart des conventions collectives qui utilisent un système d'échelle mobile indiquent que le salaire ne variera en fonction de l'indice du coût de la vie que si celui-ci varie de plus d'un certain pourcentage, 5 % en général (1).

Il ne faudrait pas croire d'ailleurs qu'une telle stipulation ne corresponde à rien. En fait, elle a pour objet de fixer l'amplitude de l'aléa normal que tout contrat comporte, et elle tire son origine des modalités d'application de la théorie de l'imprévision édictée par le Conseil d'Etat pour les contrats publics.

Enfin, pour éviter une trop grande sensibilité, les parties recourent souvent à un autre type de clause qui permet de mieux doser l'influence des variations de l'indice : on détermine la variation à appliquer au contrat en ajoutant ou en retranchant à l'indice nouveau, une quantité variable appelée terme correctif. Une telle clause pourrait d'ailleurs avoir son utilité en matière d'assurance.

C'est pour répondre à ce désir d'obtenir une clause modérée que la Compagnie LA PATERNELLE a inséré dans ses conventions d'Assurances Incendie et Bris de Glaces, une franchise de 10 %. On néglige ainsi les petites variations de l'indice sans répercussion sensible sur les obligations de l'assureur et de l'assuré. Dans les polices de LA PATERNELLE, les capitaux assurés et la prime ne sont pas modifiés tant que les variations de l'indice sont égales ou inférieures à 10 %.

(1) Belin, *op. cit.*, p. 124.

3^o *Révision.* — Il est enfin nécessaire, pour ne pas dire indispensable, de prévoir la possibilité d'une révision. Celle-ci est particulièrement nécessaire si la clause doit s'appliquer pendant une longue période.

L'étude théorique des indices a montré, en effet, que leur emploi ne demeurerait justifié que si les variations ne dépassaient pas certaines limites et si les conditions économiques restaient relativement stables.

Il convient donc de prévoir une révision du contrat à indice variable. C'est ainsi que la plupart des contrats de concessions, en droit administratif, organisent des procédures de révision. Dans d'autres, le droit de demander la révision, tout en étant expressément prévu n'est pas précisé, il en résulte des difficultés d'application.

Les contrats d'assurance étant la plupart du temps des contrats à long terme, on peut se demander s'il serait utile de prévoir l'ouverture du droit de révision à l'expiration d'un certain délai qui pourrait être fixé à l'expiration de chaque période décennale et ensuite chaque fois que les variations de l'indice viendraient à atteindre une trop grande amplitude; par exemple, celle-ci pourrait être de l'ordre de 50 %. Nous ne le pensons pas. Il ne faut pas oublier, en effet, que l'assuré a toujours la possibilité de modifier son contrat par avenant. Il ne peut y avoir de difficultés à ce sujet car, ou bien la demande de l'assuré est justifiée et, en cas de sinistre, l'indemnité correspondra au montant des dommages, ou bien, ladite demande est injustifiée et l'assuré subira un découvert ou l'application de la Règle proportionnelle.

Enfin, pour éviter qu'une demande de révision ne soit le fait d'un concurrent, il suffira à l'assureur d'introduire, dans l'avenant, une clause de sûreté (voir *infra*, page 147).

4^o Enfin, à ces divers caractères que la pratique a consacrés, il y a lieu d'ajouter une clause visant les modalités de remplacement de l'indice dans le cas où, comme cela s'est produit depuis 1940, l'indice choisi par les parties cesserait d'être publié. La Jurisprudence a eu à se prononcer sur ce problème en 1942 et en 1943 (1).

C'est une question qui a été d'ailleurs prévue et étudiée par presque toutes les Compagnies d'Assurances pratiquant l'Assurance à indice variable.

SECTION 5

Les effets de la clause d'assurance à indice variable

Lorsque toutes ces conditions sont remplies, la clause d'Assurance à indice variable va pouvoir rendre à l'assuré les services qu'il en attend. La clause peut jouer : ou pour l'assureur seul, ou pour l'assureur et pour l'assuré.

(1) Trib. Com. Bordeaux, 12 Mai 1942, *Gaz. Pal.*, 26 Août 1942. — Lyon, 21 Juillet 1943, *Gaz. Pal.*, 18 Septembre 1943.

Lorsque la clause d'indice joue vis-à-vis de l'assureur seul, son but est de rétablir l'équilibre technique des opérations d'assurance (en Responsabilité Civile, par exemple), détruit par l'augmentation du coût moyen des sinistres. La clause d'indice fait varier en ce cas uniquement le taux de prime, la garantie assurée restant la même parce que suffisante.

Lorsque, au contraire, la clause d'indice joue vis-à-vis des deux parties : assureur et assuré, elle a pour but de maintenir l'équilibre entre la hausse des prix d'une part et les prestations de l'assureur et de l'assuré d'autre part. Prime et garantie sont constamment maintenues au niveau de la valeur des biens assurés. L'assuré n'a donc plus à craindre ni règle proportionnelle en cas de sinistre partiel, ni découvert en cas de sinistre total.

Quant à l'assureur, ses opérations se poursuivent normalement : la hausse des prix n'a pratiquement plus de contre-coup sur son équilibre financier puisqu'il voit ses encaissements se développer. Le principe essentiel de la proportionnalité de la prime au risque est sauvegardé par le jeu de la clause d'indice.

La sécurité qu'espère l'assuré en contractant une assurance se trouve ainsi, dans les deux cas, pleinement réalisée.

CONCLUSION DE LA DEUXIÈME PARTIE

Comme nous venons de le voir, il est parfaitement possible d'adapter une clause d'indice au contrat d'assurance. Elle permettra ainsi une révision limitée, sans doute, mais appréciable des conditions du contrat.

Limitée parce que la corrélation entre les variations de l'indice et les différences de prix des biens assurés n'est qu'approximative, appréciable parce que c'est le seul moyen de mettre l'assuré automatiquement à l'abri des conséquences des hausses de prix, soit qu'il s'agisse de sa propre sécurité en cas de sinistre, soit que la solvabilité de l'assureur soit en jeu.

La clause d'assurance à indice variable a donc un caractère original d'équité qui lui est propre. La plupart des clauses d'indice jouent en faveur des deux parties : par exemple clause d'indice des baux à ferme qui joue en faveur du locataire et du propriétaire. La clause d'assurance à indice joue toujours en faveur de l'assuré.

Cette différence, extrêmement importante, justifierait, s'il en était besoin, une législation plus favorable que pour toutes les autres clauses.

En fait, la grande difficulté pour les assureurs, c'est de trouver un Indice. En Assurance Bris de Glaces, il était facile à choisir; en Assurance de Responsabilité Civile, son choix était beaucoup plus délicat.

La clause d'assurance à indice variable, telle qu'elle est mise actuellement en pratique, dans le cadre de la législation, n'a pas modifié le caractère du contrat d'assurance qui demeure fidèle aux principes de notre droit. Comme dans tout autre contrat, la clause d'indice est essentiellement contractuelle dans sa nature et dans ses effets. Elle obéit aux principes généraux de l'assurance et repose sur la règle de la liberté contractuelle.

Mais, à une époque troublée, dans une économie secouée par de multiples facteurs perturbateurs économiques, politiques et financiers, la clause d'indice favorise la conclusion des contrats à long terme comme les contrats d'assurance nécessaires au commerce juridique et aux besoins de la vie sociale, en permettant l'adaptation permanente et automatique des obligations réciproques des parties aux conditions nouvelles de la vie économique.

En un mot, elle permet à l'assureur de remplir pleinement son métier en affermissant sa solvabilité et en réalisant en faveur des assurés la synthèse de la sécurité et de la prévention.

C'est ce que les réalisations pratiques faites dans l'Assurance Incendie, Bris de Glaces, Dégâts des Eaux et Responsabilité Civile, vont nous permettre d'apprécier.

TROISIÈME PARTIE

LES RÉALISATIONS PRATIQUES
DE L'ASSURANCE A " INDICE VARIABLE "

INTRODUCTION DE LA TROISIÈME PARTIE

Le problème de l'indemnisation de l'Assuré, pris dans son ensemble, n'a pas suffisamment, semble-t-il, attiré l'attention des nombreux auteurs qui, depuis plus d'un siècle, ont écrit sur l'assurance, et plus particulièrement de ceux qui ont traité des questions se rapportant à la Branche Incendie.

Il faut voir là un des effets de la stabilisation de la monnaie de 1803 à 1914. Par la suite, la Doctrine ne s'est préoccupée que de la Règle proportionnelle sans s'occuper des découverts des assurés.

Après 1914, lorsque le cycle des troubles monétaires et de l'instabilité économique reprit son cours, la pratique et les auteurs ne s'intéressèrent qu'aux conséquences de la Règle proportionnelle, le public mal instruit des règles techniques de l'assurance ne protestant que contre celle-ci.

Mais, à partir de 1940, la hausse des prix se manifesta avec une violence jusqu'alors insoupçonnée. Le problème se posa dans toute son ampleur aux assureurs et avec une acuité telle qu'il était nécessaire de trouver rapidement une solution, qui fut l'introduction d'une clause d'Indice dans le contrat d'assurance.

Avant d'examiner les différentes clauses actuellement en vigueur dans les Compagnies qui ont adopté cette nouvelle formule d'assurance moderne, nous tenons à signaler qu'en 1897, M. Raoul de la GRASSERIE, Juge à Rennes, auteur d'un projet de loi général sur les assurances (1) a entrevu le problème.

L'article 221 de son projet est ainsi libellé :

« n° 221. — Les primes seront payables annuellement : elles peuvent varier périodiquement suivant les saisons et les fluctuations des objets assurés. »

Faire varier les primes suivant les fluctuations de la valeur des objets assurés, c'est le principe même de l'Assurance à indice variable.

(1) De La Grasserie, *Essai d'un projet de loi général sur les assurances*. Paris, 1897.

Mais M. de la GRASSERIE n'a pas tiré de cette idée les conséquences que seuls les Assureurs modernes ont mises en pratique, car il était, par ailleurs, un adversaire du maintien de la Règle proportionnelle.

Nous étudierons successivement :

- 1^o La clause d'Assurance Incendie à indice variable;
- 2^o La clause d'Assurance Dégâts des Eaux à indice variable;
- 3^o La clause d'Assurance Bris des Glaces à indice variable;
- 4^o La clause d'Assurance Responsabilité Civile à indice variable.

Nous terminerons en réfutant les critiques dont l'Assurance à indice variable a été l'objet.

CHAPITRE I

L'ASSURANCE "INCENDIE" A INDICE VARIABLE

Pendant les périodes de crise, la nécessité pousse l'homme à rechercher de nouvelles solutions aux problèmes qui l'assaillent.

L'Assurance au Premier Feu naquit des excès de la Fiscalité.

L'Assurance Incendie à indice variable naquit, en fait, après la crise politique, économique et financière de 1936.

En 1937, une forte hausse des prix se produisit. La Compagnie d'Assurance contre l'Incendie L'ABEILLE émit pour le compte d'un de ses clients d'Afrique du Nord, propriétaire de nombreux immeubles, une police avec clause d'indice. Il s'agissait d'un contrat au Premier Feu : le montant de cette assurance variait dans les mêmes proportions que le montant des existences qui variaient eux aussi en proportion d'un indice.

Mais cette innovation resta sans lendemain et était complètement ignorée des autres Compagnies en 1940.

A cette date le problème de l'indemnisation des assurés en assurances de dommages, et plus particulièrement en Assurances contre l'Incendie, se posa à nouveau avec acuité.

A la raréfaction des matières premières due au blocus, et aux réquisitions, s'ajoutait le déséquilibre financier dû à la fixation *manu militari* du cours du mark à 20 francs et au paiement d'une indemnité dite de « frais d'occupation » de 400 millions de francs par jour. Il s'ensuivit une émission très importante de papier-monnaie et une hausse inouïe des prix.

Enfin la réquisition de la main-d'œuvre vint s'ajouter aux difficultés de toutes sortes.

Les assurés furent les premiers à se plaindre de cet état de choses. Par suite de l'application des règles techniques de l'Assurance de Dommages, les indemnités versées après sinistres devenaient, de jour en jour, plus dérisoires.

La sécurité n'existait plus.

Ce fut pour remédier à cette situation infiniment regrettable que la Compagnie LA PATERNELLE, après avoir étudié le problème, lança, la première, la formule commerciale de l'Assurance Incendie à indice variable, le 28 Avril 1941. Elle fut suivie par les Compagnies LE NORD (27 Novembre 1941), L'ABEILLE,

LA PROVIDENCE, LA SOCIÉTÉ D'ASSURANCE MUTUELLE DE LA SEINE ET SEINE-ET-OISE (A. M.) (5 Février 1942), par la Compagnie LE PATRIMOINE (9 Janvier 1943 (1), et, enfin, par la Société L'ALSACIENNE.

Nous étudierons successivement : les problèmes de l'évaluation des Risques et des Dommages, de l'indice unique et de la justification de son extension aux différents risques garantis par un contrat Incendie; puis les clauses actuellement en vigueur; enfin les problèmes particuliers soulevés par l'introduction de la clause à indice variable, dans cette branche.

Nous terminerons en indiquant que le fonctionnement de la clause d'indice a répondu aux espoirs des assureurs et des assurés.

SECTION 1

Evaluation des risques et des dommages

La clause d'Indice a pour but essentiel de maintenir le montant des sommes garanties au niveau de la valeur des biens assurés. L'article 28, alinéa 1, de la loi du 13 Juillet 1930, déclare : « L'indemnité due par l'assureur à l'assuré ne peut pas dépasser le montant de la valeur de la chose assurée au moment du sinistre. » Si donc l'assuré veut être convenablement indemnisé en cas de sinistre, c'est-à-dire qu'il désire recevoir une indemnité qui compense la perte subie, il lui faudra déclarer, à la souscription du contrat contre les risques d'incendie, la valeur à ce jour des objets qu'il désire assurer. C'est à lui qu'il appartient de faire cette déclaration, conformément aux stipulations de l'article 5 des Conditions générales de la police-type Incendie 1941.

Mais que doit entendre l'assuré exactement par : valeur des objets? Comment détermine-t-on la valeur des dommages? Enfin, comment les variations des prix des objets à l'état de neuf influencent-elles les prix des objets usagés?

Ces trois problèmes feront l'objet des trois sous-sections suivantes :

1° DÉFINITION DE LA VALEUR EN ASSURANCE :

En assurance, le mot valeur a trois sens différents :

Valeur à neuf; valeur d'usage; valeur vénale ou commerciale.

a) *Valeur à neuf* : Par valeur à neuf, on entend pour un immeuble son prix de construction, et pour un meuble son prix d'achat à état de neuf.

(1) Les dates indiquées sont celles de l'autorisation donnée par le Ministère des Finances.

b) *Valeur d'usage* : Par valeur d'usage d'un bien, meuble ou immeuble, on entend la valeur d'utilisation, d'emploi (Litttré) par son propriétaire. Elle correspond à la valeur à neuf de ce bien, déduction faite de la dépréciation par l'usage. La valeur d'acquisition (s'il s'agit d'un meuble) ou de reconstruction (s'il s'agit d'un immeuble) doit être diminuée de la valeur résultant de l'usure ou de l'ancienneté.

c) *Valeur vénale ou commerciale* : On entend par valeur vénale d'une chose, le prix de cette chose dans le commerce, sa valeur marchande. La valeur vénale d'un immeuble est appréciée en tenant compte de nombreux facteurs, tels que : sa situation, son utilisation, sa valeur locative, etc., en plus de sa valeur de construction.

Ces définitions du mot « valeur » en assurance sont influencées par le principe indemnitaire qui règle également l'évaluation des dommages.

2° ÉVALUATION DES DOMMAGES :

L'évaluation des dommages en matière d'Assurance Incendie est régie par le principe suivant : les biens destinés à l'usage, tels que les immeubles, les meubles et le matériel industriel, sont estimés d'après leur *valeur d'usage*, telle que celle-ci vient d'être définie. Ce principe est énoncé en ces termes par l'article 15 des Conditions Générales de la police Type Incendie 1941 (ex-article 14 des Conditions Générales de 1930).

« a) Les bâtiments y compris les caves et fondations, abstraction faite de la valeur du sol, sont estimés, d'après leur valeur réelle, comme prix de construction normale au jour du sinistre, « vétusté déduite. Toutefois, s'il s'agit de menues réparations, il n'est pas tenu compte de la vétusté. »

« b) Les objets mobiliers et le matériel industriel sont estimés d'après leur valeur au jour du sinistre. »

Pour les immeubles, il s'agit donc de la valeur intrinsèque au jour du sinistre, l'estimation de cette valeur relève plus particulièrement de la compétence de l'architecte. Elle est ainsi définie :

« La valeur intrinsèque d'une construction est sa valeur nette dans l'état de conservation où elle se trouve, à l'époque considérée, indépendamment de son emplacement et de toutes causes de plus-value ou moins-value. »

« Elle est égale au prix de revient de construction à cette époque, sous déduction d'un pourcentage de vétusté (1). »

(1) Michel, O'Brien de Burgue, Nicolas, *Evaluations immobilières*. Paris, 1942, p. 11.

La valeur intrinsèque est donc déterminée par les éléments suivants :

Coût des travaux de nivellement, d'alignement et de terrassement.

Prix de la construction et de ses accessoires : fosses, écoulement des eaux, etc...

Frais d'installation des canalisations d'eau, de gaz, d'électricité, etc...

Prix de revient des clôtures.

Cette valeur intrinsèque correspond à la valeur de remplacement ou encore à la perte subie; cette dernière expression est celle employée par la loi du 17 Avril 1919 (art. 5, parag. 2) relative aux dommages de la guerre 1914-1918.

La dépréciation résulte de la vétusté. Celle-ci se calcule de la manière suivante :

1° Il doit être tenu compte de l'âge de la construction;

2° Il doit être fait état de l'entretien plus ou moins soigné.

Elle s'évalue par un pourcentage appliqué au prix de construction (1) et s'exprime par un coefficient. Il est admis qu'un immeuble correctement bâti et normalement entretenu dure 100 ans. Théoriquement, le coefficient de vétusté devrait être de 1 % par année d'existence. Mais, en fait, on doit tenir compte de l'entretien et on est amené à corriger le coefficient de vétusté théorique dans la mesure nécessaire pour obtenir le coefficient réel.

Pour les objets mobiliers et le matériel industriel, l'évaluation des dommages se fait en tenant compte également, à la date du sinistre, de leur valeur à neuf, déduction faite de la dépréciation par l'usage.

Cette solution ne fait pas de doute, bien que les Conditions Générales ne parlent que de leur valeur au jour du sinistre.

Pour les bijoux, tableaux et objets d'art, il n'y a pas d'autre base d'appréciation que la valeur vénale. Mais pour tous les autres objets : meubles meublants, hardes, instruments de travail, machines, la base d'appréciation adoptée unanimement par les Compagnies d'Assurance contre l'Incendie est celle de la valeur à neuf, déduction faite de la dépréciation par l'usage.

Nous estimons d'ailleurs qu'en l'absence de tout barème pour les objets d'occasion (à l'exception des voitures automobiles) et surtout en raison de l'impossibilité de fixer le pourcentage exact de dépréciation par l'usage des objets sinistrés, toute autre solution conduirait à des difficultés inextricables entre assureurs et assurés lors du règlement des sinistres (2).

(1) Michel, O'Brien de Burgue, Nicolas, *op. cit.*, p. 13.

(2) Contra, M. Picard et A. Besson, *op. cit.*, t. II, n° 216, p. 494.

D'autre part, il ne paraît pas possible de verser à l'assuré le prix de l'objet neuf si l'on veut respecter l'alinéa 1 de l'article 15 des Conditions Générales de la police type Incendie 1941 qui n'est que le rappel du principe indemnitaire :

« Art. 15. — L'assurance ne peut être une cause de bénéfice pour l'assuré; elle ne lui garantit que la réparation de ses pertes réelles. »

Seule l'indemnisation valeur à neuf, sous déduction de la vétusté, assure véritablement une indemnité compensatrice (1).

« La valeur que les objets représentaient dans le patrimoine du tiers lésé ou de l'assuré sinistré n'est pas déterminée par leur prix d'acquisition à neuf au jour du sinistre puisque leur durée normale et future se trouve réduite en fonction de leur état actuel, lequel dépend de la durée antérieure d'utilisation et de l'entretien (2). »

C'est d'ailleurs l'évaluation valeur à neuf, vétusté déduite, qui sert de base à la fixation des indemnités de responsabilité (3).

Au contraire, les choses consommables ou destinées à la vente sont estimées d'après leur *valeur vénale*. L'article 15 des Conditions Générales stipule :

« c) Les matières premières, les denrées et marchandises sont évaluées au dernier cours précédant le sinistre, en tenant compte, s'il y a lieu, des frais de transport.

« d) Les objets fabriqués, ou en voie de fabrication, sont évalués au prix de revient, c'est-à-dire à l'état brut au dernier cours connu en y ajoutant les frais de fabrication déjà faits et une part proportionnelle des frais généraux. »

Ainsi donc, l'assuré qui désire être bien garanti par le jeu de l'indice variable, c'est-à-dire voir ses capitaux se maintenir constamment au niveau des prix devra, à la date de la souscription du contrat, évaluer ses risques :

— pour les immeubles, les objets mobiliers et le matériel industriel, en tenant compte de la valeur à neuf, vétusté déduite;

— pour les matières premières, denrées, marchandises, en tenant compte du prix d'achat, majoré des frais de transport.

— pour les objets fabriqués ou en cours de fabrication, en tenant compte de son prix de revient, majoré d'un pourcentage pour frais de fabrication et frais généraux.

(1) Contra, H. et L. Mazeaud, *op. cit.*, 2^e éd. Paris, 1934, t. III, n^o 2.403, p. 440

(2) R. Beineix, *op. cit.*, p. 8.

(3) Trib. Civ. Châteaudun, 2 Décembre 1931, *R.G.A.T.*, 1932, p. 775.

Les sommes ainsi fixées dans la police seront le reflet de la valeur réelle des biens assurés au jour du contrat et subiront les variations des prix fidèlement indiqués par l'indice. En cas de sinistre, les capitaux garantis seront toujours correspondants à la valeur réelle des biens.

3° RÉPERCUSSION DES VARIATIONS DES PRIX DES OBJETS À L'ÉTAT NEUF SUR LA VALEUR DES OBJETS USAGÉS :

Le problème est simple : l'indice fait état des variations de prix des *objets neufs*. Ces variations sont-elles subies dans les mêmes proportions par les objets usagés ?

Comme nous pouvons le constater journellement par notre expérience personnelle, les prix des objets usagés montent proportionnellement aux augmentations des prix des objets neufs. La taxation des objets d'occasion, qui a fait l'objet d'une réglementation spéciale parue au *Bulletin Officiel du Service des Prix* du 8 Août 1941, tient, par ailleurs, compte des prix des objets à l'état de neuf.

C'est ainsi que selon ces dispositions il faut distinguer :

1° Les objets dont le prix d'occasion est facile à déterminer.

Il s'agit en l'espèce de marchandises qui ont des cours spéciaux analogues aux marchandises ordinaires : vieux métaux, vieux papiers, et pour lesquelles des prix ont été fixés. Pour d'autres objets, le prix d'occasion est facile à apprécier par rapport au prix du même objet neuf : automobiles, par exemple, pour lesquelles un barème existe tenant compte des prix du 1^{er} Septembre 1939 et des hausses régulièrement accordées sur ces prix. Il est donc possible de déterminer le prix actuel de l'objet usagé, compte tenu de l'âge, de l'usure. D'autres objets enfin pour lesquels, même sans barème officiel, il est facile d'établir le prix actuel en tenant compte des mêmes éléments : machines à écrire, etc.

2° Les objets dont le prix d'occasion est difficile à déterminer :

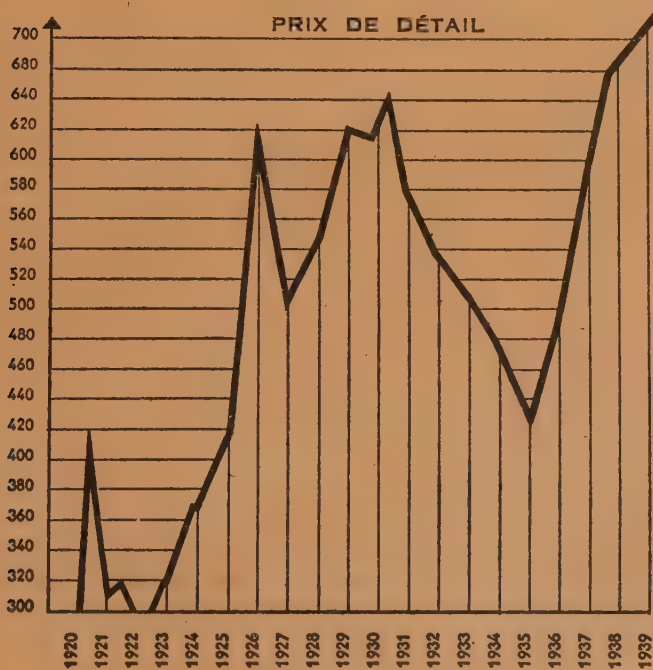
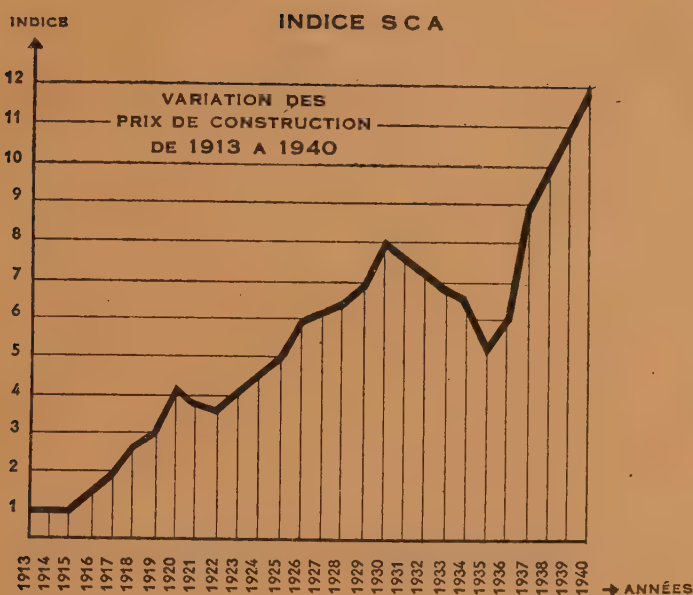
Il s'agit en l'occurrence des objets d'art et de collection. Ces objets font exception aux règles précédentes. Mais pour tous les autres on doit tenir compte du prix des objets neufs de même espèce et des circonstances de la vente.

3° Enfin, les objets transformés :

Le prix d'occasion doit être majoré du prix licite des transformations, réparations, etc.

Il est donc possible de dire que chaque hausse des prix des objets neufs se répercute presque automatiquement sur les prix des objets d'occasion dans les mêmes proportions (1).

(1) *Bulletin Officiel des prix* du 23 Octobre 1942 pour les bicyclettes, du 19 Juin 1942 pour les bouteilles. Voir également *Bulletin Officiel des prix* des 10 Avril 1942 et 28 Mai 1943.



L'indice jouera donc son rôle avec autant d'efficacité pour les objets neufs que pour les objets usagés.

Mais, comme nous venons de l'exposer dans la sous-section précédente, il n'est pas question, dans les évaluations, de tenir compte des cours des objets usagés.

La répercussion des variations des prix a donc une influence directe sur l'évaluation des risques et des dommages.

Toutes les variations de prix soit d'immeubles, soit d'objets mobiliers ou de marchandises, trouvent d'ailleurs leur reflet fidèle dans les courbes des indices de prix publiés par la « Statistique Générale de la France ». Si nous prenons la courbe des variations des prix de constructions (S.C.A.) et la courbe de l'indice pondéré des prix de détail à Paris, nous constatons une similitude intéressante.

Etant donné que pour une période courte (de 6 à 10 ans) on peut tenir le coefficient de vétusté pour constant, on peut affirmer qu'un immeuble ayant 25 % de vétusté :

estimé en 1935.....	100.000
valait en 1941.....	225.000

sa vétusté n'ayant pratiquement pas varié entre ces deux dates (d'après la théorie de la vétusté constante).

Si la valeur à neuf de cet immeuble était :

en 1935, de 125.000; elle était approximativement
en 1941, de 282.500.

La fluctuation de valeur est la même entre 1935 et 1941 pour les sommes assurées en assurance ordinaire :

$\frac{225.000}{100.000}$, comme pour celles en valeur à neuf : $\frac{282.500}{125.000}$, soit $\frac{2.26}{1}$, ce taux représentant, à peu de chose près, la proportion entre les deux indices de construction de 1935 et de 1941 qui étaient respectivement de 5.30 et de 12 par rapport à 1913.

Pour les matières premières, les objets fabriqués, les denrées, les marchandises, la question de la vétusté ne se pose pas.

Pour les objets en cours de fabrication, l'activité et les procédés de fabrication de l'entreprise considérée étant restés les mêmes, le prix moyen de ces objets sera affecté du même coefficient d'augmentation que celui de l'objet fini.

En résumé, les variations des prix ont une influence sur toutes les catégories de risques assurables et obligent en conséquence l'assuré, désireux d'éviter soit l'application de la règle proportionnelle, soit un découvert, à modifier sans cesse les sommes assurées. C'est ce travail que l'indice remplira à ses lieu et place avec fidélité et ponctualité.

SECTION 2

Choix de l'indice

« Quand le bâtiment va, tout va ». Sans attacher une importance extrême à cet adage populaire, il est un fait certain : c'est que l'état du marché de la construction immobilière est le reflet fidèle de l'état général du marché économique. De plus, ses variations sont enregistrées et publiées trimestriellement par un organisme officiel.

Or, l'indice nécessaire en Assurance Incendie devait être assez général pour s'appliquer au plus grand nombre de risques possibles : immeubles, meubles, matériel, etc.

Si l'on avait été dans l'obligation de prendre un indice particulier par sorte de risque, il aurait fallu d'abord les trouver, et à l'heure actuelle la publication de certains indices est suspendue. Il aurait fallu ensuite les appliquer à un même contrat, ce qui aurait entraîné des complications administratives sans nom pour les Compagnies; à chaque calcul nécessité par chaque variation de chaque indice serait venu s'ajouter le calcul de l'impôt sur la prime et sur les capitaux.

Il n'était donc pas possible de prendre plusieurs indices et c'est pour cette raison que seul l'indice des prix de construction de la région parisienne a été retenu et utilisé.

1^o PUBLICATION DE L'INDICE.

L'indice des prix de construction de la région parisienne fait l'objet de deux publications :

1^o Le plus ancien est celui qui est publié par la Société Centrale des Architectes et la Société des Architectes Diplômés par le Gouvernement. Cet indice paraît dans les Séries de prix, éditées par MM. Massin et A. Lévy Réunis, éditeurs, 2, rue de l'Echelle, à Paris.

2^o L'autre est publié depuis 1941 par le Comité d'Organisation du Bâtiment et des Travaux Publics et paraît au début de chaque trimestre dans le journal *L'Argus*.

C'est cet indice qui a été retenu par la Compagnie LA PATERNELLE, qui fut la première à réaliser d'une façon pratique l'Assurance à indice variable, puis ensuite par les Compagnies LE NORD, LE CONSERVATEUR, LE PATRIMOINE, LA SOCIÉTÉ L'ALSACIENNE.

Les Compagnies L'ABEILLE, LA PROVIDENCE et MUTUELLE DE SEINE ET SEINE-ET-OISE (A. M.) ont préféré prendre l'indice de la Société Centrale des Architectes.

La Compagnie LA PATERNELLE a porté son choix sur l'Indice publié par le Comité d'Organisation pour les raisons suivantes :

a) Cet indice est publié avec régularité depuis sa création et a l'avantage de donner l'indice de prix extrêmement récents.

b) Il est publié par un organisme officiel qui est en liaison avec le Bureau des Prix; l'indice qu'il publie a donc un caractère officiel et il a pour base les hausses normalement homologuées, publiées par le *Bulletin Officiel des Prix*.

TABLEAU DES INDICES

	C. O.		S. C. A.
1 ^{er} Janvier 1941.....	100	4 ^e trimestre 1940	11.35
1 ^{er} Avril 1941	102	1 ^{er} — 1941	11.70
1 ^{er} Juillet 1941	108	2 ^e — 1941	12.13
1 ^{er} Octobre 1941.....	108	3 ^e — 1941	12.63
1 ^{er} Janvier 1942	112	4 ^e — 1941	13.51
1 ^{er} Avril 1942	120	1 ^{er} — 1942	14.89
1 ^{er} Juillet 1942.....	130	2 ^e — 1942	15.86
1 ^{er} Octobre 1942.....	160	3 ^e — 1942	16.25
1 ^{er} Janvier 1943.....	169	4 ^e — 1942	17.00
1 ^{er} Avril 1943.....	171	1 ^{er} — 1943	17.54
1 ^{er} Juillet 1943.....	174	2 ^e — 1943	18.42
1 ^{er} Octobre 1943.....	182	3 ^e — 1943	20.55
1 ^{er} Janvier 1944	195		

Il n'y a qu'un décalage apparent entre les deux indices. En fait, l'indice C. O. publié le 1^{er} Janvier 1941, représente les prix pratiqués pendant le 4^e trimestre de l'année 1940, tandis que l'indice S.C.A. du 4^e trimestre 1940 correspond aux prix pratiqués pendant cette période.

Il est facile d'établir un rapport entre ces deux indices en prenant pour point de départ le 1^{er} Janvier 1941 :

$$11.35 = 100$$

au 1^{er} Janvier 1942, nous aurions dû avoir..... 13.51 = 119
et au 1^{er} Janvier 1943..... 17.00 = 149

Pendant l'année 1941, les indices ont été à peu près en concordance, celui du C.O. étant un peu plus bas que celui de la S.C.A.

Au milieu de 1942 nous constatons une forte augmentation de l'indice C.O. L'indice S.C.A. est d'ailleurs en voie de rattraper ce retard : le dernier chiffre connu 20,55 correspond à 181 (nous avons en fait 182).

Les écarts constatés n'ont pas, toutefois, une importance telle que l'on puisse en tirer prématurément des conclusions en faveur de l'un ou de l'autre indice.

Mais l'indice établi par la Société Centrale des Architectes et la Société des Architectes Diplômés par le Gouvernement n'est

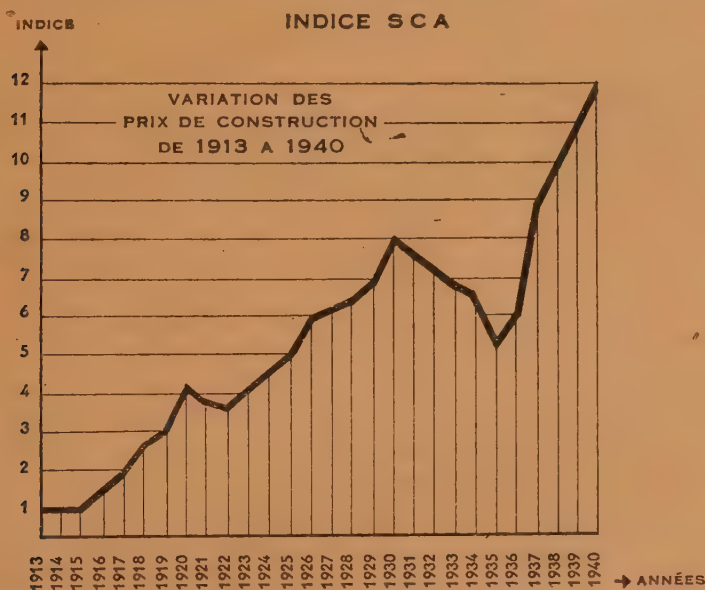
publié qu'avec un certain retard : quatre à cinq mois environ. Ce fait est de nature à gêner considérablement les Compagnies, tant pour l'établissement des contrats que pour le règlement des sinistres.

2° CARACTÉRISTIQUES DE L'INDICE.

L'indice choisi doit répondre aux exigences suivantes :

1° Il doit traduire le plus fidèlement possible les fluctuations des prix de l'ensemble des valeurs assurables;

2° Il doit être en liaison aussi étroite que possible avec les salaires, le coût de la vie et le mouvement général des prix;



3° Il doit être aussi insensible que possible aux fluctuations monétaires et n'avoir aucun rapport avec les mouvements de l'or, ou d'une monnaie-or étrangère.

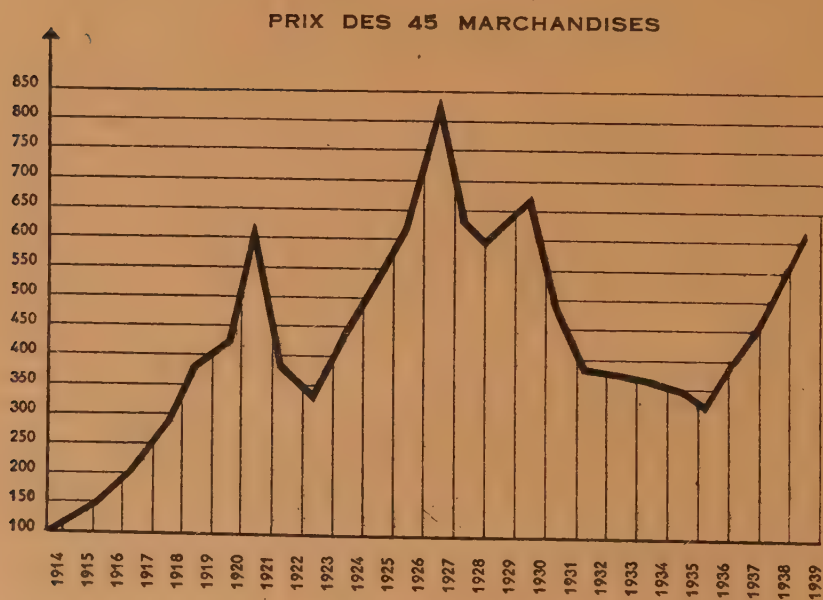
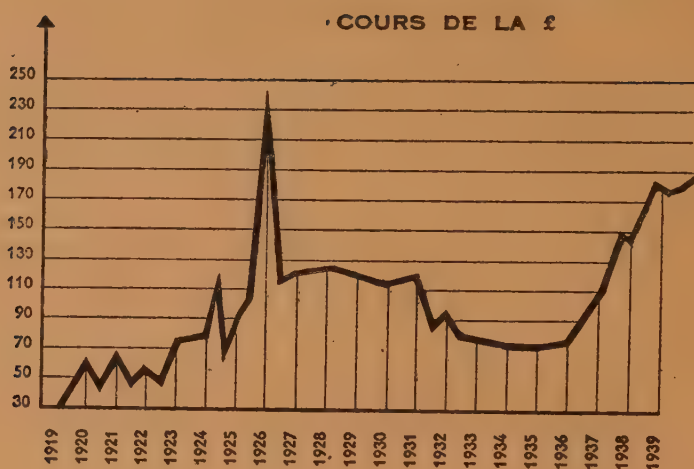
La première condition sera examinée plus loin; nous nous contenterons de constater ici que l'indice des prix de constructions :

a) n'a aucune attache avec l'or ou une monnaie étrangère; la courbe de ses fluctuations ne coïncide d'ailleurs pas avec celle du change franc-livre.

(Voir courbe Variations de la £, page 106. Variations indice S.C.A. ci-dessus.)

b) qu'il coïncide dans ses variations avec l'indice simple du prix des marchandises (45) en France.

(Voir courbe Variations indice des prix, page 106. Variations indice S.C.A. ci-dessus.)



L'indice est donc parfaitement licite et n'a rien de commun avec les clauses « or » ou « valeur or ».

Il est souple et fidèle aux variations des prix. Il a d'ailleurs une stabilité relative et ne présente pas les pointes en dents de scie des autres indices de l'activité économique (1).

Il correspond donc bien aux normes de l'indice type comme nous l'avons décrit plus haut.

3° CALCUL DE L'INDICE.

L'indice, soit celui du Comité d'Organisation, soit celui de la Société Centrale des Architectes, est calculé d'après les mêmes principes. Le calcul de l'indice du Comité d'Organisation sera seul étudié ci-dessous.

Pour déterminer l'indice, on est parti du montant des travaux effectués dans l'immeuble pour chaque corps d'état. Le travail de chacun d'eux a ensuite été décomposé en ouvrages élémentaires, puis en fournitures et en main-d'œuvre. On a ainsi obtenu la valeur relative de chaque fourniture et de chaque qualification ouvrière dans l'ensemble des déboursés.

Les proportions établies, on a considéré un immeuble qui aurait coûté, en déboursés, un million de francs environ en Janvier 1941, époque de référence retenue pour le calcul de l'indice.

En divisant chaque dépense élémentaire (de fourniture ou de main-d'œuvre) par le prix unitaire de la fourniture à pied d'œuvre ou par le salaire horaire, on a obtenu des quantités et des nombres d'heures qui sont des éléments fixes servant au calcul de l'indice. Ces éléments quoique exprimés en tonnes, en mètres carrés, en heures, etc..., ne présentent par eux-mêmes aucun sens : seul le rapport de ces éléments entre eux a une valeur.

Ces éléments sont au nombre de 31 pour les fournitures et de 18 pour la main-d'œuvre.

Aux déboursés de fourniture et de main-d'œuvre il convient d'ajouter :

1° Les charges sociales spéciales à la main-d'œuvre.

2° Les frais généraux et bénéfices sur l'ensemble des déboursés.

Indice au 1^{er} Janvier 1941 :

1° Main-d'œuvre, charges sociales comprises....	486.369
2° Fournitures	557.565
Ensemble.....	1.043.934
3° Frais généraux et bénéfices.....	325.000
Coût de la construction au 1 ^{er} Janvier 1941...	1.368.934
Indice = 100	

(1) M. Pierre René, article dans *L'Argus* du 21 Février 1943.

L'indice du coût de la construction représente les variations trimestrielles subies par le prix de la construction d'un immeuble d'habitation par rapport au 1^{er} Janvier 1941.

Indice au 1^{er} Janvier 1943 : 169.

1 ^o Main-d'œuvre	506.675
2 ^o Fournitures	1.054.440
	1.561.115
3 ^o Charges sociales.....	170.750
	1.731.865
4 ^o Frais généraux, taxes et bénéfices.....	760.745
	2.492.610

Les salaires sont actuellement bloqués, d'où la disproportion entre les augmentations de la main-d'œuvre et des fournitures.

Mais il importe de savoir maintenant si cet indice représente bien les variations des valeurs de chaque catégorie de risque, si son application à une police d'Assurance Incendie est justifiée.

Cette question fera l'objet de la section suivante.

SECTION 3

Justification du principe de l'indice unique en Assurance-Incendie

Pour que l'indice remplisse son rôle, il est nécessaire d'admettre :

1^o que la vétusté est constante;

2^o que l'indice s'adapte aux variations des valeurs des différents risques.

Si l'exactitude de ces deux hypothèses est vérifiée, le principe de l'assurance à indice variable avec indice unique sera juste et apportera aux assurés la sécurité qu'ils réclament.

1^o Hypothèse de la vétusté constante.

Il y a lieu de remarquer que cette question ne se pose pas si l'assuré a souscrit avec sa police la garantie « valeur à neuf ». Cet assuré n'a pas à se préoccuper de la question de la vétusté. Le montant des sommes à assurer comme celui des indemnités en cas de sinistre est calculé en tenant compte de la valeur des objets à l'état de neuf. Les variations de l'indice dans une Assurance Incendie « valeur à neuf » s'appliquent donc sans difficulté à des prix d'objets neufs sur lesquels aucun abattement pour vétusté ne sera fait.

Mais l'assurance valeur à neuf n'est possible que pour certains risques déterminés : bâtiment, mobilier personnel, matériel industriel. Elle n'est pas possible pour certains autres risques tels que : le linge et effets d'habillement, les automobiles, les animaux, les récoltes, les provisions de bouche, les marchandises, les matières premières, les modèles, les responsabilités; et, d'autre part, elle ne concerne pas les bijoux, les objets d'art et de collection, dont la valeur n'est pas réduite en fonction de leur ancienneté.

C'est pour ces risques ainsi que pour les cas où l'assuré n'a pas souscrit une assurance complémentaire « valeur à neuf » mais une assurance ordinaire, qu'il faut vérifier si l'hypothèse de la vétusté constante, c'est-à-dire pratiquement inchangée dans un laps de temps donné, est fondée ou non.

« En vertu de cette hypothèse, écrit M. BEINEIX (1), on admet en vue de l'évaluation des sommes assurables que, sur un espace de temps ne dépassant pas une dizaine d'années, la vétusté des risques assurés peut être considérée pratiquement comme à peu près constante. »

Il s'agit donc de savoir si, sauf événement exceptionnel atteignant des risques normalement entretenus, la vétusté de ces risques n'a pas ou peu changé pendant le laps de temps considéré.

En fait, l'examen de chaque risque soumis à l'assurance à indice variable dans un contrat incendie permet d'affirmer que l'hypothèse de la vétusté constante est une réalité et non une vue de l'esprit.

Elle permet donc une application simple et correcte de l'assurance à indice variable.

Si on voulait, dans le cas contraire, pousser les choses à l'extrême, on arriverait une fois de plus à une complexité administrative invraisemblable.

Il faudrait admettre d'abord un chiffre forfaitaire de vétusté pour chaque risque différent afin d'effectuer chaque année une correction en tenant compte de l'indice des prix. Il faudrait donc avoir plusieurs coefficients par police. On devrait, en outre, considérer que la vétusté ne suit pas une progression constante, mais qu'elle varie suivant certaines règles déterminées.

On arriverait ainsi, pour chaque risque, à créer un « barème de vétusté » qui serait d'ailleurs inapplicable strictement puisqu'il faudrait encore connaître quelle période de la durée d'existence du risque assuré coïncide avec la période de garantie afin de faire application du « barème de vétusté », et enfin quel est l'état d'entretien particulier de chaque risque.

Tous ces calculs sont parfaitement inutiles pour l'évaluation des sommes assurables. L'estimation faite par les assurés n'est pas nécessairement exigée à un centime ni même à quelques milliers de

(1) Beineix, *op. cit.*, p. 22.

francs près. L'important c'est d'éviter que l'assuré n'ait à subir un découvert et, d'autre part, qu'en vue d'éviter ce découvert, l'assuré ne surestime ses biens et paye ainsi inutilement, pendant une période plus ou moins longue, une partie de prime d'une certaine importance.

En fait, si par le jeu de l'hypothèse de la vétusté constante et de l'assurance à indice variable, l'assuré se trouve au bout de quelques années surassuré, cette surassurance sera d'un ordre de grandeur infiniment moins préjudiciable à ses intérêts que les inconvénients résultant pour lui du libre jeu des règles traditionnelles de l'assurance.

Tout ceci va être vérifié par l'étude séparée de chaque risque soumis dans un contrat d'assurance incendie aux règles de l'assurance à indice variable.

A. BATIMENT :

Les experts sont quelquefois assez embarrassés pour déterminer le coefficient de vétusté d'une manière rigoureusement exacte.

MM. BOURDILLIAT et DROUET (1), dans un ouvrage paru en 1934, énoncent certaines règles qui, bien que n'étant pas admises par tous les experts, n'en constituent pas moins des bases précises pour le point de vue ci-dessous exposé.

« On peut admettre, écrivent ces auteurs, pour un immeuble normalement entretenu, que son amortissement doit être opéré en un siècle. Le coefficient d'amortissement serait donc de 1 % par an. Théoriquement le coefficient de vétusté serait lui aussi de 1 % par année d'âge ».

C'est également le point de vue de MM. MICHEL, O'BRIEN de BURGUE et NICOLAS (2) qui s'expriment ainsi :

« En matière immobilière et lorsqu'il s'agit, par exemple, de calculer la valeur intrinsèque d'un immeuble, on entend par vétusté la dépréciation résultant :

1° de l'âge de la construction, compte tenu de la qualité des matériaux utilisés et de la durée présumée plus ou moins longue de la construction;

2° de la décrépitude plus ou moins grande suivant la qualité de son entretien.

« Pour l'apprécier, il faut s'abstenir de faire état d'autres éléments, telles les fluctuations de valeurs dues à des causes d'ordre économique, ou à la désuétude du type de construction, l'immeuble devant être envisagé d'un point de vue purement objectif. »

(1) Bourdilliat et Drouet, *Aide-mémoire pour l'établissement des valeurs vénales foncières et immobilières dans la Région Parisienne*, 2^e partie. Paris, 1934, p. 143.

(2) Michel, O'Brien de Burgue, Nicolas, *op. cit.*, p. 13.

« La vétusté s'évalue généralement par un pourcentage appliqué au prix de construction. »

« Il est admis qu'un immeuble dont l'exécution a été correcte et qui a toujours été entretenu normalement peut, en principe, durer 100 ans. »

« Théoriquement le coefficient de vétusté serait de 1 % par année d'âge. Mais suivant son état d'entretien, la dépréciation effective pourra être inférieure ou supérieure à ce pourcentage. On est donc amené à corriger le coefficient de vétusté théorique dans la mesure nécessaire pour obtenir le coefficient réel de vétusté applicable à l'immeuble en cause. »

« Tous les spécialistes en matière d'évaluations immobilières sont d'accord sur cette manière de procéder. »

MM. BOURDILLIAT et DROUET estiment — et la plupart des architectes sont de cet avis — qu'un immeuble bien construit et bien entretenu peut durer plus d'un siècle. En conséquence, ils proposent de superposer au coefficient théorique de vétusté, qui est constitué par l'âge de la construction, un coefficient de dépréciation calculé de 1/10 à 20/10, suivant l'état du bâtiment en question. Le taux moyen pour un immeuble assez bien entretenu sera de l'ordre de 6/10 à 9/10. Ce coefficient de dépréciation multiplié par l'âge de la construction donne son coefficient de vétusté. Ainsi, sur une période de 10 ans, l'augmentation de la vétusté sera en moyenne très faible et loin d'atteindre 10 %.

Exemple : Voici un immeuble construit il y a 30 ans, ayant un coefficient moyen de dépréciation de 7/10,

$$\text{sa vétusté est de : } \frac{30 \times 7}{100 \times 10} = \frac{21}{100}$$

$$\text{à 40 ans, elle sera de : } \frac{40 \times 7}{100 \times 10} = \frac{28}{100}$$

En dix ans, la vétusté n'aura augmenté que de 7 %; la variation annuelle est donc insignifiante et la rectification à apporter aux sommes assurées en fin de la période décennale sera minime.

On peut donc facilement admettre pour la plupart des risques immobiliers qu'une révision décennale serait largement suffisante.

En fait, on constate qu'au bout d'un certain nombre d'années (15 ans environ) la vétusté des immeubles ne s'accroît même plus avec la lenteur indiquée plus haut; elle tend à devenir statique. Il est admis, en effet, par tous les experts qu'un immeuble *élagé* ne saurait avoir une vétusté supérieure à 40 %.

A défaut de révision périodique, l'assuré ne courra donc aucun danger de découvert; il paiera simplement en trop chaque année une portion infime de prime correspondante à la vétusté de son

immeuble : ce qui à tout prendre est préférable pour lui à un découvert ou à l'application de la Règle proportionnelle en cas de sinistre.

B. MOBILIER :

En assurance Incendie, on entend par mobilier l'ensemble des objets composant le mobilier personnel appartenant à l'assuré, à sa famille et à ses domestiques et comprenant notamment les meubles meublants, glaces, garnitures de cheminées, lustres, bibliothèques et livres, tapis, tentures, tableaux, bijoux et argenterie, objets d'art et de curiosité, instruments de musique, partitions, appareils de T.S.F. et de téléphone, appareils d'éclairage, de chauffage et de salle de bains, compteurs, objets de literie, linge et effets d'habillement, bicyclettes, ustensiles et provisions de ménage et de cave.

La durée d'amortissement de ces objets peut être soit très longue si l'on considère les meubles meublants, soit beaucoup plus courte s'il s'agit du linge d'habillement, des tapis, tentures et objets de literie. Mais la pratique montre qu'en fait ces objets, d'une usure plus rapide, font l'objet d'un remplacement régulier et constant. On arrive donc, en prenant l'ensemble des différents objets mobiliers en considération, à une compensation des différents taux de vétusté : on a ainsi, en réalité, dans la très grande majorité des cas, un taux de vétusté moyen qui ne varie pas dans le temps, surtout si l'on envisage, par exemple, une période de dix années.

Ici encore l'hypothèse de la vétusté constante correspond, presque, à la réalité.

C. MATÉRIEL :

L'assurance Incendie du matériel porte sur l'ensemble du matériel (notamment outils, machines, mobiliers de bureaux et d'ateliers, voitures, instruments aratoires, effets d'habillement et bicyclettes du personnel) qu'il s'agisse de matériel industriel, commercial ou agricole, appartenant tant à l'assuré qu'à ses préposés. Sauf conventions spéciales, les véhicules automobiles au repos ne sont pas compris dans l'assurance du matériel.

Le vieillissement, sous toutes ses formes, du matériel comparé au vieillissement de la construction immobilière est beaucoup plus rapide. Cependant, si l'on considère en bloc tout le matériel industriel d'une usine, par exemple, nous pouvons admettre que sa vétusté moyenne est constante.

Le rendement d'une firme, en effet, toutes choses égales d'ailleurs, est lié au bon état de son outillage, en sorte que la fatigue du matériel, son usure doivent nécessairement être « freinés » par des réparations appropriées, remplacement d'organes, etc.

Il en est autrement pour l'automobile, car son vieillissement est

rapide et d'ailleurs décroissant. En ce qui concerne la voiture de tourisme, au surplus, la vétusté ne peut être « ralentie » par des réparations mêmes importantes, l'âge de ce genre de véhicule intervenant toujours dans le calcul de la dépréciation.

Voici la valeur d'une automobile de série de 10 CV.

1935.....	20.000 Frs	1940 (fin de l'année)	12.000 Frs
1936.....	15.000 Frs	1941	— 16.500 Frs
1937.....	12.000 Frs	1942	— 18.500 Frs
1938.....	10.000 Frs	1943	— 25.000 Frs
1939.....	8.500 Frs		

La hausse de 1940 à 1943 est due uniquement à l'arrêt de la fabrication et à la situation particulière subie par notre pays depuis Juin 1940.

Le camion automobile échappe à cet inconvénient dans une large mesure (1).

Bref, à l'exception des véhicules automobiles, l'hypothèse de la vétusté constante se trouve encore vérifiée. Si toutefois le matériel se composait de peu d'éléments, il se pourrait que la correction à faire entrer en ligne de compte chaque année au titre de la vétusté soit plus ou moins importante. Il suffirait pour corriger cet inconvénient d'assurer ce matériel non seulement avec la clause d'assurance à indice variable, mais encore avec la clause « valeur à neuf ». Il n'y aurait pas à effectuer, dans ce cas, d'abattement pour la vétusté en cas de sinistre.

Tout autre système conduirait à une complication administrative très grave.

D. MARCHANDISES.

Il faut entendre par marchandises les matières premières, approvisionnements et fournitures en tous états, produits bruts ou finis et produits en cours de fabrication, le tout appartenant tant à l'assuré qu'à des tiers et se rapportant au commerce ou à la profession de l'assuré.

Or, conformément au paragraphe c) de l'article 15 des Conditions Générales de la police type Incendie 1941, les matières premières, les denrées et marchandises sont évaluées au dernier cours précédant le sinistre. Il n'y a donc pas de difficulté; la question de la vétusté ne se posant pas.

E. RECOURS :

Il s'agit de la responsabilité que l'assuré peut encourir au titre, soit des articles 1733, 1734 et 1735 du Code Civil (responsabilité

(1) Etude de M. A. Lagorce, Président de la Chambre Syndicale des Experts en Automobiles de France.

locative), soit des articles 1382, 1383 et 1384 (responsabilité envers les tiers), soit de l'article 1721 (responsabilité du propriétaire) pour tous *dommages matériels* d'incendie. Ces dommages portant sur les différentes catégories de biens que nous venons d'examiner, il est normal de faire subir aux capitaux garantis au titre des recours les mêmes variations que celles subies par les capitaux assurés au titre des risques directs (immeubles, meubles, matériel, marchandises).

2° Extension du même indice, de l'indice du coût de la construction immobilière aux différents risques.

On trouve, en général, dans une police d'assurance contre l'incendie plusieurs articles concernant des risques différents : immeuble, meuble, matériel, marchandises, recours, etc. Si, pour chacun de ces risques, on prenait un indice particulier, il serait quasiment impossible d'établir *vite* et à peu de frais la quittance de prime à chaque nouvelle échéance; le calcul de la prime, de l'impôt sur la prime et de l'impôt sur les capitaux suivant les variations de quatre, cinq ou six indices distincts serait extrêmement complexe.

De plus, depuis 1940, de nombreux indices ne sont plus publiés.

Dans ces conditions un seul indice, celui des prix de construction dans la région parisienne, a été retenu. Il a continué à être publié et il est, d'autre part, le seul présentant un intérêt certain pour l'ensemble des risques assurés.

Il importe donc de justifier l'application de cet indice unique aux différents risques et de montrer qu'il suit aussi fidèlement que possible les variations des évaluations de chacun d'eux (1).

A. *Immeuble*. — L'indice s'applique, cela va sans dire, à l'assurance des immeubles. Par son calcul, il représente une *moyenne* qui s'adapte à tous les genres de constructions.

Sans doute s'agit-il des prix de construction pratiqués dans la région parisienne et ceux-ci sont-ils légèrement supérieurs à ceux pratiqués en province. En fait, il n'y a une légère différence que dans les communes rurales, partout ailleurs la variation des prix de construction en province suit très approximativement la même courbe que dans la région parisienne (2). N'oublions pas d'ailleurs qu'il ne s'agit pas d'un indice calculé sur les prix forts, mais sur les *prix moyens* en vigueur dans la région parisienne.

L'indice choisi est donc parfaitement applicable pour suivre les variations de prix des immeubles, tant en province que dans la région parisienne.

B. *Mobilier*. — L'indice des prix de construction dans la région parisienne est-il applicable au mobilier?

(1) R. Beineix, *op. cit.*, p. 28.

(2) Enquête faite par la Compagnie LA PATERNELLE.

« Certainement oui, répond M. R. BEINEIX (1). L'indice des prix de construction est établi, en effet, en tenant compte d'éléments qui, pour une large part, concernent directement le mobilier lui-même, tels que le niveau des salaires et le prix des matériaux. Les variations des salaires sont à peu près les mêmes dans les différentes branches d'industrie et, au surplus, certains éléments constitutifs du bâtiment entrent également pour une part importante dans le mobilier. Ces éléments communs au mobilier et à la construction sont, outre une part analogue et assez importante de main-d'œuvre, les travaux du bois (charpente, menuiserie, parquets pour le bâtiment), l'appareillage électrique, la serrurerie et la quincaillerie, la plomberie, les vernis et peintures, etc. »

« Pour vérifier si la variation de l'indice des prix de construction est très différente de celle des autres indices, il suffit de se reporter aux indices des prix de détail publiés par la Statistique générale de la France. Seule la variation de ces prix présente un intérêt, le remplacement d'un mobilier s'effectuant par voie d'achat au détail. »

La Statistique générale de la France publie l'indice des prix de 13 articles de ménage (pain, viande, lard, beurre, œufs, lait, fromage, pommes de terre, légumes secs, sucre, huile comestible, pétrole, alcool à brûler) qui offrent aux variations une résistance assez grande et n'accusent que des oscillations amorties; un indice pondéré de 34 articles (29 denrées alimentaires, 4 articles de chauffage et d'éclairage et le savon), un indice des prix de gros de 45 articles (20 produits agricoles ou denrées alimentaires et 25 matières industrielles) et un indice de prix de gros de 126 marchandises (alimentaires et industrielles).

Tous ces indices sont en concordance (voir pages 105 et 106).

Si, par ailleurs, on recherche les variations des salaires à Paris et en province, on arrive au résultat suivant.

Si l'on compare la courbe des salaires provinciaux pour 38 professions masculines, tels qu'ils sont recensés par les Conseils de Prud'hommes, on est frappé de la très grande conformité de toutes les courbes à la moyenne (2) : hausse jusqu'en 1930, stabilité de 1930 à 1931, baisse après 1931. On constate par ailleurs, que pour les 20 professions masculines de la région parisienne, la moyenne déterminée par les Conseils de Prud'hommes a augmenté de 1927 à 1930 plus que dans le reste de la France (30 % au lieu de 24 %), puis elle a baissé de 1931 à 1934 comme ailleurs (5 %).

Les deux moyennes sont donc en concordance et en plus elles varient sensiblement en même sens que les indices des prix de détail et que l'indice du coût de la construction.

(1) R. Beineix, *op. cit.*, p. 28.

(2) Jeanneney, *Essai sur les mouvements des prix en France depuis la stabilisation monétaire*. Paris, 1936, p. 89.

En principe, comme le fait remarquer M. BEINEIX, on peut supposer que la main-d'œuvre, dont le prix subit des fluctuations très importantes, entre pour une part bien moindre dans le prix de ces denrées ou marchandises que dans celui des mobiliers.

En comparant les variations des indices des prix de détail à celles des prix de construction, on constate que les écarts sont très faibles. Or l'indice des prix de détail peut lui-même être comparé relativement à l'indice des prix de gros des mêmes articles.

« L'indice mensuel des prix de détail à Paris, indique l'étude de la Statistique générale de la France (1), s'élevait en Janvier 1919 à 248; en 1919 et 1920 il continue à s'élever et atteint son maximum (426) en Novembre 1920. Il baisse ensuite et se maintient au cours de l'année 1922 aux environs de 300. Le mouvement ascendant reprend ensuite jusqu'en Novembre 1926, avec de brèves interruptions (Mars-Juillet 1923). La dépression constatée dans la plupart des indices économiques en 1927 a sa répercussion sur les prix de détail qui baissent jusqu'à 500, mais ils repartent en hausse en 1928 jusqu'en Juin 1929. Des récoltes abondantes en 1929 amènent une baisse sensible; la hausse reprend en 1930 : en Février 1931 le chiffre record 650 est atteint, suivi d'une nouvelle baisse jusqu'à 555 en Novembre 1931. » « L'indice des prix de détail calculé au moyen des prix de 34 articles depuis 1929 suit une courbe à peu près parallèle. » Cette baisse a continué jusqu'à 1935 tant pour les prix de détail que pour les salaires (2).

Si l'on superpose à ces courbes celles des variations des prix de construction, on constate que celle-ci a subi des mouvements analogues : hausse de 1914 à 1920, baisse de 1920 à 1922, nouvelle hausse de 1922 à 1930-1931, baisse de 1932 à 1935.

La différence qui existe au moment de la hausse en flèche des prix s'explique par l'importance de la main-d'œuvre dans la valeur tant des bâtiments que des mobiliers (40 %) : ses hausses en temps normal sont, en effet, plus fortes que celles des autres éléments.

C. Matériel. — Comme pour le mobilier et le bâtiment, les deux principaux facteurs du coût du matériel sont, d'une part, les salaires et, d'autre part, les matières premières. Or celles-ci ne sont pas tellement différentes de celles employées dans la construction.

Par matériel on désigne généralement toutes les machines et tout le gros, moyen et petit outillage que les arts de la mécanique et de l'électricité ont mis à la disposition des industries dans le but d'accroître leurs moyens de production. Ainsi les deux mots électricité et mécanique amènent la pensée dans un

(1) Présidence du Conseil, *Indices généraux du mouvement économique en France de 1901 à 1931*. Paris, 1932, pp. 71 et s.

(2) Latapie-Captderroque, *Le Mouvement des prix en France et la dévaluation*. Thèse, Paris, 1937, p. 48. — Jeanneney, *op. cit.*, p. 90.

vaste domaine où nous trouvons une infinité de machines, d'appareils, d'outils de toutes sortes.

Cependant il est logique, du point de vue de l'assurance plus particulièrement, de grouper sous une même désignation tous ces matériels, bien que souvent fort dissemblables, puisqu'ils sont les produits des deux « techniques sœurs » : la mécanique et l'électricité et que, par suite, leur fabrication est soumise, dans une certaine mesure, aux mêmes règles, aux mêmes incidences, d'où il résulte que, dans la majorité des cas, les fluctuations dans les prix, en ce qui concerne la plupart de ces fabrications industrielles, s'inscrivent très sensiblement sur une même courbe (1).

La valeur à neuf d'une machine quelle qu'elle soit se décompose en quatre éléments principaux : matières premières, salaires, frais généraux, bénéfices. Dans les constructions électro-mécaniques, les trois derniers éléments peuvent être réunis en un seul pour fixer le tarif horaire en vigueur dans la corporation considérée.

Ainsi donc la valeur à neuf d'une machine quelconque, mécanique, électrique, etc., est essentiellement fonction de deux variables : le prix de la matière première employée et le prix de la main-d'œuvre, calculés suivant les tarifs horaires en vigueur dans les différentes corporations qui ont participé à sa construction.

Nous nous trouvons donc en présence des mêmes éléments constitutifs que dans la construction immobilière. Or la main-d'œuvre représente non seulement une part très importante, mais un élément dont la hausse générale entraîne automatiquement la hausse des frais généraux. De plus, elle exerce une influence très sensible sur la valeur des constructions immobilières ou industrielles, à cause de la superposition des opérations de tous ordres grâce auxquelles la matière à l'état brut devient un élément d'un immeuble ou d'une machine. La baisse de la main-d'œuvre produirait évidemment l'effet inverse.

La montée presque verticale de la courbe des prix de toutes les constructions, enregistrée entre 1936 et 1938 notamment, illustre parfaitement ce que nous venons d'affirmer. Les événements de cette époque, en effet, eurent entre autres conséquences, une hausse brusque des salaires.

Sans doute, en période troublée, la hausse des prix des constructions immobilières ou industrielles peut ne pas être exclusivement le fait d'une augmentation des salaires, d'autres causes peuvent même être seules responsables, mais là encore nous constatons avec un certain retard toutefois, une hausse des salaires due à la nécessité d'un rajustement du pouvoir d'achat. En sorte que, de façon générale, la variation des prix de la main-d'œuvre constitue toujours un élément d'appréciation extrêmement intéressant, mais elle ne peut cependant, à elle seule, permettre d'établir l'échelle des prix de toutes les constructions.

(1) Etude de M. A. Lagorce, Président de la Chambre Syndicale des Experts en Automobiles de France.

« Nous avons cherché, termine M. Lagorce, à vérifier si l'indice des prix de la construction, utilisé comme élément d'appréciation, permettait d'étendre l'assurance à l'indice variable au matériel industriel. Nous avons, à cet effet, établi un bref parallèle entre ces deux industries pour fixer tout particulièrement les conditions de production inhérentes à chacune. Les investigations auxquelles nous nous sommes livrés et ce que nous venons d'exposer nous permettent de répondre par l'affirmative, étant donné qu'en tout état de cause, l'indice des prix de la construction appliqué au matériel industriel ne peut, à l'exception peut-être de cas très particuliers, donc négligeables, engendrer d'erreur appréciable, dans un sens ou dans l'autre. »

D. Marchandises. — Il y a lieu de distinguer deux sortes d'assurances : celle de vastes stocks concernant une marchandise déterminée et celle où les marchandises présentent une faible importance et une grande diversité, par exemple : commerces de détails, bazars, magasins de nouveautés, épiceries, merceries, quincailleries.

Dans le premier cas, la ou les marchandises suivent les fluctuations et les influences particulières à leur marché. Il ne peut être question d'appliquer l'indice des prix de la construction. Mais l'industriel peut aisément souscrire une police ajustable ou compte courant pour ses marchandises, et une police avec hausse d'assurance à l'indice variable pour ses bâtiments et son matériel.

Dans le deuxième cas, il s'agit d'assurer des marchandises d'une très grande diversité, se rapprochant plus ou moins du mobilier : l'indice du coût de la construction est, en ce cas, parfaitement applicable comme le prouve la coïncidence des courbes de l'indice de la construction et de l'indice des prix de détail.

E. Récoltes. — Ici nous nous trouvons devant le même problème que pour l'assurance de stocks importants de marchandises. Les facteurs et influences particuliers sont prédominants : abondance de la récolte, tarifs douaniers, etc. Mais l'assurance à l'indice variable retrouverait toute sa valeur s'il s'agissait de garantir de petites quantités de grains, paille et fourrage.

F. Animaux. — Enfin, tout ce qui a été dit pour la récolte est également vrai en ce qui concerne l'assurance du cheptel. Seule l'assurance de quelques animaux est possible avec clause à l'indice variable.

C. Recours. — Il s'agit de la garantie d'assurance couvrant les recours exercés pour dommages matériels. Il est aisé de comprendre que l'indice variable est applicable à l'assurance de ces recours comme à celle des biens faisant l'objet des dommages matériels eux-mêmes. L'indemnité recours est évaluée d'après les mêmes règles que celles qui servent à fixer l'indemnité directe.

Mais l'assurance à indice variable a l'avantage d'apporter une garantie plus complète à l'assuré locataire partiel. Pour être à l'abri de l'application de la règle proportionnelle, en effet, cet assuré doit faire assurer 15 fois le montant de son loyer annuel, charges comprises.

Cette clause qui a toujours été validée par la jurisprudence est ainsi énoncée par l'article 17 de la police type Incendie 1941 : « L'assurance des risques locatifs donne lieu à application de la règle proportionnelle... 2° Si, au cas de pluralité d'occupants, l'assuré n'a pas fait garantir 15 fois la valeur de son loyer annuel, le dommage est alors réglé dans la proportion existant entre la somme assurée et le montant de 15 années de loyer, charges comprises » (1).

Pourquoi quinze années, disent les assurés et non pas dix ou trente, ou cinquante ? La plupart croient, en effet, que les assureurs ont fixé ce chiffre au petit bonheur et que, ce faisant, ils perçoivent une prime exagérée. Or il n'en est rien : cette règle a une base solide, mathématique qui, aujourd'hui, fruste d'abord l'assureur, et risque ensuite de ruiner l'assuré en cas de sinistre grave.

A l'époque du libéralisme économique, le prix d'un loyer correspondait à peu près au revenu de la construction. En établissant la règle d'assurer quinze fois le montant du loyer, les assureurs ne se sont pas servis d'une base empirique, car ce chiffre représentait *avant* 1914, d'une façon aussi exacte que possible, la valeur de la partie de l'immeuble occupée par le locataire.

Avant la guerre de 1914, pour déterminer le revenu *brut* annuel, on tablait sur un taux variant de 8 à 12 % suivant qu'il s'agissait d'un immeuble de luxe ou d'un immeuble ouvrier, soit une moyenne de 10 %. Mais il faut tenir compte que, dans un immeuble, toute la surface n'est pas louée, une partie étant occupée par les escaliers, cours, couloirs, etc., qui ne rapportent pas de loyer. La proportion est de 100 pour 130 de construction.

Le revenu brut réel de la partie occupée est donc de :

$$\frac{10 \times 100}{130} = 7,70$$

De plus, à cette époque, il y avait pléthore de locaux ! Il y avait donc à prévoir un déchet dans le revenu pour non-location, ce déchet était à peine de 10, ce qui ramenait le taux brut à : 6,93 (2).

En multipliant par 15 fois, on arrive à $104 \geq 100$ représentant la valeur presque exacte de la partie d'immeuble occupée par le locataire.

Mais la législation sur les loyers est venue détruire ce rapport :

(1) Article 16 de la police type de 1930 (ancien article 21).

(2) Renseignements fournis par M. Nozières, architecte agréé par le Gouvernement ; Wœns R.G.A.T., 1930, p. 66 : le taux brut d'après cet auteur serait de 6,66.

ce chiffre de 15 loyers ne correspond plus, et de loin, aujourd'hui, à la réalité : Le coefficient devrait être de 75 pour les loyers d'avant 1914, et de 27 pour ceux de 1939.

En 1914, comme aujourd'hui, la responsabilité de l'assuré, locataire partiel, pouvant excéder 15 fois le montant de son loyer, l'article 17 de la police de 1941, comme l'article 16 de la police de 1930 (ex-article 21) invite l'assuré à souscrire une assurance de risques locatifs complémentaires. « Pour parer à l'éventualité d'une responsabilité pouvant excéder 15 fois la valeur de son loyer annuel, l'assuré peut souscrire une assurance complémentaire de risques locatifs, qui n'est pas soumise à la règle proportionnelle ». Par le jeu de l'indice variable, l'assuré sera couvert pour l'excédent qui dépassera le montant de 15 loyers annuels par l'équivalent d'une assurance « Risques locatifs complémentaires ». Ainsi, la garantie très faible à l'heure actuelle en risques locatifs se trouvera-t-elle fortifiée pour la plus grande sécurité du locataire en se rapprochant davantage du rapport entre le revenu de la propriété bâtie et du capital auquel devrait correspondre le taux de location.

Le recours des locataires et le recours des voisins ne sont pas soumis à l'application de la règle proportionnelle. L'assurance à Indice variable permet de maintenir le montant de ces garanties au niveau des prix, augmentant ou diminuant suivant leurs fluctuations. Elle assure ainsi une plus grande sécurité aux assurés.

Il en est de même pour les assurances « Perte de loyers » et « Privation de jouissance ».

En conclusion, il est possible d'affirmer que l'assurance à indice variable s'applique parfaitement aux risques garantis par un contrat incendie, sauf :

1^o aux voitures automobiles en raison de leur vieillissement rapide;

2^o aux stocks de marchandises, récoltes, animaux, en raison des variations rapides de ces biens en quantité et en valeur sous l'influence de facteurs nombreux et incontrôlables pour l'assureur.

Nous allons examiner maintenant la mise en application de l'indice variable par les diverses Compagnies qui pratiquent l'assurance Incendie avec clause à « INDICE VARIABLE ».

SECTION 4

Etude des clauses d'assurance Incendie à indice variable

Pour simplifier et rendre plus clair cet exposé, nous avons séparé les Compagnies pratiquant l'assurance Incendie avec clause à indice variable, en deux groupes.

Dans le premier groupe, sont réunies les Compagnies d'Assurance ne pratiquant l'Assurance avec Indice variable que pour le risque Immeuble.

Dans le deuxième groupe, sont réunies les Compagnies d'Assurances pratiquant l'assurance avec indice variable pour tous les risques :

1^{er} GROUPE :

Ce groupe comprend les Compagnies ABEILLE, PROVIDENCE et la Société A.M. (5 Février 1943).

Voici les textes de ces Compagnies et Société :

1^o *Texte de la clause « Assurance Immobilière à indice variable » de la Compagnie L'ABEILLE.*

« La présente assurance a pour but de garantir en VALEUR A
« NEUF les immeubles en prenant pour base les indices trimestriels de comparaison de la série S.C. 1913 et 1937 publiés par
« la « Société Centrale des Architectes diplômés par le Gouvernement » dans la revue « Série des Prix » éditée chez Massin
« et Lévy, 2, rue de l'Echelle, à Paris.

« L'assuré déclare que ses immeubles ont été, à la date du ,
« expertisés et estimés par M.

« en prenant pour base l'indice du trimestre précédant la signature du contrat, ou, à défaut, du dernier indice connu.

« Les sommes garanties sur immeubles dans la présente police
« sont celles résultant de ladite expertise.

« Durant tout le cours de l'assurance, et sans aucune formalité
« pour l'assuré, les capitaux ci-dessus seront modifiés selon les
« indices établis trimestriellement par la Société Centrale des
« Architectes ou par l'organisme à lui substitué en vue de cet
« établissement.

« La révision de la police aura lieu à la fin de chaque année
« d'assurance, en fonction des indices trimestriels de l'année
« écoulée.

« L'assuré s'oblige à payer la prime annuelle résultant de cette
« révision, laquelle prime sera ajustée, soit en plus, soit en moins,
« d'après les capitaux assurés pendant chaque trimestre.

« Les droits fiscaux seront liquidés par quittance sur la prime
« effective perçue et sur les capitaux maxima couverts au cours
« de l'année.

« En cas de sinistre, le règlement aura lieu d'après les prix
« pratiqués au moment du sinistre, sans que celui-ci puisse être
« une cause de bénéfice pour l'assuré.

« Il est spécifié que, quelles que soient les variations d'indices,
« la garantie de la Compagnie ne pourra, en aucun cas, dépasser
« ser »

2^o *Texte de la clause d' « Assurance Incendie à indice variable » de la Compagnie LA PROVIDENCE.*

« L'assuré déclare que ses immeubles ont été, à la date du ,
« expertisés et estimés par M. , en prenant pour base
« l'Indice du trimestre précédant la signature du contrat, ou,
« à défaut, du dernier indice connu, cet indice était de

« Les sommes garanties sur immeuble dans la présente police
« sont celles résultant de ladite expertise.

« Durant tout le cours de l'assurance, et sans aucune formalité
« pour l'assuré, les capitaux ci-dessus seront modifiés selon les
« indices établis trimestriellement (à défaut selon le dernier indice
« connu) par la Société Centrale des Architectes ou par l'orga-
« nisme à lui substitué en vue de cet établissement.

« La révision de la police aura lieu à la fin de chaque année
« d'assurance, en fonction des indices trimestriels de l'année
« écoulée.

« L'assuré s'oblige à payer la prime annuelle résultant de cette
« révision, laquelle prime sera ajustée par avenant, soit en plus,
« soit en moins, d'après les capitaux assurés pendant chaque
« trimestre.

« Les droits fiscaux seront liquidés sur la prime effective perçue
« et sur les capitaux maxima couverts au cours de l'année.

« En cas de sinistre, le règlement aura lieu d'après le dernier
« indice connu au jour du sinistre et, en général, sur celui du
« trimestre précédent.

« Il est spécifié que quelles que soient les variations d'indices,
« la garantie de la Compagnie ne pourra, en aucun cas, dépasser
« le double des sommes ci-après :

3^o *Texte de la clause « Assurance des Immeubles en valeur à neuf auto-ajustable » de la Société d'Assurances Mutuelles de la Seine et de Seine-et-Oise (A.M.).*

« I. — La garantie résultant de la présente police s'exercera
« à l'égard des immeubles désignés au contrat sur la base des
« indices trimestriels de comparaison de la série S.C. 1913 et 1937,
« publiés par la Société Centrale des Architectes diplômés par
« le Gouvernement » dans la Revue *Série des Prix* éditée chez
« Massin et Lévy, 2, rue de l'Échelle, à Paris.

« II. — Les dits immeubles ont été, à la date du , esti-
« més au prix de construction par M. , architecte expert,
« agréé par la Société, au chiffre fixé par la police. La Société
« accepte et reconnaît cette somme comme représentant le prix
« de construction normal des bâtiments d'après la série S.C. 1913.
« L'indice de cette série paru à la date précitée étant le suivant
« , la somme assurée est de C'est en consé-

« quence par rapport à cette somme que joueront les variations
« prévues au paragraphe III ci-après.

« LE SOCIÉTAIRE S'ENGAGE A N'APPORTER AUCUNE EXTENSION OU
« AMÉLIORATION EXCÉDANT 5 % DE LA VALEUR DE LA CONSTRUC-
« TION SANS LE DÉCLARER A LA SOCIÉTÉ POUR QU'IL SOIT FAIT UNE
« NOUVELLE ESTIMATION. FAUTE POUR LUI DE SE CONFORMER
« A CETTE DISPOSITION, IL RESTERAIT SON PROPRE ASSUREUR
« DANS LA MESURE OÙ CETTE EXTENSION OU AMÉLIORATION NON
« DÉCLARÉE AURAIT AUGMENTÉ LE PRIX DE CONSTRUCTION DE
« L'IMMEUBLE TEL QU'IL RÉSULTE DU CONTRAT.

« III. — Pendant tout le cours de l'assurance, la somme assurée
« fixée comme il est prévu au paragraphe II ci-dessus, sera auto-
« matiquement modifiée selon les indices établis trimestriellement
« par la Société Centrale des Architectes ou tout autre organisme
« qui lui serait substitué en vue de cet établissement. En cas de
« sinistre, le montant de l'indemnité sera fixé d'après la somme
« assurée par le contrat, modifiée d'après le dernier indice de la
« série S.C. 1913 paru au jour du sinistre.

« Si toutefois CET INDICE VENAIT A DÉPASSER LE TAUX DE
« ET QUE LE PRIX DE CONSTRUCTION DE L'IMMEUBLE TEL QUE CE
« PRIX EST DÉFINI PLUS HAUT DÉPASSAT DE CE CHEF LA SOMME
« DE, LA GARANTIE DE LA SOCIÉTÉ SERAIT
« LIMITÉE A CETTE SOMME.

« EN CONSÉQUENCE, LE SOCIÉTAIRE DEVRAIT FAIRE GARANTIR
« L'EXCÉDENT EN CO-ASSURANCE PAR UNE AUTRE SOCIÉTÉ D'ASSU-
« RANCE OU RESTER SON PROPRE ASSUREUR POUR CET EXCÉDENT.

« IV. — A la fin de chaque année d'assurance, une révision de la
« cotisation sera faite d'après les indices parus au cours de chaque
« trimestre de l'année d'assurance écoulée :

« a) La cotisation annuelle résultant de cette révision sera ajustée
« à la fin de chaque année d'assurance, soit en plus, soit en moins,
« d'après les capitaux assurés pendant chaque trimestre. Si la
« cotisation moyenne ainsi établie est supérieure à la cotisation
« prévue dans la police, le sociétaire s'oblige à payer le complé-
« ment; si elle est inférieure, la Société remboursera l'excédent,
« le tout sur quittance spéciale.

« b) Les droits fiscaux seront liquidés sur la cotisation effec-
« tivement perçue et sur les capitaux les plus élevés couverts au
« cours de l'année.

« V. — Par dérogation à l'article 15 des Conditions Générales
« de la police, aucun abattement pour vétusté ne sera appliqué
« au coût des réparations occasionnées par le sinistre, tel qu'il
« résulte des prix de la série de la Société Centrale des Architectes.
« Il est toutefois entendu qu'au cas où le coefficient de vétusté

« excéderait 33 % du montant des dommages, le surplus, au delà de 33 % ne pourrait donner lieu à indemnité.

« Cet avantage ne sera acquis au sociétaire, de convention expresse entre les parties, qu'en cas de reconstruction des bâtiments détruits dans un délai maximum de deux ans à partir de la date du sinistre. La reconstruction devra se faire sur l'emplacement du bâtiment sinistré sans qu'il soit apporté de modifications notables à sa destination initiale. L'indemnité correspondant à la vétusté ne sera payée qu'après reconstruction et sur justification de son exécution par la production des mémoires ou factures. La Société pourra toutefois, sur la demande du sociétaire, sous réserve des justifications indiquées ci-dessus, se libérer par acomptes au fur et à mesure de l'exécution des travaux de reconstruction.

« VI. — Comme condition de la présente convention, le sociétaire s'engage à entretenir les immeubles assurés en bon père de famille.

« Fait en double à Paris, le »

Sous-Section 1. — Traits communs des trois clauses.

Ces trois clauses présentent des ressemblances qu'il y a lieu de souligner avant d'étudier chaque clause séparément.

1^o Ces trois clauses visent uniquement l'assurance incendie des immeubles;

2^o Une expertise préalable est exigée;

3^o L'indice adopté est l'indice publié par la SOCIÉTÉ CENTRALE DES ARCHITECTES et la SOCIÉTÉ DES ARCHITECTES DIPLOMÉS PAR LE GOUVERNEMENT;

4^o La somme assurée est révisée à chaque trimestre;

5^o La prime est révisée à la fin de chaque année d'assurance en fonction de chaque indice trimestriel.

6^o Une clause de limitation de garantie figure dans chaque convention d'assurance à indice variable.

1^o La clause d'indice variable de L'ABEILLE, de la PROVIDENCE et de l'A.M. ne vise que la garantie des risques immobiliers.

En restreignant ainsi la portée de la clause à indice variable, ces Compagnies ont pensé que seule une clientèle limitée pouvait s'intéresser à cette nouvelle forme d'assurance, à savoir les propriétaires d'immeubles. Par contre, elles étaient sûres que l'indice choisirait jouerait normalement et sans difficultés.

2^o Chacune des clauses prévoit l'obligation pour l'assuré de faire estimer au préalable les biens immobiliers qu'il désire assurer.

Les Compagnies ont estimé, en effet, que c'était le seul moyen pratique d'être certain que l'assuré n'aurait pas à subir l'application de la règle proportionnelle en cas de sinistre. Cette précaution ne paraît pas indispensable. Il peut arriver qu'un assuré, pour des motifs d'ordre personnel, désire conserver une partie du risque à sa charge : par exemple qu'il ne fasse assurer que les 70 % de la valeur de son immeuble ; l'expertise préalable exigée par la clause à indice variable empêchera l'assuré de souscrire à cette clause. Enfin, non seulement l'assuré va avoir des frais à exposer pour faire procéder à cette expertise, mais encore, par le retard apporté à la souscription du contrat, il risque de se trouver non assuré en cas de sinistre survenant avant la signature de la police et le paiement de la première prime.

D'autre part, la Compagnie risque de perdre un client en lui laissant un battement de temps que la concurrence pourra utiliser à son profit. Il arrivera même que certains clients reviendront sur leur intention de s'assurer et ne le voudront plus par la suite. L'agent ou le courtier connaît mieux que quiconque la valeur de l'adage « Il faut battre le fer pendant qu'il est chaud ».

3° Les Compagnies ABEILLE, PROVIDENCE et A.M. ont toutes les trois adopté comme indice celui du coût de la construction immobilière publié par la Société Centrale des Architectes et la Société des Architectes diplômés par le Gouvernement. Cet indice présente l'avantage d'avoir été publié sans interruption depuis 1914, mais il ne paraît qu'avec un assez long retard, ce qui gêne les Compagnies pour établir les contrats et pour régler les sinistres.

4° Chaque clause prévoit que la somme assurée sera révisée chaque trimestre. Cette mise en œuvre de l'indice permet à l'assuré de voir les capitaux assurés suivre fidèlement la valeur réelle des biens garantis.

5° La prime annuelle est révisée en fonction de chaque indice trimestriel. Cette partie de la clause est la contre-partie logique de la révision trimestrielle des capitaux assurés comme il est indiqué ci-dessus au n° 4.

Cette règle confère à l'assuré la certitude d'être soustrait à l'application de la règle proportionnelle, puisque ses capitaux étant suffisants au départ, c'est-à-dire lors de la souscription du contrat, il aura également satisfait au principe de la proportionnalité de la prime au risque. Mais, de ce fait même, l'assuré va avoir à payer des impôts extrêmement lourds puisqu'il devra payer ceux-ci sur la somme maxima des capitaux couverts dans l'année, alors que la garantie de ceux-ci n'aura duré qu'un nombre restreint de mois, peut être même trois mois seulement (voir page 84). Il en résulte également des complications et des frais

administratifs qui deviendraient particulièrement superfétatoires dans une période de stabilité relative. La réforme fiscale de 1944 est venue diminuer une partie de ces inconvénients.

6° Enfin, les Compagnies ABEILLE, PROVIDENCE et A. M. ont toutes les trois inséré dans leur clause d'assurance à indice variable une limite aux capitaux pris en charge en cas de hausse rapide de l'indice. Il s'agit d'une clause de limitation de garantie. L'assuré se trouve ainsi obligé de vérifier chaque trimestre la hausse des capitaux qu'il a assurés sous peine de courir le risque de se trouver à découvert.

Sous-Section 2. — Caractères particuliers de chaque clause d'assurance à indice variable des Compagnies ABEILLE, PROVIDENCE et A. M.

1° Avenant à indice variable de la Compagnie L'ABEILLE.

En dehors des caractères généraux signalés plus haut, voici quelles sont les caractéristiques particulières de la clause à indice variable de la Compagnie L'ABEILLE.

a) La Compagnie L'ABEILLE déclare garantir, par sa clause, les immeubles assurés en « valeur à neuf », c'est-à-dire joindre à une assurance ordinaire l'assurance de la vétusté. Ce fait prouve le désir de l'assureur d'accorder à son assuré une garantie aussi complète que possible.

b) L'Indice pris pour base est celui du trimestre précédant la signature du contrat ou, à défaut, du dernier indice connu.

c) La révision est effectuée annuellement en fonction des indices trimestriels. La prime et les capitaux devaient être (texte de l'avenant de 1941) ajustés par avenant : cet alourdissement administratif a disparu du texte de l'avenant de 1942.

Actuellement la Compagnie L'ABEILLE ne calcule plus la prime d'après chaque indice, mais seulement d'après l'indice le plus élevé publié pendant l'année d'assurance. Il en résulte une charge particulièrement lourde pour l'assuré.

d) L'indice servant au règlement du sinistre doit être, soit le dernier indice connu, soit celui du trimestre précédent.

e) Enfin, la clause de limitation de garantie indique que la couverture de la Compagnie ne peut dépasser X % des sommes indiquées à l'avenant.

2° Avenant à indice variable de la Compagnie LA PROVIDENCE.

La Compagnie LA PROVIDENCE garantit les capitaux en assurance ordinaire.

b) L'indice choisi pour fixer la valeur des biens est soit l'indice du trimestre précédant la signature du contrat, soit le dernier indice connu. Sur ce point la Compagnie LA PROVIDENCE agit comme la Compagnie L'ABEILLE.

c) LA PROVIDENCE, à chaque révision annuelle, établit un avenant de régularisation.

d) L'indice servant au règlement du sinistre doit être soit le dernier indice connu, soit celui du trimestre précédent.

e) La clause de limitation de garantie prévoit que la couverture de la Compagnie LA PROVIDENCE ne pourra, en aucun cas, dépasser le double des sommes désignées au contrat.

3^o *Avenant à indice variable dit « Assurance des immeubles en valeur à neuf auto-ajustable » de la Société d'Assurance Mutuelle de la Seine et de Seine-et-Oise (A. M.)*.

a) Le paragraphe II détermine l'indice qui a servi à fixer le montant de la valeur des biens. Il oblige l'assuré à signaler à la Société A.M. toute extension ou amélioration excédant 5 % de la valeur de construction : au delà de ce pourcentage, il est fait une nouvelle estimation. A défaut d'avoir satisfait à cette disposition, l'assuré resterait son propre assureur dans la proportion où cette extension ou amélioration aurait augmenté la valeur réelle de l'immeuble.

b) Au paragraphe III, la clause stipule que les capitaux sont modifiés selon les indices trimestriels. L'indice sinistre y est défini comme étant le dernier indice paru au jour du sinistre.

c) Le paragraphe IV fixe les modalités d'établissement de la prime de révision.

d) Le paragraphe III fixe le montant maximum de la somme que la Société accepte de couvrir par suite du jeu de l'indice. Au delà, l'assuré doit chercher un nouvel assureur.

e) Le paragraphe V concerne l'application de la clause valeur à neuf et fixe le montant maximum du coefficient de vétusté à 33 %, le surplus, au delà de ce pourcentage, ne donne pas lieu à indemnité.

f) Enfin, le sociétaire prend l'engagement d'entretenir les immeubles assurés en bon père de famille (paragraphe VI).

Signalons également que la Société A. M., pour faciliter l'application comptable de sa clause, ramène à la valeur de 1913 toutes les estimations : tous les calculs s'effectuent donc, en cours d'année, pour une date donnée, sur les mêmes indices.

CONCLUSION

La clause à indice variable des Compagnies ABEILLE et PROVIDENCE et de la Société A. M. constitue un progrès incontestable sur les polices incendie ordinaires. La clause de la Société A. M. présente, en particulier, pour un propriétaire d'immeubles, une garantie complète.

On peut toutefois faire quatre remarques d'ordre général.

1^o La première, la plus grave, c'est de n'avoir apporté qu'une solution fragmentaire au problème de l'indemnisation des assurés contre l'incendie en cas de hausse de prix. Le propriétaire d'un mobilier doit, lui aussi, être couvert avec le maximum de sécurité. On peut donc reprocher à ces Compagnies d'avoir manqué de hardiesse.

2^o La seconde, c'est d'avoir exigé une estimation préalable de nature à détourner de l'assurance à indice variable un certain nombre d'assurés. Ceux-ci acceptent de signer un contrat : bien peu le lisent. Mais, si on leur demande de faire procéder par un expert de leur choix à une expertise et d'exposer des frais, il est probable qu'un certain nombre préféreront une assurance Incendie ordinaire. Il eut été sans doute judicieux de fixer un chiffre au-dessous duquel l'estimation préalable eut été facultative.

D'ailleurs ce problème a été étudié par la plupart des Compagnies pratiquant l'assurance Incendie à indice variable. C'est ainsi que les Compagnies LA PATERNELLE et LE PATRIMOINE ont été amenées à adresser à leurs agents des instructions extrêmement détaillées avec des barèmes permettant le calcul du rajustement des valeurs assurées qui avaient été fixées exactement soit lors de la souscription de la police, soit lors de l'établissement du dernier avenant ou, dans le cas contraire, de calculer la valeur d'une construction en fonction de la superficie couverte et du genre de la construction dont il s'agit.

Il existe même deux appareils fort pratiques (valorimètre HUON et revalorisateur perpétuel LUCOTTE) permettant aux assurés de calculer eux-mêmes la valeur approximative des biens qu'ils désirent faire garantir.

Il est donc inutile d'exiger une estimation préalable que le courtier ou l'agent aura la possibilité d'effectuer avec suffisamment d'exactitude sur la demande de l'assuré.

Pour les risques importants, l'assuré, en général un industriel, a les moyens techniques à sa disposition pour connaître la valeur de ses biens.

3^o Il y aurait lieu, enfin, de supprimer, à notre avis, la clause de limitation de garantie insérée dans la clause d'indice. Il est paradoxal, en effet, de voir l'assureur accepter, par une clause

spéciale du contrat, de modifier *automatiquement* sa garantie afin de délivrer l'assuré de toute préoccupation à ce sujet et de lui épargner en cas de sinistre l'application soit d'un découvert, soit de la règle proportionnelle et dans la même clause introduire une limitation formelle de sa garantie.

L'assuré se trouve ainsi dans l'obligation de surveiller les variations de l'indice et ses répercussions sur son assurance pour savoir s'il est ou non à découvert.

Or, non seulement l'assuré n'aura pas le temps de vérifier (ni même d'y penser), mais encore c'est justement quand il y aura une forte hausse des prix qu'il sera à découvert, alors que le but de l'assurance à indice variable est de donner toute sécurité précisément dans ce cas.

Il appartient aux Compagnies de donner à leurs assurés une garantie *illimitée* et d'obvier aux inconvénients d'une hausse des prix et des capitaux assurés, par suite du jeu de l'indice, vertigineuse, mais toujours possible, par la réassurance.

4^e L'indice choisi est celui de la Société Centrale des Architectes et la Société des Architectes diplômés par le Gouvernement, qui n'émane pas d'un organisme officiel et qui, surtout, c'est son inconvénient majeur, est publié avec un long retard.

Devant cet état de fait, la Compagnie L'ABEILLE se base actuellement sur l'indice publié par le Comité d'Organisation du Bâtiment et des Travaux Publics, tant pour l'établissement de ses contrats que pour le règlement des sinistres.

Enfin, signalons que la Compagnie L'ABEILLE et la Société A.M. ont inséré dans leur clause d'indice variable la convention d'assurance « valeur à neuf ». Sans doute, faut-il voir dans ce fait le désir louable de donner aux assurés une garantie parfaite. Il n'en reste pas moins que toute latitude devrait être laissée à l'assuré sur ce point.

Pour des raisons purement personnelles (immeuble qu'il estime presque sans vétusté, nécessité de ne pas avoir une prime trop forte à payer, etc.), l'assuré doit pouvoir joindre, ou non, la garantie « valeur à neuf » à la clause d'assurance à indice variable.

La clause d'indice se suffit à elle-même et il n'y a pas lieu d'y introduire des règles dérogeant aux usages de l'assurance Incendie.

2^e GROUPE :

Ce groupe comprend les Compagnies PATERNELLE et CONSERVATEUR, NORD, PATRIMOINE, ALSACIENNE.

Voici le texte des clauses de ces Compagnies.

1^o *Clause à indice variable des Compagnies PATERNELLE et CONSERVATEUR.*

« INDICE VARIABLE. — D'un commun accord entre les parties, il est convenu que les sommes garanties par les articles de

« la présente police et la prime correspondante seront obligatoirement et automatiquement modifiées proportionnellement aux variations de « l'indice d'échéance » des prix de construction par rapport à « l'indice de base » des prix de construction, dans les conditions indiquées ci-dessous :

« L'INDICE DE BASE » est le plus récent indice trimestriel des prix de construction dans la région parisienne porté à la connaissance de la Compagnie avant la souscription de la présente police ou des avenants postérieurs modifiant les capitaux assurés. Il figure sur la présente police et sera indiqué sur tout avenant postérieur modifiant les capitaux.

« L'INDICE D'ÉCHÉANCE est le plus récent indice des prix de construction porté à la connaissance de la Compagnie trois mois au moins avant le premier jour du mois de l'échéance de la prime. Il figurera sur la quittance correspondante.

« Les indices sont établis trimestriellement par le Comité d'Organisation du Bâtiment et des Travaux Publics ou par l'Organisme à lui substitué en vue de cet établissement.

« Au cas où, pour une cause quelconque, un nouvel indice n'aurait pas été porté à la connaissance de la Compagnie dans les quatre mois suivant la date de fixation de l'indice précédent, ce nouvel indice serait établi, dans le plus bref délai, par un architecte expert désigné par le Président du Tribunal de Commerce de la Seine à la requête et aux frais de la Compagnie.

« Les nouveaux montants des capitaux assurés résultant de la variation de l'indice seront arrondis au millier de francs supérieur et prendront effet à 12 heures de la date d'échéance de la prime; cette date figure dans le cadre de la police ou du dernier avenant.

« La prime totale, y compris majoration et impôts, sera modifiable chaque année suivant les variations de la prime nette prévue par la présente convention. Elle sera arrondie au franc supérieur.

« Il ne sera tenu compte, pour la modification des capitaux assurés ou des primes, que des variations de l'indice, soit en hausse, soit en baisse, égales ou supérieures à 10 % de cet indice, survenues depuis la dernière fixation des capitaux.

« La présente convention ne déroge pas aux Conditions Générales du contrat. Toutefois, les excédents d'assurance qui pourraient être constatés au jour d'un sinistre sur un ou plusieurs articles de la présente police, seront reportés, au prorata des insuffisances constatées, sur l'ensemble des autres articles insuffisamment assurés payant un taux de prime égal ou inférieur. »

2° Clause de l'assurance incendie à indice variable de la Compagnie LE NORD.

« D'un commun accord entre les parties, il est convenu que les sommes garanties par les articles de la présente police et la prime

« correspondante seront obligatoirement modifiées proportionnellement aux variations de l'indice d'échéance des prix de construction par rapport à l'indice de base des prix de construction, dans les conditions indiquées ci-dessous :

« L'indice de base est le plus récent indice trimestriel des prix de construction dans la région parisienne porté à la connaissance de la Compagnie avant la souscription de la présente convention ou des avenants postérieurs modifiant les capitaux assurés. Il figure sur le présent intercalaire et sera indiqué sur tout avenant postérieur modifiant les capitaux.

« L'indice d'échéance est le plus récent indice des prix de construction porté à la connaissance de la Compagnie trois mois au moins avant le premier jour du mois de l'échéance de la prime. Il figurera sur la quittance correspondante.

« Les indices sont établis trimestriellement par le Comité d'Organisation du Bâtiment et des Travaux Publics ou par l'organisme à lui substitué en vue de cet établissement.

« Au cas où, pour une cause quelconque, un nouvel indice n'aurait pas été porté à la connaissance de la Compagnie dans les quatre mois suivant la date de fixation de l'indice précédent, ce nouvel indice serait établi dans le plus bref délai par un architecte expert désigné par le Président du Tribunal de Commerce de la Seine à la requête et aux frais de la Compagnie.

« Les nouveaux montants des capitaux assurés résultant de la variation de l'indice seront arrondis au millier de francs supérieur et prendront effet à 0 heure de la date d'échéance de la prime : cette date figure dans le cadre de la police ou du dernier avenant.

« La prime totale, y compris majoration et impôts, sera modifiable chaque année suivant les variations de la prime nette prévues par la convention. Elle sera arrondie au franc supérieur.

« Le présent intercalaire ne déroge pas aux Conditions Générales du contrat. Toutefois, les excédents d'assurance qui pourraient être constatés au jour d'un sinistre sur un ou plusieurs articles de la présente police seront reportés au prorata des insuffisances constatées sur l'ensemble des autres articles insuffisamment assurés, payant un taux de prime égal ou inférieur.

3^e Clause de garantie et prime variables de la Compagnie LE PATRIMOINE.

« D'un commun accord entre les parties, il est convenu que l'ensemble des sommes garanties par la présente police et la prime correspondante suivront les fluctuations de l'indice des prix de construction dans la région parisienne établi par le Comité d'Organisation du Bâtiment et des Travaux Publics.

« Cet indice est publié tous les trimestres et prend effet les 1^{er} Janvier, 1^{er} Avril, 1^{er} Juillet et 1^{er} Octobre. A ces mêmes

« dates, les capitaux garantis et la prime seront automatiquement
« modifiés proportionnellement à ces variations.

« A chaque échéance, après la première, la prime annuelle
« payable d'avance sera déterminée en tenant compte du niveau
« des prix ressortissant du dernier indice publié. En outre, il sera
« procédé à la révision de la prime précédente, pour tenir compte
« à l'assuré, en plus ou en moins, des variations de prime résultant
« des variations de l'indice au cours de l'année d'assurance
« écoulée.

« MODALITÉS D'APPLICATION :

« *Indice.* — Au cas où, pour une cause quelconque, un nouvel
« indice n'aurait pas été établi par le Comité d'Organisation du
« Bâtiment et des Travaux Publics, ou par l'organisme à lui
« substitué en vue de cet établissement, dans les quatre mois
« suivant la date de fixation de l'indice précédent, ce nouvel
« indice serait établi dans le plus bref délai par un Architecte-
« expert désigné par le Président du Tribunal de Commerce de
« la Seine à la requête et aux frais du Comité d'Organisation des
« Assurances ou, à son défaut, de la Compagnie.

« L'indice de base est le plus récent indice trimestriel des prix
« de construction dans la région parisienne porté à la connaissance
« de la Compagnie avant la souscription de la présente police ou
« des avenants postérieurs modifiant les capitaux assurés. Il
« figure sur la présente police et sera indiqué sur tout avenant
« postérieur modifiant les capitaux.

« L'indice d'échéance est le plus récent indice des prix de cons-
« truction porté à la connaissance de la Compagnie deux mois
« au moins avant le premier jour du mois de l'échéance de la
« prime. Il figurera sur la quittance correspondante.

« *Capitaux garantis.* — L'ensemble des sommes garanties par
« la présente police et la prime correspondante seront modifiés
« proportionnellement aux variations de l'indice par rapport à
« l'indice de base.

« Les nouveaux montants des capitaux assurés résultant de la
« variation de l'indice seront arrondis au millier de francs supé-
« rieur et prendront effet à 0 heure, le même jour que les indices
« correspondants, c'est-à-dire les 1^{er} Janvier, 1^{er} Avril, 1^{er} Juillet
« et 1^{er} Octobre.

« La présente convention ne déroge pas aux Conditions Géné-
« rales du contrat. Toutefois, les excédents d'assurance qui pour-
« raient être constatés au jour du sinistre sur un ou plusieurs
« articles de la présente police seront reportés, au prorata des
« insuffisances constatées, sur l'ensemble des autres articles insuf-
« fisamment assurés payant un taux de prime égal ou inférieur.

« *Calcul de la prime.* — La prime, payable d'avance, sera modifiée à chaque échéance proportionnellement aux variations de l'indice d'échéance par rapport à l'indice de base.

« Le taux de calcul des variations de la prime, exprimé en pourcentage, sera arrondi au décime supérieur.

« En outre du rajustement de la prime payable d'avance, il sera procédé, à chaque échéance, à la révision de la prime précédente.

« Lorsqu'un avenant modifiant les capitaux assurés prendra effet entre deux échéances de prime, il sera procédé, à la même date, à la révision de la prime précédente.

« Pour simplifier les calculs, il est expressément convenu que les prorata des primes de révision seront déterminés en supposant les échéances et les dates d'effet des avenants fixées au 1^{er} ou au 16 du mois, selon qu'elles se situent dans la première ou dans la deuxième quinzaine.

« Si le contrat est toujours en cours, la différence de prime qui résultera de la révision s'ajoutera à la prime payable d'avance pour la période suivante ou en sera déduite, et ces deux sommes feront l'objet d'une seule et même quittance.

« Les variations de prime résultant des variations de l'indice connues moins de deux mois avant le premier jour du mois de l'échéance ne pouvant être décomptées à l'échéance, seront reportées sur la prime suivante ou, le cas échéant, feront l'objet d'une quittance spéciale.

« La prime totale, y compris majoration et impôts, sera modifiable suivant les variations de la prime nette prévues par la présente convention.

4^e Clause de la Société L'ALSACIENNE.

« ARTICLE PREMIER. — D'un commun accord entre les parties, il est convenu que les sommes garanties par la présente police et la cotisation correspondante seront automatiquement modifiées le premier jour de chaque trimestre calendrier, proportionnellement aux variations de l'indice des prix de construction par rapport à l'indice de base, dans les conditions indiquées ci-dessous :

« *L'indice de base* est le plus récent indice trimestriel porté à la connaissance de la Société avant la souscription de la présente convention ou des avenants modifiant les capitaux assurés.

« *L'indice d'échéance* est le plus récent indice trimestriel porté à la connaissance de la Société deux mois au moins avant le premier jour du mois de l'échéance de la cotisation.

« L'indice d'échéance ainsi fixé constitue le dernier indice applicable à l'année d'assurance en cours tant pour la modification des capitaux que de la cotisation, même si, pendant le délai de deux mois prévu au précédent paragraphe, un nouvel indice trimestriel est porté à la connaissance de la Société.

« Les indices appliqués sont ceux des prix de construction dans
« la région parisienne établis trimestriellement par le Comité
« d'Organisation du Bâtiment et des Travaux Publics ou par
« tout autre organisme officiel à lui substitué en vue de cet établis-
« sement. Ils sont communiqués à l'assuré par la Société.

« Au cas où, pour une cause quelconque, un nouvel indice
« n'aurait pas été porté à la connaissance de la Société dans les
« quatre mois suivant la date de fixation de l'indice précédent,
« ce nouvel indice serait établi, dans le plus bref délai, par un
« architecte expert désigné par le Président du Tribunal de Com-
« merce de la Seine, à la requête et aux frais de la Société. Il serait
« procédé de même dans le cas où les indices cesseraient d'être
« publiés.

« Les nouveaux montants des capitaux assurés résultant des
« variations de l'indice seront arrondis au millier de francs supé-
« rieur.

« A la fin de chaque année d'assurance, la cotisation correspon-
« dant à la garantie effective de la Société sera calculée d'après
« les valeurs successives ayant été assurées au cours de l'année
« d'assurance écoulée. La différence entre la cotisation perçue
« d'avance et celle effectivement due par l'assuré représentera,
« selon qu'il y aura augmentation ou diminution, soit la cotisation
« complémentaire que l'assuré paiera immédiatement à la Société,
« soit la ristourne de cotisation que la Société remboursera immé-
« diatement à l'assuré. Les droits fiscaux seront liquidés sur la
« cotisation effectivement perçue et sur les capitaux les plus
« élevés couverts au cours de l'année.

« Pour la nouvelle année d'assurance, la cotisation annuelle
« payable d'avance et révisable comme indiqué ci-dessus sera
« calculée sur la base de l'indice d'échéance par rapport à l'indice
« de base précédent et sera arrondie au franc supérieur. Cet indice
« d'échéance deviendra, pour ladite année, le nouvel indice de
« base.

« ART. 2. — Si la Société ne garantit qu'une partie des risques,
« la somme assurée sera déterminée comme il est dit à l'article
« précédent, puis diminuée de celle indiquée à la colonne 6 du
« tableau de la police.

« De même, en fin d'année, la cotisation nette définitive sera
« calculée comme il est dit à l'article précédent, puis diminuée de la
« cotisation indiquée à la colonne 7 du dit tableau.

« ART. 3. — Si, au cours de l'année d'assurance, la variation
« de l'indice représente, par rapport à l'indice de base, une aug-
« mentation de 50 % ou plus, l'assuré pourra être tenu de payer
« immédiatement, sur simple présentation de la quittance, une
« somme forfaitaire égale au pourcentage d'augmentation appliqué
« à la cotisation (droits, taxe et frais compris) payée d'avance
« pour l'année d'assurance en cours. Cette somme sera considérée

« comme un acompte à valoir sur la cotisation complémentaire
« payable en fin d'année d'assurance, comme indiqué à l'article
« premier.

« ART. 4. — En cas de modification du risque en cours d'année
« d'assurance portant sur les capitaux assurés et/ou sur la coti-
« sation, la Société se réserve le droit de procéder comme suit :

« a) la situation résultant de la variation de l'indice pour la
« période comprise entre la dernière échéance et la date d'effet
« de l'avenant de modification sera régularisée par le même
« avenant et ce, comme il est dit à l'article premier;

« b) la date annuelle d'échéance sera modifiée et deviendra
« celle de l'avenant;

« En ce qui concerne la durée du contrat et la faculté de résilia-
« tion, la période comprise entre la précédente échéance et la
« nouvelle échéance comptera pour un an dans cette durée si
« cette période est de six mois ou plus; dans le cas contraire, la
« durée de l'assurance sera prolongée de la durée de cette période;

« c) outre la cotisation complémentaire résultant éventuel-
« lement de l'indice, la Société percevra, à l'émission de l'avenant,
« la nouvelle cotisation de base pour la nouvelle année d'assu-
« rance, compte tenu de l'ancienne cotisation de base payée
« d'avance pour le temps restant à courir sur cette cotisation.

« ART. 5. — La présente convention relative à l'échelle mobile
« automatique pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties
« pour la fin de chaque mois calendrier, moyennant préavis d'au
« moins quinze jours par lettre recommandée. La résiliation de
« ladite convention n'entraînera pas celle du contrat et l'assurance
« suivra alors son cours normal sous la forme ordinaire, c'est-à-
« dire sans « échelle mobile automatique ».

« En cas de résiliation de la présente convention, les capitaux
« restant assurés seront ceux résultant du dernier Indice porté
« à la connaissance de la Société à la date de la résiliation, l'assuré
« s'engageant à payer immédiatement à cette date :

« a) la cotisation complémentaire résultant éventuellement de
« la variation de l'indice pour la période comprise entre la dernière
« échéance et la date de résiliation;

« b) l'augmentation de cotisation résultant éventuellement de
« l'augmentation des capitaux de base assurés à la dernière échéance
« et ce, au prorata du temps restant à courir sur l'année d'assu-
« rance en cours.

« ART. 6. — Il n'est pas autrement dérogé aux Conditions
« Générales du contrat.

« AVIS IMPORTANT. — L'assurance « avec échelle mobile « automatique » a pour but de limiter, dans une très large part, « les inconvénients pouvant résulter pour l'assuré des variations « de prix, mais la règle proportionnelle (art. 17 des Conditions « Générales) lui est néanmoins applicable. Il est donc recommandé « à l'assuré de fixer le plus exactement possible, lors de la sous- « cription de l'assurance, les sommes à assurer; de même, en cours « de contrat, il doit intervenir en cas de nécessité pour faire modi- « fier, par avenant, les valeurs assurées.
« Fait en double exemplaire à la date et au Siège d'émission « indiqués d'autre part. »

1^o *Caractères généraux des clauses à indice variable des Compagnies PATERNELLE et CONSERVATEUR, NORD, PATRIMOINE, ALSACIENNE.*

A. — Ces Compagnies, à l'exception de la Société L'Alsacienne, ont soumis leur clause au Ministère des Finances et ont reçu l'approbation de la Direction des Assurances privées le 28 Avril 1941 (Paternelle-Conservateur), 27 Novembre 1941 (Nord) et 9 Janvier 1943 (Patrimoine).

B. — La clause d'indice variable est étendue à tous les risques susceptibles d'être garantis par une police d'assurance Incendie.

C. — Il s'agit d'une clause simple ne comportant ni l'obligation d'une expertise préalable, ni l'adjonction d'une clause valeur à neuf.

D. — La définition de l'indice de base est la même pour les cinq Compagnies :

« *L'indice de base* est le plus récent indice trimestriel des prix « de construction dans la région parisienne, porté à la connaissance « de la Compagnie avant la souscription de la présente police ou « des avenants postérieurs modifiant les capitaux assurés. Il figure « sur la présente police et sera indiqué sur tout avenant postérieur « modifiant les capitaux. »

E. — La clause du Nord présente une variante : « avant la souscription de la présente convention. Il figure sur le présent intercalaire. » Les mots « convention » et « intercalaire » remplacent le mot « police » des Compagnies PATERNELLE, CONSERVATEUR et PATRIMOINE qui ont établi des contrats à indice variable.

La clause de l'Alsacienne parle également de convention.

F. — Ces cinq Compagnies ont adopté l'indice du Comité d'Organisation du Bâtiment et des Travaux Publics, il a l'avantage d'être publié à date fixe régulièrement et d'émaner d'un organisme officiel.

G. — Il est prévu que si, dans un délai de quatre mois suivant la date de fixation de l'indice précédent, aucun nouvel indice n'a été publié par le Comité d'Organisation, le nouvel indice sera établi, dans le plus bref délai, par un architecte expert désigné par le Président du Tribunal de Commerce de la Seine à la requête et aux frais de la Compagnie. Toutefois, la Compagnie LE PATRIMOINE a une variante d'importance : « . . . à la requête et aux « frais du Comité d'Organisation des Assurances ou, à son défaut, « de la Compagnie. »

Les cinq Compagnies, cela ne fait aucun doute, ayant adopté le même indice, se trouveraient dans le même temps en difficulté : en vertu de la clause du PATRIMOINE, il appartiendrait au Comité d'Organisation de faire procéder à ses frais, à la nomination d'un expert. En cas de carence du Comité d'Organisation, il est probable qu'un accord interviendrait entre les cinq Compagnies intéressées pour que le même expert soit désigné à frais communs.

Cette clause de remplacement de l'Indice est fort bien étudiée et judicieuse afin d'éviter toute discussion avec les assurés.

H. — Chaque clause, à l'exception de celle de la Compagnie L'ALSACIENNE, comporte une dérogation à la clause usuelle de réversibilité d'excédent : en vertu de la clause usuelle (art. 17, 2^e paragraphe des Conditions Générales) :

« s'il est constaté au jour d'un sinistre que la police comporte « des articles garantissant les uns en excédent, les autres insuffi- « samment, des risques de même nature faisant partie d'un même « établissement et soumis à un même taux de primes, l'ensemble « des excédents sera reporté sur l'ensemble des insuffisances « d'assurances et réparti au prorata de ces insuffisances. »

La dérogation insérée dans la clause d'Indice variable stipule que :

« les excédents d'assurance qui pourraient être constatés « au jour d'un sinistre sur un ou plusieurs articles de la présente « police, seront répartis au prorata des insuffisances constatées « sur l'ensemble des autres articles insuffisamment assurés payant « un taux de prime égal ou inférieur. »

2^o Etude séparée de chaque clause et de ses particularités :

A. — ÉTUDE DE LA CLAUSE DES COMPAGNIES PATERNELLE, CONSERVATEUR et NORD :

La Compagnie LA PATERNELLE fut la première à lancer la clause d'assurance Incendie à indice variable sous sa forme commerciale, le 28 Avril 1941. La clause adoptée par cette Compagnie fut reprise intégralement par la Compagnie LE CONSERVATEUR; aussi nous ne parlerons pas de cette dernière Compa-

gnie puisque tout ce que nous dirons sur la clause s'applique aussi bien à l'une qu'à l'autre.

La Compagnie LE NORD a repris presque intégralement la clause de LA PATERNELLE, la seule différence est que cette Compagnie a supprimé la franchise de 10 % dans les variations de l'indice pour l'établissement des quittances.

A ce détail près, fort important d'ailleurs, le principe mis en œuvre par ces trois Compagnies est le même : la formule adoptée consiste en la révision annuelle des capitaux assurés.

La clause donne à l'assuré la certitude de cette révision qui aura lieu dans les conditions suivantes :

1^o Les sommes garanties dans la police et la prime correspondante seront *obligatoirement* et *automatiquement* modifiées proportionnellement aux variations de « l'indice d'échéance » des prix de construction par rapport à « l'indice de base » de ces mêmes prix.

2^o La clause donne ensuite la définition des indices :

« L'indice de base est le plus récent indice trimestriel des prix de construction dans la région parisienne, porté à la connaissance de la Compagnie avant la souscription de la présente police ou des avenants postérieurs modifiant les capitaux assurés. Il figure sur la présente police et sera indiqué sur tout avenant postérieur modifiant les capitaux. »

« L'indice d'échéance est le plus récent indice des prix de construction porté à la connaissance de la Compagnie trois mois au moins avant le premier jour du mois de l'échéance de la prime. Il figurera sur la quittance correspondante. »

L'assuré sait ainsi exactement sur quelles bases la Compagnie fixe les capitaux à la souscription du contrat et d'après quel indice le montant de sa prime annuelle sera modifié. Du même coup, il lui sera facile de connaître les capitaux garantis pendant chaque année d'assurance.

La définition de « l'indice d'échéance » peut paraître, *à priori*, assez complexe. Les indices, tels qu'ils sont définis par la clause à indice variable, sont établis quatre fois par an, au cours du premier mois suivant chaque trimestre.

Le délai de trois mois prévu par la clause a été jugé nécessaire pour l'établissement administratif des quittances.

Bien entendu, au cas où la police serait établie à effet différé, l'indice retenu serait celui en vigueur à la date de l'établissement de la police.

Le tableau suivant permettra de comprendre plus aisément l'utilisation des indices :

Période de publication de l'indice.	Période d'utilisation comme <i>indice de bases</i> sur toutes les polices et avenants prenant effet au cours de cette période.	Période d'utilisation comme <i>indice d'échéance</i> pour l'émission de toutes quittances à terme venant à échéance au cours de cette période.
Janvier	Fin Janvier, Février, Mars, début Avril.	Mai, Juin, Juillet.
15 Avril	Fin Avril, Mai, Juin, début Juillet.	Août, Septembre, Octobre.
Juillet	Fin Juillet, Août, Septembre, début Octobre .	Novembre, Décembre, Janvier.
15 Octobre	Fin Octobre, Novembre, Décembre, début Janvier.	Février, Mars, Avril.

3° Le quatrième alinéa de la clause indique que l'indice pris en considération est établi « trimestriellement » par le Comité d'Organisation du Bâtiment et des Travaux Publics ou par l'organisme à lui substitué en vue de cet établissement.

Les modalités pour établir l'indice en cas de défaillance de l'organisme chargé de son établissement sont définies nettement afin d'éviter toute contestation ultérieure :

« Au cas où, pour une cause quelconque, un nouvel indice « n'aurait pas été porté à la connaissance de la Compagnie dans « les quatre mois suivant la date de fixation de l'indice précédé-
« dent, ce nouvel indice serait établi, dans le plus bref délai,
« par un architecte expert désigné par le Président du Tribunal
« de Commerce de la Seine, à la requête et aux frais de la Compa-
« gnie. »

Cette clause donne toutes les garanties d'impartialité à l'assuré pour la fixation du nouvel indice. Elle est conçue, de plus, dans un esprit fort libéral puisqu'elle met tous les frais à la charge de la Compagnie.

4° Définition des nouveaux capitaux, alinéa 6 :

« Les nouveaux montants des capitaux assurés résultant de la « variation de l'indice seront arrondis au millier de francs supérieur
« et prendront effet à 12 heures de la date d'échéance de la prime ;
« cette date figure dans le cadre de la police ou du dernier avanant. »

5° Définition de la nouvelle prime :

« La prime totale, y compris majoration et impôts, sera modi-
« fiable *chaque année* suivant les variations de la prime nette
« prévues par la présente convention. Elle sera arrondie au franc
« supérieur. »

6° L'alinéa 8 prévoit une franchise de 10 % dans l'établissement de la quittance :

« Il ne sera tenu compte, pour la modification des capitaux assurés ou des primes, que des variations de l'indice, soit en hausse, soit en baisse, égales ou supérieures à 10 % de cet indice, survenues depuis la dernière fixation des capitaux. »

Cette clause ne figure que dans les polices ou avenants des Compagnies PATERNELLE et CONSERVATEUR. Elle présente, pour l'assuré, un avantage pécuniaire certain et, pour l'assureur, une économie administrative en cas de variations inférieures à 10 %. En fait, jusqu'à ce jour, il n'a jamais été tenu compte de ce défaut de variation dans le règlement des sinistres et l'assuré a, dans ce cas, toujours été intégralement indemnisé.

7° Enfin, le dernier alinéa précise « que la présente convention ne déroge pas aux conditions générales du contrat. Toutefois, les excédents d'assurance qui pourraient être constatés au jour d'un sinistre sur un ou plusieurs articles de la présente police, seront reportés au prorata des insuffisances constatées sur l'ensemble des autres articles insuffisamment assurés payant un taux de prime égal ou inférieur. »

Cet adoucissement apporté à la clause de réversibilité des excédents, insérée aux conditions générales, art. 17, paragraphe 2, s'explique par le jeu même de l'indice. Cet indice constitue, il ne faut pas l'oublier, une moyenne. Il peut être trop fort pour certains risques dans certaines régions, trop faible pour d'autres. Dans un même contrat, un article pourra se trouver surévalué, un autre sous-assuré : rendre l'assuré responsable de ces défauts inhérents à la nature même de la clause d'indice variable n'eût pas été justifiable. C'est par cet esprit d'équité que cette dérogation a été admise, exception qui confirme la règle inscrite dans la clause d'indice : « La présente convention ne déroge pas aux conditions générales du contrat. »

Jugement sur la clause des Compagnies PATERNELLE, CONSERVATEUR et NORD. — Au point de vue juridique, elle est conçue en termes précis qui ne laissent aucun doute dans l'esprit de l'assuré : les définitions qu'elle donne ne laissent rien au hasard.

Au point de vue technique, elle est souple grâce à la franchise de 10 % dans les modifications du montant de la prime. La plupart des clauses du droit privé ou du droit administratif prévoient un battement dans les applications des variations de l'indice choisi afin d'éviter une rigueur par trop absolue et qui risquerait de fausser irrémédiablement le jeu délicat de la clause d'indice.

Rappelons toutefois que cette franchise a été supprimée par la Compagnie LE NORD.

B. — ÉTUDE DE LA « CLAUSE DE GARANTIE ET PRIME VARIABLES » de la Compagnie LE PATRIMOINE :

L'étude de la clause lancée par la Compagnie LE PATRIMOINE est particulièrement intéressante, car c'est l'une des dernières en date; elle a profité de l'expérience des autres Compagnies et doit, en principe, se rapprocher le plus de la clause à indice variable idéale.

Le texte de la clause est divisé en quatre points :

1^{er} point : le principe de la variabilité des capitaux et de la prime y est ainsi énoncé :

« D'un commun accord entre les parties, il est convenu que l'ensemble des sommes garanties par la présente police et la prime correspondante suivront les fluctuations de l'indice des prix de construction dans la région parisienne, établi par le Comité d'Organisation du Bâtiment et des Travaux Publics.

« Cet indice est publié tous les trimestres et prend effet les 1^{er} Janvier, 1^{er} Avril, 1^{er} Juillet et 1^{er} Octobre. A ces mêmes dates, les capitaux garantis et la prime seront automatiquement modifiés proportionnellement à ces variations.

« A chaque échéance, après la première, la prime annuelle payable d'avance sera déterminée en tenant compte du niveau des prix ressortissant du dernier indice publié. En outre, il sera procédé à la révision de la prime précédente pour tenir compte à l'assuré, en plus ou en moins, des variations de prime résultant des variations de l'indice au cours de l'année d'assurance écoulée. »

Nous retrouvons ici la même idée que celle exprimée au début de la clause de la Compagnie LA PATERNELLE : les sommes garanties varieront suivant les fluctuations de l'indice publié par le Comité d'Organisation du Bâtiment et des Travaux Publics. Mais la clause du PATRIMOINE apporte d'abord une précision : l'effet de l'Indice part du premier jour du premier mois de chaque trimestre. Ensuite, le principal : *les variations seront non pas annuelles mais trimestrielles*. De la sorte, la garantie suivra chaque variation de l'indice en hausse ou en baisse. L'assuré n'a donc plus à craindre une hausse brusque de l'indice au cours de l'année d'assurance, sa garantie est complète.

2^e point : Sous le titre « Modalités d'application », la clause du PATRIMOINE définit l'indice, puis les capitaux garantis (qui feront l'objet de notre troisième point), enfin le calcul de la prime (objet de notre quatrième et dernier point).

« *Indice.* — Au cas où, pour une raison quelconque, un nouvel indice n'aurait pas été établi par le Comité d'Organisation du Bâtiment et des Travaux Publics, ou par l'Organisme à lui substitué en vue de cet établissement, dans les quatre mois suivant la date de fixation de l'indice précédent, ce nouvel indice serait établi, dans le plus bref délai, par un architecte expert désigné par le Président du Tribunal de Commerce de la Seine, à la requête et aux frais du Comité d'Organisation des Assurances ou, à son défaut, de la Compagnie.

« *L'indice de base* est le plus récent indice trimestriel des prix de construction dans la région parisienne porté à la connaissance de la Compagnie avant la souscription de la présente police ou des avenants postérieurs modifiant les capitaux assurés. Il figure sur la présente police et sera indiqué sur tout avenant postérieur modifiant les capitaux. »

« *L'indice d'échéance* est le plus récent indice des prix de construction porté à la connaissance de la Compagnie deux mois au moins avant le premier jour du mois de l'échéance de la prime. Il figurera sur la quittance correspondante. »

La clause du PATRIMOINE reprend donc le texte de la PATERNELLE, mais elle s'efforce de l'améliorer sur les points suivants :

1^o En cas de défaillance dans la publication de l'indice, il est prévu que le nouvel indice sera établi dans le plus bref délai par un architecte expert, désigné par le Président du Tribunal de Commerce de la Seine, à la requête et aux frais du Comité d'Organisation des Assurances. Ainsi donc ce ne seront plus les Compagnies qui supporteront les frais de cette désignation, mais le Comité d'Organisation. Indirectement, les Compagnies PATERNELLE, CONSERVATEUR et ALSACIENNE se trouvent relevées de leur obligation. Si toutefois le Comité d'Organisation se trouvait défaillant, les frais retomberaient à la charge de la Compagnie ou plutôt à la charge des cinq Compagnies qui ont prévu cette convention dans leur clause d'assurance.

2^o L'indice d'échéance est celui qui sera connu de la Compagnie LE PATRIMOINE deux mois au moins avant le premier jour du mois de l'échéance de la prime. LE PATRIMOINE a donc diminué d'un mois le délai prévu par les autres Compagnies. C'est un progrès puisqu'il permet ainsi une application plus rapide de l'indice qui tend alors à se rapprocher de la réalité, l'idéal étant d'établir la quittance d'après l'indice en cours au jour de l'échéance, ce qui est impossible en raison des délais nécessaires pour l'établissement matériel des quittances de primes.

3^e point : Ce paragraphe concerne la variation des capitaux garantis et en explique les modalités :

« *Capitaux garantis.* — L'ensemble des sommes garanties par

« la présente police et la prime correspondante seront modifiées
« proportionnellement aux variations de l'indice par rapport à
« l'indice de base.

« Les nouveaux montants des capitaux assurés résultant de la
« variation de l'indice seront arrondis au millier de francs supé-
« rieur et prendront effet à 0 heure, le même jour que les indices
« correspondants, c'est-à-dire les 1^{er} Janvier, 1^{er} Avril, 1^{er} Juillet,
« 1^{er} Octobre.

« La présente convention ne déroge pas aux Conditions Générales
« du contrat. Toutefois, les excédents d'assurance qui pourraient
« être constatés au jour du sinistre sur un ou plusieurs articles
« de la présente police, seront répartis au prorata des insuffisances
« constatées sur l'ensemble des autres articles insuffisamment
« assurés, payant un taux de prime égal ou inférieur. »

Cette partie de la clause reprend, à peu de chose près, le texte
de la clause de LA PATERNELLE, mais elle précise que les
capitaux varieront non pas annuellement à la date d'échéance
de la prime, mais trimestriellement en même temps que les indices
correspondants, les 1^{er} Janvier, 1^{er} Avril, 1^{er} Juillet et 1^{er} Octobre.

L'assuré n'a donc à craindre ni un découvert en cas de sinistre
total, ni l'application de la règle proportionnelle en cas de sinistre
partiel puisque les capitaux seront toujours suffisants.

4^e point : Ce dernier point est la contre-partie du troisième, il
concerne le calcul de la prime et en précise les conditions d'établisse-
ment.

« *Calcul de la prime.* — La prime, payable d'avance, sera modifiée
« à chaque échéance proportionnellement aux variations de
« l'indice d'échéance par rapport à l'indice de base.

« Le taux de calcul des variations de la prime, exprimé en
« pourcentage, sera arrondi au décime supérieur.

« En outre du rajustement de la prime payable d'avance, il
« sera procédé à chaque échéance à la révision de la prime précé-
« dente.

« Lorsqu'un avenant modifiant les capitaux assurés prendra
« effet entre deux échéances de prime, il sera procédé à la même
« date à la révision de la prime précédente.

« Pour simplifier les calculs, il est expressément convenu que
« les prorata de primes de révision seront déterminés en supposant
« les échéances et les dates d'effet des avenants fixés au 1^{er} ou
« 16 du mois, selon qu'elles se situent dans la première ou dans la
« dernière quinzaine.

« Si le contrat est toujours en cours, la différence de prime qui
« résultera de la révision s'ajoutera à la prime payable d'avance
« pour la période suivante, ou en sera déduite, et ces deux sommes
« feront l'objet d'une seule et même quittance.

« Les variations de prime résultant de l'indice, connues moins

« de deux mois avant le premier jour du mois de l'échéance, ne
« pouvant être décomptées à l'échéance, seront reportées sur la
« prime suivante ou, le cas échéant, feront l'objet d'une quittance
« spéciale.

« La prime totale y compris majoration et impôts sera modifiable suivant les variations de la prime nette, prévues par la
« présente convention. »

Ce texte est entièrement spécial à la Compagnie LE PATRIMOINE et constitue l'originalité de la « clause de garantie et prime variables » de cette Compagnie. Elle mérite d'être examinée en détail.

a) La prime payable d'avance sera rajustée à chaque échéance proportionnellement aux variations de l'indice d'échéance par rapport à l'indice de base.

Le taux de calcul des variations de la prime, exprimé en pourcentage, sera arrondi au décime supérieur.

b) Il sera procédé à chaque échéance à la révision de la prime précédente.

Si un avenant d'augmentation des capitaux assurés est intervenu entre deux échéances de prime, il sera procédé, à sa date d'effet, à la révision de la prime précédente.

c) Si un avenant antérieur a déjà été établi depuis l'échéance précédente, le prorata de révision sera calculé sur la différence entre la nouvelle prime de base et la prime de base de l'avenant précédent.

d) Le paragraphe 5 concerne les modalités de calcul des prorata des primes de révision.

e) Le montant de la prime payable d'avance et le montant de la prime due sur révision, s'il y a lieu, ne feront l'objet que d'une seule et même quittance. Si l'indice est en baisse, il y aura déduction du trop perçu sur la prime payable d'avance.

f) En raison du décalage entre la prime perçue d'après l'indice d'échéance et la prime qui devrait être réellement perçue d'après l'indice en vigueur à la date d'échéance, il y aura lieu soit à l'établissement d'une quittance spéciale, soit à la modification, en plus ou en moins, du montant de la prime suivante.

On voit ainsi, par le jeu de cette clause compliquée mais exacte, la garantie, c'est-à-dire le montant des capitaux assurés, correspondre fidèlement au montant de la prime exigée de l'assuré.

Si donc les capitaux ont été justement calculés à la souscription du contrat, l'assuré peut être certain d'être indemnisé correctement, il n'a plus à craindre ni règle proportionnelle, ni découvert.

Mais, cette assurance va être extrêmement onéreuse pour l'assuré en raison du système fiscal en vigueur en assurance Incendie, comme nous l'avons exposé plus haut (mais adouci par la réforme de 1944).

Il semblerait, en conséquence, que ce système soit surtout avantageux pour les risques industriels ou les contrats d'une certaine importance, par exemple ceux portant sur un million et plus de capitaux assurés.

La clause de « garantie et prime variables » de la Compagnie LE PATRIMOINE a, quoi qu'il en soit, nécessité un long travail de recherches. Elle constitue une mise au point minutieuse de la clause d'indice en assurance contre l'incendie.

C. — ÉTUDE DE LA « CONVENTION DE L'ASSURANCE INCENDIE AVEC ÉCHELLE MOBILE AUTOMATIQUE » DE LA SOCIÉTÉ L'ALSACIENNE.

A notre connaissance, cette clause est la dernière née des clauses à indice variable en assurance Incendie. Elle a été émise au début de l'année 1944 par la Société à forme mutuelle L'ALSACIENNE INCENDIE fondée en 1820.

Cette clause n'est pas une simple copie des clauses antérieures. Elle a pris certains traits à LA PATERNELLE, d'autres au PATRIMOINE, qu'il est aisé de reconnaître par l'analyse suivante :

ARTICLE PREMIER. — Les sommes garanties et la cotisation sont automatiquement modifiées le premier jour de chaque trimestre calendrier proportionnellement aux variations de l'indice.

Les définitions de « l'indice de base » et de « l'indice d'échéance » suivent ainsi qu'une convention de remplacement de l'indice.

L'indice choisi est celui publié par le Comité d'Organisation du Bâtiment et des Travaux Publics.

Les deux derniers paragraphes de l'article premier indiquent le mode de calcul de la prime et des impôts pour l'année en cours et les années suivantes. Cette clause se trouve légèrement modifiée par la réforme fiscale de 1944 qui a supprimé la taxe sur capitaux.

ART. 2. — Les stipulations de cet article concernent le cas de co-assurance.

ART. 3. — Cet article est original : Si en cours d'année, la hausse, par suite des variations de l'indice atteint ou excède 50 %, l'assuré pourra, le cas échéant, se voir demander immédiatement le versement d'une somme forfaitaire qui sera considérée comme un acompte à valoir sur la cotisation de rappel payable en fin d'année.

ART. 4. — Si le risque se trouve modifié en cours d'année d'assurance, la Société se réserve la faculté de procéder de trois façons. Cet article n'est pas en rapport direct avec la clause d'indice.

ART. 5. — Cet article concerne la suspension de la clause d'indice qui n'entraîne pas la résiliation du contrat.

ART. 6. — Cet article stipule qu'il n'est pas dérogé aux Conditions Générales du contrat.

L'avis qui suit a pour but de rappeler aux assurés que la règle proportionnelle reste applicable et qu'en conséquence ils doivent fixer exactement les sommes à assurer soit à la souscription du contrat, soit en cours de contrat.

Comme il est possible de s'en rendre compte par cette analyse rapide, la convention émise par la Société L'ALSACIENNE présente quelques traits originaux particulièrement intéressants.

SECTION 5

Problèmes particuliers à la clause incendie à indice variable

La mise en pratique de la clause d'assurance Incendie à indice variable a soulevé quelques problèmes particuliers :

1° Clauses spéciales :

A. — SUSPENSION DE LA CLAUSE A INDICE VARIABLE.

La Compagnie LA PATERNELLE a prévu la faculté de suspension pour les deux parties, assuré et assureur, se prévenant réciproquement par lettre recommandée. Il est possible qu'un assuré craigne une augmentation anormale de sa prime, consécutive à une inflation monétaire, et qu'il ne soit pas à même de faire face à ses engagements.

De même, cette clause a un intérêt certain pour la Compagnie, pour certains très gros contrats au sujet desquels elle envisagerait l'éventualité de pleins excessifs et de difficultés de réassurance.

Clause :

« Les parties se réservent le droit de suspendre l'effet des clauses
« relatives à l'assurance à indice variable en se prévenant réci-
« proquement par lettre recommandée trois mois au moins avant
« le premier jour du mois de l'échéance de la prime : cette suspen-
« sion n'a d'effet que pour l'avenir à compter de ladite échéance ;
« la Compagnie pourra accorder ultérieurement, à la demande de
« l'assuré, la remise en vigueur de l'assurance à indice variable
« en souscrivant un nouvel avenant d'assurance à indice variable
« comportant l'indication du dernier indice de base porté à la
« connaissance de la Compagnie au moment de la souscription de
« cet avenant. »

Le délai de trois mois est celui qui est indiqué dans la clause d'assurance à indice variable comme étant le délai maximum nécessaire à la Compagnie pour tenir compte du dernier indice de base, c'est-à-dire pour établir la quittance de prime. Le même délai est donc nécessaire pour éviter que la nouvelle quittance, comportant une modification en fonction du nouvel indice de base, n'ait été inutilement établie et que les mesures éventuelles de ré-assurance correspondantes n'aient été prises.

La prime du contrat et les capitaux assurés après suspension éventuelle de la clause d'indice variable sont ceux résultant de cette clause à la dernière échéance annuelle.

L'avenant de cette remise en vigueur doit comporter l'indice de base comme prévu aux clauses particulières, pour éviter qu'en cas de sinistre l'assuré ne soutienne que l'indice de base véritable était celui en vigueur au moment de la suspension.

Il est également possible qu'un assuré désire réduire le montant des capitaux assurés :

B. — CLAUSE DITE DE « RÉDUCTION DE CAPITALS ».

« Moyennant préavis d'un mois donné par lettre recommandée, l'assuré aura le droit de réduire les capitaux garantis par la présente police, y compris les capitaux modifiés par l'effet de la clause à indice variable, dans la mesure où il justifiera que les sommes garanties excèdent la valeur des objets assurés.

« La réduction est accordée sans indemnité pour la Compagnie. »

Enfin, une autre clause de suspension, dite « de sûreté », a été employée par la Compagnie LA PATERNELLE.

« *Clause.* — D'un commun accord entre les parties, il est convenu que l'effet des clauses relatives à l'indice variable est annulé et que l'assuré s'engage, sous peine de dommages-intérêts, à faire bénéficier la Compagnie LA PATERNELLE de toutes les augmentations de capitaux qu'il aurait à faire garantir et ce, pendant toute la durée de la police. »

Cette clause qui donne satisfaction à l'assuré, protège la Compagnie contre la reprise d'un client par la concurrence.

C. — Mais, il pouvait arriver que la Compagnie LA PATERNELLE, ou une de celles qui pratiquent l'assurance Incendie à indice variable, fut en co-assurance sur un risque avec une autre Compagnie ne pratiquant que l'assurance Incendie ordinaire.

LA PATERNELLE mit alors en vigueur la clause suivante qui permet ainsi à l'assuré de bénéficier de la revalorisation éventuelle nécessitée par une augmentation de l'indice sur la totalité de ses capitaux.

Clause dite de « co-assurance avec reprise ».

« Les sommes garanties par la présente police et les primes correspondantes seront obligatoirement augmentées ou diminuées, s'il y a lieu, de telle sorte que l'ensemble des sommes garanties aussi bien par la Compagnie LA PATERNELLE que par la Compagnie X, jusqu'au soit modifié proportionnellement aux variations de l'indice d'échéance par rapport à l'indice de base, dans les conditions prévues aux clauses d'indice variable de la présente police.

« Toutefois, si par le jeu de l'Indice, les capitaux assurés par LA PATERNELLE devenaient nuls à une échéance annuelle quelconque, la présente police serait suspendue pour une durée d'un an à dater de cette échéance, l'assuré n'étant tenu, dans ce cas, qu'au paiement d'une somme de douze francs pour frais de suspension.

La Compagnie LE PATRIMOINE utilise la clause suivante :

« L'ensemble des sommes garanties par la présente police et des sommes garanties jusqu'au par la police de la Compagnie suivront les fluctuations prévues par la clause de garantie et prime variables » insérée dans le présent contrat.

« Les augmentations ou les réductions de garantie et de prime qui en résulteront seront imputées par la Compagnie LE PATRIMOINE sur le présent contrat aux conditions prévues par ses clauses particulières.

« Toutefois, si par le jeu de l'indice les capitaux assurés par LE PATRIMOINE devenaient nuls, la présente police verrait ses effets suspendus à partir de la plus prochaine échéance et l'assuré ne serait tenu, à cette date, qu'au paiement des droits de répertoire.

« Si, dans le cours de l'année d'assurance qui suivrait cette suspension, les variations de l'indice faisaient jouer à nouveau la garantie du PATRIMOINE, celle-ci serait accordée automatiquement.

« Au cas où cette garantie ne jouerait pas de nouveau dans ce délai, ce contrat serait définitivement résilié sans autre avis. »

La Compagnie LE NORD insère la clause suivante :

« Les sommes garanties par la présente police et les primes correspondantes seront obligatoirement modifiées de telle sorte que l'ensemble des sommes garanties, aussi bien par la Compagnie LE NORD que par la Compagnie jusqu'au, varie proportionnellement à l'indice d'échéance des prix de construction par rapport à l'indice de base des prix de construction, dans les conditions prévues à l'intercalaire annexé à la présente police. »

D. — Pour terminer, il convient de signaler la dernière difficulté concernant l'application de la clause d'indice variable à certains risques en assurance Incendie. Il s'agit des polices à indice variable dont la prime a été fixée d'après l'importance du matériel et des marchandises.

Il est inséré par la Compagnie LA PATERNELLE dans ces contrats, la clause suivante, dite du maximum à indice variable.

« La prime appliquée dans le contrat a été fixée d'après l'importance du matériel et des marchandises.

« Il est donc expressément convenu que, dans le cas où le maximum ayant servi de base à la tarification serait dépassé par suite du jeu de l'indice variable, le taux de prime serait augmenté dans les conditions prévues à la clause figurant dans le contrat.

« Inversement, le taux de prime serait ramené à sa valeur primitive dans le cas où, par suite de la baisse de l'indice, la valeur du matériel et des marchandises redeviendrait inférieure au maximum. »

La Compagnie LE NORD introduit dans ces contrats la clause suivante :

« La prime appliquée dans le contrat a été fixée d'après l'importance du matériel et des marchandises.

« Il est donc expressément convenu que, dans le cas où le maximum ayant servi de base à la tarification serait dépassé par suite du jeu de l'indice variable, le taux de prime pour mille serait augmenté dans les conditions prévues à la clause figurant dans le contrat.

« Inversement, le taux de prime serait ramené à sa valeur primitive dans le cas où, par suite de la baisse de l'indice, la valeur du matériel et des marchandises redeviendrait inférieure au maximum. »

Telles sont les principales clauses annexes, outre les clauses habituelles, dont l'addition a été rendue nécessaire par la mise en vigueur de la clause d'indice variable en assurance Incendie.

2° Modifications du contrat à indice variable en cours d'assurance.

Il peut arriver qu'une police avec clause à indice variable soit modifiée en cours de contrat par un avenant.

L'établissement d'un avenant sera évidemment moins fréquent pour les polices à indice variable que pour les polices ordinaires, puisque le jeu de l'indice variable a précisément pour objet d'éviter les réévaluations fréquentes auxquelles les assurés consciencieux étaient tenus dans l'assurance Incendie ordinaire. Il peut arriver cependant qu'un assuré étende la garantie de son contrat à des objets n'existant pas au moment de sa souscription ou, au contraire, que certaines parties du risque garanties à l'origine, disparaissent

par aliénation au bout d'un certain temps. Dans ce cas, il est indispensable qu'un avenant intervienne.

Dans les avenants à polices incendie ordinaires, il est fréquent que l'assuré indique simplement les modifications à intervenir sur certains articles du contrat, sans se soucier des articles qui restent sans changement. Une telle pratique aboutirait à de graves complications dans l'assurance à indice variable. Il est indispensable, dans ce genre d'assurance, que tous les avenants — à l'exception naturellement des simples avenants de déclaration ou de transfert, comportent l'indication complète des sommes à garantir sur les différents articles. Bref, c'est un avenant de nouvelle répartition qui doit être établi.

Dans cet avenant, les capitaux seront évalués à la date d'établissement dudit avenant. Ils devront correspondre à l'indice de base qui figurera nécessairement sur cet avenant : cet indice sera celui en vigueur à la date d'établissement de l'avenant, conformément au texte de la convention à indice variable.

Toutes ces évaluations auront lieu, bien entendu, le plus exactement possible, d'accord avec les assurés.

Rappelons enfin que la Société L'ALSACIENNE a inséré dans sa clause d'indice directement les trois méthodes qu'elle se propose d'utiliser le cas échéant (article 4).

3^e Problème de la baisse de l'indice et de l'assurance des risques locatifs du locataire partiel.

L'indice devant suivre les variations de prix peut aussi bien varier en hausse qu'en baisse.

La hausse pose le problème de la corrélation entre cette hausse et les différents risques. Nous avons vu que cette corrélation existait.

La baisse va donc provoquer les mêmes phénomènes, mais en sens inverse : à chaque diminution des prix va correspondre une diminution des capitaux assurés et de la prime.

Pour tous les risques, sauf pour les risques locatifs, la baisse n'entraîne aucune complication pour l'assureur comme pour l'assuré. Mais, il y a un obstacle, c'est le cas de l'assuré, locataire partiel, qui doit faire assurer quinze fois le montant de son loyer.

A la souscription du contrat, le montant des risques locatifs a été fixé, selon l'usage, en multipliant le montant du loyer par 15. Chaque variation en hausse ne fait, comme nous l'avons vu, qu'augmenter sa marge de sécurité. Mais, les variations en baisse risquent, à partir du moment où l'indice retombera au niveau de l'indice de base, de faire subir à l'assuré l'application de la règle proportionnelle.

Il faut donc :

1^o Conserver toujours sur les fiches des machines à statistiques les traces de l'indice de base;

2° A partir du moment où l'indice en baisse rejoint l'indice de base et risque de faire baisser la garantie des risques locatifs au-dessous de « 15 fois le loyer », ne plus faire jouer l'indice sur cet article afin que le montant des risques locatifs ne subisse plus aucune variation en baisse.

Le problème est donc facile à résoudre.

CONCLUSION

Depuis que la Compagnie d'Assurances LA PATERNELLE a lancé la formule commerciale d'assurance à indice variable, le succès de cette nouvelle formule d'assurance Incendie a été considérable et plus de 100.000 contrats ont été souscrits par la clientèle de cette Compagnie.

Les assurés n'ont pas eu à se plaindre du fonctionnement de l'indice choisi qui a donné toute satisfaction. Les deux cas typiques suivants en sont la preuve réelle :

1° Assurance bâtiment : il s'agissait, en l'occurrence, d'une fonderie.

Bâtiments assurés en Septembre 1941 pour 1.200.000 francs avec clause d'indice variable. L'indice de base était 108.

Un sinistre survint en Février 1943 et les dommages furent évalués à 16.790 francs.

Les bâtiments furent évalués, à cette date, à dire d'expert, à 1.850.000 francs. L'indice était passé de son côté de 108 à 169.

S'il n'y avait pas eu clause d'indice, l'assuré aurait subi l'application de la règle proportionnelle, calculée soit d'après les capitaux, soit d'après l'indice :

$$\frac{16.790 \times 1.200.000}{1.850.000} = 10.890,80$$

$$\frac{16.790 \times 108}{169} = 10.729,70$$

On voit ainsi que l'indice reflète fidèlement les variations de la hausse des prix.

La hausse des capitaux, d'après les variations de l'indice, aurait été évaluée à : $\frac{61 \times 100}{108} = 56,4$, ce qui aurait donné, en capitaux, la somme de 1.876.800 francs.

L'écart entre ce chiffre et celui des experts (1.850.000 fr.) est pratiquement insignifiant.

2^e Assurance mobilier : Le fait suivant s'est produit en Septembre 1943 :

A cette date, un sinistre a frappé une police garantissant 12.000 fr. de mobilier en 1912. La police n'avait jamais été rajustée depuis sa souscription.

L'expert envoyé sur les lieux estima le mobilier à 200.000 francs environ. Or, en multipliant la somme assurée : 12.000 francs par l'indice S.C.A. 18 (indice 1 en 1914), nous trouvons que la valeur actuelle de ce mobilier est de :

$$12.000 \times 18 = 216.000 \text{ francs.}$$

Il s'agit là encore d'un exemple remarquable d'application de l'indice du coût de la construction immobilière choisi par les assureurs contre l'incendie.

Les assurés qui ont souscrit des contrats incendie avec clause à indice variable, les autres conditions étant remplies (en particulier assurance suffisante à la souscription), sont donc certains d'échapper aux conséquences de la hausse des prix. Ils ont ainsi la sécurité qu'ils recherchent, sans frais d'avenant et au même prix qu'en assurance ordinaire.

CHAPITRE II

L'ASSURANCE " DÉGATS DES EAUX "

A INDICE VARIABLE

Cette branche d'assurance date de 1887. La première Compagnie, L'ASSURANCE GÉNÉRALE DES EAUX ET ACCIDENTS fut fondée à Lyon à cette date. Elle ne pouvait exister auparavant, car c'est à cette époque seulement que l'adduction des eaux de source dans les grandes villes et l'installation des conduites d'eau dans les maisons furent réalisées (1).

SECTION I

Notions générales sur l'assurance » Dégâts des Eaux »

L'assurance Dégâts des Eaux garantit les dommages matériels que peuvent causer aux immeubles ou aux meubles, aux marchandises ou au matériel les eaux soit des services de distribution, soit de pluies ou de vidange, par suite d'accidents fortuits du fait involontaire de l'assuré ou du fait d'autrui.

A la garantie de ces risques directs peuvent être ajoutées les garanties complémentaires suivantes :

— Assurance de la responsabilité civile du locataire en cas de préjudice subi par le propriétaire de l'immeuble, pour réparations à effectuer (risques locatifs).

— Assurance de la responsabilité civile du locataire en cas de préjudice subi par le propriétaire de l'immeuble, pour inhabitation (perte de loyer).

— Assurance du recours des voisins ou co-locataires.

— Assurance pour la privation de jouissance éprouvée personnellement par l'assuré.

(1) Hémard, *op. cit.*, t. I, p. 307.

— Assurance des frais nécessités par les recherches de fuites et d'infiltration dans les locaux occupés par l'assuré.

— Si l'assuré est propriétaire de l'immeuble, assurance du recours des locataires de l'immeuble.

Il s'agit, comme en assurance Incendie, d'une assurance de dommages portant sur des risques de même nature : les objets ou responsabilités assurés sont les mêmes que ceux couverts par la police Incendie.

Aussi ne faut-il pas s'étonner de retrouver les mêmes règles que dans cette branche d'assurance.

1^o Les obligations de l'assureur sont exclusivement basées sur les déclarations faites par l'assuré (1).

Les immeubles sont assurés, soit d'après la valeur déclarée dans la police Incendie, soit d'après les indications fournies par l'assuré.

Les meubles, marchandises, matériel et agencements sont garantis d'après les déclarations de l'assuré.

Toutes ces évaluations n'ont pour but que d'indiquer la limite de l'obligation de l'assureur (2).

2^o En cas de sinistre, l'assuré doit faire la preuve de l'existence et de la valeur des biens sinistrés (3).

3^o Les dommages sont évalués d'après la valeur réelle des biens au jour du sinistre (4).

4^o La règle proportionnelle peut s'appliquer :

« Si, au moment du sinistre, il résulte des constatations que la « valeur réelle des objets appartenant à des catégories assurées « excède de 10 % la somme déclarée dans la police pour leur valeur, « l'assuré est considéré comme son propre assureur pour l'excédent « et supporte sa part des dommages au marc le franc sur la totalité « de l'insuffisance et sans réduction de la tolérance de 10 %.

« Cette règle proportionnelle ne s'applique pas aux garanties « complémentaires prévues dans l'article (sauf le cas de « privation de jouissance de l'assuré), ni au risque direct lorsqu'il « sera stipulé aux conditions particulières que sa valeur est assurée « au premier risque » (5).

LA PATERNELLE assurant les immeubles par tranches .

(1) ART. 5, 1^{er} alinéa de la police Dégâts des eaux de LA PATERNELLE.

(2) — 11, — — — LA LUTÈCE.

(3) — 5, 2^e al. *in fine* — — — LA PATERNELLE,

(3) — 5, 3^e al. — — — — —

13, 3^e al. — — — LA LUTÈCE.

(4) — 12 de la police de LA LUTÈCE et 10 de LA PATERNELLE.

(5) — 10, 2^e et 3^e alinéas de la police de LA PATERNELLE.

(100.000 - 300.000 et au-dessus), la règle proportionnelle joue pour ce genre de risques :

« Si la valeur réelle des immeubles excède de 10 % la somme
« déclarée dans la police pour leur valeur totale ou que la valeur
« assurée est inférieure aux proportions indiquées (1).

Nous voyons, par cette étude rapide, que les règles applicables à l'assurance Dégâts des Eaux, en ce qui concerne le règlement des indemnités aux assurés sont les mêmes qu'en matière incendie.

SECTION 2

L'indice

S'agissant de dommages portant sur les mêmes biens que ceux couverts contre le risque incendie, il était facile de choisir l'Indice.

L'Indice du coût de la construction dans la région parisienne établi par le Comité d'Organisation du Bâtiment et des Travaux Publics, a été retenu par la Compagnie d'Assurance LA LUTECE qui, seule, à notre connaissance, pratique l'Assurance Dégâts des Eaux avec clause d'Assurance à Indice variable.

SECTION 3

Clause d'assurance « Dégâts des Eaux » à indice variable de la Compagnie La Lutèce

« Clause particulière indice variable :

« La prime de la présente police est fixée sur la valeur du bâtiment, basée sur l'indice du coût de la construction à la date
« du publié par le Comité d'Organisation du Bâtiment
« et des Travaux Publics (indice de base).

« Dans le but d'éviter toute sous-assurance et l'application de
« la règle proportionnelle légale, les sommes garanties par la
« police et la prime correspondante seront obligatoirement modifiées, proportionnellement aux variations de l'indice de base,
« dès que ces variations, soit en hausse, soit en baisse, atteindront 10 %.

« Le rajustement sera fait à l'échéance annuelle qui suivra la variation de l'indice de base.

(1) ART. 10, 2^e alinéa de la police Dégâts des eaux immeuble de LA PATERNELLE.

« Il ne sera pas appliqué de règle proportionnelle pendant la
« période transitoire, c'est-à-dire entre la date de la variation et
« l'échéance suivante. »

En présence de cette stipulation libérale, d'assuré a donc la certitude d'être indemnisé convenablement.

Cette clause ne précise pas quel est « l'indice d'échéance ». Il est permis de penser que l'indice à prendre en considération doit être le dernier indice connu au jour de l'échéance annuelle.

Bien que la portée de l'assurance « Dégâts des Eaux » soit assez réduite, il est à souhaiter que l'exemple de la Compagnie LA LUTECÉ soit suivi par d'autres Compagnies pratiquant cette assurance.

CHAPITRE III

L'ASSURANCE " BRIS DES GLACES " A INDICE VARIABLE

L'assurance contre le Bris des Glaces a pour but de garantir les assurés contre les pertes résultant du bris des glaces, miroirs, vitres ou marbres des boutiques, magasins ou appartements, cassés soit par le fait des tiers, soit par le fait de l'assuré, des membres de sa famille ou de ses préposés, soit enfin dans certains cas spécifiés au contrat (rixes, tassement de l'immeuble, etc.).

C'est le bris seul qui est assuré.

L'assurance contre le Bris des Glaces est une des branches les plus anciennes de l'assurance Dommages. Elle est pratiquée en France depuis plus d'un siècle par un certain nombre de Compagnies dont certaines sont même spécialisées dans ce genre d'assurance comme les Compagnies LA PARISIENNE (1829), LA CÉLÉRITÉ (1865).

Une concurrence très vive et une hausse rapide et forte du prix des verres aboutirent en 1918 à la création d'un Syndicat des Assurances contre le Bris des Glaces. Cet organisme qui existe toujours avait pour but l'étude en commun des questions économiques, financières, administratives et contentieuses qui intéressent l'industrie des assurances contre le Bris des Glaces. Plus particulièrement, à l'origine, l'une des préoccupations du Syndicat fut l'application d'un tarif commun. Actuellement ce Syndicat comprend 25 Compagnies.

Aussi ne faut-il pas nous étonner si nous trouvons dans cette branche d'assurance plusieurs Compagnies ayant adopté la même convention d'indice variable.

Le coût des verres ayant subi de très fortes variations en hausse (environ 360 % de 1907 à 1920 et de 89 % depuis 1933), le problème de l'indemnisation de l'assuré se posait avec la même acuité en 1940 dans cette branche d'assurance que dans l'assurance contre l'Incendie, et il fut résolu concurremment avec lui.

Nous étudierons successivement :

- 1^o l'évaluation des risques et le règlement des dommages,
- 2^o l'indice,
- 3^o les clauses d'assurance « Bris des Glaces » à indice variable.

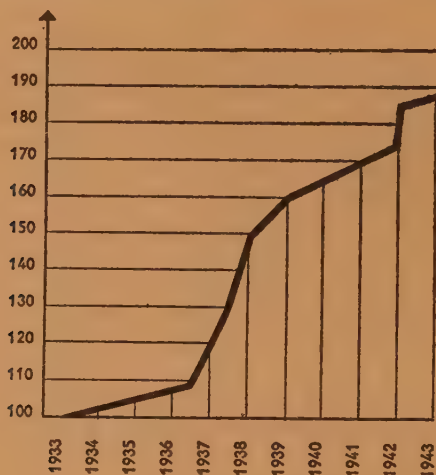
SECTION 1

L'évaluation des risques et le règlement des dommages

Nous nous trouvons en présence des mêmes règles qu'en assurance contre l'Incendie avec quelques variantes.

L'assuré doit déclarer le risque et sa valeur au jour du contrat, le mot valeur étant pris dans le sens de valeur de l'objet dans le commerce de valeur « vénale ».

L'indemnité est réglée d'après la valeur du dit risque au jour



du sinistre. Il peut donc y avoir lieu soit à découvert, soit à l'application de la règle proportionnelle selon le cas, s'il y a eu hausse des prix entre la souscription du contrat ou du dernier avenant et la date du sinistre.

Or, on a déduit des statistiques que la durée moyenne d'existence d'une glace est d'environ 15 années (1). Comme le prix des glaces et autres verres a subi de fortes hausses depuis 1907, il était extrêmement rare de voir un assuré convenablement indemnisé en cas de sinistre. La courbe ci-dessus, qui ne fait état qu'à de variations de prix de 1933 à 1943, en montre la rapidité et la fréquence.

A. *L'évaluation des risques.* — Les risques faisant l'objet d'une assurance « Bris des Glaces » sont évalués de deux façons :

1^o où bien il s'agit de verres clairs simples ou doubles, ou de glaces planes (sans dessins, ni motifs) pour lesquels l'assurance

(1) J. Paulet, *Le Contrat d'assurance contre le bris de glaces*. Paris, 1926, p. 57, note 1.

se fait « à la surface », c'est-à-dire d'après un tarif établi au mètre superficiel. Il n'y a pas, à proprement parler, d'évaluation.

2^o où bien il s'agit de verres ou de glaces bombés, décorés, pour lesquels l'assurance se fait *ad valorem*, c'est-à-dire d'après un tarif basé sur la valeur des objets déclarée par l'assuré. Dans ce cas, nous avons alors une évaluation, une somme assurée.

B. *Le règlement des dommages.* — L'assureur, d'après les clauses de son contrat, a le choix entre le remplacement de l'objet et le paiement de sa valeur dans les limites de la somme assurée.

« La Compagnie s'engage, à son choix exclusif, à remplacer l'objet brisé ou, si bon lui semble, à en payer la valeur.

« En cas de remplacement, elle n'est tenue qu'à la fourniture d'un objet de même nature que celui brisé et aux travaux de miroiterie, à l'exclusion de tous autres. Les morceaux de l'objet brisé appartiennent à la Compagnie.

« En cas de règlement en espèces, la Compagnie doit l'évaluation portée à la police. A défaut d'évaluation, la valeur de l'objet brisé est fixée d'après le cours brut du Comptoir Général de vente des Manufactures Françaises de Glaces au jour du contrat, majoré des frais de miroiterie et de transport s'il y a lieu. Les morceaux de l'objet brisé sont laissés à l'assuré et comptés, d'après leurs surfaces utilisables, moitié du cours brut du Comptoir Général de vente » (1).

En fait, depuis 1914, en raison de l'augmentation du prix du verre et des glaces, le règlement en espèces qui était auparavant l'exception devint la règle. Comme ce règlement s'opère avec l'application de la règle proportionnelle (ou d'un découvert), il ne permet presque jamais à l'assuré d'obtenir le remplacement de l'objet brisé quand il y a eu hausse au cours de l'assurance.

Il faut, en effet, remarquer qu'avec l'assurance soit au mètre superficiel, soit *ad valorem*, il y a lieu à application de la règle proportionnelle bien que dans le premier cas il n'y ait pas de somme assurée.

C'est la valeur au jour du contrat qui sert de somme assurée (2).

Cette clause générale de la police d'assurance contre le Bris des Glaces se rattache à la règle proportionnelle. La valeur au jour du contrat est déterminée par les cours à cette date, et la prime elle-même est fixée sur cette base. S'il y a hausse des prix, la valeur et la prime ne vont plus correspondre. Si l'assureur réglait en tenant compte de la valeur de l'objet brisé au jour du sinistre, il aurait couvert l'augmentation de valeur sans augmentation de prime. Il y aurait déséquilibre financier de son entreprise et il ne tarderait

(1) Article 5 de la police Bris de glaces de la Compagnie LA PATERNELLE.

(2) M. Picard et A. Besson, *op. cit.*, t. II, p. 483, n° 212, n. 4 et p. 593, n° 258, n. 1.

pas à ne plus pouvoir faire face à ses engagements, la règle de la proportionnalité de l'indemnité à la prime et celle de la proportionnalité de la prime au risque étant violées.

Il est ainsi facile de vérifier que l'assurance Bris des Glaces obéit aux mêmes règles que l'assurance contre l'Incendie, et que la hausse des prix apporte à l'assuré les mêmes graves inconvénients en cas de sinistre.

SECTION 2

L'Indice

L'assurance « Bris des Glaces » a une portée relative quant aux biens qui peuvent faire l'objet de sa garantie. Les glaces et verres se ramènent à un nombre assez restreint de types, dont l'ordre de grandeur est également assez limité.

L'industrie du verre en France se trouve concentrée entre 11 firmes qui exploitaient 16 usines en 1938. Certaines de ces entreprises avaient adhéré à un Comptoir Général de Vente, de sorte qu'un tarif à peu près uniforme avait été établi dans la métropole.

Les Manufactures de Glaces qui avaient adhéré à ce comptoir étaient les trois principales :

— MANUFACTURE DES GLACES ET PRODUITS CHIMIQUES DE SAINT-GOBAIN, CHAUNY ET CIREY, société anonyme au capital de 300 millions, 7 usines, dont 4 en France.

— COMPAGNIES RÉUNIES DES GLACES ET VERRES SPÉCIAUX DU NORD DE LA FRANCE, GLACES DE BOUSSOIS, société anonyme au capital de 50 millions, 2 usines, fondée en 1859.

— SOCIÉTÉ DES VERRERIES ET MANUFACTURE DE GLACES D'ANICHE, société anonyme au capital de 18 millions, fondée en 1823.

Un tarif (cours brut) avait été publié en Avril 1933. Mais en Février 1936 les trois Compagnies reprirent leur liberté. Toutefois, les augmentations sur ce tarif continuent à être indiquées par la MANUFACTURE DE SAINT-GOBAIN, CHAUNY ET CIREY.

Il existe également un tarif général des Glaces des Miroitiers de France, édité par MM. P. HERTEMAN, M. BELLANGER et Cie, qui a pour base le cours des Manufactures et qui publie les augmentations officiellement homologuées. Ce tarif tient compte des frais de pose et autres frais.

Il était donc possible d'établir un indice en assurance « Bris des Glaces ».

Aucune des difficultés qui existaient en assurance contre l'Incendie ne se retrouve : le verre ne subit pas l'usure du temps, la même matière première, le verre, intervient dans la fabrication de tous les verres et glaces faisant l'objet de l'assurance.

Il était donc tout indiqué de choisir comme indice les variations du prix de vente des verres et glaces par les Manufactures.

C'est pour ce motif que le Comité d'Organisation des Industries du Verre et des Commerces qui s'y rattachent publie un Indice dont les variations sont le reflet fidèle des cours pratiqués par les Manufactures de Glaces.

Voici quelles ont été les variations de cet indice qui est publié les 1^{er} Janvier, 1^{er} Avril, 1^{er} Juillet et 1^{er} Octobre, depuis Juin 1941:

1 ^{er} Janvier 1942.....	100
1 ^{er} Avril 1942.....	115
1 ^{er} Avril 1943.....	117

Cet indice convient aussi bien aux objets assurés à la superficie qu'aux objets assurés *ad valorem*. La matière première est la même dans les deux cas. Le pourcentage des salaires est seulement plus important dans les objets *ad valorem*.

Or, en 1938 on estimait que dans 100 francs de prix de vente d'une glace plane, on avait :

Matières premières.....	4,10
Salaires de fabrication (y compris charges sociales).....	15,40
Frais de fabrication.....	27,50
Frais commerciaux et marge.....	53,00
	100,00

On voit ainsi, qu'en fait, les salaires ont une place prédominante dans les prix des glaces et que de ce chef l'indice s'appliquera aussi bien aux objets assurés « à la superficie » qu'*ad valorem*.

Ce faisant, nous avons démontré que l'indice échappait aux fluctuations de l'or et qu'il était parfaitement légal, eu égard à la législation et à la jurisprudence actuelles.

SECTION 3

Les clauses d'assurance « Bris des Glaces » à indice variable

Dix-neuf Compagnies ont, à notre connaissance, adopté la clause d'assurance « Bris des Glaces » à indice variable.

Pour faciliter cette étude, nous les avons séparées en deux groupes.

Dans le premier, nous avons réuni les clauses des Compagnies dont l'indice joue à chaque échéance annuelle (6 Compagnies).

Dans le deuxième, nous étudierons les clauses des Compagnies dont l'indice joue en cours d'année d'assurance (13 Compagnies).

1° Groupe des Compagnies dont l'indice joue à chaque échéance annuelle.

A. — Clauses des Compagnies PATERNELLE-CONSERVATEUR (M. F., 28 Avril 1941) et NORD (M. F., 27 Novembre 1941).

Ces trois Compagnies ont, à peu de choses près, le même texte.

Nous n'étudierons, en conséquence, que celui de LA PATERNELLE, qui a été la première à émettre une clause d'assurance « Bris de Glaces » à indice variable.

TEXTE DE LA PATERNELLE :

« D'un commun accord entre les parties, il est convenu ce qui suit :

Par dérogation à l'article 5, paragraphe 3 des Conditions Générales de la police, le règlement en espèces du dommage sera effectué d'après le cours brut du Comptoir Général de Vente des Manufactures de Glaces « au jour du sinistre », majoré des frais de miroiterie et de transport, s'il y a lieu. Les morceaux de l'objet brisé seront laissés à l'assuré et comptés d'après leur surface utilisable moitié du cours brut du Comptoir Général de Vente.

« En conséquence, la prime de la police sera à l'avenir obligatoirement et automatiquement modifiée proportionnellement aux variations de « l'indice d'échéance » du cours des glaces par rapport à l'indice de base du cours des glaces, dans les conditions ci-dessous :

« L'indice de base » est le plus récent indice trimestriel du cours des glaces porté à la connaissance de la Compagnie avant la souscription de la présente convention ou des avenants postérieurs modifiant la prime, il figure sur le présent intercalaire et sera indiqué sur tout avenant postérieur modifiant la prime.

« L'indice d'échéance » est le plus récent indice trimestriel du cours des glaces porté à la connaissance de la Compagnie, trois mois au moins avant le premier jour du mois de l'échéance de la prime, il figurera sur la quittance correspondante.

« Les indices sont établis trimestriellement par le COMITÉ D'ORGANISATION DES INDUSTRIES DU VERRE ou par l'organisme à lui substitué en vue de cet établissement. Ils sont basés sur les cours bruts du COMPTOIR GÉNÉRAL DE VENTE DES MANUFACTURES DE GLACES.

« Au cas où, pour une cause quelconque, un nouvel indice n'aurait pas été porté à la connaissance de la Compagnie dans les quatre mois suivant la date de fixation de l'indice précédent, ce nouvel indice serait établi dans le plus bref délai, par un miroitier expert désigné par la PRÉSIDENT DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE LA SEINE à la requête et aux frais de la Compagnie.

« Si la police comporte des objets assurés *ad valorem*, les capitaux figurant sur la police ou sur le dernier avenant seront modifiés

proportionnellement aux variations de l'indice. Ces nouveaux capitaux prendront effet à 0 heure de la date d'échéance de la prime et seront arrondis à la dizaine de francs supérieurs.

« La prime totale, majorée des accessoires et impôts, sera modifiable chaque année suivant les variations de la prime nette prévues par la présente convention. Elle sera arrondie au franc supérieur.

« Il ne sera tenu compte pour la modification de la prime et des capitaux de l'assurance *ad valorem* que des variations de l'indice soit en hausse, soit en baisse, égales ou supérieures à 10 % de cet indice, survenues depuis la dernière fixation de la prime et des capitaux. »

Le texte de la clause de la Compagnie LE CONSERVATEUR est identique.

Celui de la Compagnie LE NORD diffère seulement par la suppression du dernier paragraphe prévoyant une franchise de 10 % dans la modification de la prime et des capitaux.

1^o RÈGLEMENT DES DOMMAGES. — Par dérogation formelle aux Conditions Générales de la police, le règlement en espèces du dommage est effectué d'après le cours brut du Comptoir Général de Vente des Manufactures de Glaces « au jour du sinistre », majoré des frais de miroiterie et de transport s'il y a lieu.

2^o INDICE. — Nous retrouverons les définitions de « l'indice de base » et de « l'indice d'échéance » de la police contre l'Incendie.

« L'indice de base » est le plus récent indice trimestriel du cours des glaces porté à la connaissance de la Compagnie lors de la souscription de la police ou du dernier avenant.

« L'indice d'échéance » est le plus récent indice trimestriel du cours des glaces porté à la connaissance de la Compagnie trois mois au moins avant le premier jour du mois de l'échéance de la prime.

L'indice est établi chaque trimestre par le Comité d'Organisation des Industries du Verre ou par l'organisme à lui substitué en vue de cet établissement. Il est basé sur les cours bruts du Comptoir Général de Vente des Manufactures de Glaces.

3^o CLAUSE DE REMPLACEMENT DE L'INDICE. — Le nouvel indice sera établi à bref délai par un miroitier expert désigné par le Président du Tribunal de Commerce de la Seine, à la requête et aux frais de la Compagnie. Ce texte reprend mot pour mot celui de la clause d'indice variable de la police d'assurance contre l'Incendie de LA PATERNELLE.

4^o Ce paragraphe stipule que s'il y a des objets assurés *ad valorem*, les capitaux sont modifiés proportionnellement aux variations de l'indice : les nouveaux capitaux prennent effet à 0 heure de la date d'échéance de la prime et seront arrondis à la dizaine de francs supérieurs.

5° La prime est modifiée chaque année.

6° Il n'est tenu compte pour la modification de la prime et des capitaux de l'assurance *ad valorem* que des variations de l'indice, soit en hausse, soit en baisse, égales ou supérieures à 10 % de cet indice, survenues depuis la dernière fixation de la prime et des capitaux.

Cette clause précise dans son texte, souple dans son application, est conçue en termes identiques à ceux de la clause « indice variable » de la police Incendie de LA PATERNELLE. Cette Compagnie l'applique avec libéralité, afin de pallier le léger défaut provenant du décalage qui peut se produire en cours d'année d'assurance entre les variations de l'indice et les garanties du contrat. En fait, depuis 1941, les hausses de l'indice ont été faibles, et le rajustement à l'échéance annuelle sera suffisant en période normale.

Nous pouvons donc affirmer que cette clause est de nature à donner toute satisfaction aux assurés sans exiger en contre-partie une prime de rappel.

B. — *Clause de la Compagnie LA LUTÈCE.*

« Les sommes garanties par la présente police ont été fixées d'après le tarif des Manufactures Françaises de Glaces en vigueur à la date de la police (tarif de base).

« Dans le but d'éviter toute sous-assurance et l'application de la règle proportionnelle légale, les sommes garanties par la présente police et la prime correspondante seront obligatoirement modifiées, proportionnellement aux variations du tarif de base, dès que ces variations, soit en hausse, soit en baisse, atteindront 10 %.

« Le rajustement sera fait à l'échéance annuelle qui suivra la variation du tarif de base.

« Il ne sera pas appliqué de règle proportionnelle pendant la période transitoire. »

Cette Compagnie a pris comme modèle, elle aussi, le texte de la clause à indice variable qu'elle a émise pour sa police d'assurance contre le dégât des eaux.

Elle prévoit que les sommes garanties sont fixées d'après le tarif des Manufactures Françaises de Glaces en vigueur à la date de souscription du contrat, dit « tarif de base ».

Les sommes et la prime correspondante sont modifiées proportionnellement aux variations du tarif de base dès que ces variations soit en hausse, soit en baisse, atteignent 10 %.

Le rajustement est effectué à chaque échéance annuelle, s'il y a des variations de tarif de base.

La règle proportionnelle n'est pas appliquée pendant la période transitoire.

Il s'agit d'une clause souple et libérale, puisqu'elle prévoit

une franchise de 10 % dans l'établissement des quittances et l'abandon de la règle proportionnelle pour la période comprise entre la date de la variation de l'indice et l'échéance annuelle suivante.

C. — *Clause de la Compagnie Française LE PHENIX ACCIDENTS.*

« D'un commun accord entre les parties, il est convenu que la prime annuelle du contrat n° est portée, à compter de ce jour, à plus taxe et frais, ladite prime dite « prime de base » correspondant à l'indice du tarif des Manufactures Françaises des Glaces du onze Avril 1933 (base 100), résulte pour les glaces assurées à la superficie du tarif applicable au jour du présent avenant. Les objets assurés *ad valorem* sont à ce jour garantis pour :

« En outre, il est également convenu que, par dérogation partielle aux conditions, tant générales que particulières, à chaque échéance annuelle, la prime ci-dessus déterminée dite « prime de base » sera ajustée au cours brut du COMPTOIR GÉNÉRAL DE VENTE DES MANUFACTURES FRANÇAISES DES GLACES (Saint-Gobain, Chauny et Cirey, Compagnies réunies des glaces et verres spéciaux du Nord de la France) connu de la Compagnie deux mois avant l'échéance annuelle.

« En conséquence, à la suite d'un sinistre, *pour autant que le coefficient de majoration des cours bruts du COMPTOIR GÉNÉRAL DE VENTE DES MANUFACTURES n'excédera pas 50 % de ceux ayant servi au décompte de la dernière prime*, le règlement en espèces des glaces et verres assurés à la superficie sera *effectué* d'après le cours brut du COMPTOIR GÉNÉRAL DE VENTE DES MANUFACTURES au jour du sinistre, majoré des frais de miroiterie et de transport, s'il y a lieu.

« Si le coefficient de majoration était supérieur à 50 % et si aucun avenant comportant mise à jour de la garantie n'avait été régularisée pour cet excédent et la prime correspondante acquittée, le remboursement des objets serait effectué en appliquant la règle proportionnelle, leur valeur au jour de la dernière échéance annuelle étant toutefois majorée de 50 %.

« L'assuré paiera sur quittance spéciale, à la signature des présentes, la somme de :

Cette clause comprend les conventions suivantes :

1° La « prime de base » correspond à l'indice du tarif des Manufactures Françaises des Glaces du 11 Avril 1933 (base 100) majorée, applicable au jour de la souscription de la police ou de l'avenant.

2° La prime annuelle est ajustée à chaque échéance au cours brut du Comptoir Général de Vente des Manufactures Françaises des Glaces (Saint-Gobain, Chauny et Cirey, Compagnies réunies

des Glaces et Verres spéciaux du Nord de la France) connu de la Compagnie deux mois avant l'échéance annuelle (indice d'échéance).

3^o Le règlement en cas de sinistre est effectué en espèces, d'après le cours brut du Comptoir Général de Vente des Manufactures au jour du sinistre, majoré des frais de miroiterie et de transport s'il y a lieu.

Mais (et c'est là la particularité de cette clause) la règle proportionnelle ne sera pas appliquée « pour autant que le coefficient de majoration des cours bruts du Comptoir Général de Vente des Manufactures n'excèdera pas 50 % de ceux ayant servi au décompte de la dernière prime. »

« Si le coefficient de majoration était supérieur à 50 % et si aucun avenant comportant mise à jour de la garantie n'avait été régularisé pour cet excédent et la prime correspondante acquittée, le remboursement des objets serait effectué en appliquant la règle proportionnelle, leur valeur au jour de la dernière échéance annuelle étant toutefois majorée de 50 %. »

Nous sommes donc en présence d'une clause d'Indice variable avec abandon partiel de la règle proportionnelle.

D. — *Clause de la Compagnie L'UNION.*

« D'un commun accord entre les parties, il est convenu que la garantie résultant de la police précitée sera, à l'échéance de chaque prime annuelle, automatiquement ajustée sur la base du dernier cours brut de vente des glaces par les Manufactures Françaises. (Manufactures des glaces de SAINT-GOBAIN, CHAUNY et CIREY, Compagnies réunies des Glaces et Verres spéciaux du Nord de la France).

« En conséquence, les primes seront modifiées, lors de chaque échéance, dans la proportion existant entre le dernier cours des Manufactures, dit COURS D'ÉCHÉANCE et le cours en vigueur au jour du contrat ou du dernier avenant modificatif, dit COURS DE BASE.

« La Compagnie indiquera sur chaque quittance de prime annuelle l'indice du COURS D'ÉCHÉANCE et l'indice du COURS DE BASE, d'après lesquels sera déterminé le coefficient de majoration ou de réduction de la prime de base.

« L'indice de COURS DE BASE de la présente police est Il correspond au tarif des Manufactures Françaises de Glaces du 11 Avril 1933 (base 100) affecté des majorations intervenues jusqu'à la date de souscription de la police ou du dernier avenant modificatif.

« Il n'est pas autrement dérogé aux clauses et conditions tant générales que particulières de la police et des avenants y annexés. »

Cette clause se rapproche davantage que les précédentes de celle de la Compagnie LA PATERNELLE par son texte précis.

1. — *Révision de la garantie* : A chaque échéance annuelle, la garantie est automatiquement ajustée sur la base du dernier cours brut de vente des glaces par les Manufactures Françaises (Manufactures des Glaces de SAINT-GOBAIN, CHAUNY et CIREY, Compagnies réunies des Glaces et Verres spéciaux du Nord de la France).

2. — *Révision de la prime* : La prime est modifiée à chaque échéance dans la proportion existant entre le dernier cours des Manufactures dit « cours d'échéance » et le cours en vigueur au jour du contrat ou du dernier avenant, dit « cours de base ».

Les deux Indices sont indiqués sur la quittance.

3. — *Définition du cours de base* : le « cours de base » correspond au tarif des Manufactures Françaises de Glaces du 11 Avril 1933 (base 100) affecté des majorations intervenues jusqu'à la date de souscription de la police ou du dernier avenant.

La clause ne présente, par ailleurs, aucun caractère spécial.

2^e Groupe. — *Clauses des Compagnies dont l'indice joue en cours d'année d'assurance.*

Les Compagnies de ce groupe font varier les capitaux et la prime correspondante, dès qu'il y a variation du cours de base, sans attendre l'échéance annuelle. Elles ont donc à encaisser un prorata s'il y a eu hausse ou à rembourser une portion de la prime d'avance annuelle s'il y a eu baisse ; 13 Compagnies font partie de ce groupe.

A. — *Clause des Compagnies* : LA CÉLÉRITÉ, LA CONCORDE, LA FRANCO-ASIATIQUE, LA NATIONALE, LA PAIX, LA PARISIENNE, LE PATRIMOINE, LA PRÉVOYANCE, LA VIGILANCE ;

Ces Compagnies, qui font toutes partie du Syndicat des Assureurs contre le Bris des Glaces, ont adopté la clause suivante :

« D'un commun accord entre les parties et sans autres dérogations aux conditions générales et particulières de la police, le règlement des dommages sera effectué d'après le cours brut des Manufactures Françaises de Glaces au jour du sinistre majoré des frais de miroiterie et de transport, s'il y a lieu.

« En conséquence, il est expressément convenu entre les parties que la prime de base, indiquée ci-dessus, suivra obligatoirement les fluctuations qui pourront survenir dans les cours des objets assurés.

« Si la police comporte des objets assurés *ad valorem*, les capitaux figurant sur celle-ci seront modifiés dans les mêmes proportions.

« Les fluctuations de la prime seront calculées par rapport au cours brut des Manufactures Françaises de Glaces-Manufactures de Glaces de SAINT-GOBAIN, CHAUNY et CIREY, COMPAGNIES

RÉUNIES DES GLACES ET VERRES SPÉCIAUX DU NORD DE LA FRANCE, en vigueur à ce jour, dit « cours de base », soit : Tarif.

« Les modifications de la prime partiront du premier jour du mois qui suivra les fluctuations du tarif des Manufactures.

« L'assuré s'engage à payer à chaque échéance annuelle, outre la prime de base :

1^o A TERME ÉCHU : un nombre de douzièmes, du montant de l'augmentation annuelle de la prime de base, égal au nombre de mois écoulés depuis la date des augmentations qui auront pu se produire depuis la dernière échéance, toute fraction de mois précédant l'échéance comptant pour un mois entier.

2^o D'AVANCE : le pourcentage de hausse constaté depuis la date de l'assurance GARANTIE ET PRIME VARIABLES.

« Le total de ces deux éléments figurera à part sur la quittance. Il sera tenu compte, pour les déterminer, des hausses parvenues à la connaissance de la Compagnie un mois avant le premier jour du mois de l'échéance de la prime. Le cours résultant de ces hausses, dit « cours d'échéance » figurera sur la quittance.

« En cas de diminution des cours, la prime sera diminuée dans les mêmes conditions. La portion de prime payée d'avance correspondant à la diminution des cours sera déduite de la première prime à percevoir.

« En cas de modification du risque au cours de l'année d'assurance, s'il y a eu des fluctuations de cours depuis la souscription de l'assurance GARANTIE ET PRIME VARIABLES, la prime totale (prime de base et prime correspondant à l'augmentation du risque) sera mise immédiatement en harmonie avec les cours en vigueur à ce moment. Cette prime totale deviendra la nouvelle prime de base et le cours des Manufactures en vigueur lors de la modification du risque servira au calcul des fluctuations futures de la prime.

« Lors de l'émission de l'avenant constatant les modifications, le prorata de prime dû à l'augmentation du risque et, s'il y a lieu, les douzièmes d'augmentation se rapportant aux hausses constatées depuis la dernière échéance, seront perçus par la Compagnie. »

Les points principaux de cette clause sont :

1^o *Le règlement des dommages* : Celui-ci est effectué d'après le cours brut des Manufactures Françaises de Glaces au jour du sinistre, majoré des frais de miroiterie et de transport, s'il y a lieu.

2^o *Calcul de la prime* : Celle-ci est établie d'après le cours brut des Manufactures Françaises de Glaces, Manufactures de Glaces de Saint-Gobain, Chauny et Cirey, Compagnies Réunies des Glaces et Verres spéciaux du Nord de la France, en vigueur au jour du contrat.

Ce cours est dénommé « cours de base ».

3° *Variations de la prime* : Elle suit les fluctuations du cours des Manufactures, strictement. Chaque modification de la prime part du premier jour du mois qui suit la variation du tarif. En contrepartie, la valeur des objets assurés soit *ad valorem*, soit au mètre superficiel suivent les mêmes fluctuations.

4° *Quittance* : La quittance annuelle est composée de deux sommes figurant séparément.

a) La prime de base, majorée du pourcentage de hausse constaté depuis la date de l'assurance, le dernier avenant ou la dernière échéance annuelle : c'est la prime annuelle d'avance.

b) La prime sur révision qui comprend autant de douzièmes qu'il s'est écoulé de mois depuis la date des augmentations, tenant compte de l'augmentation annuelle de la prime de base.

Le « cours d'échéance » qui figure sur la quittance est celui qui est porté à la connaissance de la Compagnie un mois avant le premier jour du mois de l'échéance de la prime.

S'il y a diminution, la prime d'avance est diminuée dans les mêmes conditions. La portion de prime payée d'avance (lors de la dernière échéance) correspondant à la diminution des cours sera déduite de la première prime à percevoir.

5° *Modification du risque en cours d'assurance* : S'il y a eu variation du tarif depuis la souscription du contrat, la nouvelle prime est mise immédiatement au niveau du nouveau tarif et devient la « prime de base », le cours des Manufactures en vigueur à cette date devient le « cours de base ». Il y a donc lieu à perception de la quittance de prorata de prime dû à l'augmentation du risque et aux douzièmes dus par suite de la hausse du tarif depuis la dernière échéance.

B. — *Clause de la Compagnie LA PROVIDENCE* (M. F. 14 Octobre 1943) :

« D'un commun accord entre les parties, il est convenu ce qui suit :

« 1° Par dérogation à l'article des Conditions Générales, le règlement des dommages sera effectué d'après le cours brut des MANUFACTURES FRANÇAISES DE GLACES en vigueur AU JOUR DU SINISTRE (majoré des frais de miroiterie et de transport, s'il y a lieu).

« 2° Si la police comporte des objets assurés *ad valorem*, les capitaux correspondants seront modifiés proportionnellement aux variations qui pourraient survenir dans le cours des dits objets par rapport au cours de base indiqué en tête du présent avenant.

« En conséquence, il est expressément convenu qu'en cas de variation des cours, la PRIME DE BASE indiquée au contrat sera

RÉVISÉE, en plus ou en moins, proportionnellement aux dites variations par rapport au COURS DE BASE.

« L'assuré s'engage à payer à chaque échéance annuelle la PRIME DE BASE ainsi révisée et, en outre, en cas de hausse depuis la dernière échéance, un PRORATA D'AUGMENTATION de prime calculé depuis la date de modification des cours, toute fraction de mois précédant l'échéance comptant pour un mois entier.

« En cas de diminution des cours, la portion de prime correspondante sera déduite de la prochaine prime à percevoir.

« Il sera tenu compte pour ces calculs des variations de cours parvenues à la connaissance de la Compagnie un mois avant le premier jour du mois de l'échéance.

« Au cas où la composition du risque viendrait à être modifiée dans le courant de l'année d'assurance, la prime sera mise immédiatement en harmonie avec le cours des MANUFACTURES DE GLACES en vigueur à ce moment et deviendra la nouvelle PRIME DE BASE pour le calcul des variations futures de la prime.

« Lors de l'émission de l'avenant constatant ces modifications, le prorata de prime dû à l'augmentation du risque et, éventuellement, le prorata se rapportant aux hausses constatées depuis la dernière échéance seront perçus par la Compagnie. »

Ainsi que nous pouvons en juger, le texte de la PROVIDENCE se rapproche très sensiblement de celui de la clause du Groupe CÉLÉRITÉ. Mais les termes en sont moins précis, surtout en ce qui concerne l'indice dont la désignation n'est donnée qu'à l'avant-dernier paragraphe et d'une façon détournée.

C. — Clause de la Compagnie LA PARTICIPATION :

Cette Compagnie a inséré sa clause d'assurance à indice variable dans les Conditions Générales de sa police « Bris des Glaces » :

« ART. 3. — REGLEMENT DES DOMMAGES : En cas de règlement en espèces, la Société doit l'évaluation portée à la police et modifiée, le cas échéant, proportionnellement aux variations de l'indice défini à l'article 7 ci-après. A défaut d'évaluation, la valeur des objets est fixée d'après le cours brut des Manufactures Françaises de Glaces, au jour du sinistre, majoré des frais de miroiterie et de transport, s'il y a lieu.

« ART. 7. — La cotisation sera obligatoirement modifiée proportionnellement aux variations de l'indice en cours des glaces par rapport à l'indice de base indiqué aux conditions particulières. Cette modification sera applicable à compter du premier jour du mois suivant chaque fluctuation du cours brut des Manufactures Françaises de Glaces.

« Pour les objets assurés *ad valorem*, les capitaux figurant sur la police seront modifiés dans les mêmes proportions. »

Cette clause se rapproche par son texte de celle de la Compagnie LA CÉLÉRITÉ, mais sa rédaction est moins claire.

D. — *Clause de la Compagnie L'EUROPE :*

« Indice variable. — D'un commun accord entre les parties, il est convenu que les objets couverts par la police précitée seront désormais garantis sur les bases du tarif du Comptoir Général de Vente des Manufactures de Glaces en vigueur en date de Mars 1943 qui constituera le tarif de base.

« Dans le but d'éviter toute insuffisance d'assurance et de supprimer l'application de la règle proportionnelle légale, les sommes garanties par la police et la prime correspondante seront obligatoirement modifiées en cours de contrat, proportionnellement aux variations dudit tarif de base, dès que ces variations, soit en hausse, soit en baisse, atteindront dix pour cent.

« Le rajustement sera fait à l'échéance annuelle qui suivra la variation du tarif de base.

« Il ne sera pas appliqué de règle proportionnelle pendant la période transitoire. »

Cette clause, bien qu'assez succincte, ne manque pas d'être intéressante.

Les termes en sont précis. En voici les caractères principaux :

1^o Les objets sont garantis sur les bases du tarif du Comptoir Général de Vente des Manufactures de Glaces, qui constitue le tarif de base.

2^o Les capitaux garantis et la prime correspondante sont modifiés proportionnellement aux variations du tarif de base, dès que ces variations, soit en hausse, soit en baisse, atteignent 10 %.

3^o Les capitaux et la prime correspondante sont modifiés en cours de contrat : le rajustement est fait à l'échéance annuelle qui suit la variation du tarif de base.

4^o La règle proportionnelle n'est pas appliquée pendant la période transitoire.

C'est la seule Compagnie ayant émis une clause avec perception d'un prorata qui ait conservé la franchise de 10 % rendant plus souple l'application de la clause d'indice variable.

E. — *Clause de la Compagnie LE SECOURS :*

« D'un commun accord entre les parties et compte tenu de l'augmentation du cours brut du Comptoir Général de Vente des Manufactures Françaises de Glaces, la prime annuelle de la police précitée est portée à (plus frais). Les objets désignés à la police avec valeur déclarée seront désormais garantis sur les bases suivantes :

« Par dérogation à toutes dispositions contraires des Conditions Générales de la police précitée, le règlement des dommages sera

effectué d'après le cours brut de vente des Manufactures Françaises de Glaces AU JOUR DU SINISTRE, majoré des frais de miroiterie et de transport.

« Le sauvetage restera la propriété de la Compagnie.

« *La prime ci-dessus, ayant été calculée d'après le cours brut de vente des Manufactures Françaises de Glaces en vigueur lors de la signature du présent avenant, sera révisée lors de chaque variation de ce cours, et à compter de la date de sa modification; l'assuré s'engage, en conséquence, à payer — le cas échéant et selon les modalités prévues aux Conditions Générales — le complément de prime pouvant en résulter.*

« POUR LES OBJETS ASSURÉS *ad valorem*, LES VALEURS DÉCLARÉES SERONT MODIFIÉES PROPORTIONNELLEMENT aux variations de la prime et LA SOMME OBTENUE, arrondie au franc supérieur, servira de base au règlement en cas de sinistre.

« D'un commun accord entre les parties, la prime annuelle est portée à

« Sous réserve du paiement de la prime échue le
l'assuré n'aura à payer comptant, contre quittance distincte et
séparée, que la somme de (plus frais) pour prorata
d'augmentation de prime du au , date de la
prochaine échéance.

« Aucune modification, en dehors de celles spécifiées ci-dessus, n'est apportée aux Clauses, Conditions Générales et Particulières de la Police sus-visée. »

1^o Cette Compagnie fixe la prime en tenant compte du cours brut du Comptoir Général de Vente des Manufactures de Glaces.

Ce cours sert ainsi d'indice pour l'évaluation des dommages au jour du sinistre, majorée des frais de miroiterie et de transport.

2^o La prime est modifiée à chaque variation de ce cours et à compter de la date de sa modification.

3^o Pour les objets assurés *ad valorem*, les valeurs déclarées sont modifiées proportionnellement aux variations de la prime et la somme obtenue, arrondie au franc supérieur, sert de base au règlement en cas de sinistre.

4^o Le sauvetage reste la propriété de la Compagnie.

Cette dernière convention, à notre avis, ne devrait pas figurer dans la clause d'indice variable avec laquelle elle n'a aucun rapport.

CONCLUSION

L'Assurance à indice variable « Bris des Glaces » a pris un grand essor. Comme nous venons de le voir, de nombreuses Compagnies ont essayé de trouver une clause originale donnant satisfaction aux assurés.

Il en résulte une diversité de rédaction et des particularités qui risquent d'induire en erreur le souscripteur.

C'est ainsi, en particulier, qu'il convient de préciser qu'il n'y a pas plusieurs indices : l'indice du Comité d'Organisation, le cours des Manufactures et le tarif du Comptoir Général de Vente ne faisant qu'un seul et même Indice sous des appellations différentes.

Il est possible qu'avec le temps les différences entre chaque clause soient atténuées, et qu'un jour une clause type soit adoptée finalement par tous les assureurs « Bris des Glaces ».

ADDENDUM

ASSURANCE " BRIS DES GLACES " A INDICE VARIABLE

Le *Bulletin Officiel du Service des Prix* du 14 Janvier 1944 a publié un arrêté ministériel n° 8.396 du 11 Janvier 1944 fixant le nouveau tarif officiel de miroiterie applicable à la clientèle par les miroitiers français. Ce nouveau tarif fait apparaître une majoration de 72 % sur les prix résultant du tarif des Manufactures.

Il était indispensable d'adapter les contrats « Bris des Glaces » à indice variable à cette nouvelle situation.

En conséquence, l'indice appliqué précédemment, et qui enregistrait les fluctuations du tarif des Manufactures de Glaces, a été remplacé par un indice enregistrant les fluctuations du tarif de la Miroiterie.

Le Comité d'Organisation de l'Industrie du Verre a accepté de faire paraître, dans l'avenir, au début de chaque trimestre calendrier, un nouvel indice résultant du tarif de la Miroiterie. Ce nouvel indice a été fixé à 200 à la date du 15 Janvier 1944.

CHAPITE IV

LA CLAUSE D'ASSURANCE "RESPONSABILITÉ CIVILE" A INDICE VARIABLE

L'introduction d'une clause d'indice variable dans les assurances de responsabilité civile peut intéresser soit directement l'assureur et l'assuré, soit directement l'assureur et indirectement l'assuré.

Elle peut, en effet, avoir pour but de modifier le montant de la prime et des capitaux assurés (assurance des risques locatifs, du recours des voisins dans l'assurance contre l'Incendie) ou bien de rectifier seulement le montant de la prime.

Les assurances de responsabilité se divisent en deux groupes : les assurances de responsabilité à objet déterminé et les assurances de responsabilité à objet indéterminé, l'objet envisagé, dans ce dernier cas, étant : « ce à quoi s'applique la garantie de l'assureur » (1).

Le premier groupe comprend tous les cas où il existe une valeur assurable définie comme en assurance de choses ordinaires : Exemple : assurance des risques locatifs. Il résulte que ces assurances sont soumises à l'application de la règle proportionnelle, conformément aux dispositions de l'article 31 de la loi du 13 Juillet 1930; d'autre part, en cas de sinistre total, si le montant de l'assurance est inférieur à la valeur assurable, l'assuré peut avoir à subir un découvert.

Mais, en raison même de l'existence de ces règles techniques, l'assureur maintiendra l'équilibre de ses opérations tant qu'il y aura hausse des prix.

Il en est tout autrement pour le second groupe qui comprend toutes les assurances de responsabilité à objet indéterminé.

Dans ces assurances, il n'y a application ni des sanctions de la sur-assurance ou des assurances cumulatives de mauvaise foi, ni surtout de la règle proportionnelle.

Or, l'assuré est presque toujours suffisamment garanti. Il a même souscrit quelquefois une assurance « illimitée ». La hausse des prix ne va pas l'inquiéter ni l'inciter à modifier les sommes assurées.

(1) Hémar, *op. cit.*, t. II, p. 209, n° 562.

L'assureur, par contre, va voir monter sans cesse le coût moyen des sinistres, et le tarif va devenir rapidement insuffisant.

Un déséquilibre dangereux vient donc à brève échéance frapper l'exploitation de cette branche d'assurance.

Avant l'introduction d'une clause d'assurance à indice variable, l'assureur n'avait à sa disposition qu'un seul et unique moyen : entreprendre une campagne de revalorisation qui, dans cette branche, était encore plus difficile à réaliser que dans l'assurance de choses puisque l'assuré ne jugeait pas, *à priori*, qu'il était de son intérêt d'accepter la hausse de prime et de garantie. C'était seulement la peur de la résiliation qui réussissait à le décider.

La hausse de la garantie peut d'ailleurs être supprimée sans inconvénient puisque l'assuré ne court aucun danger : le seul qui existe réellement, c'est celui de voir son assureur devenir insolvable.

C'est pourquoi la clause d'indice variable, actuellement insérée dans les assurances de responsabilité à objet indéterminé, *ne fait varier que la prime.*

SECTION 1

Evaluation des risques et des dommages

Le risque pour l'assuré, c'est de supporter un recours exercé par un tiers qui, ayant subi un dommage, lui en impute la responsabilité. Il s'agit donc, en définitive, d'une perte éventuelle d'argent.

Le dommage sera soit corporel, soit matériel. Quand il s'agit d'un sinistre corporel, le montant des dommages est généralement fonction des salaires. Quand il s'agit d'un sinistre matériel, il est fonction des prix.

Nous voyons ainsi que l'évaluation des dommages peut varier à l'infini selon qu'il s'agit d'un accident corporel, matériel, ou des deux en même temps.

SECTION 2

L'indice

Il existe de nombreux indices basés les uns sur les prix, les autres sur les salaires, d'autres encore sur les prix et les salaires.

Mais en assurance de responsabilité civile, le choix était assez délicat à effectuer, car il était indispensable d'avoir un indice aussi général que possible, publié officiellement, et dont les variations auraient un certain caractère de stabilité relative; une allure incohérente « en dents de scie » présenterait des inconvénients certains.

De plus, depuis 1940, un certain nombre d'indices à caractères généraux en relation avec les prix et les salaires ne sont plus publiés.

C'est pour toutes ces raisons que le « salaire moyen départemental de la Seine » qui sert de base aux allocations familiales, a été retenu pour indice.

Son assiette repose sur un très grand nombre de moyennes de prix et de salaires.

Il a un caractère officiel. Il est, en effet, fixé par arrêté préfectoral (ou interministériel), après avis d'une commission, et il constate un état de fait réel.

Il est enfin très modéré dans ses variations, car la hausse des salaires, même en période de réglementation légale, ne suit qu'avec un retard sensible la hausse du coût de la vie (1).

Il s'agit donc d'un indice très favorable aux assurés.

Le salaire moyen départemental de la Seine servant de base aux allocations familiales avait été fixé par l'arrêté interministériel du 20 Décembre 1941, à 1.700 francs. Il vient d'être porté à 2.250 francs par arrêté ministériel du 16 Février 1944 (2).

SECTION 3

Etude de la clause

Le 12 Octobre 1942, l'Assemblée Générale du Groupement technique a invité les Compagnies à introduire dans les contrats de Responsabilité Civile générale dont la prime n'est pas établie en fonction d'un élément variant avec les conditions économiques (salaires, recettes), une clause d'indice variable ainsi conçue :

« La prime du présent contrat a été fixée au moment où le
« salaire moyen départemental de la Seine qui sert de base aux
« allocations familiales était celui fixé par l'arrêté interministériel
« du 20 Décembre 1941. Il est expressément convenu entre les
« parties que, si ce salaire vient à être révisé, la prime perçue aux
« échéances postérieures à la promulgation du nouvel arrêté
« ministériel supportera une modification proportionnée à la
« variation du salaire moyen précité : toutefois, cette révision
« de prime sera effectuée seulement lorsque la variation du salaire
« moyen depuis la prise d'effet du contrat ou depuis la révision
« antérieure sera égale ou supérieure à 10 %. »

Il s'agit, en l'espèce, d'une clause de révision de prime qui intéresse directement l'assureur et indirectement l'assuré.

(1) M. E. Becque, Note Trib. Com. Bordeaux du 12 Mai 1943, *Juris-Classeurs, Semaine Juridique* du 22 Novembre 1942, II, 2.048.

(2) *J.O.*, 25 Février 1944, p. 599.

Cette clause a pour but, en effet, d'empêcher un déséquilibre dans l'exploitation de cette branche d'assurance qui conduirait l'assureur à ne plus faire face à ses engagements.

L'assuré, lui, a la certitude de toujours voir l'assureur prendre sa place en cas de sinistre et d'échapper ainsi à la ruine que causerait pour lui la défaillance de son assureur.

Nous retrouvons, à la lecture du texte de la clause, les traits principaux de la clause d'indice variable émise par la Compagnie LA PATERNELLE dans les branches d'assurances contre l'Incendie et Bris des Glaces.

1^o La révision n'a lieu qu'à chaque échéance annuelle.

2^o La révision de la prime ne sera effectuée que si la variation du salaire moyen, depuis la prise d'effet du contrat ou depuis la révision antérieure, est égale ou supérieure à 10 %.

Nous sommes donc en présence d'une clause souple et libérale.

La Compagnie LA PATERNELLE a adopté ce texte en le modifiant légèrement :

« La prime du présent contrat a été fixée au moment où le
« salaire moyen départemental de la Seine qui sert de base aux
« allocations familiales était celui fixé par l'arrêté interministériel
« du 20 Décembre 1941. Il est expressément convenu entre les
« parties que, si ce salaire vient à être révisé, la prime perçue
« aux échéances postérieures de plus de trois mois à la promulgation
« du nouvel arrêté ministériel supportera une modification pro-
« portionnée à la variation du salaire moyen précité : toutefois,
« cette révision de prime sera effectuée seulement lorsque la
« variation du salaire moyen depuis la prise d'effet du contrat
« ou depuis la révision antérieure sera égale ou supérieure à 10 % ».

Le délai de trois mois dont il s'agit a paru nécessaire à LA PATERNELLE pour l'établissement administratif de ses quittances. En l'occurrence, cette modification ne fait qu'accentuer le caractère libéral de la clause, puisque le rajustement de la prime subira, de ce chef, un nouveau retard dont l'assuré sera l'unique bénéficiaire.

CONCLUSION

Nous sommes certains que l'avenir démontrera l'intérêt et l'utilité de la clause d'indice variable dans les assurances de Responsabilité Civile et que, peu à peu, toutes les Compagnies l'adopteront.

L'introduction de cette clause ne supprimera pas, certes, toutes les difficultés rencontrées par les assureurs dans l'exploitation de cette branche en cas de hausse des prix, en particulier, le risque

monétaire, nettement affirmé par de récents arrêtés de la Cour de cassation qui permettent au juge de fixer le montant de l'indemnité d'après le niveau des prix au jour du jugement.

Mais la campagne de revalorisation s'effectuera sans retard important, et sans difficultés. Les encaissements de la Compagnie progresseront en contre-partie suivant la hausse des prix et des salaires.

Enfin, il serait possible par la clause d'indice de faire varier non seulement la prime, mais encore le montant de la garantie lorsque les variations de l'indice atteindraient une certaine amplitude.

L'assuré et l'assureur bénéficieraient ainsi du jeu de la clause d'indice variable dans toute sa plénitude.

CONCLUSION DE LA TROISIÈME PARTIE

Comme toutes les nouveautés, l'apparition de la clause d'indice variable n'a pas été sans soulever quelques discussions.

En fait, seule la clause d'assurance contre l'Incendie a été critiquée parce que née la première.

Certains courtiers ont trouvé les variations de l'indice du coût de la construction immobilière exagérées. D'autres, ainsi que des architectes, et surtout des entrepreneurs, les ont trouvées modérées.

D'autres, enfin, ont reproché à l'assurance Incendie à indice variable :

— de ne pas imposer une estimation préalable. Nous avons répondu que cette obligation n'avait rien à voir avec la clause d'indice variable proprement dite et qu'il n'était pas nécessaire de modifier sur ce point les coutumes en vigueur.

— de ne faire varier les sommes assurées que chaque année, lors de l'échéance de la prime. Nous sommes persuadés qu'une telle variation est amplement suffisante en période de hausse normale pour donner satisfaction aux assurés, d'autant plus que la hausse est appliquée avec libéralité et qu'elle a pour résultat de ne pas accroître d'une façon par trop rigoureuse les charges des parties. (Cette critique a été faite lors de l'émission de la première clause d'assurance Incendie à indice variable par la Compagnie LA PATERNELLE).

— de laisser un décalage entre l'indice d'échéance et l'indice réel. Il est prouvé que la répercussion de la hausse des prix n'est pas immédiate et une corrélation rigoureuse serait contraire à la réalité;

— d'appliquer le même indice aux bâtiments, aux meubles, au matériel et aux marchandises. Nous avons étudié cette question plus haut et nous avons montré ce qu'il fallait en penser;

— d'appliquer à toute la France l'indice du coût de la construction pratiquée dans la région parisienne. L'étude des statistiques montre que les prix pratiqués à Paris et dans ses environs se répercutent à travers toutes les provinces, et qu'en *moyenne* les hausses de la région parisienne correspondent à celles qui sont enregistrées dans les autres régions;

— de ne pas être comprise par les assurés. On a argué du fait que ceux-ci ne saisissent pas le jeu de la règle proportionnelle, pour supposer qu'ils ne comprendront pas le jeu de la clause d'Indice. Nous n'en croyons rien. La règle proportionnelle est une règle technique propre à l'assurance, tandis que la clause d'indice est fréquemment usitée par les particuliers, les administrations et même par le législateur.

En fait, les « sérieux inconvénients » attribués par la concurrence à la clause d'assurance à indice variable se résolvent réellement un seul qui n'a rien de grave.

Le seul inconvénient, général à toutes les branches d'assurance où une clause d'indice variable a été introduite, est que l'assuré ne sait pas quel sera le montant de sa prochaine prime d'assurance. A ceci on peut répondre que cette ignorance n'est pas propre à la seule assurance, mais qu'un assuré ignore également le chiffre des impôts ou du loyer qu'il paiera pour les années à venir. Ce système existe d'ailleurs dans la branche « Accidents du Travail » où des primes sont établies d'après des relevés de salaires fournis annuellement, semestriellement ou trimestriellement, et il n'a jamais été critiqué.

L'assuré peut d'ailleurs connaître approximativement le montant de la future prime s'il le désire, en se procurant les indices au fur et à mesure que ceux-ci sont publiés.

Il ne s'agit généralement que d'augmentations minimales.

Enfin l'assuré aura vu, en principe, pendant la même période, ses ressources augmenter puisque l'indice est avant tout basé sur une moyenne de salaires.

Il ne s'agit donc que d'un léger inconvénient, surtout si on le compare aux dangers résultant, pour l'assuré, en cas de sinistre, d'un découvert ou de l'application de la règle proportionnelle.

Les résultats acquis par les Compagnies qui pratiquent l'assurance avec clause d'indice variable sont la meilleure réponse des assurés à toutes ces critiques, et nous ne doutons pas que l'après-guerre verra la plupart des Compagnies adopter, dans des branches de plus en plus nombreuses, la clause d'assurance à indice variable.

QUATRIÈME PARTIE

LA PORTÉE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
DE L'ASSURANCE A " INDICE VARIABLE "



LA PORTÉE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DE L'ASSURANCE

A INDICE VARIABLE

L'introduction de la clause d'indice variable dans les contrats d'assurances a des répercussions qui dépassent, et de loin, le but en vue duquel les assureurs l'ont choisie.

Indemniser correctement l'assuré pendant les périodes de hausse des prix, sans abandonner les règles techniques de l'assurance était, nous l'avons dit, la cause de cette innovation. Mais les effets se font ressentir dans deux domaines : l'économique et le social.

Nous étudierons ces conséquences du triple point de vue :

- des Assureurs,
- des Courtiers et Agents,
- des Assurés.

SECTION I

Les Assureurs

Comme nous l'avons exposé, l'introduction de la clause d'indice variable a imposé aux Compagnies qui l'ont adopté un surcroît certain de frais généraux. Nous allons voir si les avantages économiques et sociaux qu'en retirent ces Compagnies l'emportent sur ces charges nouvelles.

A. — DOMAINE ÉCONOMIQUE :

1^o *Incendie*. — En période de hausse des prix, les industriels et commerçants ont l'habitude de faire établir des avenants de rajustement soit par leurs courtiers ou par les agents, soit par leurs propres services d'assurances. Les risques industriels sont, en outre, sujets à de très fréquentes modifications qui permettent des refontes complètes des polices en tenant compte des variations des prix.

A l'inverse, la mise à jour des risques simples est lente et toujours imparfaite.

Or, ce déséquilibre dans la revalorisation du portefeuille des Compagnies est grave, car le pourcentage des sinistres pour les

risques industriels est nettement plus élevé que celui des risques simples. Dans une période de hausse des prix, la progression des encaissements « risques industriels » sera plus forte que la progression des encaissements « risques simples », l'équilibre du portefeuille sera donc rompu en faveur des « risques industriels » et les résultats de ceux-ci étant encore plus mauvais, les profits des Compagnies s'amenuiseront dangereusement.

Par le jeu de la clause d'indice variable, la revalorisation du portefeuille « risques simples » se trouve *automatiquement et en temps voulu* réalisée : l'équilibre du portefeuille « risques simples, risques industriels » se trouve ainsi préservé.

2° *Responsabilité Civile.* — La clause d'indice variable permet aux Compagnies de rajuster sans perte de temps le tarif qui, basé sur le coût moyen des sinistres, devient insuffisant pendant la période de hausse des prix.

3° *Dans toutes les branches.* — La clause d'indice variable permet d'éviter l'afflux des demandes d'avenants, ce qui procure aux Compagnies une économie sensible surtout, comme c'est le cas actuellement, lorsqu'elles manquent de personnel et qu'il y a pénurie de matières premières.

Enfin elle permet un développement des encaissements qui suit réellement l'augmentation de valeur des biens assurés.

Nous pouvons donc affirmer que les avantages sont importants.

Les chiffres suivants permettent de voir qu'il se perd des millions de primes pendant les périodes de hausse des prix.

Les chiffres ci-dessous sont les encaissements d'une grande Compagnie Incendie (y compris l'étranger) tels qu'ils ont été dans la réalité et tels qu'ils auraient été si, en supposant que le portefeuille soit resté statique à 49.142.446 francs de primes en 1925 (les polices nouvelles venant exactement compenser les polices expirées ou dénoncées), la clause d'indice variable avait été insérée dans tous les contrats :

	Encaissements réels	Indice (1 ^{er} trim. de chaque année)	Encaissements avec I.V.
1925.....	49.142.446	4,25	
1926.....	54.342.294	5,38	62.208.000
1927.....	59.122.593	6,26	72.383.000
1928.....	61.935.660	6,08	70.302.000
1929.....	64.017.128	6,69	77.355.000
1930.....	66.109.893	7,74	89.497.000

On est amené, en considérant cette disproportion entre les encaissements réels et ce qu'ils auraient pu être, à penser que de 1925 à 1931 cette Compagnie a développé son chiffre d'affaires, mais que la revalorisation des anciens contrats a été presque nulle.

Nous pouvons faire la même étude pour la période 1937-1942 (sans l'Étranger) :

1937.....	48.504.324	7,92	
1938.....	54.402.651	9,75	59.711.000
1939.....	56.358.639	9,80	60.018.000
1940.....	50.415.749	10,79	66.081.000
1941.....	79.135.182	11,70	71.654.000
1942.....	90.730.016	14,89	91.190.000

L'étude de ces chiffres nous semble convaincante. Les encaissements de la Compagnie ont fait un bond énorme en 1941, dû aux reprises anglaises et aux revalorisations. Mais si le portefeuille de 1937 avait existé avec la clause d'indice variable, elle aurait encaissé davantage en 1942, sans avoir un seul contrat de plus.

Cet exemple théorique en partie montre le développement que la clause d'indice variable donnera dans l'avenir aux Compagnies qui l'aurent adoptée.

B. — DOMAINE SOCIAL :

Les Compagnies pratiquant l'assurance à indice variable retirent de gros bénéfices moraux de cette innovation.

Elles peuvent dire à leur clientèle qu'elles ont fait du « neuf » en sa faveur.

Les rapports entre assureurs et assurés étaient très souvent inamicaux en raison de l'application de la règle proportionnelle. Désormais, plus de règle proportionnelle dans les règlements de sinistres, plus de menaces de résiliation dans les campagnes de revalorisation du portefeuille d'assurance Responsabilité Civile : les motifs de discussions et de rancunes étant ainsi écartés, les relations seront aussi agréables que dans n'importe quelle autre branche de l'économie générale, peut-être même plus puisqu'en fait l'assureur et l'assuré font partie de la même mutualité et ont les mêmes intérêts.

Enfin, les Compagnies ayant une trésorerie plus à l'aise pendant ces périodes d'instabilité économique pourront améliorer plus facilement le sort de leur personnel.

SECTION 2

Les Courtiers et Agents

A. — DOMAINE ÉCONOMIQUE.

La situation économique des Agents et des Courtiers est avantageusement favorisée par l'expansion de la clause d'indice variable dans les différentes branches de l'assurance de Dommages.

En période de hausse des prix, ils bénéficient d'une échelle mobile des commissions sans avoir à exposer des frais et sans perdre de temps. Aussi peuvent-ils se consacrer entièrement à la recherche de nouvelles affaires.

De même en période de baisse des prix, ils n'ont plus, pour répondre aux demandes de leurs clients, à perdre leur temps et à exposer des frais pour faire établir par les Compagnies des avenants de diminution.

B. — DOMAINE SOCIAL :

La clause d'indice variable sert à améliorer les rapports entre les courtiers ou agents et leur clientèle.

Grâce à elle, ils n'auront plus, s'ils ont convenablement fait assurer leurs clients à la souscription, à craindre en cas de sinistre de se voir reprocher de ne pas avoir fait une revalorisation, etc.

Or, il ne faut pas oublier que, malgré de multiples démarches, beaucoup d'assurés se montrent récalcitrants, surtout ceux qui n'ont jamais subi de sinistre. De plus, les résultats obtenus sont précaires. Du fait du décalage dans le temps entre la hausse des prix et l'établissement de l'avenant, certains assurés se trouvaient encore à découvert, et le courtier se devait de revenir solliciter l'assuré de rajuster à nouveau ses capitaux : tout ceci pour aboutir, d'une part, à une augmentation insuffisante en très peu de temps eu égard à la hausse persistante et rapide des prix et, d'autre part, à la perception de commissions souvent minimes qui ne couvraient pas toujours les frais exposés.

Enfin, faute de temps, l'agent qui a un gros portefeuille ne peut démarcher toute sa clientèle à des intervalles rapprochés.

Lors de l'arrivée d'un sinistre, l'assuré n'hésitait pas à accuser son courtier ou l'agent de la Compagnie d'être responsable de son insuffisance de garantie.

A présent, avec la clause d'indice variable, le courtier ou l'agent a la certitude de ne plus être exposé à de tels reproches, très souvent injustifiés, mais largement répandus dans le public.

SECTION 3

Les Assurés

A. — DOMAINE ÉCONOMIQUE :

L'assuré est le principal bénéficiaire de la clause d'indice variable. Ne subissant plus l'application de la règle proportionnelle et n'ayant plus à craindre de se voir à découvert, il est en cas de sinistre convenablement indemnisé. La somme qu'il reçoit lui permet de remplacer les objets sinistrés et l'assurance remplit

ainsi son rôle économique. La destruction des richesses se trouve atténuée dans ses conséquences par le fait qu'elle est aussitôt réparée.

Or, le danger était réel, comme on peut en juger par les chiffres suivants :

— Période de Janvier à Mars 1941 :

Sur vingt-deux contrats sinistrés dont la prime nette variait de 40 à 60 francs en moyenne, nous avons :

12 sinistres sans règle proportionnelle,

10 sinistres avec règle proportionnelle de 50 % en moyenne.

La perte totale due à l'application de la règle proportionnelle pour les 10 assurés insuffisamment garantis représentait 3.396 Frs.

— Période de Novembre et Décembre 1941 :

Sur vingt et un contrats dont la prime nette variait de 40 à 60 francs, nous trouvons :

7 sinistres sans Règle proportionnelle,

14 sinistres avec Règle proportionnelle de 50 % à 75 %.

La perte pour les assurés représentait : 7.149 francs.

— Enfin, dans le courant de l'année 1942, sur vingt-six contrats dont la prime nette variait de 40 à 70 francs, nous comptons :

5 sinistres sans règle proportionnelle (dont 2 avec clause I.V.),

21 sinistres avec règle proportionnelle de 50 à 80 %.

La perte pour les assurés s'élevait à : 19.666 francs.

Sans vouloir tirer de ces quelques chiffres des conclusions trop absolues, nous pouvons déduire que la situation des petits assurés devenait critique et les indemnités dérisoires.

La clause d'indice variable est heureusement venue mettre fin à cet état de fait regrettable et inquiétant.

B. — DOMAINE SOCIAL :

Sans parler des relations entre assurés et assureurs que la clause d'indice variable a permis de rendre cordiales, nous pensons qu'il est intéressant de souligner le fait suivant :

Pendant les périodes de hausse des prix, les classes moyennes se trouvent aux prises avec de très lourdes difficultés du fait que les salaires ne suivent qu'avec un certain retard cette hausse. C'est à ces moments-là qu'un sinistre peut provoquer la ruine de gens qui sont insuffisamment assurés et qui voient en quelques instants disparaître tout leur avoir.

Un paysan, un employé, ruiné par un incendie, va grossir les rangs des aigris, des malheureux qui rêvent de se retourner contre la Société et de lui demander des comptes en rejetant sur les autres ce qui n'est souvent que le résultat de sa propre imprévoyance. La clause d'indice variable, en assurant à ces individus une indemnité suffisante, contribue, modestement sans doute, mais efficacement, à la stabilité sociale de notre pays.

CONCLUSION

L'assurance à indice variable n'est certes pas la panacée qui guérira tous les maux dont souffrent assureurs et assurés. Mais, dans une large mesure, nous sommes convaincus que l'introduction de cette clause permettra d'établir de meilleures relations entre ces groupes tous solidaires les uns des autres, et qu'elle constitue une étape importante dans la mise au service du public de l'Assurance Française.

Vu :

LE DOYEN,

G. RIPERT

Vu :

LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,

MAURICE PICARD

Vu et permis d'imprimer :

LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE PARIS,

GILBERT GIDEL

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION GÉNÉRALE.....	I
----------------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

Le Problème de l'indemnisation de l'assuré pendant les périodes de hausse des prix. Les obstacles et les palliatifs de la pratique.

INTRODUCTION. DE LA PREMIÈRE PARTIE.....	3
CHAPITRE PREMIER. — <i>Les obstacles à l'indemnisation des assurés</i>	5
1 ^{er} OBSTACLE. — Le principe indemnitaire.....	5
<i>Section 1.</i> — Conséquences du principe indemnitaire.....	6
<i>Section 2.</i> — Effets de ces conséquences pendant les périodes de hausse des prix...	7
2 ^e OBSTACLE. — La somme assurée.....	8
<i>Section 1.</i> — Conséquence des trois règles découlant de l'article 14 en cas de sinistre.	9
<i>Section 2.</i> — Conséquence lorsque le sinistre se produit en période de hausse des prix.	11
3 ^e OBSTACLE. — La Règle proportionnelle.....	13
<i>Section 1.</i> — Jeu de la Règle proportionnelle et règles qui en découlent.....	16
<i>Section 2.</i> — Causes de la Règle proportionnelle.....	17
CHAPITRE II. — <i>Les essais d'amélioration de la pratique</i>	21
<i>Section 1.</i> — Est-il possible d'abandonner la Règle proportionnelle?.....	21
<i>Section 2.</i> — Fondement et justification de la Règle proportionnelle.....	26
<i>Section 3.</i> — Les clauses dites d'abandon de la Règle proportionnelle.....	28
<i>Section 4.</i> — Les procédés de rajustement des sommes assurables.....	33
CHAPITRE III. — <i>Les répercussions de la hausse des prix et les assurances de Responsabilité</i>	41

ADDENDUM A LA PREMIÈRE PARTIE

DEUXIÈME PARTIE

Théorie générale de la Clause d'Assurance à INDICE VARIABLE

Histoire des clauses d'indices.....	49
CHAPITRE PREMIER. — <i>Notions générales d'Indice</i>	51
<i>Section 1.</i> — Calcul et choix des Indices.....	51
<i>Section 2.</i> — Publication des Indices.....	53
<i>Section 3.</i> — Les clauses d'Indice et le Droit Civil.....	54

CHAPITRE II. — Validité de la clause d'Assurance à Indice variable.....	57
Section 1. — La clause d'Assurance à Indice variable et le Droit particulier des Assurances.....	57
Section 2. — La clause d'Assurance à Indice variable et la clause Or.....	59
1° La clause Or.....	60
2° Les clauses « Valeur or ».....	62
3° Les clauses « Valeur marchandises », d'« Echelle mobile » et à « Indice variable ».....	63
CHAPITRE III. — La technique administrative de l'Assurance à Indice variable.....	71
Section 1. — Production et règlement des sinistres.....	71
Section 2. — Comptabilité. — Emission des quittances et réassurance.....	73
Section 3. — Les commissions.....	76
CHAPITRE IV. — Répercussion de la clause d'Indice variable sur les contrats d'assurance, ses conditions de bon fonctionnement, ses principaux caractères, ses effets.....	79
Section 1. — Incidence de la clause d'Indice sur les autres clauses générales du contrat.....	79
Section 2. — Taxes et clause d'Indice.....	81
Section 3. — Conditions nécessaires pour que la clause d'assurance « Indice variable » joue.....	83
Section 4. — Caractères de la clause d'assurance à Indice variable.....	85
Section 5. — Les effets de la clause d'assurance à Indice variable.....	87
CONCLUSION DE LA DEUXIÈME PARTIE.....	89

TROISIÈME PARTIE

Les réalisations pratiques de l'Assurance à Indice variable

INTRODUCTION DE LA TROISIÈME PARTIE.....	93
CHAPITRE PREMIER. — L'assurance Incendie à Indice variable.....	95
Section 1. — Evaluation des risques et des dommages.....	96
Section 2. — Choix de l'Indice.....	103
Section 3. — Justification du principe de l'Indice unique en assurance Incendie....	108
Section 4. — Etude des clauses d'assurance Incendie à Indice variable.....	120
Section 5. — Problèmes particuliers à la clause Incendie à Indice variable.....	146
CHAPITRE II. — L'assurance « Dégâts des Eaux » à Indice variable.....	153
Section 1. — Notions générales sur l'assurance « Dégâts des Eaux ».....	153
Section 2. — L'Indice.....	155
Section 3. — Clause d'assurance « Dégâts des Eaux » à Indice variable de la Compagnie La Lutèce.....	155
CHAPITRE III. — L'assurance « Bris de Glaces » à Indice variable.....	157
Section 1. — L'évaluation des risques et le règlement des dommages.....	158
Section 2. — L'Indice.....	160
Section 3. — Les clauses d'assurance « Bris de Glaces » à Indice variable.....	161
CHAPITRE IV. — La clause d'assurance « Responsabilité Civile » à Indice variable....	175
Section 1. — Evaluation des risques et des dommages.....	176
Section 2. — L'Indice.....	176
Section 3. — Etude de la clause.....	177
CONCLUSION DE LA TROISIÈME PARTIE.....	179

QUATRIÈME PARTIE

La portée économique et sociale de l'Assurance à Indice variable.....	183
---	-----

BIBLIOGRAPHIE

- E. AGNEL et C. DE CORNY. — Manuel général des assurances. 6^e éd., Paris, 1923.
- I. ALAUZET. — Traité des assurances. 2 vol., Paris, 1843.
- C. ANCEY. — Théorie et pratique des opérations d'assurances, Paris, 1904.
- C. ANCEY et L. SICOT. — La loi sur le contrat d'assurance. 2^e éd., Paris, 1931.
- DE L'ARBRE. — L'obligation de répondre à substituer à l'obligation de déclarer, Bruxelles, 1911.
- G. D'AYENEL. — Histoire économique de la propriété, des salaires, des denrées et de tous les prix en général depuis l'an 1200 jusqu'en 1800. 6 vol., Paris, 1894-1912.
- L. M. BALCET. — Répertoire pratique, technique et juridique des questions d'assurances, Strasbourg, 1930.
- R. BEINEIX. — L'assurance Incendie à Indice variable, Paris, 1942, article dans la *Revue Générale des Assurances Terrestres*, 1942, p. 5.
- R. BELIN. — Les index économiques dans les contrats publics et privés, Paris, 1942.
- L. BONNEVILLE DE MARSANGY. — Jurisprudence générale des Assurances Terrestres, Paris, 1882.
- P. A. BOUDOUSQUÉ. — Traité de l'assurance contre l'Incendie, Paris, 1829.
- BOURDILLIAT et A. DROUET. — Aide-mémoire pour l'établissement des valeurs vénales foncières et immobilières dans la Région Parisienne (2^e partie), Paris, 1934.
- A. BURLOT. — Utilisation des machines automatiques de statistiques et de comptabilité dans les Compagnies d'assurances, Paris, 1925.
- H. CAPITANT. — La loi du 13 Juillet 1930 relative au contrat d'assurance, article dans la *Revue générale des Assurances terrestres*, 1930, p. 773.
- A. COLIN et H. CAPITANT. — Cours élémentaire de Droit Civil Français: 3 vol., 7^e éd., Paris, 1932.
- G. DELIGAND. — De l'assurance contre l'Incendie. Thèse, Paris, 1972.
- R. DELMAS. — Les taxes sur les polices d'assurances, Elbeuf, 1939.
- M. DÉROULÈDE. — Assurances contre l'Incendie. Thèse, Paris, 1899.
- J. DESCHAMPS. — L'aggravation du risque en cours d'assurance, Paris, 1933.
- F. DESFRANÇOIS. — Commentaire des Conditions générales de la police de L'URBAINE, Paris, 1882.
- DROUAULT. — Assurances contre l'Incendie. Principes et utopies, article dans la *Revue de Législation Professionnelle*, 1912.
- A. DROZ. — Commentaire des polices d'assurance contre le risque d'incendie, Paris, 1913.
- E. DUHAIL. — L'Assurance contre l'Incendie. Thèse, Paris, 1883.
- G. DUVERGEY. — De l'Assurance à prime fixe contre l'Incendie, Paris, 1905.
- B. M. EMERIGON. — Traité des assurances des contrats à la grosse. 2 vol., Paris, 1827.
- G. FÉROT. — Etude sur les Assurances à prime contre l'Incendie, Paris, 1881.
- J. FOURASTÉ. — Cours professé au Conservatoire des Arts et Métiers, Paris, Novembre 1942, Juin 1943.
- J. GIRARD. — Eléments d'assurance, Paris, 1921.
- J. GODART. — Projet de loi relatif au contrat d'assurance, Paris, 1925.
- J. GODART et PERRAUD-CHARMANTIER. — Code des assurances. 2^e éd., Paris, 1937.
- G. GROSSIN. — L'Assurance contre l'Incendie. Thèse, Paris, 1930.
- GRUN et JOLIAT. — Traité des assurances terrestres, Paris, 1828.

- GUYOT. — Commentaire de la loi du 13 Juillet 1930 dans les *Lois nouvelles*, 1930.
- G. HAMON. — Les responsabilités. Les assurances. La prévoyance, Orléans, 1910.
- G. HAMON. — Histoire générale de l'assurance en France et à l'Etranger, Paris, 1895-1896.
- J. HÉMAR. — Théorie et pratique des assurances terrestres. 2 vol., Paris, 1924-1925.
- G. HETTER. — Des assurances terrestres. Thèse, Paris, 1867.
- G. HUBRECHT. — La dépréciation monétaire et l'exécution des contrats, Paris, 1928.
- J. M. JEANNENEY. — Essai sur les mouvements des prix en France depuis la stabilisation monétaire, Paris, 1936.
- J. E. LABBÉ. — Note sur Cassation Requête, 19 Janvier 1880, au *Sirey*, 1880-1-441.
- F. LABORI. — Répertoire encyclopédique du Droit Français. 12 vol., Paris, 1889.
- R. DE LA GRASSERIE. — Essai d'un projet de loi général sur les assurances, Paris, 1897.
- H. DE LALANDE et A. COUTURIER. — Traité théorique et pratique du contrat d'Assurance contre l'Incendie, Paris, 1886.
- C. DE LA PRUGNE. — Traité théorique et pratique de l'assurance en général, Paris, 1895.
- A. LASSAIGNE. — Manuel des assurés contre l'Incendie. 4^e éd., Paris, 1884.
- A. LATAPIE-CAPDERROQUE. — Le mouvement des prix en France et la dévaluation. Thèse, Paris, 1937.
- I. LEJEUNE. — Les méthodes de construction des index numbers, Paris, 1935.
- H. DE LIGNEROLLES. — Des recours de l'assureur contre les tiers responsables du sinistre, Paris, 1909.
- H. et L. MAZEAUD. — Traité théorique et pratique de la responsabilité civile, délictuelle et contractuelle. 2^e éd., 3 vol., Paris, 1934.
- E. MICHEL, O'BRIEN de BURGUE, G. NICOLAS. — Evaluations immobilières, Paris, 1942.
- A. DE MIRIMONDE. — Manuel pratique des assurances, Paris, 1928.
- A. ODILLON. — L'Assurance au Premier feu. 3^e éd., Paris, 1937.
- M. OLIVIER. — Les nombres indices de la variation des prix. Thèse, Paris, 1926.
- M. PAPOT. — La Règle proportionnelle des assurances terrestres, l'Assurance au Premier feu, Paris, 1934.
- P. PAQUET. — La dévaluation dans les rapports de Droit Privé sous les lois monétaires du 1^{er} Octobre 1936 et de 1937. Thèse, Lille, Hazebrouck, 1938.
- J. M. PARDESSUS. — Collection des *Lois maritimes*. 6 vol., Paris, 1828-1845.
- L. PARIS LE CLERC. — Le contrat d'assurance. Sa nature juridique, principes et applications, Paris, 1932.
- C. de PASSEFONS DE CARBONNAT. — Du contrat d'Assurance contre l'Incendie. Thèse, Paris, 1890.
- PAULET. — Le contrat d'Assurance contre le Bris des Glaces, Paris, 1926.
- J. PÉRIN. — L'Assurance au Premier feu, Paris, 1938.
- E. H. PERREAU. — Manuel juridique et pratique des agents d'assurances, Paris, 1922.
- E. PERSIL. — Traité des assurances terrestres, Paris, 1835.
- P. H. PHILOUZE. — Manuel du contrat d'assurance, Paris, 1879.
- P. H. PHILOUZE. — Projet de loi sur les assurances terrestres, Rennes, 1880.
- M. PICARD. — Cours professé à l'Ecole des Sciences politiques, Paris, Novembre 1942, Juin 1943.
- M. PICARD et A. BESSON. — Traité général des assurances terrestres en Droit Français. 3 vol. parus, Paris (T.G.A.T.).
- PIPIA. — Trattato delle assicurazioni terrestre, Roma, 1905.
- S. PLANCHE. — Fonctionnement du contrat d'assurance de responsabilité en matière terrestre. Thèse Grenoble, Lyon, 1932.
- PLANIOL et RIPERT. — Traité pratique du Droit Civil Français. 12 vol., Paris, 1925-1934.
- L. POUGET. — Dictionnaire des assurances terrestres. 2 vol., Paris, 1855.
- Présidence du Conseil. — Indices généraux du mouvement économique en France de 1901 à 1931, Paris, 1932.
- H. A. QUENAUULT. — Traité des assurances terrestres, Paris, 1828.
- A. RAMELLA. — Trattato delle Assicurazioni, Milano, 1921.
- P. REBOUD. — Précis d'économie politique. 8^e éd., 2 vol., Paris, 1939.
- L. REHFOUS. — Les assurances, Genève, 1893.
- J. RIALAN. — Le contrat d'Assurance Incendie dans ses rapports entre l'assureur et l'Assuré, Nantes, 1909.

- RICHARD et MAUCORPS. — Traité de la responsabilité civile en matière d'incendie, Paris, 1883.
- L. DE RIEDMATTEN. — Nouvelles conditions générales des polices Incendies d'après leur texte en vigueur depuis le 1^{er} Janvier 1941, Versailles, 1942.
- A. ROUX. — Le contrat d'assurance, commentaire par la Jurisprudence de la loi du 13 Juillet 1930. 2^e éd., Paris, 1936.
- F. SEIGNOL. — L'option de change et l'option de place, Paris, 1936.
- A. SIMONIN. — Jurisprudence générale des Assurances Terrestres (suite de Bonneville de Marsangy), de 1880 à 1905, 2 vol.
- STRACCHA. — De Assieurationibus.
- P. SUMIEN. — Manuel de l'assureur et de l'assuré, Paris, 1935.
- A. TRASBOT. — Note au Dalloz Périodique 1931, IV Partie, p. 22.
- R. VALIN. — Nouveau commentaire sur l'Ordonnance de la Marine du mois d'Août 1681. 2^e éd., Paris, 1841.
- W. VAN EECKOUT. — Le droit des assurances terrestres. 2^e éd., Bruxelles, 1932.
- C. VIVANTE. — Traité du Droit Commercial. 2^e éd., traduite par M. le P^r J. ESCARRA, Paris, 1912.
- C. WEENS. — L'assurance de choses, contrat d'indemnité. Thèse, Paris, 1927.
- C. WEENS. — La Règle proportionnelle dans le contrat d'assurance, article dans *la Revue générale des assurances terrestres*, 1930, p. 38.
- P. WEYER. — La prime d'assurance. Thèse, Paris, 1932.

REVUES ET PUBLICATIONS

- L'Argus et la Semaine*, Journal international des assurances.
- Dalloz Périodique (D.P.)*.
- Journal des Assurances J.A.)*.
- Journal Officiel (J.O.)*.
- Juris-Classeurs et Semaine Juridique*.
- Les Lois nouvelles*.
- L'Observateur*.
- Recueil périodique des assurances (R.P.)*.
- Revue de législation professionnelle*.
- Revue générale des assurances terrestres (R.G.A.T.)*
- Revue trimestrielle de Droit Civil*.
- Sirey (S.)*.

